



PALESTINE
Yasser Arafat prépare son nouveau gouvernement p. 2

ALGÉRIE
La contestation kabyle dans l'impasse p. 3

ROBOTIQUE
Œil de mouche et poil de criquet p. 27

PORTRAIT
Renaud désespéré par Billancourt p. 34



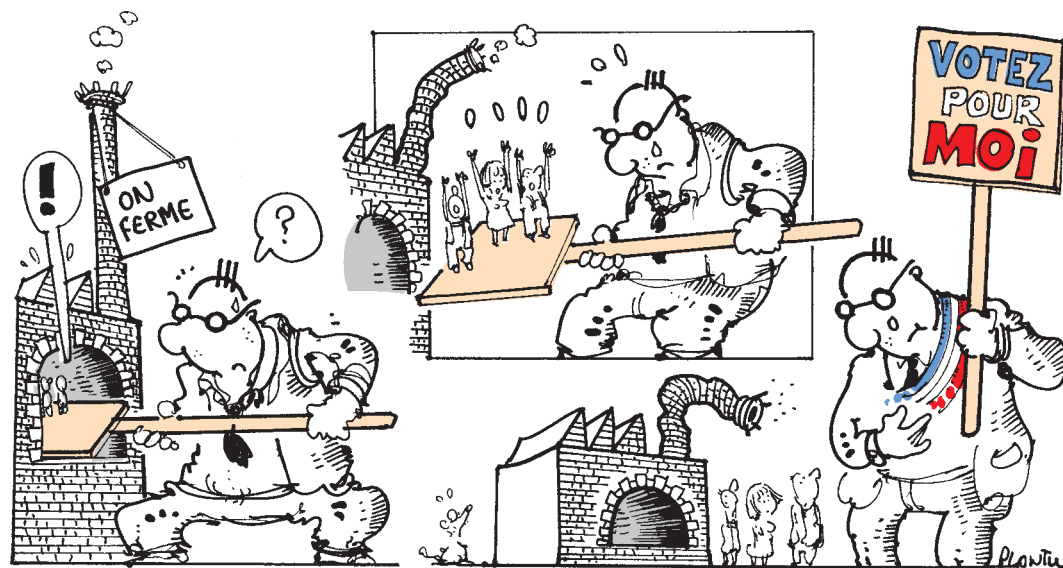
GRANDE-BRETAGNE
Jubilé rock et pop pour la reine et notre éditorial p. 20

International.....	2	Abonnements.....	17
Union européenne...	6	Entreprises.....	21
France.....	8	Communication.....	24
Société.....	12	Marchés.....	25
Carnet.....	14	Aujourd'hui.....	27
Régions.....	15	Météorologie-Jeux.....	30
Horizons.....	16	Culture.....	31
Kiosque.....	17	Radio-Télévision.....	35

Le social s'invite dans la campagne

Reléguée derrière l'insécurité pendant la présidentielle, la défense de l'emploi revient en force pour les législatives

L'EMPLOI, relégué derrière l'insécurité pendant la campagne présidentielle, revient en force pour les législatives. Sur le terrain, les candidats affrontent les mécontentements nés du chômage, de la précarité, des licenciements. Lundi 3 juin, Whirlpool a confirmé le transfert d'une partie de son activité d'Amiens (Somme), fief du ministre des transports Gilles de Robien, en Slovaquie : 360 emplois supprimés sur 860. A Soissons (Aisne, département où Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat aux PME, est candidat), quatre entreprises ferment, menaçant 623 postes de travail. Le groupe Arcelor, que présidait Francis Mer avant qu'il devienne ministre de l'économie, ferme le site sidérurgique de Soljac (Pas-de-Calais), 423 salariés. A Evreux, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, fait face au départ d'une entreprise finlandaise et demande au gouvernement, dans un entretien au *Monde*, de durcir la législation sur les licenciements.



Renaud Dutreil, lui aussi, cherche à impliquer les pouvoirs publics.

Au même moment, le débat sur le smic s'amplifie. Le PS propose

de le relever de 5 %, alors que le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, renvoie toute décision au lendemain des législatives. Quant au conflit des médecins sur la consul-

tation à 20 euros, il est entré dans une phase décisive. Leurs syndicats négocient, mardi 4 juin, avec la Caisse nationale d'assurance-maladie.

► Les candidats confrontés à la multiplication des plans sociaux

► Enquête sur le désarroi des profs face à la diffusion des thèses du FN

► Débats : Jean-Louis Bourlanges et Bertrand Delanoë

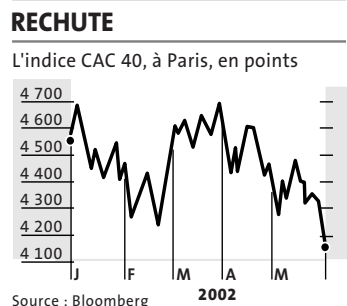
► L'étrange retraite de Lionel Jospin

Législatives p. 8 à 11, enseignants face à Le Pen p. 12, le FN à Marseille p. 15, la retraite de Jospin p. 16, débats p. 18 et 19

La Bourse recule malgré la croissance

L'OPTIMISME de début d'année, partagé par bon nombre d'analystes, a cédé la place à un large sentiment de doute sur l'orientation des marchés financiers. Toutes les Bourses, à l'exception de Tokyo, affichent des pertes sur les cinq premiers mois de l'année. Mardi 4 mai, dans la matinée, le CAC 40 perdait encore 2,27 %, à 4 131 points, soit une baisse de plus de 10,67 % depuis le début de l'année.

Malgré les signes de reprise économique, plusieurs facteurs se conjuguent pour contrarier la remontée de la valeur des actions : le niveau élevé de l'endettement



des entreprises, les suspicions sur la sincérité des comptes, le retour des déficits budgétaires américains

et la baisse du dollar. Les perspectives de remontée des taux d'intérêt, qui accompagneront la reprise, pèsent également sur le niveau des actions.

Cette morosité ambiante ne déplaît pas à tout le monde. En effet, profitant de la frilosité des gestionnaires traditionnels, les fonds spéculatifs s'en donnent à cœur joie, parient sur la baisse des cours et amplifient les mouvements, ce qui explique la forte volatilité des places boursières depuis plusieurs mois.

Lire pages 21 et 25

SUPPLÉMENT MONDIAL

Le Brésil retrouve Ronaldo et l'Italie ses ambitions



L'ITALIE, victorieuse de l'Equateur (2-0), grâce à deux buts de Christian Vieri et à une défense exemplaire (ici à droite, Fabio Cannavaro), et le Brésil, emmené par Ronaldo, vainqueur de la Turquie (2-1), n'ont pas manqué leur entrée dans la compétition.

Lire notre supplément et la chronique de Pierre Georges page 36

« Basic Instinct » sans les jambes de Sharon Stone, ça marche

NEW YORK
de notre correspondant

Basic Instinct privé des jambes de Sharon Stone, il faut sauver le soldat Ryan sans les jurons et les combats les plus violents en moins, Titanic sans la nudité de Kate Winslet, La Liste de Schindler épuré de ses scènes les plus pénibles et Gladiateurs presque sans hémoglobine. L'Amérique bien-pensante peut regarder les films sans crainte pour sa moralité. Expurgées, les vidéos sont louées par la chaîne de magasins CleanFlicks, littéralement « petits coups de propre », créée il y a seulement dix-huit mois à Pleasant Grove (Utah), à côté de Salt Lake City, par Ray Lines, un mormon.

L'ampleur de son succès l'a surpris. Le prix de la location, 12 à 15 dollars par film, est plus du double du tarif habituel. Cela n'a pas empêché CleanFlicks d'ouvrir 65 points de vente dans l'ouest du pays et d'espérer en avoir un dans chaque Etat avant la fin de l'année. Son catalogue compte déjà près de 500 films « nettoyés »

— sans mots grossiers, sans phrase contenant le mot Dieu, sans scène de sexe — et la liste s'allonge chaque semaine.

« Nous nous développons comme de la mauvaise herbe », affirme Ray Lines. « Je suis un homme d'affaires. Je satisfais la demande de consommateurs avec qui je partage les mêmes valeurs. J'ai beaucoup de respect pour James Cameron, le metteur en scène de Titanic, ou Steven Spielberg, celui de La Liste de Schindler. Seulement, je veux que mes sept enfants regardent de grands films et je ne crois pas qu'ils aient besoin de voir tout ce sexe, d'entendre ces injures et de contempler tout ce sang », explique-t-il.

« Il s'agit d'une atteinte à la propriété intellectuelle », s'insurge Winston Dixon, spécialiste du cinéma à l'université du Nebraska. « Mutiler un film en retirant la violence qui fait partie intégrante du message — comme dans La Liste de Schindler, par exemple — revient potentiellement à réduire la force et la substance du message. Si vous écrivez une histoire dont 20 % des phrases

sont ensuite modifiées, il s'agit alors d'une tout autre histoire », ajoute-t-il.

A Hollywood, producteurs, metteurs en scène, acteurs sont embarrassés. Il faut dire que les chaînes de télévision grand public prennent la liberté depuis des années aux Etats-Unis de couper les scènes « choquantes » des films diffusés aux heures de grande écoute.

Jeff Aldous, l'avocat de CleanFlicks, reconnaît que l'entreprise se trouve dans une zone de non-droit. « Il ne s'agit pas de censure. Vous pouvez toujours aller acheter ailleurs la version intégrale. Chaque vidéo est achetée et éditée individuellement. Les producteurs sont payés pour chacune, il n'y a pas de copies. Et puis nous ne faisons de tort à personne. Tout le monde est gagnant. Les producteurs de films vendent des cassettes et des DVD, le consommateur a le film qu'il souhaite, et mes clients gagnent un peu d'argent. » Qui va oser faire un procès ?

Eric Leser

CINÉMA

Humains contre robots



METROPOLIS, de Rin-taro, révolutionne l'art du dessin animé en mêlant les techniques traditionnelles et les images numériques.

Lire page 31

ANALYSE

Faux triomphe et vrai désastre

PRÉSIDENT affaibli par cinq années de cohabitation, atteint par les affaires qui entourent son nom, Jacques Chirac est en passe de réussir un rétablissement inouï. Déjà président le mieux élu des seconds tours de la V^e République, il peut espérer demain réunir à l'Assemblée nationale une majorité à sa dévotion pour la durée de son quinquennat. Le chemin du succès est pourtant paradoxal et s'appuie sur une base électorale et sociale très étroite. Avec 5,4 millions de voix au premier tour de la présidentielle en métropole, Chirac fait moins qu'en 1995 (6 millions de suffrages), où il avait pourtant dû affronter Edouard Balladur — les deux hommes totalisaient alors 11,5 millions. En sept ans, le capital électoral a fondu de moitié... Jamais président sortant n'a recueilli

un score aussi faible, jamais président élu ne s'est appuyé sur un socle aussi étroit. La droite modérée — Chirac, Bayrou, Madelin et Boutin — ne représente globalement que 31,5 % des suffrages exprimés. Elle n'obtient que 17 % des voix parmi les ouvriers, 26 % seulement chez les Français dont le foyer gagne moins de 2 000 euros par mois (les deux tiers du pays).

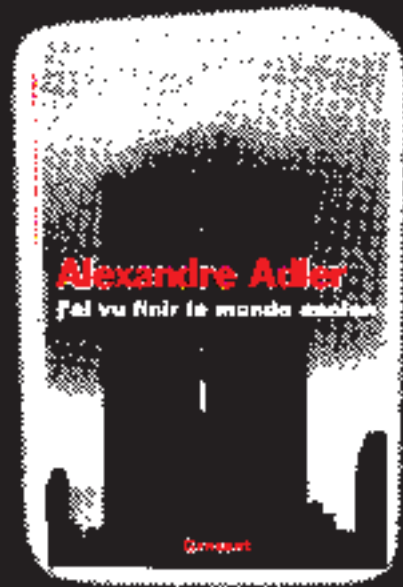
La qualification de Le Pen, qui permit le score écrasant du second tour, a été rendue possible par la mise en avant systématique de thèmes sécuritaires dans la campagne du président sortant et — ceci expliquant sans doute cela — par un transfert de voix chiraquiennes de 1995 vers le chef du Front national. Selon le sondage « sortie des urnes » d'Ipsos réalisé le 21 avril, sur cent

nouveaux électeurs de Le Pen, ceux venus le renforcer entre 1995 et 2002, 46 viennent de la droite modérée (dont 30 de l'électorat Chirac) quand 20 seulement viennent de la gauche et 34 n'avaient pas pris part au vote d'il y a sept ans. Ces données de sondages sont confirmées par l'analyse électorale : si l'on examine au niveau le plus fin — celui du canton — l'évolution du vote Le Pen de 1995 à 2002, on relève que le coefficient de corrélation est de 0,11 avec le total gauche de 1995, de 0,03 avec l'électorat Balladur, de 0,24 avec l'électorat de Villiers, et qu'il culmine à 0,32 avec le vote Chirac.

Jérôme Jaffré pour le Monde

Lire la suite page 20

Parce que le monde est parfois difficile à lire



INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Ariel Sharon, le premier ministre israélien, sera reçu, le 10 juin, par le président américain, George W. Bush. Il s'agit de la **SIXIÈME RENCONTRE** entre les deux hommes depuis l'élection du président du Likoud, en

février 2001. Cette visite sera précédée par des **ENTRETIENS** entre M. Bush et le chef de l'Etat égyptien, Hosni Moubarak, les 7 et 8 juin à Camp David. Ces pourparlers ont lieu alors que le directeur de la CIA, George

Tenet, et le secrétaire d'Etat adjoint, William Burns, se trouvent au Proche-Orient. Le patron de la CIA doit rencontrer Yasser Arafat, mardi 4 juin, à Ramallah, pour discuter de la **RÉFORME** des systèmes palestiniens de

sécurité. Cette réorganisation fait partie des réformes de l'Autorité promises, le 15 mai, par M. Arafat, qui devraient aboutir à la formation d'un nouveau **GOVERNEMENT** et à des élections générales.

Yasser Arafat gardera le plein contrôle de l'Autorité palestinienne

La formation d'un nouveau gouvernement, la refonte des systèmes de sécurité et l'organisation d'élections générales sont annoncées. Des doutes subsistent sur la réalité de ces réformes, qui ne devraient pas menacer le pouvoir du leader palestinien

RAMALLAH

de notre envoyé spécial

Moins de trois semaines après le discours sur les réformes du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, le 15 mai, un nouveau gouvernement palestinien est sur le point d'être formé. Confronté depuis la fin officielle de l'opération israélienne « Mur de protection » aux critiques palestiniennes et aux pressions israéliennes et américaines, M. Arafat n'avait guère le choix. La nomination de nouveaux ministres est sans aucun doute la réponse la plus rapide qu'il peut leur apporter. En 1998, soumis à de premières critiques sur le fonctionnement de l'Autorité et principalement la corruption, M. Arafat avait déjà tenté de couper court au mécontentement en remaniant le gouvernement.

Le remodelage d'une entité aux contours juridiques flous — les institutions palestiniennes actuelles auraient dû cesser d'exister il y a trois ans à la fin de la période intérimaire ouverte à Oslo en 1993 — et au territoire désormais incertain, puisqu'il n'existe plus de zones autonomes palestiniennes, devrait

se poursuivre avec la refonte de services de sécurité pléthoriques que M. Arafat avait pris le soin de diviser et d'opposer les uns aux autres pour mieux en conserver le contrôle. La nouvelle architecture a été préparée par le directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), George Tenet, venu sur place, lundi 3 juin, tenter de remettre sur pied un dispositif particulièrement endommagé par l'offensive israélienne de mars et avril.

OPÉRATIONS MILITAIRES

Au tout début des opérations, à Beitunia, près de Ramallah, le quartier général du chef de la Sécurité préventive pour la Cisjordanie, Jibril Rajoub, avait été pris d'assaut par l'armée israélienne. La destruction d'un appareil chargé de la lutte antiterroriste, qui avait plutôt bien résisté aux chocs de l'Intifada, a fait la place nette pour son homologue dans la bande de Gaza, dirigé par Mohammed Dahlan, lequel devrait se voir confier un dispositif resserré autour de trois ou quatre grands services.

Le troisième chantier des réfor-

mes, les élections générales, est en revanche plus incertain. Si le chef de l'Autorité a bien annoncé son intention d'organiser des élections locales et « nationales » entre la fin de cette année et le début de la sui-

ne sont plus autonomes. Si des élections municipales pourraient sans doute être organisées sans trop de problème, des élections législatives, voire une présidentielle, seraient peu envisageables

Yossi Beilin lance un mouvement pacifiste

L'ex-ministre travailliste israélien de la justice, Yossi Beilin, a lancé, dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin, devant un millier de sympathisants à Tel-Aviv, un nouveau mouvement à vocation pacifiste, sociale et culturelle appelé Shahaar (Aube, en hébreu). « Mon objectif est que le camp de la paix se présente unifié aux prochaines élections, afin qu'il y ait un choix clair entre le candidat de la paix au poste de premier ministre et ses rivaux », a-t-il affirmé. M. Beilin a indiqué espérer que le Parti travailliste quitterait le gouvernement d'union nationale du premier ministre Ariel Sharon « dans trois mois, après ses prochaines élections primaires ».

« Ceux qui participent à un tel gouvernement ne peuvent nous conduire à la paix », a ajouté M. Beilin, l'un des artisans des accords d'Oslo sur l'autonomie palestinienne (1993). Il a également pris à partie l'ancien premier ministre travailliste Ehoud Barak, en lui faisant assumer l'échec des négociations de paix avec les Palestiniens. — (AFP.)

vante, nul ne sait encore si le projet verra le jour.

Contrairement aux élections de 1996, considérées à l'époque comme équitables par les observateurs internationaux présents sur place, les territoires palestiniens

sans un retrait de l'armée israélienne, ou moins sur les positions qu'elle occupait à la veille de l'Intifada. Rien ne dit qu'Ariel Sharon, est prêt à y consentir pour l'instant, bien au contraire.

Si en apparence, le chantier des

réformes est donc bien engagé, en revanche, de lourdes interrogations pèsent sur leur réalité. D'une part, le débat a souvent l'air surréaliste alors que dans le même temps, sur le terrain, les troupes israéliennes ne cessent d'opérer dans des agglomérations palestiniennes soumises au couvre-feu, parfois pendant plusieurs jours consécutifs.

INVITATIONS DÉCLINÉES

D'autre part, certains proches de M. Arafat considèrent, sous couvert de l'anonymat, que le chef de l'Autorité palestinienne n'est pas prêt à remettre en cause son système qui combine la concentration de tous les pouvoirs avec une pratique de médiation très sophistiquée. D'autres observateurs, notamment dans les milieux universitaires, sont même persuadés que la réforme est impossible tant que M. Arafat sera à la tête du mouvement national palestinien. Selon eux, la refonte du gouvernement et des services de sécurité n'empêcheront par le chef de l'Autorité palestinienne de tout contrôler.

Les tractations engagées pour la formation du nouveau gouvernement montrent pour l'instant que les équilibres politiques ne devraient pas être modifiés en profondeur. Sollicités par M. Arafat, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) ont décliné l'invitation. Il en a été de même avec les formations islamistes, le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) et le Djihad islamique, qui ont préféré rester en dehors des institutions officielles palestiniennes.

Dans ces conditions, le renouvellement risque de se limiter à des personnalités indépendantes, ainsi l'ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, Salam Fiad, ou puisées dans le vivier des organisations non gouvernementales palestiniennes. Ces nouveaux noms s'ajouteraient aux « poids lourds » de l'actuelle équipe qui devraient rester en place, Yasser Abed Rabbo, Saeb Erekat et Nabil Shaath.

Gilles Paris

Ariel Sharon sera reçu pour la sixième fois à la Maison Blanche

LE PRÉSIDENT américain, George W. Bush, recevra Ariel Sharon, le 10 juin à Washington, a annoncé lundi 3 juin la Maison Blanche. M. Bush, qui s'entretiendra avec le président égyptien, Hosni Moubarak, vendredi et samedi, dans la résidence de campagne présidentielle de Camp David, voudrait ramener les deux parties à la table des négociations. « La visite du premier ministre intervient dans un contexte de consultations entre hauts responsables américains et israéliens, dans le but de promouvoir la paix et la sécurité au Proche-Orient », indique un communiqué. Ce sera la sixième fois que M. Sharon sera reçu à la Maison Blanche. Sa dernière rencontre avec M. Bush a eu lieu le 7 mai. Ce jour-là, un attentat-suicide en Israël a fait 15 morts.

Deux émissaires américains, le directeur de la CIA George Tenet et le secrétaire d'Etat adjoint William Burns, se trouvent au Proche-Orient pour discuter de la réforme de l'Autorité palestinienne et de la reprise du dialogue

entre Israéliens et Palestiniens. Les Etats-Unis ont par ailleurs réaffirmé, lundi, leur opposition aux activités de colonisation israéliennes à l'occasion du début des travaux de construction d'un quartier de colonisation juive à Jérusalem-Est. Nof Zaav (Paysage en or) sera construit dans le quartier arabe de Jabel Moukaber, sur une surface de 14 hectares, a indiqué la radio israélienne.

LE SHASS RETROUVE SA PLACE

Le parti ultra-orthodoxe Shass a officiellement retrouvé, lundi, sa place au sein du gouvernement de coalition israélien. Il en avait été écarté deux semaines plus tôt pour avoir voté contre un plan d'austérité, lors de sa présentation en première lecture à la Knesset. Le Parlement a ratifié le retour des quatre ministres, par 54 voix pour et 24 contre. Selon les médias israéliens, le Shass est désormais autorisé à soulever des objections contre le plan, devant une commission parlementaire qui reçoit le texte avant un nouveau vote à la Knesset. — (AFP, Reuters.)

Le chef du FPLP est maintenu en prison malgré une décision de justice

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La Cour suprême palestinienne a décrété, lundi 3 juin, la libération du chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Ahmed Saadat, jugeant ne pas disposer de preuves de son implication dans le meurtre d'un ministre israélien. Cette annonce a suscité une très vive réaction israélienne. Quelques heures plus tard, la direction palestinienne a décidé de maintenir le responsable en prison, « en raison des menaces d'Israël de l'assassiner ».

Le « cas » Saadat est emblématique de la vendetta à laquelle se livrent épisodiquement Israéliens et Palestiniens, en contrepoint du conflit ouvert en septembre 2000. Le 24 août 2001, une opération spectaculaire est menée par un commando du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) dans la bande de Gaza, au cours de laquelle trois soldats israéliens sont tués. Trois jours plus tard, un raid est lancé contre le bureau du chef du FPLP, le successeur du très charismatique Georges Habache, Abou Ali Moustapha. Ce dernier est tué sur le coup. Le

FPLP, peu en vue pendant les premiers mois de l'Intifada, s'engage alors dans les représailles. Un mois plus tard, il se désigne comme chef Ahmed Saadat, qui figure parmi les « durs » de cette formation radicale, gagnée par le pragmatisme depuis la retraite de M. Habache. Moins de deux mois après la mort de Abou Ali Moustapha, le 17 octobre, un commando palestinien tue dans un hôtel de Jérusalem-Est Rehavam Zeevi, le ministre israélien démissionnaire du tourisme, responsable d'extrême droite et défenseur notamment du transfert des Arabes israéliens et des Palestiniens hors d'Israël et des territoires occupés.

L'OPINION INDIGNÉE

Cet assassinat sans précédent, comme l'était celui d'un haut responsable politique palestinien — le chef du FPLP — depuis les accords d'Oslo, est suivi d'incursions massives israéliennes dans les zones alors encore autonomes palestiniennes. Ordre est donné à Yasser Arafat d'arrêter les coupables et le chef du FPLP.

Le président palestinien attendra d'être pla-

cé le dos au mur pour obtempérer. Tout d'abord, Ahmed Saadat, en janvier 2002, puis quelques semaines plus tard, les quatre membres présumés du commando à l'origine de l'assassinat du ministre, dans une zone pourtant sous contrôle israélien pour ce qui est des questions de sécurité.

Au début du siège du quartier général de M. Arafat, le 29 mars, les cinq hommes, et un conseiller accusé de trafic d'armes par les Israéliens, trouvent refuge à ses côtés. Les Israéliens exigent en vain qu'ils leur soient livrés. Le commando est jugé de manière expéditive pour parvenir à une sortie de crise globale : une détention des six à Jéricho, sous supervision internationale.

Cette solution suscite l'indignation de l'opinion publique palestinienne. L'incertitude demeure au sujet d'Ahmed Saadat, sur lequel ne pèse aucune charge côté palestinien, ce qui motive la saisie par ses avocats de la Cour suprême palestinienne.

G. P.

Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe

« Une conférence de paix réunie à la va-vite sera sans valeur »

Estimez-vous que l'administration américaine s'est désormais sérieusement investie dans la recherche d'une solution au conflit du Proche-Orient ?

Les Etats-Unis s'intéressent aujourd'hui à cette question davantage qu'il y a quelque temps, en ce sens qu'ils sont inquiets du fait que les choses ne tournent pas rond, que les critiques et la colère montent dans la rue et dans tous les milieux arabes, qu'il existe une effervescence sans précédent dans cette région qui pourrait avoir des conséquences sur des intérêts divers. Mais porter un intérêt au Proche-Orient requiert [de la part des Etats-Unis] un plan d'action et un rôle d'honnête courtier, deux conditions sans lesquelles rien ne peut aboutir.

Voulez-vous dire qu'ils ne remplissent pas ces deux conditions ?

Ce n'est pas ce que je dis. Je souhaite simplement qu'il en soit ainsi, parce que c'est le seul moyen d'être efficace. Prendre parti pour Israël ne mènera à rien, car il existe non pas une seule, mais des lignes rouges que les Arabes ne sauraient transgresser, une nette distinction entre ce qui est acceptable par eux et ce qui ne l'est pas. Qu'on ne leur demande pas, par exemple, de remettre à plus tard la question de Jérusalem, ou de se taire sur le problème des colonies de peuplement, ou encore de renoncer à la question des réfugiés, ou de céder des territoires à Israël. Tout cela est inacceptable. Ce qui est accep-



JOSEPH BARRAK / AFP

table, ce sont des engagements précis concernant Jérusalem, un accord sur d'autres engagements mutuels [entre Israël et les Palestiniens] relatifs aux réfugiés, aux questions de sécurité, au tracé des frontières sur la base des lignes de 1967, à la sécurité des frontières.

C'est là la position de tous les Etats arabes, dont le cadre de pensée et de comportement est désormais le plan précis qu'ils ont tous approuvé lors du sommet de Beyrouth. [Le plan dit « Initiative arabe de paix » adopté en mars, prévoit l'établissement de relations « normales » avec Israël, s'il se retire de tous les territoires arabes occupés en 1967, Jérusalem-Est inclus, démantèle les colonies de peuplement et accepte un règlement du problème des réfugiés palestiniens].

Que pensez-vous du projet américain de réunir une conférence internationale de paix ?

L'idée d'une conférence internationale est à l'origine européenne. Les Etats-Unis l'ont approuvée dans le cadre du « quartet » [Etats-Unis, Russie, ONU et Union européenne], parce qu'ils ne savaient que faire. Cette conférence soulève un grand nombre de questions et de doutes. Du côté israélien, [le premier ministre, Ariel] Sharon veut une conférence taillée sur mesure, dont il désignerait lui-même les participants, la date et l'ordre du jour. C'est une mascarade d'idiote que nul ne saurait accepter. [Le ministre des affaires étrangères, Shimon] Pérès, quant à lui, souhaite une conférence quelle qu'elle soit, parce que c'est un événement médiatique, avec caméras de télévision, photos, sourires, jeux de rôle, et tromperie à la clé.

La conférence dont a parlé le « quartet » n'est pas sans intérêt, mais si elle se tient dans un délai de deux semaines ou trois ce ne sera qu'une opération de relations publiques sans valeur aucune, une conférence réunie à la va-vite, histoire de prétendre relancer le processus de paix, en formant des commissions qui multiplient les réunions... C'est du réchauffé, un scénario insipide. En revanche, l'idée présente un sérieux intérêt si la conférence se tient dans quatre à six mois, le temps de la préparer sérieusement, c'est-à-dire d'en établir l'ordre du jour, d'en définir clairement l'objectif et d'adopter un calendrier.

Des voix s'élèvent de partout pour exiger de l'Autorité palesti-

nienne qu'elle procède à des réformes...

Lorsque la demande émane des Palestiniens eux-mêmes, elle est légitime. Mais une demande émanant d'une partie étrangère peut cacher des intentions malveillantes, sauf lorsqu'il s'agit des pays donateurs [d'aide financière à l'Autorité palestinienne] qui ont le droit de réclamer des réformes financières pour que leur argent passe par des canaux agréés.

Quelle suite les pays arabes ont-ils donnée à l'initiative de paix « du sommet de Beyrouth » ?

Le sommet a décidé de la porter devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Des contacts ont été pris par le comité de suivi du sommet avec le « quartet ». Mais si les Israéliens refusent cette initiative, s'ils n'acceptent pas une paix globale, et qu'ils veulent, comme le dit Sharon, un pas par-ci et un autre par-là, il revient aux Européens et aux Américains, qui ont approuvé avec force l'initiative arabe, de dire ce qu'ils ont l'intention de faire. En adoptant leur initiative, les Arabes ont fait preuve de sagesse diplomatique. Ils ont adressé le bon message, face à la campagne de mystification et de mensonges lancée par Israël, y compris à propos de ce qui s'est passé au sommet [américano-israëlo-palestinien] de Camp David [en juillet 2000]. Plus nous sommes clairs, mieux nous servirons nos intérêts.

Propos recueillis par Mouna Naïm

TROISIÈMES CYCLES

EXPERTISE INFORMATIQUE 9 MASTERS SPÉCIALISÉS

- **Pôle Informatique pour le décideur**
 - Master "Informatique Financière"
 - Master "Management et Informatique"
 - Master "Décisions e-Stratégies de l'Entreprise"
- **Pôle Nouvelles Technologies de l'Information**
 - Master "Nouvelles Technologies Numériques"
 - Master "Réseaux Haut débit"
 - Master "Technologies Wireless"
- **Pôle "Systèmes Informatiques**
 - Master "Sécurité Informatique"
 - Master "Systèmes d'Information d'Entreprise"
 - Master "Traçabilité et Logistique"

EPITA PARIS SUD MASTERS
14-16, rue Voltaire • 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex
Tél. 01 44 08 01 01 • M° Porte d'Italie • e-mail : masters@epita.fr

EPITA
L'INGÉNIEUR INFORMATIQUE

www.masters.epita.fr

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les services égyptiens avaient prévenu Washington d'un risque d'attentat, selon M. Moubarak

Ils avaient réussi à infiltrer le réseau Al-Qaida

LA COMMISSION spéciale du renseignement, au Sénat, a prévu d'entendre, à compter de mardi 4 juin, plusieurs responsables des services secrets américains pour leurs négligences à exploiter et à communiquer les renseignements qu'ils détenaient avant les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre Washington et New York.

Cette enquête parlementaire a été ouverte à la suite des révélations de la presse, aux Etats-Unis, selon lesquelles des « défaillances énormes du renseignement », selon le mot, sur la chaîne télévisée ABC, du président de la commission, Richard Shelby, républicain de l'Alabama, ont marqué le travail de l'Agence centrale de renseignement (CIA) et du Bureau fédéral d'investigation (FBI).

Une des plus récentes révélations sur cette affaire de manquement du renseignement américain émane du quotidien *The New York Times* dans une correspondance de deux de ses envoyés spéciaux au Caire au lendemain de leur réception, dimanche 2 juin, par le président Hosni Moubarak.

Au cours de cet entretien, le président égyptien a indiqué que les services de renseignement de son pays avaient averti, une semaine avant le 11 septembre, les Etats-Unis des préparatifs que le réseau d'Oussama Ben Laden menait à propos d'une opération « significative » contre une cible américaine. Les services égyptiens avaient infiltré un agent au sein de l'organisation terroriste, mais leurs chefs, a précisé M. Moubarak, ont tenté en vain d'arrêter l'opération qui était en cours.

Pour autant, a affirmé le président égyptien, les services de son pays n'avaient aucune indication

sur la manière dont devait avoir lieu l'agression. Ils pensaient à un attentat contre une ambassade ou un avion, « quelque chose d'habituel », a dit M. Moubarak aux journalistes américains.

« Découvrir, après-coup, que les terroristes s'étaient emparés d'avions pour détruire des immeubles, a-t-il ajouté, nous est apparu incroyable ». Le président égyptien n'a pas précisé comment les services américains avaient réagi aux renseignements recueillis par Le Caire. Des sources égyptiennes, rapportées par *The New York Times* laissent entendre qu'elles avaient informé les services américains entre mars et mai 2001, du fait que l'organisation Al-Qaida était infiltrée.



« Il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire dans le domaine du renseignement »
HOSNI MOUBARAK

Les relations entre services américains et services égyptiens sont régulières, notamment par l'intermédiaire de la CIA. « Il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire dans le domaine du renseignement », a admis M. Moubarak, mais nous devons le faire quelquefois avec discrétion ».

La Maison Blanche a refusé de commenter les propos du président égyptien qui doit être l'hôte, vendredi 7 et samedi 8 juin, à Camp David, de George W. Bush. Un responsable de la CIA a, en revanche, indiqué que l'agence n'avait reçu aucun avertissement de l'Egypte, concernant une possible attaque, durant les jours qui ont précédé le 11 septembre.

Après le boycottage des élections, les mouvements de contestation kabyles se trouvent dans une impasse

Le Conseil constitutionnel a validé les résultats des législatives algériennes du 30 mai. En Kabylie, les formations cherchent comment sortir du cycle émeutes-répression

TIZI-OUZOU (Kabylie)
de notre envoyée spéciale
« Cela ressemble à une impasse », soupire un élu FFS (Front des forces socialistes) de la préfecture de Tizi-

■ REPORTAGE

« Ce pouvoir fait tout pour donner raison aux extrémistes »

Ouzou, « ce pouvoir est machiavélique : si on avait participé aux élections, on l'aurait servi, et quand on les boycotte, on le sert encore ». Pour avoir refusé d'organiser les élections législatives, jeudi 30 mai, des dizaines d'élus, des partis FFS et RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), majoritaires en Kabylie, attendent d'être informés sur leur sort. Certains ont été suspendus par l'administration, d'autres sont sous la menace de poursuites judiciaires.

Dans l'administration, la situation n'est pas meilleure. Les représentants de l'Etat sont menacés, eux, par les manifestants, pour avoir tenté de remplir leur mission en organisant ces élections. Ils demandent aujourd'hui la protection des compagnies nationales de sécurité (CNS), dont la seule présence rend hystérique la foule qui rêve d'en découdre avec le pouvoir.

Mais les affrontements finissent par lasser. « C'est de la gesticulation », s'exaspère une voix respectée en Kabylie, mais qui préfère aujourd'hui garder l'anonymat dans ce climat d'insécurité et de suspicion. « Ils brûlent les mairies, les centraux téléphoniques, mais quels sont leurs

objectifs ? On a l'impression que ces gens vivent en cercle fermé. »

« Mouvement citoyen et pacifique » ou « mouvement populaire et violent » ? Le débat sur la nature des coordinations des *aarchs* (tribus), des communes et des *daïras* (circonscriptions), qui depuis un an mobilisent la région en réaction à l'assassinat d'un jeune lycéen, Massinissa Guermah, dans une caserne de gendarmerie, est devenu impossible en Kabylie. Il ne faut pas s'attarder sur la légitimité de ses délégués, qui, sans être élus, sont désignés par consensus, excluant totalement les femmes. Les partis politiques n'y sont pas admis et leurs militants n'y siègent qu'à titre individuel.

« CRÉER DE L'INSTABILITÉ »

La présidence des coordinations de communes, de *daïras* et de l'inter-wilaya, sorte de comité central, est tournaute et change de réunion en réunion, environ chaque mois. Les décisions qui y sont prises sont longuement débattues ; elles s'imposent ensuite à l'ensemble de la communauté.

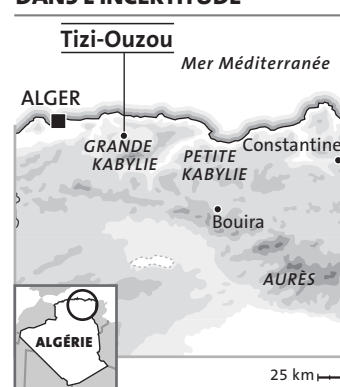
« Ce mouvement n'est plus un mouvement pacifique, regrette notre interlocuteur, des jeunes gens de 13 à 30 ans ont été pris en main par des forces qui ont besoin de créer de l'instabilité pour empêcher un débat sur les vrais problèmes économiques et politiques du pays. »

Rabah Boucetta, membre influent de l'inter-wilaya, se défend : « Je ne peux pas comparer ces réactions citoyennes violentes et spontanées aux balles assassines de ce pouvoir qui a tué plus de cent personnes. Face à la colère de la rue, c'est nous qui jouons aux pompiers : parfois on réussit, parfois c'est l'échec. » La rue, ce sont ces milliers de garçons, humiliés par le discours officiel et soudés par la haine du

pouvoir « Nous avons réussi à transformer les émeutes en actions pacifiques, marches, grèves, malheureusement, en face de nous, ce pouvoir fait tout pour donner raison aux extrémistes. Au lieu de recevoir la plate-forme d'El-Kseur, il nous a envoyé ses policiers », ajoute Rabah Boucetta.

Cette plate-forme énumère plusieurs demandes allant du départ de la gendarmerie à la sanction des militaires. « En rejetant ces élections, nous faisons pression pour l'adoption de cette plate-forme et pour la libération de tous les délégués détenus arbitrairement », explique un enseignant en langue tamazight. Lui même est

DANS L'INCERTITUDE



en cavale et vit dans une semi-clandestinité.

Aujourd'hui, son mouvement, comme le FFS et le RCD, demande l'annulation des élections. Les résultats ont pourtant été validés, lundi 3 juin, par le Conseil constitutionnel, y compris en Kabylie, en dépit des conditions anormales dans lesquelles s'est déroulé le scrutin et d'une participation inférieure à 3 %. Cette validation devrait être perçue par la Kabylie comme une porte qui se ferme. Les trois partis

et mouvement de la région se retrouvent enfermés dans un même piège, en dépit de leurs nombreuses divergences.

Seul le RCD assume le risque d'un enfermement communautaire. « Soit nous allons vers une vraie régionalisation, soit ce sera la voie "nationaliste" kabyle qui l'emportera », prévient Tarek Mira, député sortant du RCD.

« PAS LE DROIT À L'ERREUR »

Le secrétaire général du FFS, Ahmed Djedai, ne veut pas entendre parler d'un tel repli. « Le règlement de la contestation en Kabylie ne peut passer que par le règlement de la crise nationale. Nous ne sommes pas contre un débat sur la réforme de l'Etat, mais ce dernier ne peut se tenir que dans un climat serein », dit-il.

Sans véritables perspectives, la contestation en Kabylie s'enlise dangereusement. « Nous allons prendre contact avec les autres partenaires du pays, parce que maintenant nous n'avons pas droit à l'erreur, reconnaît Rabah Boucetta. Le président a reconnu que nos revendications étaient légitimes... Si seulement il s'engageait publiquement à satisfaire la plate-forme d'El-Kseur, c'est tout ce que nous demandons. »

Après la décision du Conseil constitutionnel, tous les regards se tournent désormais vers le chef du gouvernement, Ali Benflis. Grand vainqueur des élections du 30 mai, fort d'une majorité absolue, le patron du Front de libération nationale (FLN) est chargé de constituer un nouveau gouvernement. Saura-t-il imposer une solution politique contre la gestion critiquée de son ministre de l'intérieur, Yazid Zerhouni, dont, selon la presse algérienne, il souhaiterait le départ ?

Ghania Mouffok

120 instructeurs français auprès de l'armée afghane

A KABOUL, Michèle Alliot-Marie a installé, lundi 3 juin, le corps des instructeurs français chargés, aux côtés de leurs homologues américains, de contribuer à la mise sur pied d'une armée régulière en Afghanistan. La ministre française de la défense a rencontré, à cette occasion, le chef du gouvernement intérimaire, Hamid Karzaï, et le ministre afghan de la défense, le général Mohammed Qassim Fahim.

Au total, la France a accepté de fournir quelque 120 officiers et sous-officiers qui se relayeront durant les six mois à venir pour former deux bataillons d'infanterie légère, entre 120 et 150 hommes chacun. Ces instructeurs proviennent de la 27^e brigade d'infanterie de montagne, basée normalement à Grenoble (Isère). Le recrutement – on comptait 160 hommes, fin mai, du côté français – des futurs soldats de l'armée afghane est sous la responsabilité des autorités locales, à charge pour elles de respecter la pluri-ethnicité du pays sans favoriser une origine plutôt qu'une autre. Instructeurs français et américains œuvrent de concert.

La France a pris en charge le transport des recrues, même des soldats qui sont formés par les Américains. Elle s'occupe aussi de l'embauche des interprètes, de l'alimentation, du couchage et de l'habillement des recrues. De même, elle a restauré les bâtiments qui les accueillent.

Une fois instruits, les deux bataillons devraient compléter la 1^{re} brigade de l'armée nationale afghane, dont un autre bataillon, fort de 415 hommes, est, depuis la mi-mai, en formation avec un encadrement américain. Déjà, en mars et en avril, des Britanniques de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) avaient instruit le bataillon de la garde présidentielle afghane.

Tous ces détachements, entraînés par les Américains, les Britanniques et les Français, devraient ensuite se consacrer à former eux-mêmes l'armée nationale afghane, dont les effectifs, dans cinq ans, atteindraient 50 000 hommes au total.

Jacques Isnard

Madagascar en état de « mini-guerre civile »

Premiers combats entre les forces du président élu et celles de M. Ratsiraka

JOHANNESBURG
de notre correspondante

Isolé sur les hauts plateaux malgaches, au centre du pays, Marc Ravalomanana, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, s'est lancé dans la conquête des provinces côtières, toujours aux mains du président sortant, Didier Ratsiraka. La première offensive a été lancée, dimanche 2 juin, dans le nord-est du pays, autour de la petite ville de Sambava. Mais les troupes venues de la capitale se sont heurtées à la résistance des soldats fidèles à M. Ratsiraka. Les affrontements ont fait au moins douze morts.

L'attaque avait été préparée dès samedi, quand un avion de la compagnie Air Madagascar avait déposé une trentaine d'hommes à Antalaha, au sud de Sambava. Après avoir pris sans difficulté le contrôle de ce petit aéroport, ils se sont déplacés vers Sambava, où des renforts les ont rejoints dans la nuit de dimanche à lundi.

Immédiatement, M. Ratsiraka, qui vit isolé depuis des semaines dans son fief de Toamasina (ex-Tamatave), dans le sud-est du pays, a dépêché des renforts, au moins 80 hommes du régiment des forces d'intervention – une unité d'élite –

qu'il contrôle. A la nuit tombée, les habitants de Sambava, contactés par téléphone, n'entendaient plus de coups de feu sans qu'aucun des deux camps n'ait pris le dessus.

ENTRE DEUX FEUX

« Nous sommes entrés dans une mini-guerre civile. Pour le moment, ce sont des frappes chirurgicales, avec dégâts collatéraux, mais cela pourrait être beaucoup plus grave », assure un proche de M. Ravalomanana. Pour lui, l'attaque de Sambava n'est pas une simple démonstration de force. Après plusieurs ultimatum à son adversaire, Marc Ravalomanana est passé à l'offensive. Il a tenté, fin mai, de prendre le contrôle d'un grand port du pays, Majunga – sans succès – puis a visé Sambava. Un enjeu peu stratégique, même si cette région, productrice de vanille, est l'une des plus riches du pays. La riposte des militaires fidèles à M. Ratsiraka prouve que la conquête des provinces sera très difficile, l'armée n'ayant visiblement pas choisi son camp.

Si de nombreux officiers se sont ralliés à M. Ravalomanana, son adversaire garde le commandement sur les troupes d'élite basées en province. Une partie importante de l'armée reste neutre ; quant à la

troupe, elle suit les supérieurs. Il est donc difficile de connaître les réels rapports de forces sur le terrain.

Marc Ravalomanana est pris entre deux feux. Il tient à une reconnaissance internationale de son élection, et un bain de sang ne le servirait pas. Mais le statu quo n'est plus possible. Depuis trois mois, la capitale souffre du blocus imposé par le camp de M. Ratsiraka. Les proches du nouveau président, mais aussi une grande partie de la population, le poussent à mettre un terme à la partition du pays.

Madagascar est coupée en deux, avec deux présidents, deux gouvernements, deux banques centrales et quasiment plus aucune communication entre les hauts plateaux et la côte. Les pénuries d'essence et la hausse des prix touchent de plein fouet les populations les plus pauvres de la capitale. Près de 60 % des 100 000 employés de la zone franche d'Antananarivo, sont en chômage technique et 20 000 ont déjà été licenciés. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) espère toujours une issue négociée à cette crise : la France soutient cette médiation, mais l'option choisie semble bien, désormais, être militaire.

Fabienne Pompey



Plus que jamais, les entreprises doivent réduire leurs coûts et travailler plus efficacement. La technologie Autonomy automatise la gestion d'applications - portails, intelligence économique, GRC, e-business - qui permettent aux entreprises de mettre en valeur leurs ressources et leur savoir-faire. Avec la puissance d'Autonomy, les ordinateurs sont à même de lire, de comprendre et d'exploiter les quantités vertigineuses d'informations manipulées quotidiennement. Les messages électroniques, le Web, les documents de bureautique, les messageries vocales, les images, les fichiers audio et les documents

XML sont désormais catégorisés, sélectionnés, et transmis aux bonnes personnes sans aucune intervention manuelle. Ce n'est donc pas une surprise si quatre parmi les cinq plus grandes sociétés du secteur automobile mondiales utilisent la technologie Autonomy pour augmenter leur productivité et s'assurer un retour sur investissement.

Pour découvrir comment les solutions Autonomy permettront d'améliorer les performances de votre organisation, appelez le 0800 90 34 85 (appel gratuit) ou consultez notre site Web www.autonomy.com

Autonomy

Le gotha du rock britannique et un million de Londoniens pour le jubilé d'Elizabeth II

« Maman, nous sommes fiers et reconnaissants », a lancé le prince Charles

LONDRES

de notre correspondant

Ils sont tous là, lundi soir 3 juin, sur le podium géant dressé dans les jardins de Buckingham Palace.

REPORTAGE

Harry et William adressent leurs vivats au prince du heavy metal, Ozzy Osbourne

Trois générations de chanteurs et de musiciens venus célébrer, dans sa résidence, cinquante ans de règne d'Elizabeth II. Un véritable Who's Who de la scène pop, pour l'essentiel britannique.

Rockers d'hier, un peu fatigués ou à peine vieillissants. Paul McCartney, Eric Clapton, Joe Cocker, Rod Stewart, Phil Collins, Ray Davies, Tom Jones, Cliff Richard. Certains reviennent de très loin, comme Brian Wilson, l'ancien Beach Boy, miraculé de la folie. D'autres sont des idoles d'aujourd'hui, comme Will Young ou les groupes Atomic Kitten et S Club 7. Chacun ressent comme un honneur de participer à ce spectacle hors du commun.

Face à eux, dans le parc, il y a 12 000 personnes agitant l'Union Jack. Celles qui ont eu la chance d'être tirées au sort, sur deux millions de postulants. La plupart, arrivées tôt, ont eu le temps de dîner sur les pelouses, aux frais de la Couronne, avalant le panier repas distribué à l'entrée, arrosé d'une demi-bouteille de champagne français. Ils forment le premier cercle privilégié d'une vaste nappe humaine qui a tranquillement, au fil des heures, envahi les abords du palais, s'installant dans les parcs, devant les écrans géants qui retransmettent le concert dans tout le centre de Londres et ailleurs dans le pays.

VERSIONS PERSONNELLES

Le spectacle se joue aussi dans la loge royale. Avant de prendre sa place au premier rang, avec sa femme Cherie, Tony Blair, tout



TIM GRAMAM/CORBIS SYGMA

Lundi, au troisième et avant-dernier jour des festivités organisées pour le jubilé de la reine d'Angleterre, plus de 12 000 invités ont participé au pique-nique offert dans les jardins de Buckingham Palace. Dégustant du champagne français, ce couple attend comme des milliers de Britanniques le concert pop de la nuit.

sourire, a distribué autographes et bises. Le prince Charles est entouré de ses deux fils, William et Harry. Plus personne ne semble surpris de voir Camilla Parker-Bowles, tailleur crème, assise au troisième rang. Comme le proclamait, la veille, la presse populaire dans ses gros titres, photos à l'appui, « Camilla fait désormais partie de la famille ». Le jubilé d'or a permis à Charles, avec l'assentiment discret de sa mère, de légitimer un peu plus la présence publique de sa compagne, sinon à ses côtés, du moins non loin de lui.

Pendant trois heures, le jardin et la Loge vibrent au rythme de la scène. Juché sur les toits de Buckingham, Brian May, le guitariste des Queen, ouvre le concert avec une version très personnelle du *God Save the Queen*. Chaque artiste interprète ensuite un ou plusieurs de ses grands succès. Ricky Martin apporte une touche « latino », Tony Bennett une ambiance crooner, Shirley Bassey chante pour la millième fois l'inouïable *Goldfinger*. Mais c'est avec les grands du rock anglais que le parc s'enflamme et, au-delà, la foule immense, estimée à près d'un million de personnes. On

chante et on danse sur place en accompagnant Cliff Richard, Eric Clapton ou McCartney. « Sir Paul » rend hommage à George Harrison en chantant deux de ses compositions.

Dans la loge, la souveraine assiste à la dernière heure du spectacle. Cherie Blair, qui semble connaître tous les airs par cœur, chante et applaudit sans compter. Harry et William adressent leurs vivats au prince du heavy metal, Ozzy Osbourne, entré dans la légende noire du rock il y a tout juste vingt ans en mordant sur scène la tête d'une chauve-souris. Devenu presque respectable, il a promis, ce soir, d'être sage et tient parole.

AU MILIEU DE LA SCÈNE

Lorsque McCartney entonne les premières notes du célèbre *All You Need Is Love*, bientôt repris par 12 000 poitrines, la reine, le prince Philip et le prince Charles quittent la loge pour réapparaître bientôt, au milieu de la scène. L'héritier de la couronne sort un papier et rend brièvement hommage à la reine : « *Votre Majesté* », commence-t-il, puis il se reprend : « *Maman, nous sommes*

fiers de vous, et reconnaissants pour tout ce que vous avez fait pour votre pays pendant ces cinquante années extraordinaires. Et avec l'appui de mon père, vous avez incarné quelque chose de vital dans nos vies : la continuité. »

Le discours achevé, une immense ovation jaillit des jardins. Vêtu d'un manteau léger bleu pâle, la reine semble savourer ce moment d'allégresse qui apporte un nouveau démenti à tous ceux qui, il y a quelques mois encore, prédisaient l'échec de ce jubilé.

Avant le somptueux feu d'artifice qui conclura en beauté cette avant-dernière journée de cérémonies, la souveraine se rend en Bentley sur le Mall, la grande avenue qui mène à son palais. Là, elle allume la dernière des 1 600 torches géantes qui ont symboliquement pris feu une à une, ces derniers jours, d'un bout à l'autre du Commonwealth. L'une d'elles a été allumée en haut du mont Kenya, tout près du lodge Tree-tops, où la princesse Elizabeth apprit, le 6 février 1952, que son père était mort et qu'elle devenait reine.

Jean-Pierre Langellier

Pervez Moucharrarf prêt à négocier sans condition

ALMATY (Kazakhstan). La conférence sur la sécurité régionale en Asie s'est ouverte, mardi 4 juin, en présence du premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee et du président pakistanais Pervez Moucharrarf, alors que le dialogue est au point mort entre les deux pays. Lundi, la délégation indienne a exclu tout contact avec la délégation pakistanaise. « Notre position est très claire : nous sommes prêts à renouer le Pakistan à mi-chemin, mais la violence et les infiltrations au Cachemire doivent baisser », a déclaré le vice-ministre indien des affaires étrangères Omar Abdullah. En revanche, M. Moucharrarf a déclaré le même jour n'avoir « aucune condition à mettre » à un dialogue avec l'Inde. Le président russe Vladimir Poutine a jugé que « la situation explosive entre l'Inde et le Pakistan déstabilise l'Asie » et offert de servir de médiateur. Il devait rencontrer séparément les deux hommes en fin de journée, tout comme son homologue chinois Jiang Zemin. — (AFP.)

Le Japon ratifie le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre

TOKYO. Le Japon a ratifié, mardi 4 juin, le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre. Dans un communiqué, le premier ministre Junichiro Koizumi a appelé les Etats-Unis, qui se sont retirés du protocole en mars 2001, à participer à la lutte contre le réchauffement de la Terre provoqué par des émissions polluantes. Signé en 1997 à Kyoto, le protocole impose une réduction des émissions de gaz telle que la dioxine de carbone (CO₂) aux trente-neuf pays industriels signataires, qui devraient ramener leurs émissions en 2001 au niveau de 1990, soit - 6 % dans le cas du Japon. Tout en reconnaissant que l'objectif ne serait pas facile à atteindre, M. Koizumi a déclaré que son pays « fera de son mieux pour que des règles communes soient établies et qu'elles soient respectées par tous, y compris les Etats-Unis et les pays en voie de développement ». — (Corresp.)

Crise politique après le limogement du ministre des finances canadien

OTTAWA. Le premier



ministre fédéral, Jean Chrétien, trois fois reconduit à la tête du Canada, a pris un risque de taille qui pourrait lancer la lutte pour sa succession bien avant 2004, en limogeant dimanche son ministre des finances, Paul Martin (photo), et principal rival au sein du Parti libéral au pouvoir. Une semaine après avoir évincé le ministre très critiqué de la défense, Art Eggleton, et le ministre des travaux publics, Don Boudria, Jean Chrétien a aggravé un peu plus la crise qui secoue son gouvernement à moins de quatre semaines du sommet du G8.

Paul Martin a été remplacé par un fidèle du premier ministre, John Manley, déjà vice-premier ministre et responsable des questions de sécurité nationale. Lors d'une séance de questions au Parlement, lundi, l'opposition a accusé Jean Chrétien d'avoir limogé son ministre pour faire diversion après des accusations d'ingérence et de favoritisme formulées ces dernières semaines contre des membres de son gouvernement. — (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **IRAK/ONU** : les Nations unies ont décidé de recruter du personnel supplémentaire pour l'équipe d'inspecteurs en désarmement de l'ONU dans le cas où l'Irak accepterait leur retour, a annoncé, lundi 3 juin, le chef de la commission de désarmement de l'ONU, Hans Blix, dans son rapport trimestriel au Conseil de sécurité. — (AFP.)

■ **NIGERIA** : un tribunal islamique de Funtua (Etat de Katsina, nord du Nigeria) a ordonné, lundi 3 juin, la libération, jusqu'en janvier 2004, d'Amina Lawal, une Nigérienne de 30 ans condamnée à mort par lapidation pour adultère. La jeune femme est autorisée à retourner dans son village pour s'occuper de sa fille âgée de six mois, a précisé le tribunal, ajoutant que cette décision était indépendante du jugement en appel, attendu le 8 juillet. — (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS** : un condamné à mort au Texas, Calvin Burdine, pourrait être rejugé ou voir son dossier classé à la suite d'une décision, lundi 3 juin, de la Cour suprême. L'avocat de l'accusé, condamné à mort pour avoir assassiné en 1983 à coups de couteau W.T. Wise, son amant, avait été surpris en train de dormir durant des séances du procès en 1984. — (AFP.)

■ **BRÉSIL** : un journaliste de la chaîne privée TV Globo a disparu dans la nuit de dimanche à lundi alors qu'il réalisait un reportage sur des trafiquants de drogue dans un bidonville du nord de Rio de Janeiro, a annoncé lundi 3 juin TV Globo dans un communiqué. Tim Lopes, âgé de 51 ans, a disparu dans le bidonville réputé dangereux de Villa del Cruzeiro, où il enquêtait sur des soirées qui seraient organisées par les trafiquants de drogue pour conquérir des clients parmi les jeunes.

■ **CHILI** : les violentes tempêtes qui touchent le centre et le sud du pays depuis près de deux semaines en ce début d'hiver austral ont fait au moins dix-huit morts, dont six lundi 3 juin, et huit disparus, selon de nouveaux bilans officiels. — (AFP.)

Acier : Européens et Américains soufflent le chaud et le froid

BRUXELLES. Le commissaire européen chargé du commerce, Pascal Lamy, a profité de la constitution, lundi 3 juin, d'un panel d'experts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui doit se prononcer sur la légalité des surtaxes américaines sur l'acier, pour souligner que la Commission européenne continue de « maintenir la pression sur les Etats-Unis ». La nomination de ce panel ne constitue qu'une étape attendue dans un processus qui n'aboutira pas avant 2003. Parallèlement, les Européens envoient des signaux plus conciliants à l'administration américaine. C'est ainsi qu'il faut interpréter la décision prise vendredi par l'Union de prévoir un délai d'un mois après la date du 18 juin, qui est, en principe, celle du déclenchement des sanctions contre les Etats-Unis. Il s'agit de donner plus de temps à l'administration Bush pour faire des offres suffisamment intéressantes en matière d'exemptions accordées à certains groupes sidérurgistes. Si le montant de celles-ci était suffisant, les Quinze pourraient renoncer à imposer des sanctions, et éviter ainsi de se diviser à ce sujet. — (Corresp.)

Frédéric Therin

Les Aborigènes d'Australie veulent plus que le droit à la terre

Dix ans après le jugement Mabo, les difficultés des communautés indigènes subsistent

SYDNEY

de notre correspondant

Réunis, lundi 3 juin, à Melbourne pour célébrer le dixième anniversaire du jugement Mabo, les principaux leaders aborigènes ont tiré un bilan mitigé des conséquences de cette décision de justice qui reconnaissait pour la première fois le droit des indigènes à posséder leurs terres ancestrales. « Les communautés sont paralysées par les problèmes sociaux, la violence domestique et les divisions chroniques au sein des familles, a regretté Geoff Clark, le président de la

Commission aborigène et insulaire du détroit de Torres. Après une décennie de confusion, de frustration et de rejet, nous devons comprendre qu'il est nécessaire d'opérer un nouveau commencement. »

Eddy Mabo n'aura pas vu le fruit de ses dix années de bataille juridique. La décision de la Haute Cour de justice australienne d'accorder, le 3 juin 1992, aux Aborigènes des îles Murray, situées entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Australie, le droit à la terre est intervenue six mois après le décès du leader indigène. Ce jugement mettait fin au concept de *terra nullius* créé par le roi George III d'Angleterre au lendemain de la prise de possession de l'Australie par James Cook en 1788, qui niait les droits du peuple aborigène, pourtant présent sur ce continent depuis 25 000 à 30 000 ans. Pour contrecarrer la décision de la Haute Cour, le gouvernement fédéral a mis en place, en 1994, une loi sur les titres de propriété aborigènes, le *Native Title Act*. Ce texte s'est traduit par la création d'un tribunal chargé de juger les litiges fonciers entre les Aborigènes et les propriétaires blancs.

Pour pouvoir espérer obtenir les titres de propriété libre et perpétuelle (*Freehold Title*) de leurs terres ancestrales, les communautés doivent prouver que leurs ancêtres occupaient les mêmes terres avant le début de la colonisation et ils doivent démontrer que leurs coutumes traditionnelles correspondent à celles pratiquées par leurs aïeux. Réunir suffisamment de preuves pour remplir ces deux critères peut souvent mettre un temps infini. En dix ans, seulement trente communautés ont retrouvé le droit à leurs terres

ancestrales, qui couvrent une superficie de 225 000 km². Cinq cent quatre-vingt-neuf plaintes sont encore en attente d'un jugement. « A la vitesse où l'on va, [ces affaires] continueront jusqu'au siècle prochain, se plaint Geoff Clark. Et cela coûtera au peuple aborigène, aux gouvernements, à l'industrie et aux contribuables des milliards de dollars. »

Durant l'année fiscale 2002-2003, le gouvernement fédéral a prévu de dépenser plus de 73 millions d'euros pour financer les procès en cours. Le tribunal a englouti à lui seul 91,5 millions d'euros depuis sa création. Les Aborigènes commencent à s'aper-

Il leur faut prouver que leurs ancêtres occupaient les mêmes terres avant le début de la colonisation

cevoir que devenir propriétaire des terres de leurs ancêtres ne résout en rien leurs problèmes endémiques. Aujourd'hui, 42 % de la surface de l'Etat du Territoire du Nord et la plupart de ses côtes maritimes ont été redonnées aux Aborigènes. Et dans les prochaines années, 20 % de l'Etat d'Australie occidentale pourrait à son tour appartenir aux communautés indigènes.

Mais « sans un régime efficace pour l'avenir, un peuple peut périr même s'il a accès à son territoire et à sa culture », prévient Fred Chorney, vice-président de l'organisme

indépendant Reconciliation Australia. « Comme la commission sur les subventions du Commonwealth l'a souligné l'an dernier, les fonds suffisants ne parviennent pas [aux tribus] pour fournir un niveau décent de santé, de logement et d'éducation, estimait, dans le quotidien *The Australian*, Galarrwuy Yunupingu, président du conseil de la Terre du Nord. Il y a également bien d'autres problèmes sociaux qui découlent de la pauvreté, comme la violence au sein des familles et le désespoir. »

De nombreux Aborigènes ne sont pas parvenus à tirer des bénéfices financiers de leur droit à la terre. « Les exploitations minières au nord de l'Australie ont généralement eu moins de conséquences avantageuses pour les propriétaires terriens aborigènes » que dans d'autres pays comme le Canada, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis, a écrit en 1999 Paul Kauffman, dans un livre intitulé *Wik, Mining and Aborigènes*.

Pour assurer leur développement, les communautés indigènes australiennes commencent à réclamer des aides financières plus conséquentes aux groupes miniers et aux gouvernements locaux et fédéraux. Les Aborigènes de Nouvelle-Galles du Sud tentent actuellement de contraindre les autorités de leur Etat à leur verser une aide de 150 millions d'euros ponctionnée sur la future cession des droits de pompage des eaux fluviales, qui devrait rapporter plus de 3 milliards d'euros aux pouvoirs publics. Cette démarche pourrait mettre beaucoup de temps à aboutir. Eddy Mabo a toutefois montré que la patience pouvait payer.

MÉDAILLE D'OR 2001 concours NF ameublement

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDES

MATELAS • SOMMIERS

Vente par téléphone possible fixes ou relevables - toutes dimensions.

SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX

Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC

Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO

247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
148, av. de Malakoff - Paris 16^{ème}
50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}

01.42.08.71.00 - 7/17

5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE



**LA CINQUIÈME PORTE NE DEVAIT PAS MARCHER.
LA BERLINE À HAYON NE DEVAIT PAS MARCHER.
LE MONOSPACE NE DEVAIT PAS MARCHER.**

**ET NATURELLEMENT,
L'ALLIANCE AVEC NISSAN NE DEVAIT PAS MARCHER.**

RENAULT NISSAN



RENAULT NISSAN

La France renvoie le débat budgétaire à l'après-élections

Devant ses homologues européens, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Francis Mer, a refusé, lundi 3 juin, de s'engager sur la date de 2004, année où l'équilibre des finances publiques doit être atteint

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Le ministre français de l'économie, des finances et de l'industrie, Francis Mer, a refusé de confirmer, lundi soir 3 juin à Luxembourg – où s'est réuni l'Eurogroupe avant le conseil Ecofin de mardi – l'engagement pris par Laurent Fabius, en février, d'avoir des finances publiques équilibrées en 2004. Cet engagement avait été confirmé à Barcelone, en mars, par Jacques Chirac et Lionel Jospin, lors du dernier sommet européen.

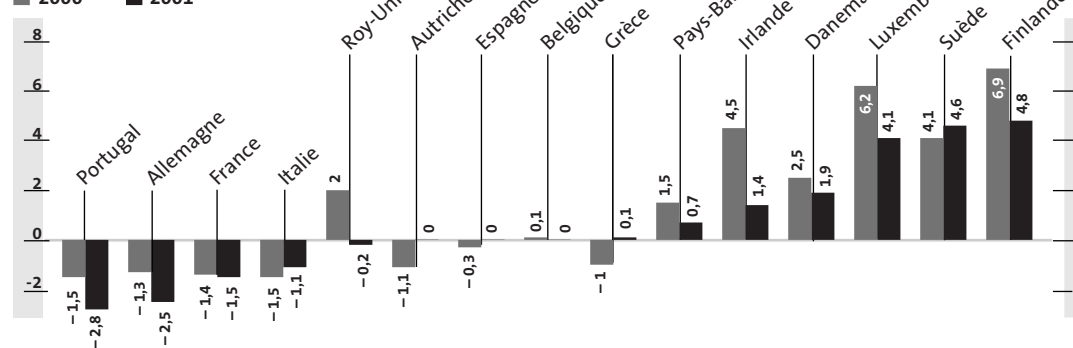
M. Mer bénéficie cependant d'un répit qui ne durera pas au-delà des élections législatives. Les grandes orientations de politique économique (GOPE), qui doivent rappeler cet engagement de la France et de ses partenaires, ne pourront être adoptées par les ministres des finances le 4 juin. Outre la France, il existe des désaccords qui concernent le Portugal et le Royaume-Uni.

« Oui, il y a un crochet qui concerne la France et la date » de 2004, année où l'équilibre des finances publiques doit être atteint, a affirmé l'Espagnol Rodrigo Rato, à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des finances de la zone euro. M. Rato a cherché à ménager son homologue français, dont c'était le baptême du feu à Luxembourg. « M. Mer a dit qu'il évaluait la situation des recettes et des dépenses. Il a réitéré l'engage-

QUATRE PAYS DE LA ZONE EURO DANS LE ROUGE

Solde des comptes publics, en % du PIB

■ 2000 ■ 2001



ment du gouvernement français pour mener une politique budgétaire de rigueur », a-t-il précisé, « en tout cas concernant les dépenses ».

DANS LE FLOU

Les résultats de l'audit des finances publiques, demandé par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, ne doivent en théorie être connus qu'à la fin du mois de juin. Or les ministres des finances adopteront les grandes orientations de politique économique avant le sommet de Séville des 21 et 22 juin, à la veille du deuxième tour des élections législatives françaises. Ils devront donc trancher le dossier alors que M. Mer sera en théorie encore dans le flou. « Adressez-vous

à la délégation du ministre français », a fini par lâcher M. Rato.

Pour l'heure, Paris est aux abonnés absents sur tous les grands dossiers européens : M. Mer ne dit mot, le ministre des affaires sociales, François Fillon, était absent du conseil social qui s'est tenu lundi matin. On n'attend pas de ministre français au conseil « énergie » de vendredi.

Le ministre des finances est pris entre les engagements européens du président Chirac et les promesses électorales du candidat qui a annoncé une baisse de 30 % de l'impôt sur le revenu et envisagé pour cela de reporter à 2007 l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

En outre, la reprise de la croissan-

ce, jugée « lente » par le commissaire européen Pedro Solbes, ne va pas faciliter la tâche. A Luxembourg, M. Mer a rencontré ses homologues pour des entretiens bilatéraux. Un premier contact a eu lieu lundi avec l'allemand Hans Eichel, qui a récemment rappelé publiquement la France à ses engagements. Politiquement, M. Eichel ne peut que prôner la rigueur : en pleine campagne électorale, lui aussi, il ne peut ruiner sa réputation d'homme de rigueur budgétaire. Il a contraint les Länder allemands à signer un pacte de stabilité interne pour limiter la dérive de ses propres finances publiques. Il peut difficilement autoriser la France à faire ce qu'il interdit aux Länder allemands.

M. Eichel se rappelle sans doute qu'il n'avait reçu le soutien de Laurent Fabius pour échapper à l'averissement que voulait lui infliger la Commission, début 2001, en raison de la dérive de ses finances publiques, qu'à la condition que l'Allemagne s'engage à avoir des finances équilibrées en 2004.

« UN PRINCIPE GÉNÉRAL »

M. Mer devait rencontrer, mardi, son homologue italien, ainsi que le Britannique Gordon Brown. Londres, qui ne fait pas partie de la zone euro, observe une stricte discipline budgétaire. Mais, compte tenu de leur faible endettement public, les Britanniques programment un léger déficit en 2004 pour financer les réformes des services publics.

Dans l'Union, la grande majorité reste cependant partisans de la fermeté. Aux côtés de M. Rato, le commissaire aux affaires économiques et financières, Pedro Solbes, a indiqué que la position de la Commission sur le retour à l'équilibre budgétaire « n'est pas modifiée ». « Nous devons nous en tenir aux décisions de Barcelone », a soutenu le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, pour lequel « la stabilité budgétaire est un principe général qui ne doit pas être remis en cause ».

Arnaud Leparmentier

La lente gestation d'un Musée de l'Europe à Bruxelles

BRUXELLES

de notre bureau européen

Un million de touristes, soit autant que le nombre d'habitants de la ville-région, viennent chaque année visiter Bruxelles – les trois quarts d'entre eux pour voir le cœur des institutions de l'Union. On ignore combien repartent déçus : l'Europe, à Bruxelles, n'a ni symbole ni localisation précise. En dehors de l'imposant Parlement européen, tour de verre censée symboliser la transparence de l'institution, visitée annuellement par 300 000 citoyens, l'étranger intéressé par l'Europe ne trouvera à contempler que des immeubles de bureaux ou le célèbre Berlaymont, en cours de désamiage.

Pour donner une autre image à la ville et aux institutions des Quinze, un groupe de personnes a imaginé, dès 1997, la création d'un Musée de l'Europe. « Musée » et « Europe » : deux termes qui, aujourd'hui, ne mobilisent guère, mais comment dire mieux ? », s'interroge, en souriant, Bernard Remiche, l'une des chevilles ouvrières du projet. Un réseau de musées européens ainsi qu'une série de personnalités (Simone Veil, Jacques Delors, Felipe Gonzales, Umberto Eco, etc.) appuient le projet, dont le premier comité scientifique fut présidé par Elie Barnavi, actuel ambassadeur en France.

« Si tout va bien », comme le dit Antoinette Spaak, fille de l'un des pères de l'Europe et coprésidente de l'association qui pilote le projet, ce musée devrait s'installer en 2005 au pied du Parlement

européen : développer une grande initiative impliquant à la fois ce dernier, les autorités belges et des parrains privés (le coût global est estimé à 33 millions d'euros) réclame diplomatie et patience.

Rapprocher l'Union des populations, résumer l'histoire de la civilisation européenne et évoquer tous les grands moments vécus par le continent, de l'Empire romain à l'élargissement, en passant par les guerres et les révolutions : le futur musée veut réaliser tout cela et plus encore. Il entend indiquer de manière ludique et interactive tout ce qui a uni et tout ce qui a divisé les peuples d'Europe.

SEPT CHAPITRES

Comme un « grand livre de l'Europe », il comportera sept chapitres : les piliers de la civilisation, l'émergence de la conscience européenne, l'Europe de la première modernité (1348-1648), l'Europe éclatée (1648-1789), l'avènement des masses (1789-1945), l'Europe hors d'Europe (conquêtes et colonisations) et retour à l'Europe (de l'unification à l'élargissement). Le tout censé intéresser « le savant comme l'enfant ». Le futur musée recevra peut-être un feu vert définitif dans les semaines qui viennent, si les diverses administrations concernées admettent l'idée que la multiplication des règlements et directives n'est pas la seule façon de faire progresser l'idée européenne...

J.-P. S.

L'Office de lutte anti-fraude de l'Union face aux « affaires »

BRUXELLES

de notre bureau européen

Plusieurs investigations sur d'éventuelles fraudes ont été diligentées dans les milieux européens par l'Office de lutte anti-fraude de l'Union (Olaf), qui a décidé de s'intéresser de plus près à de nouvelles affaires soulevées par le fonctionnaire européen Paul van Buitenen. Ce Néerlandais avait connu son heure de gloire par des révélations sur les dysfonctionnements de son institution qui avaient contribué à faire chuter la Commission présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, en 1999.

Suspendu puis réintégré dans ses droits à la suite de ce scandale, le fonctionnaire a pris à sa demande un poste d'assistant à la direction générale santé et protection des consommateurs dans les bureaux de la Commission à Luxembourg. Il continue néanmoins à rassembler des informations sur le fonctionnement des institutions européennes qu'il affirme recevoir par toutes sortes de canaux internes.

Une partie de ses informations ont amené l'Olaf à mener lui-même des enquêtes complémentaires. Des copies d'un texte de l'Office des fraudes sur ces enquêtes ont suscité l'émoi tant à la Commission, qui n'en avait reçu qu'une brève synthèse, qu'au Parlement européen, où la commission de contrôle budgétaire a réclamé des explications. Selon l'hebdomadaire allemand Stern, qui affirme avoir eu accès à ces copies, le texte cite notamment les noms de hauts fonctionnaires qui auraient, selon Stern, constitué une sorte de « cartel » à leur propre bénéfice. Seraient particulièrement visés, un ancien fonctionnaire français de l'Uclaf (l'ancêtre de l'Olaf), un ex-haut fonctionnaire espagnol d'Echo, l'office d'aide humanitaire de l'Union, ainsi qu'un proche du président Romano Prodi.

La Commission avait indiqué, au début du mois de mars, qu'aucune investigation n'était à l'ordre du jour contre ces personnes. A ce moment, elle avait indiqué que l'Olaf ciblait plus particulièrement le Cife, centre européen de formation situé à Nice, des inspecteurs d'Euratom qui auraient gonflé leurs frais et les gestionnaires de certaines aides du Fonds social européen. D'autres « fuites » récentes évoquent, elles, des malversations à Eurostat, le bureau de statistiques de l'Union européenne, et des dérives dans la gestion de la politique immobilière de l'UE, à Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg.

L'épisode s'est compliqué lorsque l'Olaf a annoncé l'ouverture d'une enquête interne parmi ses trois cents agents pour trouver l'origine des fuites qui ont permis à un ou des journalistes de bénéficier du document confidentiel sur les investigations lancées dans le cadre de la nouvelle « affaire Van Buitenen ». Une rumeur insistante évoquait même le paiement d'une somme de 8 000 euros en échange de ces informations. Stern n'a jamais été nommé cité mais il a fermement nié toute tentative de corruption.

« On nous a indirectement accusés, sans preuve, et nous ne pouvons nous défendre puisque l'Olaf ne possède pas de procureur auprès duquel nous pourrions déposer plainte », a expliqué Hans-Martin Tillack, l'auteur du « scoop ».

Selon « Stern », de hauts fonctionnaires auraient constitué une sorte de « cartel » à leur propre bénéfice

Il a toutefois saisi le Comité de surveillance de l'Office anti-fraude, avant de formuler très récemment d'autres accusations visant plus spécialement Eurostat. Paul van Buitenen a démenti lui-même avoir fourni une quelconque information à la « presse à sensation » montrée récemment du doigt par un syndicat de fonctionnaires.

Cette ambiance orageuse ne facilite pas les travaux de l'Olaf. Cette petite structure chargée de tâches colossales et dont l'action est, en outre, strictement limitée sur le plan pénal et juridique, risque la paralysie à bref délai. C'est d'ailleurs là que réside, selon certains sources, la clé des problèmes actuels : confrontés à de trop nombreuses révélations et, peut-être, à des manipulations, les « supermagistrats » et enquêteurs européens risquent de devoir délaisser les dossiers les plus importants. Aussi, des membres des institutions européennes évoquent-ils ouvertement une tentative de désattribution : « Jetez, à gauche, un os au chien de garde et vous passerez plus facilement à droite », commente l'un d'eux. Ceux qui aimeraient passer « à droite » sont, il est vrai, très nombreux dans l'Union...

Jean-Pierre Stroobants

Le Danemark donne priorité à l'élargissement

VARSOVIE. Le Danemark, qui assurera le 1^{er} juillet la présidence de l'Union européenne, fera de l'élargissement sa priorité, a affirmé, lundi 3 juin, à Varsovie, le ministre danois à l'immigration et aux affaires européennes, Bertel Haarder. « Nous avons une priorité, celle d'achever l'élargissement, la réunification historique de l'Europe », a-t-il déclaré. Le ministre s'est déclaré confiant quant à la conclusion en 2002 des négociations d'adhésion avec les pays candidats. Il a exclu l'hypothèse d'un retardement de l'élargissement, attendu en 2004, aux dix nouveaux membres (Chypre, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et la Hongrie). « La Pologne est pour nous un pays clé et nous souhaitons qu'elle fasse partie de la première vague des adhésions à l'Union. Ce n'est pas facile, mais nous devons le réussir », a affirmé le ministre.

La Suède déplore les faibles progrès de la Turquie

STOCKHOLM. Les droits de l'homme ne progressent guère en Turquie, ce qui inquiète un nombre croissant de pays membres de l'Union européenne (UE) et handicape l'intégration de la Turquie au reste de l'Europe, a estimé, lundi 3 juin, la ministre suédoise des affaires étrangères Anna Lindh. « La Turquie ne peut pas aller plus loin dans le processus d'adhésion à l'UE, si elle ne montre pas de façon crédible qu'elle prend la question des droits de l'homme au sérieux », a expliqué la ministre lors d'un débat au Parlement. M^{me} Lindh a toutefois repoussé l'idée selon laquelle la Turquie ne devrait plus être candidate à l'UE.

Protection renforcée contre l'amiante

LUXEMBOURG. Les ministres des affaires sociales de l'Union se sont mis d'accord, lundi 3 juin, sur un projet de directive renforçant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante. Ce texte, qui actualise une législation datant de 1983, adapte les mesures de protection en vigueur, notamment par une interdiction générale de la production et de la transformation de l'amiante. L'accent est également mis sur un renforcement de la prévention pour les travailleurs exposés à l'amiante lors de travaux de maintenance ou lors des activités de désamiage. Selon la Commission, à la fin 1998, l'ensemble des pays de l'UE avaient déjà adopté des mesures d'interdiction de mise sur le marché et d'utilisation de l'amiante, avec des dérogations pour certaines utilisations. L'extraction d'amiante a disparu dans l'UE avec la fermeture récente de la dernière mine encore en activité en Grèce.

Les « golden shares » illégales

BRUXELLES. Comme Le Monde l'annonçait dans son édition du samedi 1^{er} juin, la Cour de justice des communautés européennes a estimé, mardi 4 juin, que les « golden shares », ces actions préférentielles, qui permettent aux gouvernements de conserver un droit de veto sur l'évolution de l'actionnariat des entreprises privées, sont contraires aux règles européennes, sauf si l'objectif qu'elles poursuivent relève d'un intérêt général ou stratégique. La France, qui a instauré un tel mécanisme pour protéger TotalFinaElf, est condamnée pour entrave à la libre circulation des capitaux, ainsi que le Portugal, qui limite les participations étrangères, notamment dans le secteur bancaire. En revanche, la Cour juge que le but poursuivi par la Belgique – maintien d'un approvisionnement minimal de gaz en cas de menace par la société de distribution Distrigaz – est compatible avec la législation communautaire.

publications judiciaires
OSP
47, rue Louis Blanc
92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^{ème} Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 25 avril 2001. Par arrêt du 16 janvier 2002, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi. **GERALDY Yves**, né le 26 octobre 1946 à LIMOGES (87) de André GERALDY et de BOUILLAUD Gabrielle demeurant 3 rue Dante 75005 PARIS, a été condamné à Emprisonnement délictuel : 6 mois avec sursis, Amende délictuelle : trente mille francs (30.000,00 F., soit 4.573,47 Euros) pour soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt : omission de déclaration - fraude fiscale, courant // 1996, à Paris, infraction prévue par l'article 1741 AL.1 du Code général des impôts et réprimée par les articles 1741 AL.1, AL.3, AL.4, 1750 AL.1 du Code général des impôts, l'article 50 §I de la Loi 52-401 du 14/04/1952. La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné : 1° La publication de cet arrêt, par extrait, dans : le Journal Officiel, le Figaro, le Monde. 2° L'affichage de cet extrait, pendant 3 mois, en mairie du domicile du contribuable. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Pour LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^{ème} Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 13 juin 2001. Pourvoi non admis le 30/01/2002. **RIZZO René**, né le 19 septembre 1939 à FEZ (Maroc), de Charles RIZZO et de BOUSIRA Maria, demeurant Greutweg 7 D-88499 RIEDLINGEN (Allemagne), a été condamné à quinze mois avec sursis et cent mille francs (100 000 F), pour : soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt par omission de déclaration, faits commis à Paris courant 1993, infraction prévue par l'article 1741 al.1, al.3, al.4, 1750 al.1 du Code général des impôts, omission d'écriture dans un livre comptable, faits commis à Paris courant 1993, infraction prévue par l'article 1743 al.1 1° du Code général des impôts, les articles L.123-12, L.123-13, L.123-14 du Code de commerce et réprimée par les articles 1743 al.1, 1741 al.1, al.3, al.4 1750 al.1 du Code général des impôts. La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné : 1° La publication de cet arrêt, par extraits au Journal Officiel de la République Française, dans les quotidiens le Monde et le Figaro. 2° L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, en mairie du domicile de contribuable. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Pour LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^{ème} Chambre (section A) de la Cour d'Appel de Paris du 25 Septembre 2000. Par arrêt du 07/11/2001 la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi. **SENDRA Michel**, né le 19 juillet 1957 à Alger (Algérie) de André SENDRA et de SANNINO Georgette demeurant 75 boulevard Jean Behra 06000 NICE, a été condamné à Emprisonnement délictuel : six mois avec sursis, Amende délictuelle : trente mille francs (30.000,00 F., soit 4.573,47 Euros). Pour : Soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt : dissimulation de sommes - fraude fiscale, de // 1995 à // 1996, à Paris, infraction prévue par l'article 1741 AL.1, AL.2 du Code général des impôts et réprimée par les articles 1741 AL.1, AL.3, AL.4 1750 AL.1 du Code général des impôts, l'article 50§I de la Loi 52-401 du 14/04/1952. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : 1° La publication de cet arrêt, par extrait, dans : le Journal Officiel, le Figaro, le Monde 2° L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune du contribuable. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa Réquisition. Pour LE GREFFIER EN CHEF.

Boulogne - Billancourt

Madame, Monsieur,

C'est parce que Renault a l'habitude de ne pas suivre les autres qu'il est un constructeur à part : la cinquième porte, le premier monospace, le moteur turbo en F1, Twingo... la liste est longue des innovations apportées par Renault dans le secteur automobile.

Aujourd'hui, à ces audaces visionnaires vient s'ajouter l'alliance Renault-Nissan, une alliance entre deux groupes de cultures différentes, et pour cela complémentaires. Bien sûr, comme chaque fois qu'apparaît une idée nouvelle, des voix se font entendre pour dire : "ça ne marchera jamais." C'est normal. Mais ce n'est pas très grave, puisque ça marche déjà. Le 5ème groupe automobile mondial est né ; il tient toutes ses promesses.

En effet, qu'il s'agisse d'opérations industrielles, commerciales ou financières, du développement de projets communs, de la maîtrise de nos coûts et du redressement de Nissan, les performances de l'Alliance sont là : elles doivent tout à la dynamique de nos cultures propres dans le respect de nos identités.

En 2002, démarre la première plate-forme commune dédiée aux petites voitures des deux marques ; une deuxième portera à la fin de la même année la remplaçante de Mégane. D'ici à 2010, huit autres verront le jour.

Pour conduire cette stratégie ambitieuse, le groupe Renault-Nissan a créé des structures de management adaptées et immédiatement opérationnelles. Dès le 29 mai a eu lieu la première réunion de son directoire, marquant ainsi le début d'une histoire commune qui ne ressemblera à aucune autre. Et pour nous, c'est précisément ce qui en fait tout l'intérêt et en résume la promesse.

Louis Schweitzer

*Président-Directeur Général de Renault
et Président du directoire de Renault-Nissan BV.*



FRANCE

LES LÉGISLATIVES

Évacué de la campagne présidentielle au profit de l'insécurité, l'emploi fait un **RETOUR EN FORCE** à l'occasion des élections législatives. Jacques Chirac a souligné, jeudi 30 mai, à Chateauroux (Indre), « l'im-

puissance publique face à la **PRÉCARITÉ** » et « aux destructions d'emplois ». Les licenciements économiques sont en nette progression depuis un an et les **PLANS SOCIAUX** se multiplient. Les bons scores de

l'extrême droite, mais aussi de deux candidats trotskistes, le 21 avril, ont révélé que de nombreux électeurs estiment être des laissés-pour-compte de la croissance. Les candidats aux législatives sont **INTER-**

PELLÉS quotidiennement par les salariés menacés. Jean-Louis Debré (RPR), candidat dans l'Eure, où 550 emplois sont menacés, juge qu'il faut « durcir la législation » sur les **LICENCIEMENTS**.

En campagne, les candidats redécouvrent l'inquiétude sociale

Dans de nombreuses circonscriptions, des salariés menacés de perdre leur emploi demandent aux politiques d'assurer la survie de leur entreprise. La droite, qui était hostile au durcissement du droit du licenciement décidé par Lionel Jospin, paraît embarrassée

REFOULÉ dans la campagne présidentielle par les principaux postulants à l'Élysée, l'emploi revient sur le devant de la scène avec les législatives. Abordés sous le seul biais du bilan « positif » du gouvernement par Lionel Jospin, ou évacués au profit de l'insécurité par Jacques Chirac, les thèmes du chômage, de la précarité et des licenciements refont surface dans les discours. Jusqu'au président de la République qui, lors de son déplacement à Chateauroux (Indre), jeudi 30 mai, évoquait « le sentiment partagé, c'est vrai, par beaucoup de Français d'être un peu oubliés, méprisés ou laissés pour compte ». Il mentionnait notamment « l'impuissance publique face à la précarité, aux destructions d'emplois ».

Bien sûr, le 21 avril est passé par là. Dans les états-majors, le score de Jean-Marie Le Pen d'un côté, la progression du vote extrême gauche de l'autre, ont été analysés comme autant de clignotants révélateurs d'un mécontentement social. Il est vrai, aussi, que les annonces de suppressions d'emplois n'ont pas diminué, bien au contraire. Sur le terrain, ces annonces empoisonnent la vie des candidats, de droite comme de gauche. Surtout, un certain nombre d'entre elles concernent directement plusieurs personnalités en vue du nouveau pouvoir. C'est le cas, à Amiens (Somme), dans le fief du ministre des trans-

ports et de l'équipement, Gilles de Robien, où le fabricant d'électroménager Whirlpool a confirmé, lundi 3 juin, le transfert d'une partie de son activité en Slovaquie, entraînant la disparition de 360 emplois sur 860. A Soissons (Aisne), le secrétaire d'Etat aux PME, Renaud Dutreil, est confronté à la fermeture de quatre entreprises (623 postes menacés). A Evreux (Eure), le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, doit faire face au départ brutal d'une entreprise finlandaise, Aspocomp (circuits imprimés) en laissant sur le carreau 550 salariés.

« DES LENDEMAINS TERRIBLES »

*Francis Mer n'est pas épargné. Le nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a beau ne pas être en campagne, il est en première ligne à Biache (Pas-de-Calais). Le site sidérurgique de Sollac (423 salariés) doit en effet fermer ses portes, son sort ayant été scellé par le groupe Arcelor que coprésidait encore M. Mer à la veille de son entrée au gouvernement. Et comme si cela ne suffisait pas, c'est à lui que s'adressent depuis peu tous les élus en proie à des sinistres industriels dans leurs circonscriptions.

Le 24 mai, André Gerin, député et maire PCF de Vénissieux (Rhône), lui a écrit pour l'alerter sur le cas de REP (presses à caoutchouc), qui



« licencié 31 salariés ». « C'est inadmissible, explique-t-il, l'entreprise a touché de l'argent public pour les 35 heures. Elle arrive en fin de période d'aides et elle dit à 31 mecs : « ciao ». Il réclame désormais « la tolérance zéro en matière de chômage ». « Les gens nous disent : on est dans la merde et vous les politiques,

vous ne bougez pas. Moi, j'ai des jeunes en situation de pauvreté absolue. Si on ne fait rien, on risque de se préparer des lendemains terribles », affirme M. Gerin.

Les multiples signaux d'alarme tirés dans les circonscriptions amènent, pour l'heure, la droite à adopter un profil prudent sur le traite-

ment des suppressions d'emplois, alors qu'elle se faisait fort de revenir sur la loi de modernisation sociale, qualifiée encore le 15 mai par M. Dutreil « d'archaïsme social qui méconnaît les réalités économiques ». Mais s'agissant de leur fief, ses représentants demandent tous, désormais, l'application du « précédent Moulinex », où l'Etat avait pesé de tout son poids, notamment financièrement, pour améliorer la qualité du plan social.

URGENCE POUR LES ÉLUS LOCAUX

C'est le cas de M. Debré à Evreux, mais aussi de M. Dutreil à Soissons. Après avoir affirmé au quotidien régional *L'Union de Reims* que « l'Etat ne peut pas tout » - représentant ainsi l'expression de Lionel Jospin qui, en 1999, avait trébuché sur le cas Michelin -, le secrétaire d'Etat aux PME se fait fort d'impliquer les pouvoirs publics. « C'est vrai, cette phrase assénée par Jospin a donné le sentiment que le puissant ne voulait pas aider le faible, constaté-t-il. Moi, je l'ai formulé après avoir exposé tout ce que l'Etat pouvait faire. » Et d'insister sur « le caractère exceptionnel de la situation dans le Soissonnais ». Financement de la moitié des pré-retraites « à partir de 54 ans », garantie de prêts pour les éventuels repreneurs, l'Etat, promet-il, « va intervenir pour 500 emplois ».

Pour le gouvernement, l'insécurité

n'est donc plus l'unique préoccupation affichée, comme en témoignent les déplacements entrepris par Jean-Pierre Raffarin sur les thèmes sociaux. Après celui de Senay, dans le Haut-Rhin, le 31 mai, consacré à l'exclusion, le premier ministre, en prélude à sa visite, mardi 4 juin, à Clermont-Ferrand, a voulu mettre l'accent sur l'emploi des jeunes. Dans un entretien à *La Montagne*, M. Raffarin affirme qu'il « n'abandonnera pas les jeunes dans des statuts-parking ». Ils « ont été traités avec une certaine légèreté. Il faut les orienter vers des emplois durables », déclare-t-il. Les derniers chiffres du chômage, qui montraient sur un an, à la fois une accélération des licenciements économiques et une augmentation de 15 % des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, a convaincu le gouvernement qu'il fallait rassurer les électeurs sur ces deux thèmes. François Fillon, ministre des affaires sociales, affiche son intention de mettre en œuvre la solution inscrite dans le programme de campagne de M. Chirac : exonérer de charges sociales des contrats réservés aux jeunes qui « n'ont pas atteint le niveau Bac +2 ».

Pour les élus de « terrain », en tout cas, il y a urgence. Le « reflux » pourrait, localement, une nouvelle fois, se traduire dans les urnes.

Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

A Biache, droite et gauche contestent la fermeture de Sollac

BIACHE-SAINT-VAAST (Pas-de-Calais)

de notre envoyée spéciale

Entre l'usine et le bureau de vote, il n'y a qu'un pas. Depuis que le site sidérurgique Sollac-Biache est promis à la fermeture, le sort de ses 423 salariés pèse sur

REPORTAGE

Le destin de l'usine a été fixé par le groupe Arcelor coprésidé, jusqu'à son entrée au gouvernement, par Francis Mer

les campagnes électorales - et sur les votes. Le destin de l'usine a été fixé par le groupe Arcelor, né de la fusion récente d'Usinor et de ses homologues espagnol Aceral et luxembourgeois Arbed, que coprésidait Francis Mer jusqu'à son entrée au gouvernement. « L'annonce de la fermeture avait déjà provoqué un gros coup de tonnerre, explique un délégué CGT. La nomination de Francis Mer a été perçue par les gens d'ici comme une provocation. » Pour les 16 candidats à la députation dans la 2^e circonscription du Pas-de-Calais - qui compte 79 communes essentiellement rurales et périurbaines -, le sujet est une figure imposée. « Certains en parlent, mais on n'en a pas vu beaucoup sur le site », nuance un salarié, qui dénonce notamment « les extrêmes, de droite et de gauche, qui récoltent les voix des mécontents et des désespérés, même lorsqu'ils ne font rien de concret ».

Si la gauche est part divisée, ses principaux candidats se rejoignent au moins sur ce point : tous contestent la fermeture de l'usine, qu'ils jugent toujours rentable. La

bataille judiciaire que mène l'intersyndicale pour garder le site ouvert n'est d'ailleurs pas terminée. Députée (PS) sortante, Catherine Génisson avait créé la surprise en 1997, en reprenant la circonscription à la droite ; cinq ans après, elle multiplie démarches et demandes d'explications - « déjà engagées sous le gouvernement Jospin », assure-t-elle. Comme d'autres élus - dont le conseiller régional chevronné Jean-Marie Alexandre, lui aussi candidat aux législatives -, elle fait partie du « front d'élus » qui avait alerté sur ce dossier Christian Pierret (PS), secrétaire d'Etat à l'industrie sous le précédent gouvernement. Elle a aussi écrit à Francis Mer, d'abord en tant que président d'Usinor, puis en qualité de ministre, pour lui demander une audience « afin de savoir comment est suivi ce dossier et d'étudier la possibilité d'une reprise ». En vain. Le candidat du PCF, Jacques Patris, élu d'opposition à Arras et secrétaire de la section locale du PCF, a choisi, lui, un ouvrier de l'usine - et syndicaliste CGT - comme suppléant.

Plus délicate apparaît la position du candidat de l'UMP, François Desmazière. Agé de 34 ans, ce n'est pourtant pas un débutant en politique : secrétaire départemental du RPR, il est aussi adjoint à la culture du maire d'Arras et fut l'assistant parlementaire de Jean-Paul Delevoye jusqu'à ce que celui-ci entre au gouvernement. Sur l'affaire Sollac-Biache, il s'est d'abord montré discret. « Je n'avais pas de légitimité pour parler ou agir sur ce dossier », explique-t-il. Désormais, il a décidé de monter au créneau - « parce que la donne a changé », assure-t-il. S'il reconnaît « la douleur du symbole que représente la nomination de Francis Mer et le handicap que cela constitue sur le terrain », il promet d'user de « tous [ses] contacts et de l'écoute dont [il] jouit au sein du nouveau gouvernement ». Il annonce d'ailleurs qu'il doit être reçu prochainement à Bercy par Francis Mer.

Nadia Lemaire

A Fécamp, l'hémorragie d'emplois occupe les esprits

FÉCAMP

de notre envoyée spéciale

A Fécamp, le résultat des législatives dans la 9^e circonscription de Seine-Maritime occupe moins les

REPORTAGE

Les législatives préoccupent moins que le sort des salariés des Pêcheries de Fécamp

esprits des habitants du port et de ses environs que l'avenir des 380 salariés des « Pêcheries de Fécamp », entreprise de produits de la mer et salaisons. Au même moment, une filiale fécampoise de l'entreprise de métallurgie Trouvay Cauvin (180 salariés), groupe familial implanté au Havre, émet des signaux alarmants. A quelques kilomètres, la sucrerie de Colleville prépare une fusion : 80 emplois sont menacés. Enfin, le projet de réforme de la politique commune de la pêche par la Commission européenne inquiète sur le port.

Jeudi 30 mai, le tribunal de commerce du Havre a décidé la cessation d'activité des « Pêcheries de Fécamp », en redressement judiciai-

re depuis 1998. A quelques heures de la date butoir, trois projets de reprise étaient sur le bureau des juges consulaires présentés respectivement par les salariés, par un groupe islandais, SIF, et par une petite société locale, Pêcheurs d'Islande (54 salariés). Le tribunal les a tous écartés. « Maintenant la solution est dans le camp des pouvoirs publics ». Le député sortant socialiste et maire de Fécamp, Patrick Jeanne, doit consacrer toute son énergie à cette crise qui semble confirmer Fécamp dans un statut de ville sinistrée, alors que le taux de chômage qui approchait les 18 % en 1993 est descendu sous les 12 %. « Nous remontons la pente depuis 1994 après plusieurs délocalisations d'entreprises. Mais nous restons très élevés, avec des infrastructures routières insuffisantes », explique-t-il en tournant son regard vers le conseil général de Seine-Maritime à majorité de droite.

Son principal concurrent est justement le président de la commission des routes à l'assemblée départementale, Daniel Fidelin (UMP-DL). « Rien n'a été fait pour pallier les défaillances. Ici, il y a deux zones d'activités. L'une est inondable, l'autre est triste », avance Daniel Fidelin, qui se dit tout de même « assez confiant, pour peu qu'on s'occupe de Fécamp ». Ce que vient de faire justement le conseil général en offrant

un bol d'air par une reprise des bâtiments. « Electoralisme un peu sordide ! s'indigne Patrick Jeanne. Nous avions proposé de travailler avec le conseil général qui a voulu agir seul. »

Candidat des Verts, François-Marie Michaux regrette plutôt « le manque d'ambition et d'imagination des partis traditionnels ». Maire-adjoint à Fécamp, il est convaincu que la région - qui a pris le nom de « pays des Hautes falaises » - a des « atouts inexploités ». Il cite par exemple « la ligne SNCF menacée qu'il faut maintenir, le développement du cabotage maritime et d'une plate-forme technologique sur les énergies renouvelables ». Sur le terrain, ces candidats bénéficient d'une apparente mansuétude. Pourtant, le 21 avril, 16 % des Fécampois ont voté pour l'extrême gauche et 16 % pour l'extrême droite. « La situation a fabriqué un vote protestataire, même si beaucoup rendent hommage aux élus locaux », analyse le candidat Vert. Daniel Fidelin reconnaît qu'il a été vivement interpellé mais s'étonne que « tous les politiques soient mis dans le même sac ». Patrick Jeanne ressent la désillusion des électeurs qui « finissent par douter qu'un élu puisse faire quelque chose contre les effets de la mondialisation ».

Etienne Banzet

Jean-Louis Debré, député (UMP) de l'Eure et maire d'Evreux

« Je suis pour durcir la législation sur les licenciements »

Vous êtes candidat aux élections législatives dans la 1^{re} circonscription de l'Eure, où 550 salariés sont menacés par la faillite de l'usine Aspocomp. Vous consacrez beaucoup de temps à ce dossier ?

Je ne fais que ça depuis deux ou trois mois ! J'ai écrit à Elisabeth Guigou [ministre de l'emploi du gouvernement de Lionel Jospin] dont je n'ai jamais obtenu de réponse. J'ai ensuite demandé à son successeur [dans le gouvernement Raffarin], François Fillon, d'intervenir auprès des autorités finlandaises pour que l'entreprise, originaire de ce pays mais qui n'a pas d'autres filiales en France, respecte ses obligations en matière de plan social, ce que le ministre a fait. Mais en dehors de cela,

c'est à nous de nous débrouiller. L'Etat ne nous aide pas.

Vous le regrettez ?

Bien sûr ! Qu'est-ce que le gouvernement apporte aux salariés qui se retrouvent du jour au lendemain sans emploi et sans rémunération, comme c'est le cas à Evreux, où l'entreprise est partie ? Rien ! Je n'ai pas trouvé l'aide de l'Etat que j'aurais voulu avoir, en dehors de la mise en place d'une cellule de l'ANPE, pas plus d'ailleurs que celle du conseil général ou régional.

Quelle aide auriez-vous souhaitée ?

J'aurais aimé que l'Etat finance le plan social comme cela a été fait pour Moulinex. Nous, sur le terrain, on doit gérer les problèmes humains. J'ai discuté avec un

repreneur pour voir comment je pourrais l'aider. En échange de la reprise de 85 salariés et de la moitié du site industriel, la municipalité pourrait garantir les emprunts qu'il a contractés si, dans les deux années à venir, il avait lui-même des difficultés. Je suis également en négociation avec un deuxième repreneur.

Il y a peu, les salariés d'Aspocomp vous ont pris à partie...

La semaine dernière, ils auraient voulu que j'aie manifesté dans le prétoire du tribunal de commerce avec eux. Je leur ai dit : « non, ce n'est pas ma place ». Je ne peux négocier des reports avec le tribunal et défilier en même temps. Je ne voulais pas me retrouver, qui plus est, avec des candidats socialistes dont le gouverne-

ment n'a rien fait. Une petite minorité des salariés ne l'a pas compris.

La droite a beaucoup critiqué la loi de modernisation sociale, qui renforce les mesures sur les licenciements. Etes-vous toujours partisan de la modifier ?

Cette loi n'apporte pas de réponses concrètes. Et encore faut-il pouvoir la faire appliquer.

Seriez-vous partisan de durcir la législation ?

Je suis pour durcir la législation, en faisant en sorte que les entreprises remplissent leurs obligations.

Avec des pénalités financières ?

Oui, avec des pénalités financières.

Propos recueillis par I. M.



ventes aux enchères publiques

47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

94

Vente aux enchères publiques au Palais de Justice de Créteil rue Pasteur Valléry-Radot, Jeudi 27 Juin 2002 à 9 H 30 - En un lot **UNE MAISON d'Habitation à CHAMPIGNY-SUR-MARNE** 49, Avenue du Parc, de 5 Pièces Principales (superficie 108,50 m²) Attenant sur l'arrière : Petit PAVILLON de 2 Pièces (31,6 m²) PISCINE (de 8 mètres x 4 mètres environ) - LIBRE

MISE à PRIX : 30.489,80 €

S'adresser à Me Théophile MAGLO, Avocat, 4, allée de la Toison-d'Or, 94000 Créteil - Tél. : 01 49 80 01 85 (uniquement de 9h30 à 12h) ou au Greffe des Créteil du T.G.I. de Créteil, où le cahier des charges peut être consulté. Visite sur place les Vendredi 21 et Lundi 24 Juin 2002 de 14 H à 15 H

94

Vente aux enchères publiques au Palais de Justice de Créteil rue Pasteur Valléry-Radot, Jeudi 27 Juin 2002 à 9 H 30 - En un lot à Villejuif "Résidence Verger Plaisance", 90, Rue de Chevilly Bât. E, esc. E4, au 2^{ème} étage droite : UN APPARTEMENT de 4 Pièces de 57,50 m² - LIBRE - CAVE - EMPLACEMENT DE VOITURE

MISE à PRIX : 15.300,00 €

S'adresser à Me Théophile MAGLO, Avocat, 4, allée de la Toison-d'Or, 94000 Créteil - Tél. : 01 49 80 01 85 (uniquement de 9h30 à 12h) ou au Greffe des Créteil du T.G.I. de Créteil, où le cahier des charges peut être consulté, sur Internet : www.licitor.com. Visite sur place le Vendredi 21 Juin 2002 de 11 H à 12 H

La « Sécu » et les médecins engagent une négociation difficile pour sortir de la crise

Actions des infirmières à partir du 17 juin

LA RÉCONCILIATION ou la rupture. C'est dans cet état d'esprit de « quitte ou double » que devaient s'ouvrir mardi 4 juin, à 17 h 30, les négociations entre la Caisse d'assurance-maladie (CNAM) et les syndicats de médecins sur la revalorisation des honoraires des généralistes. Prendront place, de part et d'autre de la table, Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la CNAM, le directeur Daniel Lenoir, les présidents des autres régimes, Josette Gros pour la MSA (agriculteurs), Jean-Claude Quevillon pour la Canam (indépendants) ainsi que les représentants de cinq syndicats de médecins, CSMF, SML, FMF, UCCSF et MG France. La Coordination nationale des généralistes, qui n'est pas reconnue représentative, s'est imposée : plusieurs de ses représentants seront « hébergés » dans les autres délégations (Le Monde des 1^{er} et 2 juin). « Les

La CFDT, qui préside la CNAM, joue gros, isolée depuis le départ du Medef des organismes de Sécurité sociale

« cinq porte-parole seront au complet », assure Jean-Paul Hamon.

Surveillée de près par le gouvernement, qui redoute un échec de la négociation avant les législatives, la réunion se déroulera sous la pression d'une nouvelle journée « santé morte ». A l'initiative de la Coordination, de la CSMF et du SML, des cabinets devraient fermer leurs portes. Des rassemblements « tout à fait pacifiques » - barbecues et pique-niques - seront organisés devant des caisses primaires dans les régions. « Solidaire de tous les médecins libéraux », SOS-Médecins a également appelé, lundi, ses membres à suspendre les soins de 17 h 30 à 20 heures.

« Si on devait sortir avec des clopinettes, ce n'est pas nous qui serions sur un siège éjectable », menace M. Hamon. Selon lui, le mouvement de déconventionnement, qui touche désormais une douzaine de départements, doublerait aussitôt. Malgré le désir affiché des participants de parvenir à un accord, la partie s'annonce délicate. Le gouvernement ayant promis l'augmentation à 20 euros des consultations, la CNAM, qui a suspendu toutes les sanctions pour dépassements

illégaux des tarifs, n'espère plus négocier que des contreparties : moins d'antibiotiques, plus de génériques. Selon elle, la seule prescription en DCI (sans nom de marque) des vingt premières molécules génériques permettrait d'économiser 260 millions d'euros, équilibrant la consultation à 20 euros. Mais, tous syndicats confondus, la perspective d'engagements individuels dessinée par M. Spaeth est rejetée. « Contrepartie ! Rien que ce mot me fait tomber de ma chaise ! », s'agace M. Hamon. MG France, seul syndicat à avoir approuvé l'augmentation à 18,5 euros en janvier 2002, juge, lui aussi, que « la contrainte individuelle n'a pas d'avenir ». Si les praticiens prescrivent si peu de génériques, « c'est qu'il y a des raisons : c'est le gouvernement qui fixe le prix du médicament. Ce prix est différent pour un même produit, c'est tout de même absurde. Les médecins ne veulent pas qu'on les tienne pour responsables », déclare son président, Pierre Costes.

Dans ce conflit, la CFDT, qui préside la CNAM, joue gros. La centrale de François Chérèque se trouve en effet singulièrement isolée depuis le départ du Medef des organismes de Sécurité sociale. Elle ne peut guère compter sur le soutien des autres syndicats, critiques envers la « maîtrise comptable des dépenses de santé ». Leur silence est, à cet égard, éloquent. Dans un communiqué, lundi, c'est bien seulement que la CFDT en a appelé à un « compromis (...) pour préserver l'intérêt général ». « Cette négociation peut déboucher sur un accord si les médecins ont la volonté d'aboutir. Un échec leur serait préjudiciable, car peu d'entre eux tireraient leur épingle d'une remise en cause de notre système collectif de protection sociale », affirme la confédération.

Pour le gouvernement aussi, qui a reconnu « légitime » la revendication des médecins, les risques sont élevés. D'autres professions attendent leur tour. C'est le cas de spécialistes, de SOS-Médecins, qui réclame une augmentation des indemnités de déplacement, mais aussi d'une autre coordination, celle des infirmières libérales. Lundi, elle a annoncé une série d'actions - grèves, occupations, manifestations - à partir du 17 juin, « sans concessions et sans limitation de durée » pour revendiquer une « revalorisation complète de la profession ». « Le gouvernement accroît les inégalités entre les professions libérales », estime la coordination, qui appelle à une manifestation nationale, le 10 septembre, à Paris.

Isabelle Mandraud

Le PS promet de relever le smic de 5 % s'il gagne les élections

LORSQUE Lionel Jospin était à Matignon, entre 1997 et 2002, le Parti socialiste ne militait pas pour que le gouvernement accorde des coups de pouce importants au smic. Depuis le 21 avril et l'échec de la gauche à l'élection présidentielle, le PS s'efforce d'ancrer son programme à gauche. Lundi 3 juin, il s'est engagé, par la voix de son porte-parole, Vincent Peillon, « à relever le smic de 5 % au 1^{er} juillet », si la gauche gagnait les législatives. Les minima sociaux « doivent être augmentés en proportion du smic », a ajouté le député de la Somme.

« DIGNITÉ DU TRAVAIL »

Pour justifier la position nouvellement adoptée par son parti, M. Peillon a mis en avant des raisons techniques qui n'étaient pas invoquées il y a encore quelques mois : c'est « par des coups de pouce » au smic, a-t-il dit, qu'on pourrait « sans doute aller plus vite » vers une harmonisation des différents smic générés par la mise en place des 35 heures.

Rue de Solferino, on a visiblement voulu profiter des réserves émises par Jean-Pierre Raffarin sur le sujet : dans un entretien accordé à *Ouest-France*, samedi 1^{er} juin, le premier ministre a prévenu qu'il « ne saurait être question d'évoquer un coup de pouce sans en mesurer les conséquences sur la situation économique et surtout sur l'emploi ».

Virginie Malingre

A Dijon, un sondage inquiétant pousse la droite à limiter ses divisions en retirant un candidat

Ils sont cinq, dans l'opposition municipale, à briguer la succession de Robert Poujade. Selon une enquête, seuls les représentants du PS et du FN pourraient se maintenir au second tour

DIJON

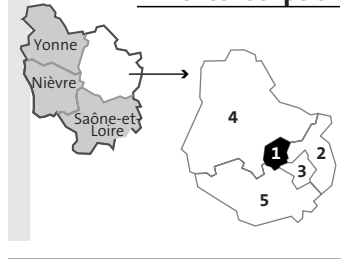
de notre correspondante

Face à ses divisions, il arrive que la droite se fasse peur. Ainsi, Gilbert Menut, candidat Démocratie libérale (UDF-DL) dans la 1^{re} circonscription de Côte-d'Or, a-t-il annoncé, samedi 1^{er} juin, son retrait de la course à la succession du député RPR Robert Poujade, qui ne se représente pas. Le maire de Talant a tiré les leçons d'un sondage publié le jour même par *Le Bien public*. Non seulement cette enquête ne lui accorde que 9 % des intentions de vote, mais tous les candidats de la droite parlementaire seraient éliminés.

Ce sondage, réalisé par Arsh Opinion, pronostique au second tour un duel entre le maire socialiste de Dijon, François Rebsamen, crédité de 30 % des intentions de vote, et la candidate du Front national, Stéphanie Terrade, créditée de 17 %. Cette dernière, dont l'arrivée sur la scène politique remonte aux élections municipales, devancerait d'un point le candidat RPR investi par l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), Bernard Depierre, qui ne pourrait pas se maintenir.

CÔTE-D'OR

1^{re} circonscription



Selon le sondage, l'extrême droite améliorerait son score du premier tour de 2, 5 points. Gilbert Menut, qui ne « veut pas prendre le risque de faire élire le maire socialiste de Dijon », s'efface donc au profit de M. Depierre, ancien suppléant de Robert Poujade, conseiller municipal de Dijon et conseiller général. M. Menut ne cache pas son amertume. « La mainmise du RPR sur les investitures UMP ne peut engendrer que des tensions, voire une machine à perdre, en particulier sur un terrain aussi fragilisé que la ville de Dijon, déjà perdue aux municipales », a-t-il déclaré. Ces dernières semai-

nes, il avait d'ailleurs proposé à son concurrent RPR une « primaire organisée avec un accord de désistement en bonne et due forme pour le second tour ». Sans succès.

UN TROUBLE-FÊTE

Cet abandon suffira-t-il à remotiver les électeurs de droite après la perte de la mairie de Dijon en 2001 ? L'apparente cohésion des élus de l'opposition municipale à travers l'Union pour l'avenir de Dijon n'a pas pour l'instant dépassé les bancs du conseil municipal. En effet, quatre autres candidats, à droite, restent en lice. Ceux-ci ont été sollicités par 25 élus de Côte-d'Or afin qu'eux aussi se retirent. Jean-Pierre Favre représente l'Union de la droite républicaine (UDR). Les souverainistes engagent deux candidates : Véronique Thyébault (RPF), et Julie Caron (MPF). Quant à Yves Japiot, conseiller municipal de Dijon, il joue les trouble-fête. Se déclarant indépendant, il n'a pas cédé aux pressions qu'il dit avoir subi avant le dépôt des candidatures. Crédité par le sondage de 13 % des intentions de vote, il peut fédérer au centre-droit.

C'est aussi sur ce terrain que François Rebsamen, le maire de Dijon, espère attirer les voix qui font défaut à la gauche dans cette circonscription traditionnellement à droite. S'étant juré de ne jamais briguer un siège de député depuis sa victoire aux municipales, il s'est décidé le soir de l'élimination de Lionel Jospin, au premier tour de la présidentielle, « en raison de circonstances exceptionnelles ». « Maire de Dijon et président de la communauté d'agglomération, je pense avoir la capacité de rassembler au-delà du PS », commente-t-il.

Le forfait du Parti communiste, après son mauvais score à l'élection présidentielle (1,67 % sur la 1^{re} circonscription), devrait déjà l'aider. De leur côté, les Verts, avec leur « satisfaisant » 5,76 % à la présidentielle, peuvent lui permettre de rassembler plus large. Avec vingt candidats, la succession du député Robert Poujade promet d'être aussi disputée que le fut celle du maire de Dijon. Le retrait de M. Menut n'exclut pas pour autant la possibilité d'une triangulaire avec le FN.

Christiane Perruchot

MOTOROLA
intelligence everywhere™

motorola V70
Design unique
Prise de ligne par rotation 360°
Clavier luminescent
83g
Compatible GPRS™
www.motorola.fr/V70

MOTOVISION

La perspective du retour de la droite fait « cauchemarder » M. Hollande

En meeting à Nantes, il a fustigé « le gouvernement de la réclame »

NANTES

de notre envoyé spécial

Les élus socialistes de Loire-Atlantique l'assurent : le PS de ces grandes terres de l'Ouest n'a pas intégré la défaite annoncée aux élections législatives. En témoignage, selon eux, l'accueil dénué d'agressivité de leurs électeurs, et les militants de Nantes, qui étaient près de 2 000, lundi 3 juin, au parc de la Beaujoire. Pour le second meeting national de la campagne, les socialistes nantais ont affiché leur combativité et leur mobilisation pour montrer que, en Loire-Atlantique au moins, la bataille législative ne se mène ni dans la résignation ni à contre-cœur. « Arrêtons de raser les murs », a lancé Jean-Marc Ayrault, maire et député de Nantes en lever de rideau du meeting.

Penché sur son pupitre, comme s'il voulait faire des confidences à son public, François Hollande, la voix un peu cassée, a appelé, pendant 50 minutes, à la mobilisation et « au vote utile » dès le premier tour. L'objectif, a redit le premier secrétaire, est d'être « majoritaire » et « en tout cas », a-t-il corrigé pour calmer la ferveur ambiante, d'être « suffisamment nombreux pour défendre et promouvoir notre idéal ». « Faisons en sorte d'effacer le 21 avril », a-t-il affirmé, en évoquant le vote du 5 mai en faveur de Jacques Chirac, « dur, pénible, douloureux » pour les socialistes. « Ce que nous n'avons pas pu faire le 5 mai, il faut maintenant l'accomplir les 9 et 16 juin », a-t-il martelé, souhaitant que le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin « reste dans l'histoire comme le gouvernement le plus bref de la V^e République ». Une méthode Coué qui convenait visiblement à l'auditoire.

M. Hollande a repris, pour s'en moquer, la formule du premier ministre disant qu'il avait fait un



FRANK PERRY/AFI

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, est venu soutenir le député et maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, lors d'un meeting, le lundi 3 juin. Il a souhaité que le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin « reste dans l'histoire comme le gouvernement le plus bref de la V^e République ».

rêve, « celui que la droite puisse déposer de tous les pouvoirs ». « Je ne voudrais pas faire de cauchemar, a-t-il enchaîné. Et le vrai cauchemar serait que la droite puisse appliquer une politique d'accroissement des inégalités, dure à l'égard des plus faibles. » Le premier secrétaire du PS s'est livré à une charge contre « le gouvernement de la réclame », qui met en avant « l'obsession sécuritaire ». « Le seul vainqueur, c'est celui qui ne dit rien mais qui fait son miel, c'est l'extrême droite », a-t-il commenté. Le gouvernement ne propose « rien d'autre que ce qui n'avait pas marché hier avec Edouard Balladur et Alain Juppé ».

S'en prenant à Jacques Chirac, « il est le chef de l'Etat, il n'est pas le chef de l'UMP », il a affirmé qu'en cinq ans de gestion, la droite laisse-

rait un « héritage » trop grave, avec « la fin d'un mode de protection sociale, la montée des assurances » ou encore la « mise en charpie des services publics », ne manquant pas de provoquer « de grandes manifestations ». « Si on peut s'épargner de grandes manifestations par un vote les 9 et 16 juin c'est quand même mieux pour le pays », a-t-il lancé, en se déclarant décidé à « écouter les urgences sociales » exprimées le 21 avril. M. Hollande s'est ainsi prononcé pour « un coup de pouce » (non chiffré) au smic ou encore pour que les salariés ayant travaillé 40 ans puissent partir à la retraite avant 60 ans. « Peut-être aurions-nous dû le faire plus tôt », a-t-il concédé.

Michel Noblecourt

La gauche mène campagne dans la dispersion et le pessimisme

Les leaders de ce qui fut la majorité de M. Jospin déplorent l'enlèvement. « Beaucoup ont été tentés de jouer perso », dit Claude Bartolone

LA CAMPAGNE à gauche ? « Les personnes qui y croient le moins sont ses dirigeants », affirme Bertrand Tavernier, interrogé par Vert Contact, l'hebdomadaire des Verts (daté 1^{er}-7 juin). A quelques jours du premier tour des législatives, le cinéaste dit ne pas avoir l'impression « d'être en face des généraux de la Révolution, mais de ceux de la guerre de 1870, qui (...) dès les premiers revers, ont adopté une attitude carrément défaitiste ».

Le jugement est sans doute un peu sévère, mais il sonne juste. Dans les rangs de la gauche, qui se montre plus défensive qu'offensive, l'embaras est visible. Jean-Marc Ayrault, maire (PS) de Nantes, a dénoncé, lundi 3 juin sur RTL, la campagne « d'endormissement » du gouvernement. François Hollande, lui, parle du retour de la droite comme d'un « cauchemar » (lire ci-contre). En venant soutenir le candidat Vert Stéphane Pocrain dans l'Essonne, il a usé d'une métaphore d'actualité : « La gauche a marqué un but contre son camp en appelant à voter Chirac le 5 mai. La droite mène un à zéro et casse le rythme en jouant la montre », a glissé le premier secrétaire du PS.

Campagne « curieuse », estime pour sa part Alain Lipietz, l'ancien et éphémère candidat des Verts à l'élection présidentielle, qui se présente dans le Val-de-Marne – « la citadelle du PC », dit-il. « Personne ne dit rien, regrette-t-il. A part "Votez utile", pour reconduire la gauche et ses sortants, il n'y a pas de message. » A Lyon, le candidat Vert Gilles Buna a déploré, lors d'un meeting commun avec le PS, le 29 mai, qu'il n'y ait eu qu'un « accord électoral » pour « sauver les meubles », mais « pas de plateforme ». « C'est un accord réduit aux acquêts, qui nous empêche d'être

dans une dynamique électorale », renchérit M. Pocrain. Dominique Voynet, qui devait tenir à Paris, mardi 4 juin, le seul meeting de campagne nationale des Verts, avec Yves Cochet, assure qu'elle n'a « pas le temps de suivre la campagne nationale », trop occupée à sillonner les villages de sa circonscription jurassienne.

C'est bien, jusqu'à présent, l'un des autres problèmes de cette campagne législative à gauche. Peu de

pas à créer une dynamique visible. Encore sous le choc de la déroute du 21 avril, traînant le boulet de la cohabitation, la gauche s'est en outre offert le luxe de polémiques que beaucoup ont jugé inutiles. Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, s'est déclarée « très choquée », jeudi 30 mai, sur Sud-Radio, que le PS – M. Hollande en tête – évoque déjà le choix du premier ministre en cas de victoire de la gauche aux législatives : « Écoutons d'abord ce que nous ont dit les femmes et les hommes de gauche le 21 avril, a-t-elle dit. Ils ne me parlent pas du futur premier ministre. Ils me disent (...) : "Cette fois-ci allez-vous répondre à nos aspirations ?" »

Se déclarant « atterré » par la campagne, Yves Contassot, adjoint (Verts) au maire de Paris, estime que la gauche se devait, après le 21 avril et le sursaut républicain qui a suivi, de mener ensemble deux campagnes : celle des législatives et celle de la reconstruction de la gauche. « C'est une campagne introuvable », estime M. Pocrain. Peut-être parce que « la majorité, qui est à tout le monde, est elle-même introuvable », avance un responsable du PS. Autre écueil, observé par M. Bartolone : « Quand on se montre trop offensifs, les électeurs nous disent : "Mais pourquoi vous n'avez pas fait tout cela avant ?" » L'ex-ministre de la ville éprouve pourtant le sentiment que l'étau se desserre : « Avec les premières mesures prises par le gouvernement Raffarin, on redevient comparables. » Il parle que si les partis ont intégré la défaite, « le peuple de gauche se dit, lui, qu'il peut prendre sa revanche sur le 5 mai ». De quoi laisser aux candidats une once d'optimisme.

« C'est un accord réduit aux acquêts, qui nous empêche d'être dans une dynamique électorale »

STÉPHANE PO CRAIN

campagne nationale, beaucoup de micro-campagnes locales. « Tout le monde se fait discret dans sa circonscription, on entend peu de "têtes". Chacun a les yeux dans les yeux de ses électeurs », admet le député (PS) de Paris Jean-Christophe Cambadélis, qui fut l'architecte de la « gauche plurielle ». « Beaucoup se sont dit : "Je vaudrais plus que le score national" et ont eu la tentation de jouer perso », estime aussi le fabiusien Claude Bartolone. M. Cambadélis répète pourtant que la gauche a « un projet à défendre ».

Ce n'est, en tout cas, pas avec le PCF, qui paie, pour partie, sa participation au gouvernement. C'est davantage le cas avec les Verts, le petit parti ayant besoin du grand et vice-versa. Cette alliance, déclinée à l'envi dans les médias, ne suffit

Béatrice Gurrey

En France, chaque année

plus de **80 000** enfants

sont en danger.
Vous trouvez ça normal ?

Victimes de négligences graves ou de maltraitance, ces enfants doivent être séparés de leurs parents.



SOS Villages d'Enfants

- permet aux frères et sœurs de rester ensemble
- de vivre dans une maison au sein d'un village
- avec l'affection d'une mère SOS et entourés d'une véritable équipe éducative

Pour répondre aux besoins de nombreux enfants et construire de nouveaux villages, SOS Villages d'Enfants a besoin de vous.

Envoyez vos dons à l'ordre de SOS Villages d'Enfants - 6 rue Monthiers, 75009 Paris ou donnez en ligne sur www.villages-enfants.org



"Sérénité, rigueur et transparence" c'est en ces termes que l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) a évalué la gestion de SOS Villages d'Enfants.

SOS Villages d'Enfants : 48 ans d'un savoir-faire au service de l'enfance en danger



M. Le Pen prédit « des duels par centaines » et voit le Front national en « premier parti de France »

Au cours de son unique meeting de campagne, au Palais des congrès, à Paris, lundi 3 juin, le président du FN s'en est pris à Jacques Chirac, le qualifiant de « mauvais génie de la droite »

« LA POLITIQUE est l'art de la répétition », se plaît à dire Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national n'a pas failli à cette règle lors de l'unique meeting de la campagne des élections législatives, organisé au Palais des congrès, à Paris, lundi 3 juin. Il a repris ses thèmes fétiches de la présidentielle sur Jacques Chirac, le représentant de « la gauche camouflée » – à nouveau qualifié de « supermateur » et « supervoleur » – et du climat « totalitaire » de l'entre-deux-tours. Un discours fleuve comme il aime en faire, en partie improvisé, parsemé d'anecdotes et de formules destinées à déclencher les fous rires des militants et sympathisants, toujours satisfaits du spectacle offert par leur chef.

Une nouvelle fois, donc, M. Le Pen est revenu sur la campagne présidentielle pour lister avec minutie les difficultés rencontrées sur le chemin : les banques qui ont refusé de lui accorder les prêts qu'il souhaitait, les parrainages des maires qui ont fait défaut et qu'il a fallu compenser pour pouvoir figurer à la course à l'Élysée, tout comme la candidature de Bruno Mégret, montrée comme un élément de la stratégie des chiraquiens pour l'affaiblir. Sans compter les manifestations de l'entre-deux-tours, présentées comme « une manipulation » de la jeunesse par des enseignants de la gauche « socialo-communiste », et, enfin, le Front républicain décidé contre lui.

« ENTREPRISE DE DIABOLISATION »

Aux accusations de « fascisme, racisme et antisémitisme » lancées contre lui, en faisant référence à ses déclarations passées, à ses amitiés présentes et aux hommes qui ont fait le FN, il réplique en dénonçant des « méthodes totalitaires » destinées à contrer l'élection de frontistes. Un procédé qui, reconnaît-il, vise à susciter un réflexe de solidarité entre tous ceux qui se sentent exclus. « Cette formidable entreprise de diabolisation a été le fait du grand capitalisme mondialiste », affirme-t-il, et le but poursuivi



Jean-Marie Le Pen a tenu son unique meeting de campagne, lundi 3 juin, au Palais des congrès, à Paris. Il a stigmatisé la « formidable entreprise de diabolisation » à son égard, qui vise, selon lui, à « dénoncer l'éventuelle victoire (...) de l'idée nationale, alors que celle-ci est en train de progresser dans le monde entier ».

consiste, dit-il, à « dénoncer l'éventuelle victoire (...) de l'idée nationale [en France] alors que celle-ci est en train de progresser dans le monde entier ». « Le voilà, le grand dessain de Jacques Chirac : barrer la route à

Le Pen », lance-t-il, en répétant, sûr de son effet sur la salle : « Il aura réussi ce tour de force historique, barrer la route à Le Pen ! » Et M. Le Pen d'opposer ses candidats, « authentiques représentants de la

France d'en bas, à celle du milieu, dont Chirac est le parrain indiscutable ». « Si le président de la République avait fait son compte rendu de mandat devant une assemblée générale (...), il ne serait sorti qu'avec les bracelets au poignet entre deux gendarmes », avait-il dit quelques instants plus tôt. Une fois encore, le représentant d'extrême droite focalise ses attaques contre M. Chirac, présenté comme « le mauvais génie de la droite ».

Mais Jean-Marie Le Pen espère un « retour de manivelle ». Il estime que « les Français sont naïfs mais pas tout à fait sots, et beaucoup se sentent floués », après le deuxième tour de la présidentielle. Aussi « croit [-il] que beaucoup vont se venger aux législatives ». « Il y aura des duels par centaines » et « ce seront des candidats du FN qui y figureront comme le premier parti de France », conclut-il. Sur la scène, en arrière-plan, on pouvait lire ce slogan fondateur du FN : « La France et les Français d'abord ». De cela, il n'a pas été question. Pour les personnes présentes, cela allait de soi.

Christiane Chombeau

Le FN propose un accord à Charles Millon

Le Front national propose un désistement réciproque à Charles Millon et à ses partisans dans le Rhône « pour battre la gauche socialo-communiste ». Claude Jacquier, représentant du FN dans la 7^e circonscription – où l'UMP n'a donné aucune investiture – a écrit à M. Millon, lundi 3 juin, pour lui proposer que le candidat le moins bien placé au second tour se retire et appelle à voter en faveur de l'autre. Cette initiative a reçu la caution du délégué général du FN, Bruno Gollnisch, qui suggère d'étendre cet accord à tout le département, dans lequel il est lui-même candidat. L'entourage de M. Millon a fait savoir qu'il ne répondrait pas à cette proposition.

A 78 ans, Colette Mégret est candidate à Dreux par amour maternel

DANS LA FAMILLE Mégret, la mère ! Chez le président du Mouvement national républicain (MNR), on a l'esprit de famille. En 1997, rendu inéligible par une condamnation sur ses comptes de campagne, Bruno Mégret avait convaincu son épouse, Catherine, de le remplacer pour l'élection municipale partielle de Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Aujourd'hui, sans candidat pour la 2^e circonscription de Dreux – celle où le Front national, représenté autrefois par Jean-Pierre Stirbois, puis par sa veuve, Marie-France, obtenait ses meilleurs scores –, il a recruté, in extremis... sa mère.

A 78 ans, Colette Mégret, ex-maître de conférences de droit

chevé : « Je tricote pour mes petits-enfants », explique-t-elle sans qu'on lui pose de question.

Si elle reste laconique sur sa circonscription, elle se montre intarissable sur son fils, Bruno. « La politique m'a toujours passionnée, mais je n'en ai jamais fait de façon active, raconte-t-elle. Quand mon fils a créé le MNR, je me suis inscrite. J'ai été gaulliste, et je pense que c'est mon fils, par son amour du pays, son patriotisme, qui est plus dans la ligne du général de Gaulle que d'autres, qui se disent ses successeurs. » Mme Mégret mère se dit « très sensible à l'identité de la France, à son histoire, à sa langue, à l'environnement ». « Je ne me sens pas mondialiste, ajoute-t-elle. Il y a la famille et, après, la patrie ; ce qui donne un certain équilibre. » Raciste, Bruno Mégret ? Elle le conteste farouchement. « Il est pour la préférence nationale, plaide-t-elle (...), ce n'est pas quelque chose d'éthnique ! » A propos des immigrés, elle ajoute néanmoins : « Pourquoi tous ces gens viennent ? Pour les avantages (...). Si on les limite, la France sera moins attractive pour les étrangers. C'est dans ce sens-là que mon fils veut supprimer les avantages : pour qu'ils viennent moins, pas par méchanceté. »

Questionnez, enfin, la candidate sur un éventuel rapprochement entre le MNR et le FN, et c'est la mère qui sort ses griffes : « Jean-Marie Le Pen a traité mon fils de crapule, de moins que rien. Il est tellement furieux que mon fils soit parti avec les éléments les plus valables du FN qu'il voudrait qu'il disparaisse. S'il se représente à 80 ans à l'élection présidentielle, ce sera uniquement pour ennuyer Bruno ! »

Christiane Chombeau



« Quand mon fils a créé le MNR, je me suis inscrite. Je pense que c'est lui qui est le plus dans la ligne du général de Gaulle »
COLETTE MÉGRET

européen à l'université Paris-I, se lance donc en politique par amour maternel. N'ayant plus l'âge de parcourir les rues et les marchés, elle laisse aux militants de la section le soin du « tractage » et des collages. Seule une conférence de presse avec son seul fils – l'aîné de ses quatre enfants, à qui elle voue une admiration sans borne – a été envisagée. En fait, elle ne passe guère que le week-end à son domicile familial d'Anet (Eure-et-Loir) ; aussi est-ce dans son appartement de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine) qu'elle reçoit Le Monde. La télévision est branchée sur Roland-Garros. A terre, sur le tapis, un sac avec des pelotes de laine laisse entrevoir un pull ina-

Le moral des ménages s'est nettement amélioré en mai

LE MORAL des ménages en France a effacé, en mai, cinq mois consécutifs de baisse. Selon l'enquête publiée par l'Insee, mardi 4 juin, l'indicateur s'est établi à -12, après avoir atteint, en avril, son taux le plus bas depuis quatre ans, -18. Cette hausse « provient essentiellement du regain de confiance très marqué dans les perspectives d'évolution du niveau de vie en France », explique l'Insee. « L'opinion des ménages sur l'évolution du chômage s'améliore nettement pour le troisième mois consécutif », poursuit l'institut. Les perspectives d'emploi sont, en effet, revenues à leur meilleur niveau depuis près d'un an. S'agissant de leur propre situation financière, les Français considèrent qu'elle s'est légèrement détériorée dans le passé et qu'elle se dégrade encore actuellement, mais ils envisagent son amélioration dans les mois à venir.

DÉPÊCHES

■ **DROITE** : le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, estime que les élections législatives « se présentent pour [la droite] de manière plutôt favorable », dans un entretien accordé, mardi 4 juin au quotidien régional La Montagne. « Mon adversaire principal, c'est la cohabitation. (...) Je ne suis ni agressif ni belliqueux, je suis plutôt rassembleur. Mais je crois qu'après cinq ans de socialisme, le temps de l'alternance est venu », a-t-il déclaré.

■ **UDF** : François Bayrou, président de l'UDF, a affirmé qu'il soutiendrait le gouvernement « en étant libre de parole », lundi soir, sur TF1. « Ma position est de soutenir le gouvernement (...) et de l'aider à gagner », a affirmé M. Bayrou, qui a refusé de rejoindre l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). « Pour gagner (...), il faut que les grandes sensibilités du pays trouvent leur place. L'UDF en est une », a-t-il insisté. Ensuite, « j'aiderai [le gouvernement] en le soutenant quand les choix sont courageux, et aussi en disant "attention" quand on risque de se tromper », a prévenu M. Bayrou.

■ **PÔLE RÉPUBLICAIN** : Jean-Pierre Chevènement, chef de file du Pôle républicain, a indiqué, lundi 3 juin sur LCI, que son mouvement n'avait pas arrêté de position en cas de victoire de la gauche aux législatives. « Ça peut aller de l'opposition, toujours constructive mais ferme, à un soutien critique, comme nous l'avons apporté dans les deux dernières années quand je n'étais plus au gouvernement », a-t-il précisé.

ENVIRONNEMENT, CADRE DE VIE, TRANSPORTS



Ce n'est pas le travail qui manque en France

AMÉLIORONS L'ENVIRONNEMENT

Œuvrer pour la santé publique, sécuriser la qualité de l'eau, favoriser le traitement des eaux usées, se protéger contre les risques naturels (inondations...), recycler les matériaux...

AMÉNAGEONS LE CADRE DE VIE

Façonner les espaces paysagers, enfouir les réseaux électriques, décloisonner la ville, dynamiser les transports urbains, améliorer la sécurité routière, construire les réseaux d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication...

FACILITONS LES TRANSPORTS

Rapprocher les régions, améliorer la circulation et les échanges, développer et rendre le réseau routier plus sûr, offrir plus de complémentarité entre les différents modes de transport (ferroviaire, routier, aérien, maritime, de navigation intérieure)...

Cinq ans pour agir, commençons maintenant.

Les entreprises de Travaux Publics
www.fntp.fr

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Comme ailleurs en France, les **RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE** ont placé les enseignants de la vallée d'Arve, en Haute-Savoie, devant un dilemme. Dans ce département, Jean-Marie Le Pen est arrivé

devant Jacques Chirac au premier tour. Fallait-il aborder ce sujet devant les élèves, dont certains sont très imprégnés des thèses du Front national ? Eric, professeur au lycée hôtelier de Bonneville, explique qu'il

« n'a pas osé susciter les réactions de ses élèves, car des familles ont voté Le Pen ». « J'ai eu **PEUR QU'ILS SENTENT FROISSÉS** par ce que je pouvais leur dire », raconte-t-il. Jackie, professeur au collège de Cluses, a

choisi, au contraire, de s'engager devant sa classe, pour la première fois de sa carrière. Face à une certaine **PERCÉE DES IDÉES DU FN** parmi les jeunes, de nombreux professeurs ont mesuré les limites de leur métier.

Le désarroi des enseignants après le vote du 21 avril

En Haute-Savoie, comme dans d'autres régions de France où les suffrages en faveur de Jean-Marie Le Pen ont été nombreux, les professeurs ont été confrontés aux limites de leur action. Comment aborder le sujet face à des élèves dont certains sont très imprégnés des thèses du Front national ?

CLUSES (Haute-Savoie)
de notre envoyée spéciale

Là comme ailleurs, ils ont ressenti l'onde de choc du 21 avril. Leurs élèves, surtout les grands du lycée, ont

■ **REPORTAGE**

Un principal : « Le vote FN, ici, est une donnée.

Nous ne devons jamais l'oublier »

été très nombreux à manifester contre le Front national. Mais beaucoup d'autres, issus de l'immigration maghrébine ou turque, ont confié leur peur, jusque dans l'infirmerie de leur établissement : « *Est-ce qu'on va devoir faire nos valises, m'dame ?* » Les enseignants de la vallée de l'Arve, en Haute-Savoie, confient, dans leur majorité, avoir pris un « *grand coup sur la tête* » au soir du premier tour de l'élection présidentielle. Un mois plus tard, si les uns pensent avoir pleinement tenu leur rôle face à la pensée exclusive de l'extrême droite, les autres ont mesuré toutes les limites de leur métier.

Cela aurait pu être pire, ont pensé certains. Car ici, les communautés vivent repliées sur elles-mêmes, et le FN est fort, enraciné. Au collège de Cluses, un tract anonyme ordurier, présentant les Arabes comme des envahisseurs hostiles aux Juifs, avait été affiché, fin septembre 2001, en pleine salle des profs. Dominique Bonazzi, le principal, a dû rappeler ses enseignants à l'ordre : « *Ce texte est abject et n'a rien à faire dans un établissement d'éducation.* » Début janvier, une affiche du FN, proclamant « *tu niques la France, dégage* », avait été apposée à l'entrée du collège. D'autres ont suivi entre les deux

tours. Non loin, l'imposant lycée Charles-Poncet, du nom du père de l'industrie du décolletage qui fait vivre la vallée depuis un siècle et demi, a été, au lendemain du premier tour, ceinturé d'affiches du FN. A Bonneville, un notable de la ville a menacé les enseignants du lycée Fichet de porter plainte si son fils se rendait aux manifestations anti-Le Pen. Partout, les enseignants témoignent de violents propos racistes lâchés devant eux par des parents d'élèves.

La Haute-Savoie a placé Jean-Marie Le Pen devant Jacques Chirac au premier tour. Au pied des montagnes, à Cluses, cité industrielle et laborieuse de la vallée, le candidat du FN a obtenu 30,47 % des voix contre 16,35 % à Jacques Chirac, et 27,53 % au second tour (*Le Monde* du 30 mai). La ville, aux mains du RPR, avait voté à 40 % pour le candidat FN aux municipales de 2001. A Bonneville, la sous-préfecture toute proche, son score a frôlé les 25 % au premier tour.

Les décolleteurs, ces petits patrons fabricants de pièces métalliques pour l'industrie, ont enrichi et façonné la vallée. S'ils cherchent de la main-d'œuvre – le taux de chômage sur Cluses ne dépasse pas 5 % –, certains rechignent encore à embaucher des « *gris* ». « *Les mêmes qui ont fait venir par trains entiers des immigrés pour les usines veulent maintenant les voir partir* », souligne Jean-Pierre Rossi, professeur de français au collège de Cluses et maire adjoint de Marignier, une commune voisine dont l'édile est « sans étiquette ». Il y a du boulot, mais il n'est pas pour tout le monde, complète Annie Collinet : la proviseur du lycée hôtelier de Bonneville s'est battue pour que ses élèves ne soient plus victimes de discrimination à l'embauche.

« *Le vote FN, ici, est une donnée. Nous ne devons jamais l'oublier*, résum



PANCHO

me Dominique Bonazzi. *Les votants sont dans nos établissements aussi. Les jeunes ne sont pas forcément du côté que l'on croit, et du côté que l'on croit bien.* » Dans le public comme dans le privé, enseignants et chefs d'établissement ont d'abord dû rappeler les principes essentiels : il n'est fait aucune différence entre les jeunes, l'école est un « *creuset social* », le collège est d'abord là pour apprendre à former des citoyens qui sachent vivre ensemble.

PROPOS TRÈS CONTRADICTOIRES

Puis chacun a fait face, dans sa classe, qui en s'appuyant sur son programme (l'argumentation en 6^e, l'étude du fascisme en 3^e, l'éducation civique, etc.), qui en sortant de sa traditionnelle réserve. Ceux qui n'ont pas osé froisser une partie de leurs

élèves ont attendu que surgissent les questions. « *C'est le seul moment où j'ai dit qu'on n'avait pas le droit d'être raciste. Un élève m'a répondu que c'était une opinion personnelle. J'ai dit "non, c'est une question démocratique"* », raconte Christine Michel, professeur de sciences au lycée hôtelier. L'une de ses collègues de lettres du collège de Cluses ajoute : « *Tout ce qu'on a fait en amont, notamment dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme, a pris un sens. Les élèves se sont forgé une opinion, ce n'est pas le prof qui a tenu un discours.* »

Au lycée Fichet de Bonneville, un petit groupe d'enseignants d'histoire et de lettres a organisé, le 30 avril, une « *réunion d'information sur l'extrême droite* », en prenant moult précautions pour que l'initiati-

ve – trois courts exposés didactiques, un temps pour les questions des élèves – n'apparaisse pas comme une forme de récupération idéologique. Le matin, une inscription « *Le Pen, vite !* » avait fleuri sur le bitume, devant l'entrée du lycée. « *Un peu parano* », « *pas très fiers cinq minutes avant* », les profs ont eu la bonne surprise de voir une centaine d'élèves. « *Ils étaient contents de cette réponse collective* », souligne Christine Saint-Joanis, professeur de lettres. Heureux d'avoir pu ainsi valoriser leur enseignement, confiants dans les richesses de leur discipline, ces enseignants concluent : « *On a montré qu'on avait du courage, et on a vu qu'on avait du pouvoir.* »

Mais l'enracinement du Front national dans la région rend modestes les plus dynamiques. Dans un bourg périphérique, des institutrices ont publiquement assumé leur vote Le Pen. Ici ou là, des élèves témoignent de l'imprégnation des thèses du FN.

Au lycée hôtelier, tous sortent avec un emploi en poche. Mais, estime Julien, élève de bac pro, « *des immigrés foutent rien, n'ont pas de motivation* », bref, cassent un peu le métier. Julien dit s'être fait agresser il y a deux ans à Annecy « *par quatre Maghrébins* ». La France, juge-t-il, « *est de plus en plus "insécurisée"* ». Dans toute la vallée de l'Arve, c'est craignant. On les laisse de côté, ces gens-là, on n'a pas fait grand-chose pour eux. Mais ils doivent aussi se prendre en charge !

Arborant une belle chaîne en or sur son tee-shirt de foot Italia, Christophe, un élève de 3^e, habite dans le quartier des Euvies de Cluses, principalement peuplé d'immigrés, où les deux bureaux de vote ont massivement voté Le Pen. Il tient des propos très contradictoires. « *A l'école, on est tous contre le FN. Le FN, c'est n'importe quoi : fermer les frontières, ça ne*

renforcerait pas la France. Mais c'est vrai que la France s'est laissée un peu faire, affirme ce fils d'immigrés italiens, qui veut devenir ingénieur dans le décolletage. A Cluses, il y a plus de Maghrébins que de Français. Ils se font remarquer, ils dégradent les immeubles. On leur a donné une main et ils ont pris tout le bras. »

LE PRINCIPE DE NEUTRALITÉ

Certains éducateurs plaident pour des mesures sécuritaires. « *Le premier rôle, pour nous, est de dire que le lycée n'est pas une zone de non-droit, de rappeler la loi le plus souvent possible* », indique Paul Fauveau, proviseur du lycée Poncet, en faisant référence à « *cette minorité* » responsable des phénomènes de violence. Les vieux militants de gauche, quant à eux, confient, désabusés, être marginalisés. « *On ne peut pas déplacer les montagnes* », conclut un professeur d'anglais qui enseigne depuis vingt-cinq ans dans la région. L'école des valeurs, « *ça ne marche pas vraiment, puisque nous avons déjà éduqué leurs parents !* », remarque un autre.

Faut-il qu'ils s'engagent davantage dans la cité ? « *La fameuse neutralité des enseignements a abouti à en retirer tout contenu véritable, à laminer certaines choses* », plaide Anne, jeune professeur de français. Au lycée de Bonneville, on entend réactiver un comité de vigilance contre l'extrême droite. Mais pour François Morel, enseignant de lettres, « *les enseignants souffrent d'un regard négatif de la société, qui n'a pas envie que ses enfants soient liés à un investissement idéologique trop prégnant. Nous avons été mis à l'écart d'un engagement dans la société. En outre, cet engagement risquerait de pervertir notre relation pédagogique à l'élève.* »

Nathalie Guibert

« Dans les copies des élèves, j'ai l'impression que les idées du Front national percent plus qu'avant »

CLUSES (Haute-Savoie)
de notre envoyée spéciale

Des enseignants témoignent de la façon dont ils ont vécu le choc du premier tour de l'élection présidentielle.

► **Eric, professeur de lettres-histoire, lycée hôtelier de Bonneville (Haute-Savoie).**

Il n'a pas été facile d'en parler. Le lundi matin qui a suivi le premier tour de l'élection, avec mes élèves de première année de BEP, j'ai senti un certain malaise. Certains me regardaient avec compassion. Je suis militant socialiste. J'ai monté une classe théâtre : avec Jacques Prévert, ça y va, la tolérance, le respect de l'autre, etc. Cela fait des années que je martèle les valeurs démocratiques. Mes élèves savent tout ça. J'espérais qu'ils feraient la démarche, poseraient des questions. Rien. Je n'ai pas osé les susciter, car des familles ont voté Le Pen, j'ai eu peur qu'ils se sentent froissés par le vote de leurs parents ou par ce que je pouvais dire. Quelques jours plus tard, avec une classe de bac pro, il en est allé différemment. Certains avaient dû voter FN. En géographie, j'ai rappelé un chapitre que nous avons étudié, il y a quelques mois, sur le nationalisme, et j'ai embrayé sur les résultats de l'élection. J'ai dit qu'il fallait se garder d'avoir du mépris pour ceux qui avaient voté FN. Là, j'ai senti une unanimité de la classe en faveur des valeurs de tolérance, des valeurs républicaines.

► **Stéphane, professeur d'histoire-géographie, lycée Fichet, Bonneville.**

En enseignement général, je sais que dans mes classes, j'ai deux ou trois sympathisants du FN. En technologie, je pense qu'il s'agit d'un tiers de la classe. Je vois la coupure qu'on a dans la société. Les uns veulent un cours, un éclairage de confiance de la part d'un enseignant. Les autres sont plus émotifs.

Le premier jour, je n'ai pas osé en parler. Puis j'ai trouvé une approche, au début de chaque cours. En janvier, nous avions invité d'anciens déportés dans les classes. J'ai rapproché ces témoignages du discours de Le Pen, qui affirme qu'il ne sait pas si ces événements ont existé : est-ce que quelqu'un ment ? Ce faisant, j'ai témoigné d'un engagement, et j'ai agi de façon clairement objective.

Dans les copies des élèves, j'ai l'impression que les idées du FN percent plus qu'avant. Pendant la campagne présidentielle, lors d'un exercice destiné à illustrer les inégalités de peuplement en France, plusieurs d'entre eux ont dessiné plein de flèches autour de l'Hexagone, représentant les immigrés, alors que nous avions étudié le ralentissement des flux migratoires, un mois auparavant. J'ai senti le thème de l'invasion.

► **Jackie, professeur d'histoire-géographie, collège de Cluses.**

Nous avions la gueule de bois, en salle des profs. On s'est interrogés sur le résultat national du FN. On a évoqué le rôle des médias et fait notre mea culpa par rapport à notre vote de gauche « *d'avertissement* » au PS. Face à la question de savoir si les enseignants devaient manifester, nous étions assez partagés. Moi, j'estimais que le peuple souverain avait tranché et que nous n'avions pas à aller manifester. Après le deuxième tour, j'ai dit devant mes élèves mon soulagement de voir élu le candidat de la République et j'ai souligné que face aux situations graves, les Français savent s'engager. C'est la première fois de ma carrière que je me suis engagé de la sorte. Mais on a des valeurs à faire passer à nos élèves. J'étais dans la ligne des instructions ministérielles.

► **Béatrice, professeur de mathématiques, collège de Cluses.**

Parmi mes élèves de 4^e, certains ont dit : « *Il n'y a pas de problème, madame, on retournera au bled.* » Pas de problème ! J'étais déstabilisée. Deux jours après, je me suis tenue à leur disposition pendant la récréation. Un groupe d'une dizaine d'élèves, presque tous d'origine tunisienne, est venu. Je me suis calmement mise de leur côté. Je leur ai dit qu'au second tour, ils verraient que la France n'est pas comme ça.

J'étais très en colère. Des citoyens votent impunément Le Pen, et nous, nous en assumons les conséquences. On travaille avec ces gamins. Sentir cette violence, cette angoisse, cette peur... on aurait peut-être pu constituer un groupe de parole.

N. G.

La succès de « Matin brun », une fiction où le pire est advenu

C'EST un tout petit livre, en passe de connaître un grand succès. Onze pages agrafées, une couverture couleur de terre ocre : *Matin brun*, de l'écrivain Franck Pavloff, circule à grande vitesse dans les établissements scolaires, porté par la bouche-à-oreille des professeurs de français. La courte et édifiante histoire de Charlie, qui vit sans broncher l'installation d'un régime politique extrême, tombe à pic.

La nouvelle, publiée la première fois en 1997 dans un recueil édité par Actes Sud à l'occasion d'un Salon antifasciste à Gardane, avait, jusqu'au 21 avril, été vendue à 20 000 exemplaires. Depuis le premier tour de l'élection présidentielle, ce sont 20 000 nouveaux exemplaires qui ont été diffusés. Et son éditeur, Cheyne, vient d'en faire retirer 16 000 autres. Les libraires sont invités à l'acheter par paquets de dix. Des Centres Leclerc en commandent à la pelle. D'abord promu par des réseaux militants et associatifs, vendu 1 euro (l'auteur ayant renoncé à ses droits), *Matin brun* fait l'objet d'une véritable ruée depuis que France-Inter l'a chroniqué avant une interview de Jean-Marie Le Pen.

« *C'est un phénomène* », reconnaît Martine Mellinette, codirectrice des éditions Cheyne, implantées

au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire) et spécialisées dans la poésie et dans la littérature contemporaine. La demande est notable dans la région de Grenoble, d'où est originaire l'auteur, mais aussi en Haute-Savoie et dans les environs de Strasbourg. Au collège de Cluses, Claudie Sereuse, professeur de français, a invité Franck Pavloff le 29 avril. Alors que, contrairement à d'autres, ses élèves n'avaient rien exprimé au lendemain du 21 avril, « *c'est là, en dehors du cours et dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme, qu'ils ont exprimé leur peur et traduit leur angoisse devant la montée du Front national* ».

Car *Matin brun* finit mal. « *Ce matin, Radio brune a confirmé la nouvelle. Charlie fait sûrement partie des cinq cents personnes qui ont été arrêtées. Ce n'est pas parce qu'on aurait acheté récemment un animal brun qu'on aurait changé de mentalité, ils ont dit. "Avoir eu un chien ou un chat non conforme, à quelle époque que ce soit, est un délit." Le speaker a même ajouté "injure à l'Etat national"* », lit-on à l'avant-dernière page.

N. G.

Le modèle du professeur engagé dans la vie politique recule

Les enseignants restent cependant actifs dans les associations culturelles et d'aide sociale

IL EST LOIN le temps des « *husards noirs de la République* », décrit par Charles Péguy, qui, en 1913, louait ses instituteurs des années 1880 : « *C'était le civisme même, le dévouement sans mesure à l'intérêt commun.* » Aux lendemains de l'électrochoc du 21 avril, la tentation est grande d'exhumer avec nostalgie ce mythe de l'enseignant entièrement dévoué à la cause éducative, dans et hors les murs de l'école, avec en unique point de mire la formation du citoyen. Dans l'entre-deux-guerres, la moitié des maires de France avait pour secrétaire un instituteur. Le soir, les maîtres du primaire organisaient aussi des conférences populaires d'instruction civique, des cours pour adultes.

Chez les professeurs, moins nombreux, l'engagement militant est déclenché dans les années 1930 par la lutte antifasciste. « *L'instituteur de*

la III^e République incarne la cohérence entre le projet politique républicain et les programmes, analysent Béatrice Compagnon et Anne Thévenin, dans leur *Histoire des instituteurs et des professeurs* (Perrin, 2001). Il symbolise surtout une époque de foi dans le mieux-être de l'humanité, de confiance dans le progrès par les institutions démocratiques. » Ce modèle de l'engagement total s'estompe dans les années 1950-1960. La féminisation du métier accentue le phénomène. Les enseignants continuent toutefois d'être très actifs dans les associations culturelles et ils intègrent aussi souvent les conseils municipaux puis généraux. A l'Assemblée nationale, la « *vague rose* » de 1981 se solde par une forte représentation du monde enseignant : 30 % des députés sont des professeurs, 5 % des instituteurs. Depuis les années 1980, les enseignants ont, à l'instar de l'ensem-

ble de la population, réorienté leurs engagements.

Même si peu d'études ont été menées sur ce sujet, c'est l'éducation populaire traditionnelle (les colonies de vacances d'été notamment), majoritairement animée il y a vingt-cinq ans par les enseignants, qui semble avoir le plus pâti. « *Les conditions de travail ont changé. Il y a une usure professionnelle*, estime Jacques Demeulier, directeur général des Cemea (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), qui dit compter seulement un tiers d'enseignants parmi ses militants actifs. *Après dix mois de cours, ils ont besoin de se mettre à l'abri dans un environnement protégé.* » Les associations de parents d'élèves sont aussi désertées.

Les enseignants se sont alors tournés vers l'aide sociale, la défense des droits de l'homme et la protection de l'environnement. Ils sont nombreux

à avoir rejoint l'association Attac. « *Comme pour les autres Français, les enseignants connaissent un reflux de l'engagement politique* », indique le sociologue André Robert. Les plus jeunes sont en première ligne : selon une étude Sofres menée en janvier 2001 auprès de professeurs des écoles débutants, 2 % disent appartenir à un parti politique, soit peu ou prou la moyenne française. Toutes tranches d'âges confondues, le monde enseignant semble mieux résister à la dépolitisation : 13 % des candidats aux élections législatives du 9 juin sont professeurs, du primaire au supérieur, en recul de 1 point par rapport aux élections de 1997. La sur-syndicalisation, de son côté, perdure : environ un tiers des enseignants sont syndiqués, soit trois fois plus que la moyenne des Français.

Marie-Laure Phélippeau

L'Église accueille une centaine de sans-papiers dans l'Essonne

C'EST une petite église de quartier, modeste, en béton gris et tôle ondulée. Depuis samedi 1^{er} juin, une centaine de sans-papiers, emmenés par le collectif départemental de l'Essonne, ont trouvé un refuge à leur cause : la chapelle du Sacré-Cœur, à Sainte-Geneviève-des-Bois. « Ils n'occupent pas les lieux, mais sont accueillis par l'Église », souligne le Père Guy de Lachaux, curé de cette paroisse en passe de devenir un nouveau symbole de la lutte pour la régularisation des clandestins.

Mais, pour l'instant, l'opération, destinée avant tout « à sensibiliser l'opinion publique à ce dossier », n'a rien à voir avec celle qu'a connue, six ans plus tôt, l'église Saint-Bernard, à Paris, évacuée par des CRS le 23 août 1996. A Sainte-Geneviève, avec ses lits de camp et ses couvertures de la Croix Rouge, entassés le long des murs, le campement est de fortune. Ici, pas de grévistes de la faim, pas de familles, pas de femmes ni d'enfants parmi les sans-papiers. Juste des hommes, pour la plupart célibataires, et principalement d'origines turque et sénégalaise, en mal de reconnaissance et de soutien publics.

Sellick, un des occupants d'origine kurde, la trentaine soucieuse et le regard inquiet, raconte le sentiment d'abandon vécu aujourd'hui par bon nombre de sans-papiers.

« En faisant ça, au moins, il sait qu'on existe, qu'on est là. Il peut pas nous oublier. Il peut pas nous laisser tomber. » « Il », c'est le maire, la préfète, les hommes politiques. Ceux qui pour eux, sans-papiers à l'affût d'horizon, détendraient le sésame de leur liberté.

Comme beaucoup de ses compagnons de déroute, Sellick est arrivé en France au début des années 1990, a travaillé pendant une courte année « grâce au récépissé » de sa demande d'asile, pour finalement, faute de renouvellement de ses papiers, tomber dans la clandestinité et l'errance administrative. Si beaucoup se disent déterminés à rester aussi longtemps qu'il le faut, « jusqu'à ce qu'on nous donne des papiers », l'Église, elle, ne semble pas prête à accepter un siège de plusieurs mois et refuse de défendre le slogan « Régularisons tous les sans-papiers ! », brandi non loin de là, à Massy, par un autre collectif, qui campe depuis le 19 avril sur le parvis de l'église Saint-Paul. Cette fois, le diocèse refuse d'ouvrir ses portes.

ERRANCE ADMINISTRATIVE

Dans l'Essonne, l'Église est pourtant coutumière du fait. Elle met à disposition un local pour accueillir le siège départemental du collectif. Elle participe directement à son action via la Pastorale des migrants. Mieux, en 1998, l'évêque avait accepté d'héberger en la cathédrale d'Evry, pendant près de quatre mois, des centaines de sans-papiers. Le temps que la préfecture réexamine de nombreux dossiers et en régularise certains. « Il y en a qui ont gagné, d'autres non », résume Alassane, un sans-papiers d'origine sénégalaise qui a participé à l'occupation de la cathédrale, mais a vu sa demande rejetée.

Pour preuve, il brandit la lettre de rejet du tribunal de Versailles. Un document de septembre 2001 qu'il garde sur toujours lui. « Dans l'église, c'est comme en famille, chacun son rôle », raconte-t-il. Pour l'instant, le mouvement s'organise, on cherche à faire entendre la cause auprès de la mairie ou de la préfecture.

La lutte s'annonce longue. Lundi 3 juin, la préfecture a tenu à rappeler la réglementation. Elle ne rouvrira de dossiers qu'en cas d'éléments nouveaux (mariage ou naissance). Reste le ballet des politiques, qui, à l'approche des législatives, se fait plus pressant. Lundi soir, sur le parvis de l'église, Noël Mamère, candidat des Verts à l'élection présidentielle, est venu apporter son soutien.

Céline Develay-Mazurelle

Soupons de « détournement de fonds publics » à l'office HLM de Clichy

Plus de 15 millions d'euros manquent dans la comptabilité de l'office. Le maire PS de la ville, Gilles Catoire, assure « dormir sur ses deux oreilles »

LA SOMME est ronde et pour l'heure inexpliquée. La justice enquête sur un trou de plus de 15 millions d'euros (100 millions de francs) constaté dans la comptabilité de l'office public HLM de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) sur la période 1993-1998. Michèle Luga, juge d'instruction à la section financière du parquet de Nanterre, a ouvert une information judiciaire contre X, en février 2001, pour « détournement de fonds publics », « faux et usage de faux » et « favoritisme ».

Dans le cadre de cette enquête, une perquisition a été effectuée, mardi 14 mai, à la mairie de Clichy-la-Garenne, dans ses services financiers situés dans un autre bâtiment et au domicile du maire (PS), Gilles Catoire, qui est également président de l'office HLM. M. Catoire, qui n'a pas été entendu à ce jour par les enquêteurs, a jugé la perquisition « superflue, et même contestable le lendemain du dépôt de [sa] candidature aux élections législatives ». Les enquêteurs du service départemental de la police judiciaire (SDPJ) des Hauts-de-Seine, assistés d'un expert-comptable, étudient actuellement deux dossiers saisis aux services financiers, portant sur la comptabilité de l'office. En septembre 2001, une perquisition avait été effectuée dans les locaux de l'office HLM de Clichy.

« FALSIFICATION DES COMPTES »

A l'origine de l'information judiciaire se trouve un rapport de la Mission interministérielle des logements et des organismes sociaux (Milos), ayant mis en cause la gestion financière de l'office de Clichy. Rendu en août 1998, ce rapport dénonçait des « techniques comptables irrégulières et coiteuses », la « vente de locaux dans des conditions gravement irrégulières » et la « falsification des comptes de l'office ». Le rapport rappelait également que dès 1992, la « situation financière très préoccupante » de l'office était connue. C'est égale-

ment en 1998 que la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, saisie par le préfet, a rendu ses observations sur la gestion de l'OPHLM de Clichy. Elle soulignait alors que l'endettement de l'office était passé de 606 millions de francs en 1991 (92 millions d'euros) à 1,092 milliard de francs en 1995 (166,5 millions d'euros), atteignant un niveau « très au-delà de ses capacités de remboursement ». Indice de cette politique périlleuse : en 1996, l'office a souscrit un emprunt de 62,4 millions de francs (9,5 millions d'euros), censé servir à la restructuration de la dette de l'office mais qui a, en fait, insisté la chambre régionale, « servi à soutenir irrégulièrement la trésorerie défailillante de l'office ».



« Certaines erreurs de gestion ont pu être commises. Cet office a fait de gros investissements en logement »
GILLES CATOIRE

Maire de Clichy-la-Garenne depuis janvier 1985, Gilles Catoire affirme « dormir sur [ses] deux oreilles, puisqu'il n'y a rien dans le dossier ». Dans un communiqué diffusé après la perquisition à la mairie, M. Catoire affirmait être à l'origine de l'enquête, dès lors que l'office HLM avait porté plainte avec constitution de partie civile en juin 1999.

En fait, deux informations judiciaires sont ouvertes et confiées à la même juge. La première est la conséquence de la plainte de l'office ; elle n'a pas avancé d'un pouce. La seconde, datant de février 2001, fait suite à l'enquête préliminaire conduite par le SDPJ depuis le rapport de la Milos. C'est dans ce cadre qu'ont été menées les perquisitions.

« Certaines erreurs de gestion ont pu être commises, reconnaît Gilles Catoire. Cet office a fait de gros investissements en logements. Peut-être que la grenouille s'est vue plus grosse

que le bœuf. Mais depuis 1995, l'office n'a pratiquement plus fait de gros investissements. » De source policière, on indique que les bilans ne correspondent pas à l'état réel de la comptabilité, et que si l'office était une société privée, elle serait sans doute en banqueroute. La juge d'instruction Michèle Luga souhaite déterminer l'origine du trou de plus de 15 millions d'euros constaté dans la comptabilité et déterminer la destination de cette somme. Les enquêteurs se demandent si des logements n'ont pas été construits en période pré-électorale sans les fonds nécessaires.

En juin 2000, M. Catoire a été condamné à huit mois de prison avec sursis et 20 000 francs (3 050 euros) d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre, dans une affaire de fausses factures impliquant la société d'économie mixte (SEM) Clichy Communication. L'affaire avait éclaté en juin 1994, lors d'un conseil municipal houleux où Dov Yadan, un ancien socialiste élu sur la liste conduite par Didier Schuller (RPR), s'était interrogé sur « un financement masqué de la SEM » par la mairie, grâce à des factures sans réelle contrepartie.

Le principal adversaire de Gilles Catoire à l'époque, Didier Schuller, n'avait pu profiter des ennuis du maire sortant pour lui succéder. Le conseiller général (RPR) s'était retrouvé mêlé à l'affaire de l'office public HLM des Hauts-de-Seine, toujours à l'instruction.

Revenu en France le 5 février après un exil de sept ans, Didier Schuller est soupçonné d'avoir été au cœur d'un système de commissions occultes prélevées sur les entreprises souhaitant avoir accès aux marchés publics de l'office HLM des Hauts-de-Seine, dont il a été directeur général entre 1986 et 1994. La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a rejeté le 15 mai les requêtes en annulation et validé ce dossier.

Piotr Smolar

Le médiateur de l'éducation nationale critique les lacunes de l'intégration des handicapés à l'école

Le nombre de réclamations a fortement augmenté en 2001

DOIT-ON s'en réjouir ? Le nombre de personnes qui s'adressent au médiateur de l'éducation nationale ne cesse de croître depuis son installation au ministère fin 1998. Dans son deuxième rapport annuel, rendu public mardi 4 juin, Jacky Simon indique qu'il a reçu, avec les médiateurs académiques, 4 936 réclamations en 2001, soit 19 % de plus qu'en 2000. Autre fait notable, les « usagers » de l'école, parents et étudiants, sont de plus en plus nombreux à recourir à ses services : ils formulent 38 % des demandes, contre 27 % deux ans plus tôt, les personnels éducatifs continuant d'être majoritaires avec leurs inextricables problèmes de statuts ou de mutations.

Outre les efforts menés pour se faire connaître, le médiateur explique cette progression par un « mouvement d'ensemble : parents et usagers veulent comprendre, en savoir plus - c'est ce que certains appellent le consumérisme. Si on ne leur répond pas, ils saisissent les tribunaux et considèrent qu'on les méprise. Les événements politiques récents nous ont montré le danger d'une telle attitude ». Entre les 5 000 pages annuelles du Bulletin officiel ou les 56 textes auxquels renvoie cette instruction sur l'organisation du bac à l'étranger, d'aucuns s'égarerent encore dans la bureaucratie du mammoth. L'administration, malgré des progrès,

doit évoluer pour traiter personnels et usagers avec humanité.

M. Simon insiste sur un thème majeur : « La gestion de la différence ». En matière d'intégration des enfants handicapés à l'école, un trop grand écart sépare les affichages ministériels des réalités vécues par les parents, critique le médiateur. « Il existe d'abord une grande ambiguïté dans les discours et dans la loi de 1975 sur le droit à la scolarité ».

Le médiateur note une certaine peur des enseignants, qui réclament une formation adéquate

sation ; ensuite, les parents ont des difficultés à dialoguer avec les structures en place ; enfin, des freins réels leur sont opposés. » Parmi eux, M. Simon enregistre une certaine peur des enseignants, qui réclament une formation adéquate. Mais aussi « un non-dit, une pression subtile exercée par les autres parents pour ne pas accepter les enfants différents des autres ». D'où une proposition radicale : inscrire systématiquement tous les enfants de 6 à 16 ans.

« Le Monde de l'éducation » et les « indésirables »

Le Monde de l'éducation du mois de juin consacre un dossier de seize pages aux « indésirables », ces élèves handicapés, étrangers, à problèmes ou issus de milieux défavorisés qui sont « trop hors norme pour être accueillis par l'institution scolaire » et deviennent des exclus de l'intérieur. Des éclairages concernant les enfants intellectuellement précoces, les enfants autistes, les mineurs isolés chinois arrivant en France ou les collégiens qui ont été exclus de plusieurs établissements successifs illustrent le dossier.

Figurent également au sommaire : un entretien avec Antonio Negri, un dossier spécial sur la triche, ainsi qu'une présentation de l'équipe et des intentions du nouveau ministre de la jeunesse, de l'éducation et de la recherche, Luc Ferry.

Nathalie Guibert

La justice interdit au sexologue Gilbert Tordjemann, soupçonné de viols, d'exercer la médecine

Des patientes ont déposé de nouvelles plaintes

LE CÉLÈBRE sexologue Gilbert Tordjemann vient de se voir interdire l'exercice de la médecine par la justice. Dans une ordonnance datée du mercredi 29 mai, la juge d'instruction parisienne Corinne Goetzmann a pris une mesure de « contrôle judiciaire étendu » à l'encontre du pionnier de la sexologie en France. A la demande du procureur de la République, la juge a notifié à M. Tordjemann une interdiction « à quelque titre que ce soit » d'exercer la médecine pendant la durée de sa procédure judiciaire.

Mis en examen le 13 mars pour agressions sexuelles et viols sur mineures à la suite de cinq plaintes déposées par d'anciennes patientes, ce médecin avait déjà été placé sous contrôle judiciaire (Le Monde du 16 mars). Il n'avait pas le droit d'entrer en contact avec les plaignantes, mais il pouvait en revanche poursuivre sa pratique professionnelle.

Dans son ordonnance, M^{me} Goetzmann fait valoir trois arguments pour motiver sa décision. Premièrement, la mise en examen de Gilbert Tordjemann, relatée par la presse, a entraîné des dizaines de nouvelles plaintes. La parole s'est libérée. Au total, trente-deux anciennes patientes ont écrit à la juge pour dénoncer les pratiques de ce docteur qui, d'après ces femmes, s'est servi « de son ascendant et de sa notoriété » pour abuser d'elles. Deuxièmement, l'une des plaintes fait référence à des faits récents qui seraient produits après la procédure disciplinaire lancée par le conseil départemental de l'ordre des médecins. Enfin, les expertises psychologiques subies par les premières plaignantes auraient conforté leurs déclarations.

Accusé d'« abus sexuels » par des patientes qui mettent en cause la « perversité » de sa pratique médicale, le sexologue s'était déjà vu infliger, le 13 juin 2001, par le conseil national de l'ordre des

médecins, un mois d'interdiction de la médecine (effectif du 1^{er} au 30 novembre 2001). Ses pairs l'avaient condamné pour « violation du secret médical » et « défaut d'information », mais n'avaient pas retenu l'accusation d'abus sexuels. « Les allégations de la plaignante ne reposent que sur les dires de celle-ci ; les témoignages de tierces personnes ne suffisent pas pour tenir pour établies les accusations », notait, dans son jugement, l'ordre des médecins.

« PASSIVITÉ FAUTIVE »

Devenue publique, cette affaire a convaincu d'autres femmes de parler. Tandis que plusieurs plaignantes attendaient sur les bureaux du conseil de l'ordre, des patientes ont choisi de s'adresser aux tribunaux. « La décision prise par la juge d'instruction d'interdire à M. Tordjemann d'exercer la médecine devrait interpellier l'ordre des médecins », estime M^{me} Claude Katz, avocat des plaignantes. « La passivité du conseil de l'ordre paraît fautive, voire complice », regrette-t-il. Selon lui, les multiples témoignages apportés au tribunal depuis la mise en examen du sexologue « viennent nourrir le dossier et conforter la crédibilité des faits ». « Les victimes qui ont écrit au juge disent toutes qu'elles se sentaient isolées et ressentent désormais la possibilité d'être crues », constate l'avocat.

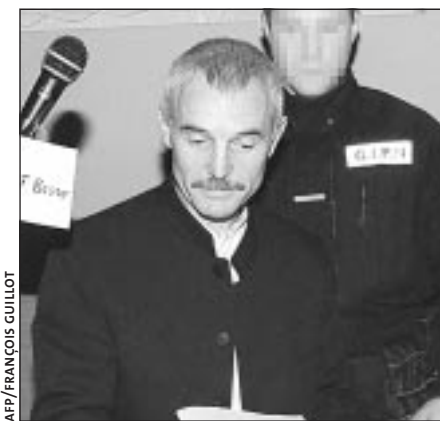
De son côté, M^{re} Guy-Charles Humbert, l'un des avocats de Gilbert Tordjemann, annonce qu'il va « immédiatement faire appel », devant la chambre d'instruction, de l'ordonnance de contrôle judiciaire étendu. « Nous plaiderons le principe de la présomption d'innocence. Mon client conteste toujours formellement les accusations portées contre lui », précise l'avocat. « La multiplicité des plaintes confirme la thèse de la cabale », considère-t-il.

Sandrine Blanchard

François Besse est jugé par la cour d'assises de Paris

FRANÇOIS BESSE,

figure du grand banditisme dans les années 1970, comparait depuis mardi 4 juin devant la cour d'assises de Paris. Agé de 58 ans, il est poursuivi dans six affaires pour lesquelles il avait déjà été condamné par contumace à la peine de mort et à la réclusion criminelle à perpétuité. Son nom est associé à celui de « l'ennemi public numéro 1 » de l'époque, Jacques Mesrine. Le 8 mai 1978, ils avaient réalisé ensemble une évasion retentissante, en uniforme de surveillants, du quartier de haute sécurité de la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. En deux mois, les deux hommes avaient commis trois braquages : dans une armurerie parisienne, le 16 mai 1978 ; au casino de Deauville, d'où ils s'étaient enfuis en tirant sur les forces de l'ordre, le 26 mai 1978 ; puis dans un établissement bancaire du Raincy (Seine-Saint-Denis), où ils avaient pris en otage le banquier et sa famille, le 30 juin 1978. Le dernier coup de François Besse fut l'organisation, en 1986, de l'évasion de la prison de Rome d'André Bellaïche, membre du « gang des postiches ». Il a été arrêté au Maroc en 1994 puis extradé.



REP/FRANÇOIS GUILLOT

DÉPÊCHES

■ **POLICE** : les syndicats de police ont rencontré Nicolas Sarkozy, lundi 3 juin, pendant plus de deux heures et demie. A tour de rôle, ils ont exprimé au ministre de l'intérieur leurs priorités. M. Sarkozy a, de son côté, indiqué qu'il souhaitait en finir avec « la cogestion » entre les syndicats et l'administration.

■ **JUSTICE** : deux jeunes de 20 et 23 ans, interpellés à l'issue d'une manifestation de défense des rave-parties, samedi soir 1^{er} juin à Rennes, ont été condamnés, lundi 3 juin, à quinze jours et trois mois de prison ferme. Ils étaient poursuivis pour avoir jeté une bouteille de verre sur un policier, blessé à l'œil, et donné des coups de pied aux policiers.

■ **Quatre adolescentes âgées de 15 à 16 ans ont été mises en examen, le 1^{er} juin, pour « vol en bande organisée »** avec violences après avoir dérobé, la veille, le sac d'une jeune fille et s'être acharnées sur elle dans une cave de Marly-le-Roi (Yvelines). Celle qui est considérée comme la meneuse du groupe a été incarcérée à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.

■ **Un homme de 32 ans, plusieurs fois interné pour motifs psychiatriques, a été mis en examen et écroué, lundi après-midi 3 juin, à Châlons-en-Champagne, pour l'incendie criminel de la préfecture de région Champagne-Ardenne et de la Marne (Le Monde du 4 juin).**

■ **ÉDUCATION** : le neurobiologiste Jean-Didier Vincent, 67 ans, a été nommé, vendredi 31 mai, président du Conseil national des programmes, où il remplace Luc Ferry, qui occupait ce poste depuis 1994 avant de devenir ministre de l'éducation nationale.

DISPARITION

Jean-Denis Malclès

Le décorateur du théâtre d'Anouilh

LE DÉCORATEUR de théâtre, créateur de costumes et peintre, Jean-Denis Malclès, est mort jeudi 30 mai dans un hôpital parisien. Il venait d'avoir 90 ans.

Né le 15 mai 1912 à Paris, ancien élève de l'école Boullé, Jean-Denis Malclès grandit en Provence. Jean-Louis Vaudoyer, alors conservateur de Carnavalet, remarque ses toiles au Salon d'automne 1939, et fait appel à lui lorsqu'il est nommé administrateur du Français. Le jeune artiste va développer son style auprès de Pierre Bertin. Il adapte les décors de *Fantasio* de Musset, puis réalise ceux des *Espagnols au Danemark* de Mérimée, des *Caves du Vatican* de Gide, ou du *Voyage de M. Perrichon* de Labiche.

L'œuvre de Jean-Denis Malclès est intimement liée au bouillonnement des scènes parisiennes de l'après-guerre. Son style léger est particulièrement représentatif des années 1950 : dessin idéal qui ne craint pas les couleurs d'un décor affiché comme tel. Après avoir inventé les fameux collants des Frères Jacques en 1945, il devient, de 1946 à 1957, le décorateur attitré de la compagnie Grenier-Hussenot, pour *Orion le Tueur* (1946), notamment, ou *Liliom* de Molnar (1947).

« LE VRAI SONNE SOUVENT FAUX »

Mais son nom reste surtout attaché au théâtre d'Anouilh. Durant vingt-cinq ans, il participera étroitement à la genèse de ses pièces, définissant leur style jusque dans la distribution. Suivent notamment : *Ardèle ou la Marguerite* (1948), *La Valse des toréadors* (1952), le décor de grange stylisé de *L'Alouette* (1953), *Becket ou l'Amour de Dieu* (1959), *L'Hurluberlu* (1959), *La Grotte* (1961), *Cher Antoine* (1969)... De son collaborateur, Anouilh disait : « *Il rend les rêves solides... lorsqu'il est passé, on peut voir et toucher.* » « *Chez Anouilh, répondait Jean-Denis Malclès, le mélange de réalité et de cocasserie doit être rendu par les détails.* » Et à propos des *Pièces grinçantes*, il ajoutait : « *Le réel n'est pas compatible avec leur style.* »

Jean-Denis Malclès estimait en effet qu'il convenait de « *transposer* » la réalité au théâtre, « *le vrai sonnait souvent faux* ». C'est dans ce même esprit qu'il collaborera avec la compagnie Renaud-Barraut, travaillera pour les plus grandes scènes lyriques : Opéra de Paris, de Hambourg ou de Berlin, Scala de Milan, Covent Garden, ou pour le Festival d'Aix-en-Provence. Egalement peintre, affichiste, illustrateur de livres et auteur de cartons de tapisserie, Jean-Denis Malclès avait aussi réalisé les peintures murales du paquebot *France*, et la célèbre affiche de *La Belle et la Bête*, de Jean Cocteau.

Jean-Louis Perrier

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

NOMINATION

François Goudard, préfet, a été nommé président de la mission interministérielle aux rapatriés, mercredi 29 mai en conseil des ministres.

DOCUMENTS OFFICIELS

Le Sénat diffuse en ligne les enregistrements vidéo des auditions publiques auxquelles ont procédé les membres de la commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles les mineurs délinquants peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs. www.senat.fr/evenement/delinquance_mineurs.html

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Danièle et Yves COMETS sont heureux d'annoncer la naissance de leur premier petit-fils,

Malo,

le 12 mai 2002, à Paris,

chez

Juliette et Emmanuel SÉNÉ.

Anniversaires de naissance

– Schoelcher, 5 juin 1984.

Le grand jour est arrivé...

Joyeuse majorité,

Aude chérie !

Nous t'embrassons très fort et t'aimons encore plus.

Papa, Maman, Anne-Céline et Arnaud.

Mariages

Leurs petits-enfants, leurs enfants, ainsi que Mme Gabriel ROLLINAT, sont heureux de faire part du mariage de

Jacques HOLVECK et Michèle ROLLINAT,

célébré à Paris le 30 avril 2002.

7, rue Poussin, 75016 Paris. jholveck@noos.fr

Décès

– Noëlle Vidal, sa sœur, Pierre Cabana, Yves et Patricia Cabana, Isabelle et Emmanuel Quainon, Cécile et Nicolas Draut, ses enfants, Sébastien, Marie-Sophie, Aygline, Nicolas, Marine, Elodie, Thibault, Tanguy, Chloé, Etienne, Jeanne, Maïlys, Gabriel, Julie, Camille, ses petits-enfants, on la grande tristesse de faire part du décès de

M. Camille CABANA, ancien ministre, commandeur de la Légion d'honneur,

le 2 juin 2002.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 juin, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Elne (Pyrénées-Orientales), dans l'intimité familiale.

1 bis, avenue de Lowendal, 75007 Paris.

– L'Institut de psychosomatique de Paris, Son conseil d'administration, Marilia Aisenstein, son président, ont le grand regret de faire part du décès de

M. Camille CABANA, ancien ministre, commandeur de la Légion d'honneur, membre éminent du conseil d'administration de l'Institut.

– Mehdi Qotbi, président du Cercle d'amitié franco-marocain, Le conseil d'administration, Le bureau, souhaitent rendre un hommage chaleureux à

Camille CABANA,

disparu le 2 juin 2002.

Camille Cabana fut président du Cercle de 1994 à 1996. Nous voulons souligner combien il a été l'ami du Maroc, pour lequel il avait un attachement particulier, et combien il a contribué à développer et à forger cette amitié franco-marocaine dont il avait fait l'une de ses priorités.

A ses proches, vont nos condoléances très attristées.

Cercle d'amitié franco-marocain, 37, rue des Mathurins, 75008 Paris.

– M. Nasser El Ansary, directeur général de l'Institut du monde arabe, Les membres du conseil d'administration de l'Institut du monde arabe, Et l'ensemble du personnel de l'Institut du monde arabe, ont la tristesse de faire part du décès de

Camille CABANA, président de l'Institut du monde arabe, préfet, ancien ministre, commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur,

survenu le 2 juin 2002.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. (Le Monde du 4 juin.)

– Ses amies, Ses collègues, Ses camarades de l'Ecole, ont la tristesse de faire part du décès de

Gisèle CHASSEUR, agrégée de philosophie, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure (promotion 1950), inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional honoraire,

survenu le 30 mai 2002.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Dijon, le mardi 4 juin.

– Le président, Le conseil d'administration, Et les organisations membres du comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale, ont la tristesse de faire part du décès de leur ancien président,

Pierre CHEVALIER,

le 30 mai 2002.

Ses obsèques se sont déroulées dans la stricte intimité à Aurillac (Cantal).

– Mme Jacques Fauvet, son épouse, M. et Mme Jean-Claude Fauvet, M. et Mme Dominique Fauvet, M. Christian Fauvet (†), Mme Henry Rey, en union avec Henry (†), M. et Mme Michel Vauzelle, ses enfants, Alexandre et son épouse, Véronique, Capucine, Aurélie, Gaëtan, Laure, Camille, Henry, Benjamin et son épouse, Charlotte, Clémentine, Marie, Sébastien, Romain, ses petits-enfants, Victoire et Gabriel, ses arrière-petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jacques FAUVET, grand croix de la Légion d'honneur, grand croix de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu, dans sa quatre-vingt-huitième année, le samedi 1^{er} juin 2002, à Paris.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 5 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides (entrée par l'esplanade des Invalides).

L'inhumation aura lieu à 18 heures, au cimetière du Pouliguen (Loire-Atlantique).

5, rue Louis-Boilly, 75016 Paris. (Le Monde du 4 juin.)

– Irène Federbusch, son épouse, Michel et Serge Federbusch, ses enfants, Toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marcel FEDERBUSCH,

survenu le 31 mai 2002, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Une cérémonie sera célébrée le vendredi 7 juin, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, square de Maubeuge, 75009 Paris.

– Mme Marie-France Rannou, sa sœur, Mlle Maud Serre, Mme Marie Gandon, ses proches, Les familles Larmignat et Monory, ont la douleur de faire part de la disparition de

Mlle Odette GILLARD, agrégée de l'Université, professeur honoraire et officier des Palmes académiques,

rappelée à Dieu, le 1^{er} juin 2002, munie de l'onction des malades.

Une messe sera dite le mercredi 5 juin, en l'église Saint-Gabriel, sa paroisse, 5, rue des Pyrénées, à Paris-20^e, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu à Marseille, le 6 juin.

4, avenue Saint-Exupéry, 13008 Marseille. 60, rue de Lagny, 75020 Paris. 4, rue de Furstenberg, 75006 Paris.

– Les anciennes élèves du lycée Hélène-Boucher, à Paris, rendent hommage à

Mlle Odette GILLARD,

décédée le 1^{er} juin 2002,

qui fut leur professeur de lettres jusqu'en 1969.

– Saint-Etienne. Saint-Germain-des-Prés (Dordogne).

Mme Josette Roux, sa compagne, Mme et M. Barrois et leurs enfants, Mme Martine Granger-Houti et ses enfants, M. et Mme Renaud Duprat et leur fils, M. Hervé Duprat, M. Michel Duprat, Ses amis,

font part du décès de

M. Charles GRANGER,

survenu le 1^{er} juin 2002.

Il avait quatre-vingts ans.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

Le Coteau, 24160 Saint-Germain-des-Prés. 27, rue Emile-Clermont, 42100 Saint-Etienne.

– Colette Lebouc, sa mère, Fanny et Alexandre, ses enfants, José Santoni, sa compagne, M. et Mme Yves Lebouc et leurs enfants, M. et Mme Philippe Lebouc et leurs enfants, Mlle Suzanne Ricard, M^e Christian Pautonnier, M^e Michel Menant,

ont le regret de faire part du décès de

M^e Gérard LÉBOUC,

le 31 mai 2002.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Saint-Florentin (Yonne), le 3 juin.

6, place du Souvenir, 89600 Saint-Florentin.

– Françoise Lervy a la douleur d'annoncer le décès de

Marguerite LERVY (22-12-1920 - 01-06-2002).

F. Lervy La Bourdelière, 69930 Saint-Laurent-de-Chamousset.

– La famille de

Mme Flora LEWIS

a la tristesse de faire part de son décès, survenu le dimanche 2 juin 2002, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Une cérémonie à sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris.

Des dons peuvent être adressés au Flora Lewis Journalism Scholarship, School of Communication, Université américaine de Paris. (Le Monde du 4 juin.)

Alain PECQUEUR, fondateur d'Afrique verte,

nous a quittés le 31 mai 2002, à Angers.

Suzanne Rauzy-Pecqueur, son épouse, Christophe, son fils, Muriel et Sarah Génot, ses belles-filles, Mme Jean Pecqueur, sa mère, Philippe (†), Bernard et Jean-Pierre Pecqueur, ses frères, Maria Elvira, Elvire et Françoise, ses belles-sœurs, Toute la famille, Et ses amis, se sont réunis autour de lui, le mardi 4 juin, en l'église Sainte-Bernadette, à Angers.

L'inhumation a lieu au cimetière de l'Est.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Rauzy-Pecqueur, 61, résidence du Bellay, boulevard Henri-Dunant, 49000 Angers.

– Afrique verte France et Sahel a la tristesse de faire part du décès de

Alain PECQUEUR, ancien directeur de l'association.

Elle s'associe à la douleur de sa famille.

L'œuvre de notre ami Alain continue.

– Son épouse, Ses enfants, Ses frères, Ainsi que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques PETTER, professeur au MNHN, ancien directeur des parcs zoologiques,

survenu le 27 mai 2002.

Les obsèques se sont déroulées le jeudi 30 mai, dans la plus stricte intimité.

– A tous ceux qui l'ont connu et aimé, Hélène Retzepopoulos, son épouse, Les familles Retzepopoulos et Petrossian, ont la douleur de faire part du décès soudain de

Babis RETZEPOPOULOS, peintre-graveur,

dans sa soixante-deuxième année.

L'inhumation a lieu à Athènes ce 4 juin 2002.

– Elisabeth Durand-Colson et Fabien Durand, Marie-Aude, Gianni et Laura, Jean-Benoît et Maud, ses enfants, petits-enfants, son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Christiane SEAS,

le 1^{er} juin 2002.

Remerciements

– Caromb.

Quand

Jean-Marc FAUROUS

nous a quittés, vous avez essayé, par vos signatures, vos fleurs, vos messages, votre présence physique ou morale, d'adoucir notre immense chagrin.

Nous vous prions de trouver, par ces mots, l'expression de notre profond remerciement et de nous excuser auprès des personnes qui auraient pu être oubliées, notamment celles dont l'adresse n'apparaissait pas.

Danielle Faurous, son épouse, Et sa famille.

– Mme Julia Kristeva-Joyaux, Mme Ivanka Stoïnova Kristeva, M. Philippe Joyaux, M. David Joyaux, remercient les personnes et les amis qui ont exprimé leur sympathie à l'occasion du décès de

Mme Christine KRISTEVA, née PASKOVA,

survenu à Sofia (Bulgarie), le 17 mai 2002.

Commémorations

– Serge Klarsfeld et l'association Les fils et filles des déportés juifs de France, 32, rue La Boétie, Paris-8^e, tél. : 01-45-61-18-78, rappellent le souvenir du second convoi qui a quitté la gare de Compiègne, le 5 juin 1942, pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, avec mille hommes. Le mercredi 5 juin 2002, en gare de Compiègne, seront lus à midi tous les noms des déportés du convoi n° 2 devant la stèle élevée par les FFDJF à la mémoire des déportés des convois n°s 1 et 2. Quarante et un survivants en 1945.

L'exposition des FFDJF « Enfants juifs déportés de France » sera inaugurée le 5 juin, à 18 heures, dans le hall des Pas-Perdus de la gare Paris-Saint-Lazare. Elle sera présentée jusqu'au 21 juillet, date de la Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux « Justes » de France.

Débats

« Les sciences sociales dans le monde ».

Débat avec : Maurice Aymard, MSH, Ali Kazancigil, Unesco, Maurice Godelier, Ehess, Margaret Maruani, CNRS, Valery Nosulenko, Académie des sciences de Russie, Helgio Trindade, UFRGS, Porto Alegre, Jean-François Dortier, sciences humaines, jeudi 6 juin 2002, 18 heures, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, Paris-6^e.

Cours

Apprendre le russe à Moscou, au CREF. Stages été intensifs. Stages à l'année. www.apprendrelerusse.com (00) 7-095-203-70-68.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 6 juin 2002, à 20 h 30 :

« De l'antisémitisme au philoémitisme », par J. Eladan, auteur de : *Victor Hugo, la Bible et la Kabbale* (éd. NM7). Réservations : 01-42-71-68-19.

– Centre communautaire de Paris, en collaboration avec Menorah, mercredi 5 juin, à 20 h 30, hommage au grand rabbin Ernest Gugenheim : « Le maître et le citoyen », en présence de nombreuses personnalités.

119, rue La Fayette, Paris-10^e. Tél. : 01-53-20-52-52 (PAF).

CARNET DU MONDE		
TARIFS ANNÉE 2001-2002 - TARIF à la ligne		
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS	22 € - 144,31 F TTC	...
TARIF ABONNÉS	18,50 € - 121,35 F TTC	...
NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS		
FORFAIT 10 LIGNES : 120 € - 787,15 F TTC		
La ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC		
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC		
La ligne suppl. : 10 € - 65,60 F TTC		
THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 F TTC		
COLLOQUES - CONFÉRENCES : <i>Nous consulter</i>		
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36		
e-mail: carnet@mondepub.fr		
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.		

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS

1 L'extrême droite française
Un courant politique né en réaction à la Révolution de 1789

2 Secteur public, service public
Comment relever les défis de l'Europe et de la privatisation ?

3 Les Clés de l'info
Sursaut républicain, populismes, les élections législatives

Numéro de juin - 16 pages - 2 €

RÉGIONS

LÉGISLATIVES

Marseille-Nord : les classes moyennes se réfugient dans le vote FN

7 Bouches-du-Rhône (7^e circonscription). Employés, petits commerçants, artisans, mais aussi des anciens ouvriers communistes apportent leurs voix à l'extrême droite. Ils redoutent la contagion de la misère et de la délinquance dans leurs quartiers encore tranquilles

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Il y a des chiffres qu'il faut prendre le temps d'analyser : au second tour de la présidentielle, Jean-Marie Le Pen a recueilli dans la 7^e circonscription des Bouches-du-Rhône 10 749 voix sur 45 567 inscrits (31,58 %). En 1993, Maurice Gros, candidat du FN, avait rassemblé 8 039 personnes au premier tour (28,52 %), et 10 714 au second, où il perdit en duel contre un RPR (44,91 % des 52 009 inscrits).

A quelques points près, le FN est stable depuis plus de dix ans dans ces quartiers du nord de la ville. Il s'est enraciné dans ce patchwork d'immeubles des années 1960-1970, de HLM datant d'avant ou d'après la seconde guerre et de noyaux villageois mariant villas de banlieue et petits immeubles résidentiels. Quelques centres commerciaux forment le seul lien entre des mondes qui s'ignorent d'autant plus que les gens les plus aisés ont abandonné l'école publique aux plus pauvres,

c'est-à-dire aux enfants d'étrangers ou de l'immigration récente, d'origine arabe ou comorienne en particulier. Il y a ici 10 313 étrangers recensés (10 % de la population totale), mais le quart des habitants sont nés hors de France métropolitaine.

Autre chiffre issu du recensement de l'Insee : il y a ici 13 112 chômeurs, sur 103 067 habitants. 13 000 chômeurs, 11 000 électeurs du FN : on pourrait comparer, puisque ce parti se proclame souvent le porteur de parole des déshérités. C'est faux ici, car les bastions électoraux du FN sont situés précisément dans les bureaux les moins pauvres des quartiers nord. Il ne s'agit ni de bourgeois ni de classes salariales supérieures, quasiment absentes : les diplômés de l'enseignement supérieur ne représentent que 9,49 % de la population, et les gens n'ayant aucun diplôme représentent 40,54 %. Le vote pour M. Le Pen est celui de quelques commerçants ou artisans, de membres peu nombreux de professions libérales, mais surtout

d'ouvriers, d'employés ou de pré-traités – très nombreux dans la zone depuis l'effondrement du complexe industrialo-portuaire. Ces électeurs ont de meilleures conditions de vie que les habitants des grandes cités HLM.

Dans le bureau de vote Merland-Cerisaie, au pied des collines qui enserrant la ville, M. Le Pen a rassemblé 40,87 % des voix au second tour. Or il regroupe les habitants d'une coquette cité HLM d'employés, qui comprend 312 boîtes aux lettres, et ceux d'une petite copropriété privée, qui en a 120. Si on ajoute une cinquantaine de villas alentour, on arrive à 430 logements, soit la totalité des 853 inscrits : ils offrent à l'extrême droite son deuxième score en importance, et ce n'est justement pas le public pauvre et chômeur de la circonscription.

Stéphane Mari, conseiller de secteur qui travaille avec le conseiller général socialiste Denis Rossi, rappelle d'ailleurs que ces électeurs

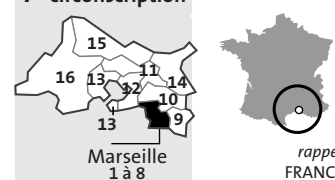
viennent d'obtenir du conseil général un miniterrain de sports, une subvention pour l'informatique dans l'école primaire et une aide pour le club bouliste. Ils ne sont donc pas abandonnés, ils ont plutôt peur que la misère et son cortège de difficultés ne se rapprochent d'eux. Mais il y a surtout « un ancrage raciste dans la tête des gens », souligne le même Stéphane Mari, qui examine les bureaux de vote à la loupe.

LE CŒUR DE LA CLASSE

Autre fameux score Le Pen : à l'extrême sud-ouest de la zone, quand les quartiers nord descendent vers le plat de la ville. Au bureau Paul-Strauss de Saint-Gabriel-Bon-Secours, il obtient 43,59 %. L'ensemble HLM Paul-Strauss, qui domine le lieu, est le plus ancien de la ville : bâti en 1923 par l'Office public d'habitation de la Ville de Marseille, il est à la fois usé et pimpant, avec ses bâtiments de six ou huit étages à toit de tuiles, et ses balcons surmontés de tuiles décoratives. Un monument aux morts trône au milieu de la place ombragée avec ses dix bancs maron, ses deux petits bars, sa supérette et quelques commerces alentour. Ici votent ceux qui constituent longtemps le cœur de la classe ouvrière communiste – la conseillère générale de ce morceau de circonscription est toujours au parti. Ils sont souvent retraités – ou pré-traités – de la réparation navale, des docks et d'autres industries réduites à l'état de traces douloureuses dans les mémoires. Comme les habitants des villas de brique et de broc installées le long des petites avenues tranquilles. A quelques centaines de mètres, les barres des Rosiers ou de la Marine dressent

Bouches-du-Rhône

7^e circonscription



Population 103 067 hab.

Population étrangère (Maghreb + Turquie) 7,04% | 2,29

Chômage		32,7 %	12,8
20-24 ans		44,0 %	25,2
Hommes		30,2 %	11,0
Femmes		35,6 %	15,0

Niveau d'éducation

(population de 15 à 59 ans)			
Aucun diplôme		40,54 %	28,38
Diplôme sup.		9,49 %	18,63

Composition des ménages

(selon la catég. socio-profess. du chef de famille)

Ouvriers	22,1	19,4
Prof. interméd.	9,3	14,1
Catégories diverses	20,0	15,4
Employés	15,8	11,5
Cadres	3,3	9,6
Retraités	29,5	30,0

Source : Insee (recensement 1999)

leurs imposantes silhouettes – mais leurs habitants ne votent pas là.

Les animateurs du centre social expliquent que le stationnement permanent des jeunes gens sur les bancs de la placette exaspère les habitants. Ces jeunes, de 15 à 30 ans, ont une réputation de petits ou de grands délinquants, pas tou-

jours injustifiée. Le paradoxe de l'affaire est que ce groupe comprend aussi des enfants des vieux HLM. L'analyse de l'environnement de ce bureau confirme en tout cas que ce ne sont pas, majoritairement, les plus petits qui votent Le Pen.

Mais la directrice du centre, Danièle Galus, raconte aussi que cet hiver, faute d'équipement suffisant, elle a dû exclure de la distribution des Restos du cœur un groupe de cinquante familles qui remplissaient les critères d'attribution. La grogne a été forte et les mots entendus blessants pour les bénéficiaires, dont pas mal sont des étrangers. Danièle Galus suppose que parmi ces pauvres gens on trouve une partie des voix de M. Le Pen de la circonscription.

Quant aux chômeurs, âgés ou jeunes, ils se trouvent plutôt dans les grands ensembles. A Fontvert par exemple, le long de la rocade Salvador-Allende, sorte d'autoroute qui a coupé la ZUP en deux : le président du FN a fait... 7,31 % des voix, tandis que de l'autre côté de la rocade, à Picon - La Busserine, il n'en récoltait que 16,72 %. Il s'agit de deux ensembles, qui produisent ce rejet dont parle le candidat du Front national, Stéphane Ravier. « Les gens votent pour nous parce qu'ils veulent se sentir chez eux et ils sont révoltés contre ce qui se passe dans ces cités où les populations immigrées refusent obstinément de s'intégrer », explique-t-il. Une façon de confirmer la distribution du vote FN dans ces quartiers.

Michel Samson

PROCHAIN ARTICLE
LA 3^e CIRCONSCRIPTION
DU VAUCLUSE
(CARPENTRAS)

14 sortants sur 291 candidats

● **Neuf « majorité présidentielle »** : huit ont l'investiture de l'UMP : Roland Blum (DL, dans la 1^{re} circonscription) ; Jean-François Mattei, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées (DL, dans la 2^e) ; Jean Roatta (DL, dans la 3^e) ; Renaud Muselier (RPR, dans la 5^e) ; Guy Teissier (DL, dans la 6^e) ; Bernard Deflesselles (DL, dans la 9^e) ; Christian Kert (UDF, dans la 11^e) ; Léon Vachet (RPR, dans la 15^e). Jean-Bernard Raimond (RPR, dans la 14^e) n'a pas

reçu l'investiture UMP et se présente sous l'étiquette UDF.

● **Trois socialistes** : Sylvie Andrieux (PS, 7^e circonscription) ; Vincent Burroni (12^e) ; Michel Vauzelle (16^e circonscription).

● **Deux PCF** : Roger Mei (10^e circonscription) ; Michel Vaxès (13^e).

● **Ne se représentent pas** : Jean Dufour (sans étiquette, dans la 4^e circonscription), qui avait succédé à Guy Hermier (PCF), décédé ; Marius Masse (PS, dans la 8^e), qui cède sa place à son fils,

Christophe, lui aussi PS.

● **Les enjeux** : la gauche est affaiblie par la querelle de succession dans la 4^e circonscription, où Patrick Mennucci se présente contre le communiste Frédéric Dutoit, investi par le PS. Le FN, qui réalise quelques-uns de ses meilleurs scores dans ce département, préférerait des triangulaires au second tour, qui le mettraient en meilleure position que des duels. Quant au MNR, il espère l'élection de son président, Bruno Mégret, dans la 12^e circonscription.

La gauche cherche toujours les causes de ses échecs

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Seule femme députée des Bouches-du-Rhône, la socialiste Sylvie Andrieux-Bacquet a longtemps craint que la gauche ne soit trop divisée pour pouvoir passer la barre des 12,5 % d'inscrits. Elle a finalement réussi à obtenir le ralliement du PCF et des Verts, avant que le candidat du Pôle républicain ne se retire, ainsi qu'un dissident Vert. Charles Hoareau, créateur du comité CGT-chômeurs, lui, ne l'a pas fait, pas plus que Tahar Rahmani, son ex-collaborateur remuant des dernières élections municipales. LO et d'autres candidats inconnus concourent également : 14 au total. La droite locale a envoyé Marie-Jeanne Fay Bocognani, adjointe au maire de Marseille, inconnue dans la zone. Le FN présente Stéphane Ravier, et le MNR Hubert Fayard.

L'inscription dans le temps des scores d'extrême droite aurait dû permettre à la gauche de comprendre les causes de cet enrancement et d'y trouver des réponses. Ces questions « sont pénibles à entendre, car elles nous remettent en question », avoue une responsable socialiste. Garo Hovsepian, maire du secteur et suppléant de M^{me} Andrieux, soutient par exemple que « le FN ne peut avoir de racines » dans un secteur tellement « riche de ses communautés ». Il attribue sa force à la dégradation persistante des conditions d'habitation. La députée sortante évoque elle aussi les difficiles conditions de vie dans des cités où les organismes HLM « ne sont pas à la hauteur ». Elle remarque surtout « un individualisme exacerbé, un égoïsme qui ressemble au poujadisme de l'époque ». Le terme d'« individualisme » est d'ailleurs repris par Christophe

Madrolle, conseiller municipal des Verts, travailleur social dans le quartier. Robert Bret, sénateur communiste et conseiller de secteur, relie la force de FN « à cette Europe sans dimension sociale, au mode de gestion libéral », qui détruisent les liens sociaux. Nadia Brya, secrétaire de section socialiste, estime que le vote FN « n'est pas un vote fasciste ». Rappelant que les idées de Jean-Marie Le Pen « circulent depuis vingt ans », elle espère que « la présence sur le terrain » les feront reculer un jour. Mais aucun de ces interlocuteurs ne prononce spontanément le mot de racisme.

DISCRETS MAIS ACTIFS

En 1987, interrogé sur les mêmes points, un responsable socialiste du lieu estimait qu'il suffisait d'expulser « ces quelques dizaines de délinquants qui sèment la perturbation », pour que les quartiers retrouvent leur calme et pour que le vote FN baisse. Guy Hermier, député PCF du secteur voisin, évoquait la dégradation des conditions de vie et d'habitation « la vie trop dure, la situation abominable » pour expliquer la percée de l'extrême droite. A gauche, on expliquait qu'il n'y avait pas de militants FN dans leur secteur. A l'époque, ils se trompaient : le FN disposait de deux permanences et de militants discrets mais actifs sur les quartiers nord de la ville, comme en témoigne le livre d'Anne Tristan *Au Front* (Gallimard, 1987). Cette année, Stéphane Ravier prépare ses tournées de « tractage » au centre-ville, mais il n'ouvrira pas de permanence électorale sur le secteur.

M. Sa

La Ville de Paris à la reconquête de ses bois

Boulogne et Vincennes devraient être plus accessibles au public

RENDRE à la nature – et accessibles aux Parisiens et aux habitants de la région – une plus grande partie des bois de Boulogne et de Vincennes, ces deux poumons verts de la capitale de près de 1 000 hectares chacun. Tel est l'objectif fixé par Yves Contassot, adjoint (Verts) au maire de Paris, chargé de l'environnement et des espaces verts, en présentant, lundi 3 juin, les « orientations », qui seront soumises au prochain Conseil de Paris, les 24 et 25 juin. Aujourd'hui, seulement 10 % du bois de Boulogne et 15 % du bois de Vincennes sont à l'abri de toutes sortes de pollutions : visuelle, automobile et commerciale, ou tout simplement libres d'accès.

M. Contassot n'a pas fixé d'objectifs chiffrés à cette reconquête, mais a indiqué les grandes lignes du plan qui sera mis en place, à partir de l'automne, après concertation avec

les douze communes riveraines, les départements, la région Ile-de-France et les associations d'usagers. La Mairie de Paris souhaite d'abord y réduire drastiquement la circulation automobile. Le bois de Boulogne est traversé, chaque matin, par autant de véhicules que les autoroutes du Sud et de l'Est réunies.

Les activités commerciales et associatives, qui occupent près d'un quart de la surface des bois, seront mises sous surveillance. Elles devront signer une charte de bonne conduite, en particulier sur le plan environnemental, pour obtenir le renouvellement de leur concession. Leurs tarifs devront les rendre accessibles au plus grand nombre et les redevances versées à la Ville seront revues à la hausse. Certains « clubs réservés à une élite » devront disparaître sous leur forme actuelle, selon M. Contassot.

Un certain nombre de manifestations, comme le Salon de la voiture d'occasion, qui a lieu actuellement chaque mois dans le bois de Vincennes, seront carrément proscrites. Mais rien n'a encore été décidé sur l'avenir des hippodromes, et en particulier de ceux d'Auteuil et de Longchamp. Dans l'Ouest parisien également, aucune décision n'a été prise sur le projet d'agrandissement du stade de tennis de Roland-Garros.

L'absence d'objectifs précis dans le programme présenté par M. Contassot a immédiatement fait réagir les élus de l'opposition municipale. Ainsi, Pierre-Christian Taïttinger, maire (DL) du 16^e arrondissement, s'étonne qu'« une nouvelle procédure de concertation [soit] engagée, trois ans après celle lancée par Jean Tiberi ».

Christophe de Chenay

INVESTIR DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES...
MAINTENANT UNE RÉALITÉ :
THEOLIA S'INTRODUIT EN BOURSE !

■ **Inscription au marché libre d'Euronext Paris le 6 juin 2002**

■ **Chiffre d'affaires prévisionnel en milliers d'euros**

2002	2 542
2003	3 554
2004	12 054
2005	19 551
2006	27 273

■ **Objectif de T.R.I. (2) de 23% sur les 15 prochaines années dans l'éolien**

THEOLIA conçoit, développe, finance, construit et exploite des centrales d'énergies renouvelables (éolien, biomasse et biogaz).

L'éolien est une priorité pour la France. Pour respecter ses engagements vis-à-vis de l'Europe elle devra installer d'ici 2010 de 10 000 à 14 000 MW éoliens, contre environ 100 aujourd'hui. Pour favoriser son développement, elle a fait obligation à EDF (1) de racheter le kWh produit à 8,34 centimes d'euro les 5 premières années et 7,32 centimes d'euro en moyenne sur 15 ans.

THEOLIA bénéficie de nombreux atouts pour profiter de cette opportunité qui la place parmi les acteurs-clés de ce nouveau marché :

- une solide expérience de producteur indépendant d'énergie sous contrat avec EDF,
- un potentiel de 100 MW éoliens en cours de développement,
- des partenaires de premier plan qui lui assurent un potentiel de développement important et lui garantissent la fiabilité de l'exploitation.

DÈS MAINTENANT, INVESTISSEZ DANS L'AVENIR, INVESTISSEZ DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES.

(1) Arrêté du JO du 22 juin 2001
(2) Taux de Rentabilité Interne des fonds propres après impôt.
Valeur pour 2 800 heures par an suivant l'avis de la Commission de Régulation de l'Électricité du 5 juin 2001

Un prospectus simplifié ayant fait l'objet d'avertissements a été visé par la COB (visa n° 02-601) en date du 22 mai 2002. Il est disponible, sans frais, auprès de la société et sur le site internet : www.theolia.com. Tel : 04 42 39 65 80

THEOLIA
L'ÉNERGIE NATURE

OKARTO Conseil - Crédits photos : Gettyimages - Christopher Bissell

2 JOSPIN, RETOUR SUR UNE DÉROUTE

C'EST Cabu, au fond, qui en parle le plus. Dans *Charlie Hebdo* ou *Le Canard enchaîné*, il le croque, désœuvré, en pantoufles et en robe de chambre. *L'Hebdo des socialistes*, lui, est muet. Juste une photo légendée, le 27 avril : « François Hollande a rendu hommage à celui qui, en notre nom, a mené la bataille de la présidentielle. Un hommage partagé par l'ensemble des intervenants qui, tous, ont dit leur émotion. L'Hebdo des socialistes s'y associe pleinement. » Un paragraphe dans l'insubmersible « Bloc-notes » de Claude Estier, à la date du 6 mai : « En ce dernier jour de sa vie politique publique, nous sommes nombreux à vouloir lui exprimer à la fois notre affection et notre reconnaissance pour le travail qu'il a accompli pendant cinq ans à Matignon, en même temps que pour la façon exemplaire dont il a conduit durant tant d'années le Parti socialiste et la gauche tout entière. Au citoyen privé qu'il reste aujourd'hui, ajoute, mystique, le sénateur jospiniste, nous disons qu'il reste près de nous, comme nous restons avec lui pour les futurs combats et les futures victoires. » Depuis, plus rien.

Lionel Jospin, sujet tabou. Lionel Jospin, sujet difficile, en tout cas. Cabu, le dessinateur écolo qui n'a jamais caché ses sympathies pour les Verts, y pense chaque semaine : « C'est que je l'imagine très malheureux. » « Même les grandes douleurs doivent être racontées », explique-t-il. « Dans le *Charlie* première époque, je me souviens qu'on avait déconné de longues semaines sur François Claustre, lorsqu'elle était otage des rebelles toubous d'Hissène Habré. Quand elle a été libérée, elle est venue nous remercier : "C'était une façon de ne pas m'oublier." Le dessiner, c'est une manière de penser à lui. C'était pas la pire, quand même... »

Les socialistes en sont convaincus. D'ailleurs, l'heure de la critique commence à peine. Ce n'est que le 16 juin, soir du second tour des législatives, qu'elle sera officiellement ouverte. Comme souvent, c'est Georges Frêche, maire de Montpellier depuis 1977, qui a osé le premier l'inventaire. Durant la campagne, il n'avait jamais tu ses critiques. Le 20 mars, lors d'un conseil politique à l'Atelier, ce « vieux Mao » était intervenu, juste après Pierre Mauroy, pour rappeler ce qu'il avait appris durant sa jeunesse : « Il est bien, votre programme, mais il est trop intelligent, trop long. Il est fait pour 3 % ou 4 % des Français. Il faudrait que quelqu'un le résume en un recto-verso. » Dès le 26 avril, dans *La Gazette de Montpellier*, le city magazine de la ville, il perd toute retenue : « Lionel Jospin est le plus grand premier ministre de la V^e République, et même du XX^e siècle. Ses réformes traverseront le siècle. Mais, pour la campagne, il a eu tout faux, et ça vient de loin. » La campagne, parlons-en. Chacun a une histoire en tête, un souvenir en mémoire. Avec des versions souvent contradictoires : « J'ai lu des articles et des analyses très différents sur elle. C'est normal, il n'y avait aucune direction, et nous n'avions pas tous la même information. On n'a jamais su comment ça fonctionnait », raconte le porte-parole du PS, Vincent Peillon, dont les rapports avec Lionel Jospin n'ont cessé de se dégrader durant la campagne. Le premier ministre l'avait copieusement réprimandé, mardi 9 avril, depuis la voiture dans laquelle il se rendait au Grand-Quevilly : il venait de découvrir une dépêche de l'AFP où le député de la Somme invitait l'Atelier à « mieux préciser » et « expliquer » les propositions du candidat.

La campagne, tout le monde veut en parler. Tout le monde « l'avait bien dit... ». D'abord, ceux qui y ont pris toute leur place, comme Pierre Moscovici, qui a dû préparer le projet dans l'urgence, au sous-sol du ministère des affaires étrangères : « Je reste persuadé que le programme était bon. Mais il fallait du temps pour le préparer, le compacter, le digérer. » Ceux qui estiment n'avoir été écoutés que dans les dernières semaines, lorsque, prise de panique, l'équipe tente de mobiliser l'électorat socialiste : dès le 23 avril, Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann se sont sentis « déliés » de tout engagement avec le PS et ont critiqué la « petite musique droitière » de Laurent Fabius ou de Dominique Strauss-Kahn. Ceux qui ont été mis à l'écart, comme Bernard Kouchner : « Dans ce projet, il y avait tellement de propositions qu'il n'y avait plus d'idées. En revanche, pas un mot sur le 11 septembre, rien sur l'Europe ! Ensuite, on a gâché la campagne, on se serait cru au pays d'Emmaüs ! » Ceux qui font leur mea culpa, comme Jean-Christophe Cambadélis, le 23 avril, devant le conseil national du PS : « Je regrette les mots que j'ai prononcés avec conviction sur le fait qu'il fallait subordonner toute la stratégie politique à l'entre-deux-tours. » Ceux enfin pour lesquels « l'Atelier restera synonyme de cauchemar », résume au nom de beaucoup Bruno Le Roux, qui organisait les déplacements du candidat.

Socialistes d'en bas, socialistes d'en haut ? C'est la thèse de Georges Frêche. Le maire de Montpellier s'en prend comme toujours à la « bande de hauts fonctionnaires » qui entourait le candidat : « Tous ces technocrates, quand ils sont drivés par un politique de génie, peuvent faire des miracles : sinon, ils peuvent faire les pires âneries. L'équipe Jospin



A l'Atelier, Jacques Séguéla, Dominique Strauss-Kahn, Lionel Jospin, Jean Glavany, Ramzi, Didier Guillaume... regardent Jacques Chirac à la télévision dans le bureau de Glavany : « Quel menteur, mais quel menteur, c'est incroyable ! », s'exclame Jospin à plusieurs reprises.

L'ÉTRANGE RETRAITE

Le chef vaincu revoit ses amis, ira voter dimanche, mais refuse toujours de parler politique. Jospin reste un sujet tabou

n'avait pas le sens du suffrage universel. Guigou battue à Avignon n'avait pas sa place au gouvernement, Moscovici non plus. Par contre il y a une nouvelle génération qui a su se battre sur le terrain : François Hollande à Tulle, Bertrand Delanoë à Paris, Gérard Collomb à Lyon, François Rebsamen à Dijon... » François Rebsamen, qui n'a jamais été dans les petits papiers du premier ministre, le dit plus précisément : « Cinq ans à Matignon, on n'en sort pas indemne. Lionel Jospin s'est bridé pendant sa campagne. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas fendu l'armure. Nous-mêmes, en campagne, on découvre des aspects du bilan moins glorieux qu'on ne le pensait : la deuxième loi sur les 35 heures, le pouvoir d'achat des smicards... »

L'analyse plus fine attendra l'après-législatives. Car Lionel Jospin a tiré les leçons de l'échec et assumé toute sa responsabilité en se retirant de la vie politique, mais il n'a pas esquissé d'autocritique, coupant court, du coup, à tout examen collectif. « Si j'avais fait une meilleure campagne, le résultat aurait peut-être été un peu supérieur, mais ça n'aurait pas changé fondamentalement les choses », explique-t-il, deux jours après la défaite, devant son cabinet. « Quelqu'un veut-il prendre la parole ? », ajoute-t-il avant de prendre congé de la petite assistance qui l'écoute religieusement dans la salle du

Conseil de l'hôtel Matignon. Aucune main ne se lève. Comme d'habitude. Durant toute la campagne, les conseils politiques du mercredi, filmés par une équipe de télévision, sont aussi guidés qu'un conseil des ministres. Lionel Jospin distribuait les rôles. On fait des politesses, on ne s'interrompt pas, on évite les critiques.

La présence constante d'une équipe de télévision calibre les expressions. Il y a ceux qui parlent pour la postérité, ceux qui, au contraire, brident leurs remarques. Et ceux qui abandonnent vite le plateau. Si on a laissé entrer dans le saint des saints les deux témoins de l'épopée et de la victoire des Bleus en 1998, un photographe et un journaliste, Denis Pingaud, n'est-ce pas le signe que la victoire ne peut échapper au candidat socialiste ? « La clé, c'est que tout le monde pensait que Jospin serait président. Alors, personne n'osait s'affronter à lui. Comme des courtisans. Et si l'attitude de Jospin semblait presque de l'indifférence, c'était que lui aussi était sûr de gagner », analyse Vincent Peillon. Le seul testament que laisse le candidat, c'est la référence à sa propre entreprise — la patiente reconstruction de la gauche plurielle qu'il avait entreprise via les Assises de la transformation sociale, il y a huit ans. « Ce qui s'est passé est plus une épreuve pour vous qu'une épreuve personnelle. (...) Comment rassembler ses forces ? C'est à vous de le dire. Moi, c'est l'objectif que je m'étais fixé depuis 1994 », conclut l'ancien premier secrétaire du PS, le 22 avril, rue de Solferino. J'aurai rempli mon rôle pour une certaine période, et maintenant, elle s'achève. Je vous souhaite une très belle bataille pour les législatives, assurez l'avenir ! »

Facile à dire. Pour beaucoup de militants, cette retraite ressemble à une désertion. « Un chef n'abandonne pas ses armées en pleine déroute. Un chef meurt avec ses armées, tranche Georges Frêche. Lui, non : il va jusqu'au bout de sa fonction de premier ministre. C'est un réflexe de haut fonctionnaire digne et de qualité, pas un réflexe de général qui aurait dû mener ses troupes au combat des législatives, quitte à se retirer ensuite. » Pour prévenir ces déclarations à l'emporte-pièce, certains députés ont pris les devants. Dès le 22 avril, par exemple, François Rebsamen réunit les 350 militants socialistes de la Côte-d'Or pour une « thérapie de groupe ». « Je

leur ai expliqué qu'il assumait seul l'échec, que ça pouvait paraître injuste, mais qu'il fallait lui fiche la paix. Depuis, je suis tranquille. » Ceux qui continuent à s'entretenir régulièrement avec Lionel Jospin plaident en sa faveur : « Il a 65 ans et aucun plan de carrière », a expliqué Bertrand Delanoë chez Karl Zéro, dimanche 2 juin.

L'« AMI » Claude Allègre lui souhaite aussi une paisible retraite : « Lorsque Lionel Jospin a renoncé, certains ont eu sans doute un sentiment de deuil qui a accentué leurs désillusions, et je comprends ce sentiment. Mais je crois, malgré tout, que Lionel a bien fait. Assumant sa défaite, comme tout véritable chef doit le faire, (...) il en a tiré les conséquen-

après sa morale », avertissait le journaliste Alain Duhamel, le complice de son livre de campagne *Le Temps de répondre* (Plon), le matin même, sur RTL. Homme d'Etat ? Héros d'histoire ? Homme d'avenir ? « Toi, tu seras un Pierre Mendès France, mais un Mendès France qui aura gouverné pendant cinq ans », lui a confié Bertrand Delanoë. « Mendès, ce n'est pas du tout la bonne référence », analyse un autre intime. « Mendès n'a jamais rompu avec la vie publique. Qu'on en juge par exemple par ses interventions sur le Proche-Orient. En outre, il aurait très bien compris d'être rappelé aux responsabilités. Lionel Jospin souhaite rester à l'écart, ne pas se survivre politiquement à lui-même. C'est du moins sa ferme et authentique intention, même si tous les grands responsables ont tou-

« Un chef n'abandonne pas ses armées en pleine déroute. Un chef meurt avec ses armées »

GEORGES FRÈCHE

ces comme les grands leaders des pays démocratiques l'ont fait dans des circonstances analogues. Imagine-t-on un Walter Mondale ou un Michael Dukakis briguer encore la présidence des Etats-Unis ? », interroge l'ancien ministre de l'éducation nationale dans *Le Point*.

Autre question taboue : qu'a voté Lionel Jospin, le 5 mai ? Personne ne veut revenir sur cet épisode douloureux. Le premier cercle se tait, mais, résume un proche, se doute qu'au fond « il n'a pas voté Chirac ». Le second cercle assure que si. François Hollande, Olivier Schrameck, et même, raconte Denis Pingaud dans *L'impossible Défaite* (Seuil) — la meilleure chronique de campagne publiée à ce jour —, sa sœur, Noëlle Chatelet, et son frère, Olivier Jospin, celui avec lequel on le « confondait » chez les lambertistes, ils ont dû en tout cas s'y mettre à plusieurs avant que, furieux, le 26 avril, Lionel Jospin consente à rédiger cinq lignes appelant les Français à « exprimer leur refus de l'extrême droite ».

« Il y a une différence entre un homme politique et un homme d'Etat. Un homme d'Etat, ça doit faire passer ses sentiments personnels

jours été des figures de retour : Clemenceau, Blum, Poincaré, Caillaux ou encore François Mitterrand », ajoute-t-il dans un sourire.

Pour le moment, Lionel Jospin tient bon. Il goûte « à la vie », seul toast qu'il avait porté en quittant ses ministres, le 24 avril. Depuis sa défaite, il a revu ses amis. Mais ni à Dominique Strauss-Kahn, ni à Bertrand Delanoë, ni même à François Hollande, il n'a parlé politique. Il caresse quelques projets d'écriture, mais en aucun cas un pamphlet. Il se remet doucement à vivre comme « le simple militant » qu'il a promis de redevenir. Le 5 mai, il était encore sous le choc, il avait voté par procuration. Le 9 juin, il se rendra à Cintegabelle pour voter pour celui dont il a été le témoin de mariage, son suppléant, Patrick Lemasle, candidat dans la 7^e circonscription de la Haute-Garonne. Un socialiste d'en bas.

Ariane Chemin et Clarisse Fabre

PROCHAIN ARTICLE
LE SPLEEN DES MINISTRES

Le Jubilé royal d'une « monarchie fanée »

L'Angleterre ne se porte pas si bien et elle se raccroche à une monarchie « partie intégrante de l'industrie du spectacle », écrit le « Spiegel », qui trace un portrait sans concession de la reine

TEL LE SINGE qui grimpe au cocotier, étaler publiquement sa gloire conduit nécessairement à entièrement s'exposer. C'est sans doute l'avis de la presse allemande qui, à l'occasion du Jubilé, multiplie sans complaisance les articles sur la famille royale britannique.

En dépit des nombreux liens familiaux qui lient cette dernière à l'Allemagne (le dernier empereur, Guillaume II, était l'un des nombreux petits-fils de la reine Victoria), les rapports entre les deux pays n'ont pas toujours été excellents. Concurrences coloniales, guerres et appétits divergents ont souvent opposé Allemands et Anglais. La presse londonienne continue à les décrire à l'aide de clichés encore plus dépréciatifs que ceux réservés aux Français.

C'est pourtant sans animosité particulière que les journaux allemands couvrent le Jubilé. Mais sans complaisance non plus. A lire le *Spiegel*, les Allemands n'ont aucune raison de se laisser gagner par le sentimentalisme qui emporte leurs voisins.



L'hebdomadaire allemand a voulu couvrir l'affaire en professionnel, à l'aide de photos, d'infographies, d'interviews et d'articles qui forment un épais cahier. Cela n'empêche pas les coups de griffe ironiques, ni cette « une » qui titre sur les derniers moments d'une « monarchie fanée » en train d'effeuiller les ultimes « pages d'une histoire flétrie ».

La reine, selon notre confrère de Hambourg ? Une « petite femme effacée de 76 ans et de 162 centimètres » qui aime s'habiller « confortable et bouffant », qui « apprécie peu la musique » et n'a désormais plus besoin de Concorde ni de yacht royal pour visiter ses possessions « depuis longtemps rétrécies aux dimensions moyennes de l'Europe ».

UNE « AUTO-MISE EN SCÈNE »

A Newcastle, rappelle le *Spiegel*, la reine a vu courir le long de sa Rolls un homme tout nu dont les « parties vitales » ont été promptement cachées par un service d'ordre discret et efficace ; en revanche, en Irlande du Nord, « l'armée a déployé une présence militaire massive pour protéger le corps et la vie de sa commandante en chef ». Deux images contrastées illustrant le parcours d'une souveraine évoluant entre « bienveillance pure et aimable absurdité ».

Sans pouvoir ni réelle fonction sociale, « la monarchie britannique doit, jour après jour, perfectionner

son auto-mise en scène afin de garantir son aura et, avec elle, le trône ». Et de poursuivre : « La reine et ses enfants sont la seule famille royale d'Europe qui s'expose dans ce style féodal qui a coûté leur trône à ses collègues, les uns après les autres. Entourée de laquais et de courtisans, on y chasse encore à courre, on y voyage en train royal et on y habite dans six résidences officielles et huit résidences privées. » Quels que soient les contretemps et les coups du sort, le show doit continuer, car la monarchie « lutte pour sa survie avec ses armes préférées que sont les fêtes magnifiques, les mariages coûteux et la pompe officielle. Même les obsèques de « Queen Mum » ont montré que la famille royale était désormais devenue partie intégrante de l'industrie du spectacle britannique ».

Dans ce rôle, la reine – « aussi consciente de ses devoirs qu'une Prussienne » – est exceptionnelle. Ses enfants « liés par une chaîne de scandales », c'est une autre histoire. Inélegant et cagot, le *Spiegel* a ressorti une écoute téléphonique dans

laquelle le prince Charles évoquait avec sa maîtresse Camilla Parker Bowles des désirs très intimes. « Que peuvent attendre les Britanniques d'un tel héritier du trône ? », se demande l'hebdomadaire, pour qui les puissants n'ont apparemment pas de sexualité. Qu'attendre « de son fils, le prince William, qui lance à un photographe qui le piste un vigoureux « Va te faire f... », ou de son frère Henry, qui doit à sa consommation de cannabis le surnom de Harry Pothead » [jeu de mot à partir de pothead : fumeur de hash en anglais].

En Grande-Bretagne, assène définitivement le *Spiegel*, « les transports publics sont chaotiques, le système de santé est sur le flanc, et l'industrie, autrefois la première du monde, ne produit quasiment plus rien. Mais les Britanniques demeurent champions du monde en matière de chorégraphie royale ».

Georges Marion

★ www.spiegel.de

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Elections (2)

■ [Lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) compare les programmes électoraux des partis pour les législatives.

■ Le site de la Sofres publie une série d'entretiens avec des politologues sur les enjeux du scrutin. www.2002.sofres.com/archives3.htm

■ Le Centre d'informatisation des données sociopolitiques a rassemblé les données électorales permettant l'interprétation des résultats des législatives en Rhône-Alpes.

■ Le Cevipof propose des « éléments d'analyse » des élections législatives au niveau national. <http://elections2002.sciences-po.fr/Elemlnter/El-legislatives.html>

■ Le site La France électorale propose des simulations de résultats par circonscriptions en fonction de trois hypothèses : la gauche mobilisée et un mauvais report à droite ; un vote anti-cohabitation ; un bon premier tour à gauche mais un bon report à droite au second. www.eludefrance.net/legislatives2002/previsionjuino2.htm

■ Un groupe de recherches de l'université de Caen a étudié la carte des candidats arrivés en tête dans chaque canton à l'issue du premier tour de la présidentielle et constaté qu'ils étaient beaucoup nombreux qu'habituellement. www.politique-opinion.com/analyses/2002/presidentielle/presidentielle.rtf

vincent.truffly@lemonde.fr

AU COURRIER DES LECTEURS

POLICE DE PROXIMITÉ

Depuis une quinzaine de jours, j'ai observé dans le calme 5^e arrondissement de Paris un mâle déployé de patrouilles de police, d'agréables gardiens de la paix cyclistes dans le jardin du Luxembourg, des argousins faisant avec beaucoup de grâce du roller boulevard Saint-Michel, et même en haut dudit boulevard quelques fonctionnaires en faction pour détecter je ne sais quelle infraction chez les automobilistes (...). Bref, la profusion. Cette situation est certainement à mettre au crédit de M. Sarkozy, qui a réussi à faire travailler ses fonctionnaires un peu plus que les 28 heures hebdomadaires habituelles et par là même à démontrer – mais osera-t-il en tirer les conséquences – que les effectifs de ce grand corps sont suffisants (voire pléthoriques comme dans le 5^e arrondissement). Il reste maintenant à en diriger une partie vers des endroits un peu plus sensibles (...).

J. Champion
Paris

PROFESSION PSYCHOLOGUE

A propos du projet du nouveau ministre délégué à la ville, Jean-Louis Borloo (*Le Monde* du 28 mai), vous expliquez que le futur service d'aide aux victimes d'urgence, le SAVU, calqué sur le modèle du SAMU, comportera un psychologue et un juriste (*Le Monde* du 28 mai). Vous n'êtes pas sans savoir que le titre de psychologue est protégé, pour l'obtenir il faut justifier au minimum d'un 3^e cycle avec un cursus théorique et pratique. Or M. Borloo prévoit de placer dans ce système des étudiants ou des professionnels titulaires au mieux d'une licence. Il ne s'agit donc pas de psychologues professionnels de l'écoute, du soutien et encore de la victimologie puisque, à ce niveau de bac +3, les étudiants n'ont aucune pratique ni théorie en ce domaine (...).

Philippe Duval
Paris

CONCOURS INÉQUITABLE

Le ministre de l'éducation nationale, au nom de l'équité, a décidé d'annuler l'épreuve de français du concours de l'IUFM académie de Paris 2002.

On comprend que, dans la période actuelle, Luc Ferry veuille la paix sociale, même au mépris des droits de la liberté d'accès à la fonction publique, au mépris de la propre réglementation de son ministère, au mépris des étudiants pour lesquels il n'a que faire de l'équité. Car, en fait, que se passe-t-il ? L'épreuve a été annulée – dont acte – et reportée au 12 juin 2002. Or il se trouve que cette date correspond aux épreuves d'admission de certaines académies de province. Les instructions ministérielles autorisent les candidats à se présenter dans deux académies différentes. Comment vont faire certains candidats pour être le même jour à repasser l'écrit à Paris et passer une épreuve d'admission en province ?

Mission impossible : ils vont devoir choisir, et réduire de moitié leurs chances de réussite. Alors que d'autres, non « frappés » par la date du 12 juin, pourront passer deux concours. Il semble que pour M. le ministre la rupture d'équité entre les candidats n'ait pas grande importance (...).

Marguerite Manuellan
Paris

Les Palestiniens vus par la presse du Proche-Orient

Le remaniement annoncé du gouvernement Arafat a suscité bien des commentaires

APRÈS AVOIR NÉGOCIÉ son entrée au gouvernement palestinien, le Hamas a finalement rejeté l'offre de Yasser Arafat, rapportait, lundi 3 juin, le *Jerusalem Post* sur son site Internet. Les autres mouvements d'opposition ont fait de même. Le quotidien israélien estime que les islamistes devraient, malgré tout, participer au cabinet :

« Le Hamas est indirectement représenté à travers Imad Falouji, le ministre des communications. Falouji n'a pas rejoint l'Autorité palestinienne en tant que membre du Hamas, mais il en est très proche ».

Pour Al-Hayat al-Jadida, la participation du Hamas serait « une nécessité pour la stabilité des relations interpalestiniennes et un

élément de plus pour redonner confiance aux gens ». Insistant sur le respect de la pluralité de la société, le quotidien palestinien poursuit : « Sa participation ne remettrait pas en cause son indépendance. Bien au contraire, il gagnerait en importance et en influence. » Il appelle à la fin de la politique de boycottage afin de décloisonner les forces en

présence « actuellement enfermées dans des cercles et des milieux bien délimités. La participation ouvre la voie à l'institutionnalisation de l'opposition et mettra un terme aux gouvernements monolithiques ».

INTENTIONS DIFFÉRENTES

Un rapprochement qui semble bien difficile à mettre en œuvre, à en croire Abd El Aziz El Rantisi, interviewé par Al-Hayat. En effet, « la non-participation au gouvernement est une décision irrévocable », a déclaré ce dirigeant du Hamas au quotidien arabe de Londres. Au journaliste qui insistait sur les contradictions du Hamas quant à sa participation au gouvernement, El Rantisi a répondu : « Je crains que cette affaire ne soit qu'une tentative de diversion destinée à détourner l'attention du peuple palestinien des crimes commis par les sionistes. » Néanmoins, « une réflexion concernant une réforme radicale de l'Autorité est en cours au Hamas ».

« Les réformes palestiniennes sont sur toutes les langues. Mais, derrière les discours qui se ressemblent, les intentions et les plans sont différents », constate Gershon Baskin sur le site en ligne indépendant palestinien Amin.org. Selon le directeur du Centre israélo-palestinien de recherche et d'information, à court terme « le chaos va prédominer, Palestiniens comme Israéliens étant enfermés dans leur logique ». « Aux yeux des Américains, les réformes se résument à la réorganisation des forces de sécurité palestiniennes », conclut-il.

courrierinternational.com
pour *Le Monde*

« THE INDEPENDENT ON SUNDAY » (LONDRES)



Jubilé. « Pour une Majesté fort démunie, donnez SVP ! » (*We are the Champions* est un tube du groupe britannique Queen). Depuis le 1^{er} juin et pour quatre jours, la Grande-Bretagne célèbre le cinquantenaire de l'accession au trône de la reine Elizabeth. Dessin de Schrank. (« Courrier international » pour « Le Monde »)

Abonnez-vous au **Monde** pour **26,35 € (172,84 F)** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 € (172,84 F)** par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterais libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER	
Nom	
Prénom	
N°rue	
Code postal [] [] [] []	Ville
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
N°rue	
Code postal [] [] [] []	Ville
Code Etablissement	DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER
Code Guichet	N° de compte
	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :

Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 e TTC/mois)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Chantilly N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Chantilly N.Y. 12919-1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Les petits souliers de la VI^e République Lointain 21 avril...

par Philippe Corcuff

deux reprises, des tribunes publiées dans *Le Monde* m'ont enrôlé, à travers des extraits de propos, dans le débat sur l'urgence supposée du changement de Constitution. Or, dans le cas d'Olivier Duhamel (*Le Monde* du 4 mai) comme dans celui des sympathisants et membres de la Convention pour la VI^e République (29 mai), je me sens assez éloigné des points de vue exprimés. Il vaut donc mieux que j'essaie de formuler sans intermédiaires mes propres hypothèses quant à l'après-21 avril.

Marcher sur ses deux jambes, l'institutionnel et le social, écrit-on du côté de la C6R ? Les souliers de la VI^e République me semblent trop étriqués par rapport aux exigences de la période. Dans les cieux utopiques, on peut certes souhaiter que tout adienne en même temps. Mais, dans l'action politique, on est souvent conduit à établir des priorités. C'est en m'appuyant sur une analyse de la situation que j'estime la question sociale principale et la question constitutionnelle secondaire. Cette analyse fait converger deux temporalités différentes : les contraintes conjoncturelles de la nouvelle dynamique politique autour de l'extrême droite et les enjeux historiques du nouveau siècle pour la gauche.

Sur le plan conjoncturel, la force renaissance de l'extrême droite m'apparaît liée aux avancées d'une politique ethnicisante dans les reculs d'une politique de la justice sociale. Le désinvestissement du terrain social par la gauche, sur le triple plan de la symbolique, du tissu militant et de l'action publique, et, corrélativement, l'abandon des secteurs modestes du salariat (ouvriers et employés), majoritaires dans la population active, ont favorisé les succès du FN.

Le clivage Français/étrangers est d'autant plus fort dans la conscience collective que la question sociale, traditionnellement pensée à travers l'opposition riches/pauvres ou patrons/ouvriers, a de moins en moins de relais politiques. L'obsession sécuritaire a fonctionné comme un piège infernal ethnicisant implicitement les rapports sociaux, alors que la thématique du FN associant

« délinquance » et « immigrés » s'était largement enracinée.

Quant aux enjeux historiques, je fais l'hypothèse qu'après la République et le socialisme il nous faut inventer aujourd'hui une troisième politique d'émancipation. L'émancipation républicaine, née au XVIII^e siècle, a promu les droits de l'homme, la citoyenneté, l'égalité politique et la souveraineté populaire. Dans son texte consacré à la question juive (1844), Marx a mis en évidence la fragilité sociale de l'égalité politique. Ainsi l'Etat républicain « proclame que chaque membre du peuple participe, à titre égal, à la souveraineté populaire », et pourtant il « laisse la propriété privée, l'éducation et la profession agir à leur façon », et donc les injustices sociales ébranlent l'égalité politique.

Les sociologues actuels ont renforcé ce constat en pointant comment les limites sociales de la citoyenneté travaillaient même de l'intérieur.

Je fais l'hypothèse qu'après la République et le socialisme il nous faut inventer aujourd'hui une troisième politique d'émancipation

Un livre de Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique* (1978), devenu un classique de la science politique, expose remarquablement ce problème, dans le sillage des travaux de Pierre Bourdieu. Puisant dans les inégalités sociales (culturelles, entre sexes, entre générations, etc.), une nouvelle forme d'inégalité, proprement politique cette fois, s'institue entre les professionnels de la politique et les citoyens ordinaires. Dans ce cadre inégalitaire, une grande partie de la population s'intéresse peu ou pas à la politique institutionnelle, ses rites, son langage spécialisé, ses problèmes érotiques, son renfermement sur elle-même. Et plus on s'éloigne du monde des « élites » et des détenteurs des ressources culturelles légitimes, moins on s'intéresse à la politique.

L'émancipation socialiste, née au XIX^e siècle, s'est constituée comme

un prolongement critique de la République. Pour les socialistes, l'égalité politique ne pouvait être recherchée sans l'égalité sociale. Chez Jaurès, l'inspiration socialiste consistait à compléter la « démocratie publique » par une « démocratie sociale ». En ce sens, les néo-républicains actuels, qu'il s'agisse d'un nostalgique de l'Etat-nation comme Jean-Pierre Chevènement ou d'un jeune « modernisateur » comme Arnaud Montebourg, sont plutôt des républicains présocialistes. Ils proposent de sortir les institutions républicaines de leurs ornières, mais sans les arrimer fermement à la question sociale. Or pense-t-on vraiment qu'on puisse donner vie à la citoyenneté si, au préalable, on ne construit pas les conditions sociales de sa légitimité ?

Comment une société affaiblie par presque trente ans de chômage, de précarité, d'inégalités et de traumatismes sociaux, maintes fois

déçue par les promesses non tenues, pourrait-elle trouver les chemins d'une participation politique plus active parce que simplement les règles constitutionnelles ont changé ? Chacun de nous risque de se laisser aller aux facilités de ce que les sciences sociales appellent l'ethnocentrisme, c'est-à-dire de confondre son petit monde et le vaste monde, ce qui nous intéresse et ce qui intéresse les gens en général (comme s'il y avait « des gens » en général !).

Les animateurs de la Convention pour la VI^e République glissent ainsi dans le piège d'un ethnocentrisme politique : hommes politiques, professeurs de science politique, journalistes, intellectuels, militants, etc., tendent spontanément à focaliser leur attention et leurs solutions sur ce qui les préoccupe. Les louanges tressées par Arnaud Montebourg au dernier livre, fort social-libéral, de Dominique Strauss-Kahn ou ses déclara-

tions hostiles à l'interdiction des licenciements boursiers, consacrant alors le pouvoir patronal comme intouchable, laissent d'ailleurs entendre que son acuité constitutionnelle serait à la mesure de sa cécité sociale.

En ces débuts de XXI^e siècle, la perspective ne peut résider dans un simple retour, même « modernisé », à la thématique républicaine, surtout sous son angle essentiellement institutionnel. On ne peut aujourd'hui se situer en deçà d'une social-démocratie formulant la question démocratique en des termes radicalement sociaux, et ce contre les abandons socio-libéraux du PS.

L'expérience innovante de budget participatif menée par la municipalité de Porto Alegre nous montre bien que les chances de renaissance d'une démocratie plus directe ont à voir avec le traitement des difficultés sociales, que sa crédibilité en dépend. Les menaces d'une politique ethnicisante renforcent cette orientation. On aura besoin d'utopies mobilisatrices, d'un nouveau projet de société, de programmes concrets, d'une régénération de réseaux militants, de retrouver le sens d'un « corps-à-corps » quotidien avec le terrain (selon l'expression du cinéaste Robert Guédiguian, *Le Monde* du 2 mai), d'expérimentations tâtonnantes, de liens inédits entre les partis et les mouvements sociaux. C'est déjà beaucoup.

Et puis la nouvelle question sociale ne pourra pas être posée exactement comme avant. On doit tenir compte des transformations de nos sociétés, et en particulier du phénomène incontournable de l'individualisme. La social-démocratie de demain pourrait se révéler libertaire, dans la mise en tension de la solidarité collective et de l'autonomie individuelle. Il y a donc une politique d'émancipation neuve à faire émerger, qui puise dans les traditions républicaine et socialiste tout en se confrontant aux défis du temps. Des changements constitutionnels seront sans doute nécessaires à un moment donné, mais là n'est pas l'urgence.

Philippe Corcuff est maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon.

par Bertrand Delanoë

SOUVENONS-NOUS, le 21 avril, à 20 heures : le candidat de l'extrême droite est présent au second tour de l'élection présidentielle. Emotion, incrédulité, puis sursaut qu'illustre la présence de centaines de milliers de manifestants – jeunes surtout – à travers la France. Se développent alors les analyses sur ce « coup de tonnerre » inattendu. Une France angeossée, une société dont plusieurs composantes éprouvent un sentiment d'abandon ; le besoin d'un projet qui rassemble et offre à chacun la possibilité de peser sur les décisions. Le 5 mai, la République l'emporte, l'essentiel est sauf. Les élections législatives pointent déjà à l'horizon : elles offriront aux électeurs ce grand débat dont ils ont été privés, l'expression de ce choix pour les cinq années à venir. La démocratie retrouvera sa force, sa cohérence, sa capacité d'entraînement.

Nous y sommes. Et alors ? Alors, ce n'est pas vraiment ça. Car, pour débattre, il faut être deux.

A gauche, chacun a tenté de tirer les conséquences du message adressé par les citoyens. Sur l'avenir des services publics, par exemple, faudrait-il se soumettre à une stricte logique de rentabilité censée justifier leur démantèlement ? L'enjeu, au contraire, est d'assumer ce chantier plus moderne que jamais, pour le maintien des missions de service public sur l'ensemble du territoire. Des pistes concrètes existent : une directive-cadre à l'échelon européen afin d'éviter une dérégulation aussi mécanique

l'UMP. Exigence sociale ? Entre le refus d'une hausse de la prime pour l'emploi, l'augmentation programmée des cotisations maladie, une baisse fiscale qui concerne essentiellement les hauts revenus, et un silence pesant sur le financement de promesses contradictoires (davantage de moyens pour la

BERTRAND DELANOË est maire (PS) de Paris.

police, la justice, la santé, des impôts allégés, mais des déficits publics maîtrisés), le gouvernement risque surtout de creuser les fossés déjà perceptibles au sein de la société française. En clair, « la France d'en bas » pourrait prochainement tomber de haut.

Le lien démocratique ? Retour annoncé des instructions du garde des sceaux dans les affaires individuelles (M. Toubon devrait animer une session de formation...), maintien des archaïsmes du Sénat, refus du droit de vote des étrangers aux élections locales. A cela s'ajoute la réforme déjà « oubliée » du statut pénal du chef de l'Etat, qui pourrait bien être à 2002 ce que la « fracture sociale » fut à 1995 : un concept électoral. Restent les « valeurs ». Sans revenir sur les propos de M. Lepeltier, hostile au retrait républicain des candidats de droite en cas de triangulaire avec le Front national, comment ne pas être ébahi par l'extraordinaire capacité de l'UMP à « recycler » des personnalités hier jugées infréquentables ? Après le maire de Nice, rallié au RPR bien qu'affir-

La droite a choisi de réduire cette campagne à une problématique unique : la cohabitation. Dès lors, à quoi bon réfléchir, proposer, échanger

que contestable, la déconcentration des responsabilités à travers des contrats territoriaux ou une meilleure gestion prévisionnelle des effectifs.

Autre urgence : le devenir de ces « cités » dont il a tant été question pendant la campagne présidentielle. L'Etat se donnera-t-il les moyens d'éradiquer ces « ghettos » où se concentrent les maux de notre époque : chômage, délinquance, trafics divers, tournantes... ?

La démolition annuelle de 30 000 logements indignes constitue-t-elle un objectif irréalisable ? Dans cette optique, la mise en place d'une politique partenariale sans précédent avec les acteurs concernés (collectivités locales, bailleurs sociaux, associations) ne traduirait-elle pas une volonté politique à la hauteur de l'enjeu ? De cela aussi il faudrait débattre.

Seulement voilà, la droite a choisi de réduire cette campagne à une problématique unique : la cohabitation. Dès lors, à quoi bon réfléchir, proposer, échanger ? Puisque voter à gauche, ce serait courir le risque de la cohabitation, il est formellement interdit de voter à gauche. Seule l'UMP détient les clés de l'avenir, de la vérité et de l'harmonie : ses recettes demeurent largement masquées à ce jour mais, d'ici à 2007, nul doute qu'elle les aura dévoilées.

Autant dire que ce scénario ne me convient pas du tout. D'abord, quelle que soit l'issue du scrutin à venir, il n'y aura pas « cohabitation ». Car, différence fondamentale avec les trois précédentes cohabitations, quelle que soit la majorité élue – progressiste ou conservatrice –, elle aura contribué à l'élection du président de la République. Ainsi, il n'y aura pas contradiction entre la mission de cette nouvelle majorité et celle d'un chef de l'Etat mandaté par 82 % des électeurs pour défendre les principes républicains.

Cela posé, revenons sur le message des 21 avril et 5 mai. Exigence sociale, lien démocratique, attachement à des valeurs : les Français ont placé la barre très haut. Examinons les « réponses » de

mant rester fidèle à ses idées d'hier, on accueille sans état d'âme les Millon, Blanc, Soisson et autres – praticiens d'un rapprochement opérationnel avec le FN à l'échelon régional –, alors que les centristes sont menacés d'élimination. A Paris, aussi, l'UMP réintègre. M. Tiberi devient le nouveau symbole de l'union de la droite, adoué par M. Balladur et par M. Goasguen, qui célèbrent ces retrouvailles enthousiastes autour de l'ancien « système ». Dans ce rapprochement assumé, comment ne pas discerner une sorte d'amnistie ? Oubliés le clientélisme ou l'attribution opaque de logements et de places en crèche. Et nul doute que, le moment venu, cette amnistie pourrait en cacher une autre, nationale celle-ci.

Il serait donc inquiétant de confier tous les pouvoirs à cette droite déjà arrogante, en dépit des efforts – et des effets – de communication de son premier ministre.

Sa victoire lui donnerait la majorité à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans les régions, dans les départements ainsi que dans les villes de plus de 100 000 habitants. Perspective d'autant plus préoccupante que l'actuelle équipe gouvernementale se livre depuis un mois à une démonstration involontairement mêlant improvisation, contradictions et artifices. Des attermoissements sur les 35 heures à l'hôpital à l'aveu sur l'augmentation des cotisations, la méthode suivie n'illustre pas vraiment cette « bonne gouvernance » tellement en vogue.

A moins de s'habituer aux gueules de bois postélectorales, la gauche ne doit donc pas se laisser anesthésier par des considérations qui visent à détourner ce rendez-vous démocratique de son véritable objet. Nul complexe identitaire, nulle frilosité : que chacun vote en se souvenant que notre démocratie a trébuché une fois et qu'il serait sage de la remettre en équilibre. La gauche est et sera toujours utile à la vie de la cité, notamment quand il s'agit de s'opposer à la menace intacte de l'extrémisme. C'est aussi l'enseignement majeur d'un scrutin récent : celui du 21 avril.

L'étrange cri de la gargouille

par André Flécheux

CERTAINS admirent *Le Cri de la gargouille* de Dominique de Villepin (*Le Monde* du 15 mai), surprenant en effet par le refus apparent du conformisme qui l'anime et surtout par son style, si loin sans doute de ce qui doit s'entendre du côté des grandes écoles et des chemins balisés par les carrières auxquelles elles préparent.

Qui ne s'étonnerait, dans ces parages, de cette puissance rhétorique de l'appel, de cette exaltation lyrique, de cette urgence attachée à une sorte de mobilisation « poétique », voire de ce ton prophétique ? Qui ne voudrait, après l'avoir lu, sortir du doute, se mettre en mouvement, et, bondissant d'un élan salvateur, s'arracher à cette existence enlisée dans l'ornière de fatalités quotidiennes jugées ici médiocres ?

Peut-on dès lors s'imaginer qu'un intellectuel, un de ces « clercs » silencieux et toujours prêts à trahir, comme on sait, reste complètement insensible à ce style exalté de l'appel ? Faudrait-il sérieusement en chercher la raison dans un manque d'enthousiasme ? Ou encore voir dans ce déficit regrettable et vaguement culpabilisant la dernière fumée de la vieille éducation socratique issue de cette détestable école du doute, dont cette fois-ci, par-dessus le marché, on ne parviendrait plus à s'extraire, par faiblesse ou médiocrité ? Détestable habitude, certes, dont on connaît les funestes effets sur la jeunesse des écoles, qui ne sont pas toujours aussi « grandes »

qu'on le croit, même quand on en sort apparemment conforme et normalisé à souhait ?

La réponse me paraît assez simple et à vrai dire décevante, pour le rusé Socrate, toujours en fonctions croit-on et bon pour le service, qui nous censurera sans doute s'il nous lit. Quand bien même devrait-on découvrir que cet enthousiasme, ici proclamé à haute voix par le ministre-poète, sinon philosophe, dissimulait, à son insu peut-être, un ordre de réalités moins exaltantes dont l'analyste politique ou économique cependant encore plus, jusqu'à s'en scandaliser une nouvelle fois, de voir convoquer, dans ce qui s'annonce aujourd'hui sous l'emballage du genre surexploité de l'essai, des œuvres et des noms

Le « clerc », aujourd'hui, ne croit plus trahir, même après avoir entendu l'appel de M. de Villepin

que nous vénérons. Leur simple évocation fera dresser l'oreille au lecteur le moins prévenu.

Tout ce bruit pour quoi ? Le « clerc », aujourd'hui, ne croit plus trahir, même après avoir entendu l'appel de M. de Villepin ; il garde un silence apparemment coupable en se refusant par exemple à un style d'intervention qu'on lui a suffisamment prêché auparavant avec le mot d'ordre quasi militaire d'engagement, ou même, comme

ici, de renoncement. Il faut en chercher la raison, non pas dans l'impuissance d'un mutisme forcé, mais plutôt du côté d'une lucidité chèrement acquise, même si M. de Villepin ne cite pas toujours les « mauvais » auteurs qu'il semble avoir négligés parce que peu mobilisables au fond.

Cette lucidité, vieille lune de l'éducation européenne d'antan, paraît-il, c'est pourtant elle qui a déjà ruiné la gloire devenue difficilement posthume de tant d'essayistes, surtout politiques. C'est elle encore qui nous confirme, nous les clercs silencieux, dans l'actualité de cet ultime paradoxe : plus que jamais, et loin de cette mobilisation générale à laquelle cette voix « prophétique » semble nous appeler, il faut s'en tenir, au contraire, à une sorte d'endurance dans le dou-

te et même dans le désespoir, s'enraciner, si l'on peut ainsi dire, par ce moyen parfois cruel il est vrai, dans tout ce qui analyse et s'analyse et se réjouir enfin avec ceux qui se tiennent discrètement du côté du style sobre et dégrisé qui les inspire.

Chacun cherchera des œuvres et des noms, même parmi ceux qu'enrôle M. de Villepin. Ce sont eux, avec d'autres encore qu'il ne cite pas, qui nous initient à la situation

Le parti d'en haut *par Jean-Louis Bourlanges*

JEAN-PIERRE RAFFARIN a l'ambition légitime d'installer la « France d'en bas » au sommet de l'Etat : la province contre Paris, les élus de terrain contre les têtes d'œuf de l'énarchie, les producteurs de richesse contre les gaspilleurs d'argent public. Mixte réussi de communicant postmoderne et de tireur de bécasse du marais poitevin, le premier ministre paraît au reste taillé sur mesure pour le rôle. Curieusement toutefois, le président de la République et son entourage affichent leur détermination à plaquer sur cette France d'en bas une nouvelle variante de l'inoxydable « parti d'en haut », ce parti contre les partis, édifié par les amis du général de Gaulle entre 1958 et 1962, et dont les avatars successifs ont scandé l'histoire politique de la V^e République.

Le parti d'en haut se reconnaît à deux signes : il ne précède pas le pouvoir mais en procède ; il ne dirige pas l'Etat mais lui obéit. Alors que le bon sens et la Constitution voudraient que les partis politiques contribuent à l'expression du suffrage et assurent la sélection des candidats aux différentes élections, l'ordre des facteurs est ici inversé. C'est le pouvoir établi qui invente le parti et confère à ses candidats une légitimité reflet.

Idéologiquement, on ne demande au parti d'en haut que de relayer le message hebdomadaire du conseil des ministres.

Electoralement, il doit se contenter d'assurer la mise en circulation de personnalités sélectionnées par le premier cercle du pouvoir et de transmettre l'adoubement du prince au menu peuple des députés sortants qui font acte d'allégeance à sa personne et consentent même, c'est la nouveauté de la saison, à payer tribut à ses intendants.

Institutionnellement enfin, il est fait pour servir et non pas pour contrôler ou défendre, face à un exécutif surarmé, les prérogatives de la représentation parlementaire. Il lui faut occuper le pouvoir et non pas l'exercer, occu-

entre le peuple et sa personne. La réalité est évidemment plus prosaïque qui, en dehors de toute procédure loyale et démocratique de sélection du candidat, favorise outrageusement soit le président sortant, soit son disciple préféré. Le mécanisme de dévolution de la couronne s'apparente ici à l'association-adoption pratiquée par les Antonins dans la Rome impériale du II^e siècle, qui assure l'élévation du fils choisi par la mobilisation de fait des amis de son père. Ainsi lové sur lui-même, le système tend au verrouillage absolu : non seulement la pyramide des pouvoirs repose tout entière sur le sommet de l'Etat, mais, grâce au ficelage antonin de la succession, le pouvoir de demain est préempté par celui de la veille.

La perfection n'étant pas de ce monde, la belle machine a fini par craquer entre 1976 et 1981. Condamné à une opposition durable, l'ex-parti d'en haut a cherché dans la constitution d'un pouvoir militant, véhément mais domestiqué, un substitut commode à l'onction d'un Etat désormais et pour longtemps diabolisé. Non sans risque. L'accumulation des échecs et des déceptions a fini par nourrir la grogne des godillots contre leur chef : contestation Séguin, sécession Pasqua et, impensable mais véridique, élection à la tête du parti de Michèle Alliot-Marie contre le candidat de l'Elysée, Jean-Paul Delevoye.

Rendue possible par la divine surprise de la réélection triomphale de Jacques Chirac, la création de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) ne peut s'interpréter que comme une tentative de restauration du système partisan des débuts de la V^e République. Parti officiel du président, explicitement fondé sur un pacte de soumission à sa personne et d'obéissance à son administration, l'UMP porte à un degré d'achèvement inégalé l'établissement d'un pouvoir partisan unifié et subordonné, entièrement contrôlé par l'Etat, son chef et ses hommes.

La création d'un tel parti est, à l'évidence, anachronique, inutile et perverse.

verrouiller. Il ne s'agit pas de gérer fraternellement l'après-2002, mais de préparer 2007 à la manière des Ottomans : respect ostentatoire du père et programmation du fratricide général.

En vérité, le raccourcissement du mandat présidentiel aidant, l'UMP est moins le parti du président que celui de son dauphin : il s'agit de sauver le général Juppé. L'instrument de cette delphinisa-

L'appauvrissement idéologique et le rétrécissement de la base politique de la majorité parlementaire, aujourd'hui sans risque électoral compte tenu du syndrome d'autodestruction qui frappe la gauche, apparaissent comme le prix à payer pour sécuriser le passage de relais de Jacques Chirac à Alain Juppé. Il faut à tout prix que l'UMP ressemble à une entreprise privatisée sur le modèle Bal-

dira si l'UMP a vocation à être une abbaye de Thélème ou une maison de correction. Une chose est toutefois, juridiquement sûre : le maître de la caisse – 15 millions d'euros, 100 millions de francs, chaque année pour environ 30 % des voix, excusez du peu ! – sera le maître des statuts. Malgré les bonnes paroles, ceux qui ne s'accommoderont pas des statuts devront dire adieu à la caisse. C'est du Woody Allen revu et corrigé par Picsou : « *Laisse l'oseille et tire-toi.* »

Il y a peut-être plus préoccupant encore que cette tentative de préemption de 2007 par 2002. Parce qu'il est anachronique, le parti d'en haut se doit d'être mené de façon quasiment clandestine. Relais de la présidence, bras séculier de la haute fonction publique, dépositaire des valeurs fondatrices de l'énarchie, le parti de l'Etat est devenu politiquement incorrect. Pour vivre heureux, son chef est obligé de vivre caché.

La dissociation du licite et du réel tendant à faire de Jean-Pierre Raffarin le porte-enseigne d'un pouvoir qui serait exercé ailleurs et par un autre, par celui à qui tout est promis mais à qui rien n'est permis, l'incontournable Alain Juppé qui, défauts et qualités inextricablement mêlés, sym-

bolise très exactement ce que la France paraît aujourd'hui exécuter : la modernisation autoritaire, le centralisme technocratique, l'arrogance rationaliste, le despotisme éclairé mais brutal de ceux qui savent.

Attention donc où vous mettez les pieds : le chef d'orchestre est

JEAN-LOUIS BOURLANGES est député au Parlement européen (groupe du Parti populaire européen).

En vérité, le raccourcissement du mandat présidentiel aidant, l'UMP est moins le parti du président que celui de son dauphin : il s'agit de sauver le général Juppé

tion partisane, c'est bien évidemment la chiraquisation du recrutement. Faire de l'allégeance au chef de l'Etat un élément fondateur du pacte partisan, c'est construire une machine à écarter tous les non-chiraquiens du premier tour. Bâti aujourd'hui le parti du président, c'est, en bonne logique antonine, se donner pour demain les moyens d'imposer sans mal le successeur désigné par celui-ci.

ladur : un noyau dur confié à un inspecteur des finances qui domine sans complexe de petits groupes d'actionnaires minoritaires et dispersés.

La manipulation financière joue dans le même sens : c'est maintenant qu'on prend l'argent mais plus tard qu'on verra ce qu'on en fait. C'est donc aujourd'hui qu'on tue la concurrence, mais ce n'est que demain qu'on

dans le trou du souffleur ! Ce qu'il y a de plus téméraire dans la création de l'UMP, c'est sans doute cette ébauche d'un pouvoir subliminal qui, tel le Dieu caché des jansénistes, ordonne tout mais n'apparaît jamais. Raffarin et Juppé, France d'en bas et parti d'en haut : le cancer de la cohabitation produit décidément de singulières métastases.

Les textes proposés à la page Débats du Monde peuvent être transmis :
– par voie postale :
Le Monde, page Débats,
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris,
– par télécopie : 01-42-17-21-22
– par courriel : opinions@lemonde.fr
Dans tous les cas, nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois.

Le parti d'en haut est d'abord le parti de l'Etat. C'est la variante civile et républicaine de la garde suisse qui, pendant trois siècles, veilla loyalement à la sûreté de nos rois

per le pouvoir pour empêcher les autres de l'exercer, les autres n'étant plus seulement, comme sous de Gaulle, des opposants à combattre mais, désormais, des alliés à soumettre, tous promis au même enfer de l'altérité maléfique.

Inséparable du légitimisme fondamental de la droite française, cette construction bizarre repose sur la certitude que l'ordre établi est un don du ciel et que, sauf cas d'usurpation diabolique par la gauche, le pouvoir est, comme Dieu lui-même, à la fois un et sacré.

Le parti d'en haut est d'abord le parti de l'Etat. C'est la variante civile et républicaine de la garde suisse qui, pendant trois siècles, veilla loyalement à la sûreté de nos rois.

Le hic, avec le parti d'en haut, c'est évidemment la transmission du pouvoir présidentiel, à laquelle il ne peut pas légitimement prendre part puisque son autorité réside tout entière dans la confiance du président sortant et disparaît avec celui-ci. Aussi bien la tradition de la V^e République lui dénie-t-elle toute participation officielle à la sélection du futur président, au point de le contraindre à s'accommoder, comme en 1981 ou en 1995, d'une pluralité de candidatures issues de son sein.

La mythologie gaulliste veut que le nouveau chef de l'Etat soit le produit spontané d'une sorte d'union mystique et immédiate

Elle est anachronique car, face au grand mouvement d'émancipation de la société civile et de remise en cause au sein de l'Etat de l'arbitraire administratif, elle n'a d'autre objet que de restaurer le parti de la haute administration en soumettant la majorité parlementaire à l'exécutif, à ses caprices, à ses peurs et à ses voltes.

Elle est inutile puisqu'elle vise à résoudre des problèmes qui ne se posent pas, comme celui de l'unité de candidature aux élections législatives ou encore de la loyauté de la future majorité parlementaire, qu'elle tend à créer des problèmes qui ne se poseraient pas sans elle, telle la confrontation UMP-UDF rendue inévitable par l'agression caractérisée de la première sur la seconde, et enfin qu'elle s'interdit de traiter les problèmes qui se posent, et au premier rang desquels figure l'exigence d'une procédure ouverte, loyale et juridiquement sûre de sélection d'un candidat commun à l'ensemble des familles du centre et de la droite républicaine dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Elle est, enfin, perverse puisqu'elle se donne publiquement pour le contraire de ce qu'elle est. Elle vise en apparence à jeter les bases d'un grand parti renoué fondé sur la pluralité organisée et la concurrence démocratique des sensibilités. Ses objectifs véritables sont tout autres. Il ne s'agit pas d'ouvrir le jeu mais, sous prétexte de l'organiser, de le



NOUVELLE CIVIC CTDi COMMON RAIL
 1.6i 102 CV 170 km/h 12.9 l/100 km
 1.8i 125 CV 180 km/h 14.1 l/100 km
 2.0i 150 CV 195 km/h 15.4 l/100 km
 2.0i 170 CV 205 km/h 16.1 l/100 km
 2.0i 180 CV 210 km/h 16.4 l/100 km
 2.0i 200 CV 220 km/h 16.7 l/100 km
 2.0i 220 CV 230 km/h 17.0 l/100 km
 2.0i 240 CV 240 km/h 17.3 l/100 km
 2.0i 260 CV 250 km/h 17.6 l/100 km
 2.0i 280 CV 260 km/h 17.9 l/100 km
 2.0i 300 CV 270 km/h 18.2 l/100 km
 2.0i 320 CV 280 km/h 18.5 l/100 km
 2.0i 340 CV 290 km/h 18.8 l/100 km
 2.0i 360 CV 300 km/h 19.1 l/100 km
 2.0i 380 CV 310 km/h 19.4 l/100 km
 2.0i 400 CV 320 km/h 19.7 l/100 km
 2.0i 420 CV 330 km/h 20.0 l/100 km
 2.0i 440 CV 340 km/h 20.3 l/100 km
 2.0i 460 CV 350 km/h 20.6 l/100 km
 2.0i 480 CV 360 km/h 20.9 l/100 km
 2.0i 500 CV 370 km/h 21.2 l/100 km
 2.0i 520 CV 380 km/h 21.5 l/100 km
 2.0i 540 CV 390 km/h 21.8 l/100 km
 2.0i 560 CV 400 km/h 22.1 l/100 km
 2.0i 580 CV 410 km/h 22.4 l/100 km
 2.0i 600 CV 420 km/h 22.7 l/100 km
 2.0i 620 CV 430 km/h 23.0 l/100 km
 2.0i 640 CV 440 km/h 23.3 l/100 km
 2.0i 660 CV 450 km/h 23.6 l/100 km
 2.0i 680 CV 460 km/h 23.9 l/100 km
 2.0i 700 CV 470 km/h 24.2 l/100 km
 2.0i 720 CV 480 km/h 24.5 l/100 km
 2.0i 740 CV 490 km/h 24.8 l/100 km
 2.0i 760 CV 500 km/h 25.1 l/100 km
 2.0i 780 CV 510 km/h 25.4 l/100 km
 2.0i 800 CV 520 km/h 25.7 l/100 km
 2.0i 820 CV 530 km/h 26.0 l/100 km
 2.0i 840 CV 540 km/h 26.3 l/100 km
 2.0i 860 CV 550 km/h 26.6 l/100 km
 2.0i 880 CV 560 km/h 26.9 l/100 km
 2.0i 900 CV 570 km/h 27.2 l/100 km
 2.0i 920 CV 580 km/h 27.5 l/100 km
 2.0i 940 CV 590 km/h 27.8 l/100 km
 2.0i 960 CV 600 km/h 28.1 l/100 km
 2.0i 980 CV 610 km/h 28.4 l/100 km
 2.0i 1000 CV 620 km/h 28.7 l/100 km
 2.0i 1020 CV 630 km/h 29.0 l/100 km
 2.0i 1040 CV 640 km/h 29.3 l/100 km
 2.0i 1060 CV 650 km/h 29.6 l/100 km
 2.0i 1080 CV 660 km/h 29.9 l/100 km
 2.0i 1100 CV 670 km/h 30.2 l/100 km
 2.0i 1120 CV 680 km/h 30.5 l/100 km
 2.0i 1140 CV 690 km/h 30.8 l/100 km
 2.0i 1160 CV 700 km/h 31.1 l/100 km
 2.0i 1180 CV 710 km/h 31.4 l/100 km
 2.0i 1200 CV 720 km/h 31.7 l/100 km
 2.0i 1220 CV 730 km/h 32.0 l/100 km
 2.0i 1240 CV 740 km/h 32.3 l/100 km
 2.0i 1260 CV 750 km/h 32.6 l/100 km
 2.0i 1280 CV 760 km/h 32.9 l/100 km
 2.0i 1300 CV 770 km/h 33.2 l/100 km
 2.0i 1320 CV 780 km/h 33.5 l/100 km
 2.0i 1340 CV 790 km/h 33.8 l/100 km
 2.0i 1360 CV 800 km/h 34.1 l/100 km
 2.0i 1380 CV 810 km/h 34.4 l/100 km
 2.0i 1400 CV 820 km/h 34.7 l/100 km
 2.0i 1420 CV 830 km/h 35.0 l/100 km
 2.0i 1440 CV 840 km/h 35.3 l/100 km
 2.0i 1460 CV 850 km/h 35.6 l/100 km
 2.0i 1480 CV 860 km/h 35.9 l/100 km
 2.0i 1500 CV 870 km/h 36.2 l/100 km
 2.0i 1520 CV 880 km/h 36.5 l/100 km
 2.0i 1540 CV 890 km/h 36.8 l/100 km
 2.0i 1560 CV 900 km/h 37.1 l/100 km
 2.0i 1580 CV 910 km/h 37.4 l/100 km
 2.0i 1600 CV 920 km/h 37.7 l/100 km
 2.0i 1620 CV 930 km/h 38.0 l/100 km
 2.0i 1640 CV 940 km/h 38.3 l/100 km
 2.0i 1660 CV 950 km/h 38.6 l/100 km
 2.0i 1680 CV 960 km/h 38.9 l/100 km
 2.0i 1700 CV 970 km/h 39.2 l/100 km
 2.0i 1720 CV 980 km/h 39.5 l/100 km
 2.0i 1740 CV 990 km/h 39.8 l/100 km
 2.0i 1760 CV 1000 km/h 40.1 l/100 km
 2.0i 1780 CV 1010 km/h 40.4 l/100 km
 2.0i 1800 CV 1020 km/h 40.7 l/100 km
 2.0i 1820 CV 1030 km/h 41.0 l/100 km
 2.0i 1840 CV 1040 km/h 41.3 l/100 km
 2.0i 1860 CV 1050 km/h 41.6 l/100 km
 2.0i 1880 CV 1060 km/h 41.9 l/100 km
 2.0i 1900 CV 1070 km/h 42.2 l/100 km
 2.0i 1920 CV 1080 km/h 42.5 l/100 km
 2.0i 1940 CV 1090 km/h 42.8 l/100 km
 2.0i 1960 CV 1100 km/h 43.1 l/100 km
 2.0i 1980 CV 1110 km/h 43.4 l/100 km
 2.0i 2000 CV 1120 km/h 43.7 l/100 km
 2.0i 2020 CV 1130 km/h 44.0 l/100 km
 2.0i 2040 CV 1140 km/h 44.3 l/100 km
 2.0i 2060 CV 1150 km/h 44.6 l/100 km
 2.0i 2080 CV 1160 km/h 44.9 l/100 km
 2.0i 2100 CV 1170 km/h 45.2 l/100 km
 2.0i 2120 CV 1180 km/h 45.5 l/100 km
 2.0i 2140 CV 1190 km/h 45.8 l/100 km
 2.0i 2160 CV 1200 km/h 46.1 l/100 km
 2.0i 2180 CV 1210 km/h 46.4 l/100 km
 2.0i 2200 CV 1220 km/h 46.7 l/100 km
 2.0i 2220 CV 1230 km/h 47.0 l/100 km
 2.0i 2240 CV 1240 km/h 47.3 l/100 km
 2.0i 2260 CV 1250 km/h 47.6 l/100 km
 2.0i 2280 CV 1260 km/h 47.9 l/100 km
 2.0i 2300 CV 1270 km/h 48.2 l/100 km
 2.0i 2320 CV 1280 km/h 48.5 l/100 km
 2.0i 2340 CV 1290 km/h 48.8 l/100 km
 2.0i 2360 CV 1300 km/h 49.1 l/100 km
 2.0i 2380 CV 1310 km/h 49.4 l/100 km
 2.0i 2400 CV 1320 km/h 49.7 l/100 km
 2.0i 2420 CV 1330 km/h 50.0 l/100 km
 2.0i 2440 CV 1340 km/h 50.3 l/100 km
 2.0i 2460 CV 1350 km/h 50.6 l/100 km
 2.0i 2480 CV 1360 km/h 50.9 l/100 km
 2.0i 2500 CV 1370 km/h 51.2 l/100 km
 2.0i 2520 CV 1380 km/h 51.5 l/100 km
 2.0i 2540 CV 1390 km/h 51.8 l/100 km
 2.0i 2560 CV 1400 km/h 52.1 l/100 km
 2.0i 2580 CV 1410 km/h 52.4 l/100 km
 2.0i 2600 CV 1420 km/h 52.7 l/100 km
 2.0i 2620 CV 1430 km/h 53.0 l/100 km
 2.0i 2640 CV 1440 km/h 53.3 l/100 km
 2.0i 2660 CV 1450 km/h 53.6 l/100 km
 2.0i 2680 CV 1460 km/h 53.9 l/100 km
 2.0i 2700 CV 1470 km/h 54.2 l/100 km
 2.0i 2720 CV 1480 km/h 54.5 l/100 km
 2.0i 2740 CV 1490 km/h 54.8 l/100 km
 2.0i 2760 CV 1500 km/h 55.1 l/100 km
 2.0i 2780 CV 1510 km/h 55.4 l/100 km
 2.0i 2800 CV 1520 km/h 55.7 l/100 km
 2.0i 2820 CV 1530 km/h 56.0 l/100 km
 2.0i 2840 CV 1540 km/h 56.3 l/100 km
 2.0i 2860 CV 1550 km/h 56.6 l/100 km
 2.0i 2880 CV 1560 km/h 56.9 l/100 km
 2.0i 2900 CV 1570 km/h 57.2 l/100 km
 2.0i 2920 CV 1580 km/h 57.5 l/100 km
 2.0i 2940 CV 1590 km/h 57.8 l/100 km
 2.0i 2960 CV 1600 km/h 58.1 l/100 km
 2.0i 2980 CV 1610 km/h 58.4 l/100 km
 2.0i 3000 CV 1620 km/h 58.7 l/100 km
 2.0i 3020 CV 1630 km/h 59.0 l/100 km
 2.0i 3040 CV 1640 km/h 59.3 l/100 km
 2.0i 3060 CV 1650 km/h 59.6 l/100 km
 2.0i 3080 CV 1660 km/h 59.9 l/100 km
 2.0i 3100 CV 1670 km/h 60.2 l/100 km
 2.0i 3120 CV 1680 km/h 60.5 l/100 km
 2.0i 3140 CV 1690 km/h 60.8 l/100 km
 2.0i 3160 CV 1700 km/h 61.1 l/100 km
 2.0i 3180 CV 1710 km/h 61.4 l/100 km
 2.0i 3200 CV 1720 km/h 61.7 l/100 km
 2.0i 3220 CV 1730 km/h 62.0 l/100 km
 2.0i 3240 CV 1740 km/h 62.3 l/100 km
 2.0i 3260 CV 1750 km/h 62.6 l/100 km
 2.0i 3280 CV 1760 km/h 62.9 l/100 km
 2.0i 3300 CV 1770 km/h 63.2 l/100 km
 2.0i 3320 CV 1780 km/h 63.5 l/100 km
 2.0i 3340 CV 1790 km/h 63.8 l/100 km
 2.0i 3360 CV 1800 km/h 64.1 l/100 km
 2.0i 3380 CV 1810 km/h 64.4 l/100 km
 2.0i 3400 CV 1820 km/h 64.7 l/100 km
 2.0i 3420 CV 1830 km/h 65.0 l/100 km
 2.0i 3440 CV 1840 km/h 65.3 l/100 km
 2.0i 3460 CV 1850 km/h 65.6 l/100 km
 2.0i 3480 CV 1860 km/h 65.9 l/100 km
 2.0i 3500 CV 1870 km/h 66.2 l/100 km
 2.0i 3520 CV 1880 km/h 66.5 l/100 km
 2.0i 3540 CV 1890 km/h 66.8 l/100 km
 2.0i 3560 CV 1900 km/h 67.1 l/100 km
 2.0i 3580 CV 1910 km/h 67.4 l/100 km
 2.0i 3600 CV 1920 km/h 67.7 l/100 km
 2.0i 3620 CV 1930 km/h 68.0 l/100 km
 2.0i 3640 CV 1940 km/h 68.3 l/100 km
 2.0i 3660 CV 1950 km/h 68.6 l/100 km
 2.0i 3680 CV 1960 km/h 68.9 l/100 km
 2.0i 3700 CV 1970 km/h 69.2 l/100 km
 2.0i 3720 CV 1980 km/h 69.5 l/100 km
 2.0i 3740 CV 1990 km/h 69.8 l/100 km
 2.0i 3760 CV 2000 km/h 70.1 l/100 km
 2.0i 3780 CV 2010 km/h 70.4 l/100 km
 2.0i 3800 CV 2020 km/h 70.7 l/100 km
 2.0i 3820 CV 2030 km/h 71.0 l/100 km
 2.0i 3840 CV 2040 km/h 71.3 l/100 km
 2.0i 3860 CV 2050 km/h 71.6 l/100 km
 2.0i 3880 CV 2060 km/h 71.9 l/100 km
 2.0i 3900 CV 2070 km/h 72.2 l/100 km
 2.0i 3920 CV 2080 km/h 72.5 l/100 km
 2.0i 3940 CV 2090 km/h 72.8 l/100 km
 2.0i 3960 CV 2100 km/h 73.1 l/100 km
 2.0i 3980 CV 2110 km/h 73.4 l/100 km
 2.0i 4000 CV 2120 km/h 73.7 l/100 km
 2.0i 4020 CV 2130 km/h 74.0 l/100 km
 2.0i 4040 CV 2140 km/h 74.3 l/100 km
 2.0i 4060 CV 2150 km/h 74.6 l/100 km
 2.0i 4080 CV 2160 km/h 74.9 l/100 km
 2.0i 4100 CV 2170 km/h 75.2 l/100 km
 2.0i 4120 CV 2180 km/h 75.5 l/100 km
 2.0i 4140 CV 2190 km/h 75.8 l/100 km
 2.0i 4160 CV 2200 km/h 76.1 l/100 km
 2.0i 4180 CV 2210 km/h 76.4 l/100 km
 2.0i 4200 CV 2220 km/h 76.7 l/100 km
 2.0i 4220 CV 2230 km/h 77.0 l/100 km
 2.0i 4240 CV 2240 km/h 77.3 l/100 km
 2.0i 4260 CV 2250 km/h 77.6 l/100 km
 2.0i 4280 CV 2260 km/h 77.9 l/100 km
 2.0i 4300 CV 2270 km/h 78.2 l/100 km
 2.0i 4320 CV 2280 km/h 78.5 l/100 km
 2.0i 4340 CV 2290 km/h 78.8 l/100 km
 2.0i 4360 CV 2300 km/h 79.1 l/100 km
 2.0i 4380 CV 2310 km/h 79.4 l/100 km
 2.0i 4400 CV 2320 km/h 79.7 l/100 km
 2.0i 4420 CV 2330 km/h 80.0 l/100 km
 2.0i 4440 CV 2340 km/h 80.3 l/100 km
 2.0i 4460 CV 2350 km/h 80.6 l/100 km
 2.0i 4480 CV 2360 km/h 80.9 l/100 km
 2.0i 4500 CV 2370 km/h 81.2 l/100 km
 2.0i 4520 CV 2380 km/h 81.5 l/100 km
 2.0i 4540 CV 2390 km/h 81.8 l/100 km
 2.0i 4560 CV 2400 km/h 82.1 l/100 km
 2.0i 4580 CV 2410 km/h 82.4 l/100 km
 2.0i 4600 CV 2420 km/h 82.7 l/100 km
 2.0i 4620 CV 2430 km/h 83.0 l/100 km
 2.0i 4640 CV 2440 km/h 83.3 l/100 km
 2.0i 4660 CV 2450 km/h 83.6 l/100 km
 2.0i 4680 CV 2460 km/h 83.9 l/100 km
 2.0i 4700 CV 2470 km/h 84.2 l/100 km
 2.0i 4720 CV 2480 km/h 84.5 l/100 km
 2.0i 4740 CV 2490 km/h 84.8 l/100 km
 2.0i 4760 CV 2500 km/h 85.1 l/100 km
 2.0i 4780 CV 2510 km/h 85.4 l/100 km
 2.0i 4800 CV 2520 km/h 85.7 l/100 km
 2.0i 4820 CV 2530 km/h 86.0 l/100 km
 2.0i 4840 CV 2540 km/h 86.3 l/100 km
 2.0i 4860 CV 2550 km/h 86.6 l/100 km
 2.0i 4880 CV 2560 km/h 86.9 l/100 km
 2.0i 4900 CV 2570 km/h 87.2 l/100 km
 2.0i 4920 CV 2580 km/h 87.5 l/100 km
 2.0i 4940 CV 2590 km/h 87.8 l/100 km
 2.0i 4960 CV 2600 km/h 88.1 l/100 km
 2.0i 4980 CV 2610 km/h 88.4 l/100 km
 2.0i 5000 CV 2620 km/h 88.7 l/100 km
 2.0i 5020 CV 2630 km/h 89.0 l/100 km
 2.0i 5040 CV 2640 km/h 89.3 l/100 km
 2.0i 5060 CV 2650 km/h 89.6 l/100 km
 2.0i 5080 CV 2660 km/h 89.9 l/100 km
 2.0i 5100 CV 267

Le Monde
ÉDITORIAL

Jubilé jubilatoire

LES BRITANNIQUES ont toujours été attirés par la pompe monarchique. Le Jubilé de la reine Elizabeth leur a offert l'occasion de mêler le cérémonial traditionnel au modernisme pop qui s'est exprimé à travers ces artistes qui ont chanté, lundi soir 3 juin, à Buckingham Palace devant une foule d'un million de personnes. Dans cet amalgame d'ancien et de moderne, d'émotion patriotique et de show-biz qui les caractérise si bien, les sujets de Sa Très Gracieuse Majesté lui ont rendu l'hommage que méritaient cinquante années de bons et loyaux services à la Couronne et au pays.

Cela allait sans dire. Et pourtant, que de choses se sont passées au Royaume-Uni depuis ce jour de 1952 où la jeune princesse remplaça au pied levé son père George VI. L'Angleterre en déclin a perdu son Empire et a eu le plus grand mal à s'ajuster à son statut de puissance moyenne. Ce n'est qu'en colant au grand frère américain, parfois sans gloire, que Londres est parvenu à continuer de jouer un rôle sur l'échiquier international.

L'institution elle-même a aussi été, c'est le moins que l'on puisse dire, chamboulée par les événements. Il y a cinq ans, alors que les Royals sortaient d'une année terrible – « annus horribilis » selon les propres termes de la reine –, constellée de scandales familiaux et que la princesse Diana disparaissait dans un accident, l'avenir de la monarchie semblait fort incertain. Elizabeth et sa cour peinaient à s'ajuster aux temps qui changeaient. Les Anglais avaient perdu beau-

coup de leur respect pour les hôtes de Buckingham Palace, dont l'image médiatique était fort écornée.

Mais il est toujours à l'honneur d'une institution que de savoir évoluer. Si, sur le plan formel, peu de choses ont changé, l'atmosphère, elle, est désormais différente. La reine a fait appel aux meilleurs spécialistes de la communication, bien aidée en cela par son premier ministre, Tony Blair, qui a compris l'avantage politique qu'il pouvait tirer d'une monarchie redevenue populaire. C'est ainsi que les Britanniques, y compris les moins monarchistes, font aujourd'hui l'éloge d'un demi-siècle de changement dans la continuité, et d'une souveraine qui, après tout, n'a fait que bien accomplir son métier. Parfois avec quelques réticences, comme quand il s'agissait de payer des impôts.

La mort, coup sur coup, de la reine mère et de la princesse Margaret a certainement renforcé l'affection envers la souveraine. Mais, dans ce monde hypermédiatisé, l'attention des foules est fragile. Ce qui est révéralé aujourd'hui peut redevenir anachronique demain, tout comme l'ambiance des cérémonies aurait pu être plus morose si l'équipe de football anglaise avait été battue dimanche par la Suède au lieu de faire match nul. Demain, les Britanniques retrouveront les mêmes tracasseries quotidiennes : insécurité, systèmes d'éducation, de santé et de transports défectueux. Mais, entre-temps, l'émotion et le cérémonial auront eu le temps de leur remonter le moral. C'est sans doute aussi cela, le rôle de la monarchie.

Le Monde

Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directeur : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Housard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

INITIATIVE RÉPUBLICAINE. La note publiée sur cette formation présente aux élections législatives (Le Monde daté 2-3 juin) comportait plusieurs erreurs : elle est présidée par Thomas Urbiztondo, candidat dans la 5^e circonscription des Hauts-de-Seine, qui a succédé à Bernard Teper, lui-même candidat dans la 6^e, et non la 3^e, circonscription de l'Oise. Enfin, Initiative républicaine revendique 86 candidats, et non 82, incluant dans son contingent Isabelle Laeng, dite « Cindy Lee », candidate dans la 1^{re} circonscription de Paris, et un candidat dans la 4^e circonscription d'Ille-et-Vilaine dont la candidature n'a pas été validée.

CONCORDAT CITOYEN. Cette fédération, qui regroupe différents mouvements, précise ne pas se reconnaître dans le pôle gauche auquel nous l'avons rattachée, se disant, par la voix de son président, Thomas Brun, plus proche d'« une sensibilité républicaine, démocrate et humaniste ».

IRLANDE. Nous avons écrit par erreur, dans nos éditions du 18 mai, que les électeurs irlandais pouvaient exprimer, par ordre de préférence, sur leur bulletin de vote, autant de choix que de sièges en jeu (entre 3 et 5 selon les circonscriptions). En réalité, ils ont le droit, s'ils le souhaitent, d'exprimer autant de choix que de candidats en lice dans leur circonscription.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corne

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

BERTRAND POIROT-DELPECH DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La prunelle d'Izieu

IZIEU... Sur l'écran, un enfant fait le ballon, un pied de nez peut-être. Il sourit à la vie qui vient. Derrière lui et ses potes, à travers la ferrière de la fameuse terrasse, les à-pics du Bugey tombent dans le Rhône vert pâle. Était-ce Sami, ou bien Elie, ce loustic à chemisette, huit-neuf ans dirait-on ? Est-ce le frère de Mina ? Dans la grange aux airs de salle de classe, une douzaine de sexagénaires dévisagent les photos de l'enfant qu'ils furent, avec qui ils jouèrent ici même vers 1943, et à qui les aléas des planques, cette loterie, n'ont pas permis d'échapper, comme eux, à la rafle de Barbie, le 6 avril 1944.

Outre les quarante-quatre martyrs assassinés dès leur arrivée à Auschwitz, certains à moins de six ans, une soixantaine d'enfants juifs se sont succédé à la colo de Sabine Zlatin. Une vingtaine de survivants ont été joints. Une douzaine sont venus, d'un peu partout. La « petite » Diane est accourue du Canada. Elle avait un an et demi quand Sabine l'a sortie du camp d'Agde, cachée sous sa pèlerine d'infirmière. Helga, fixée en Israël, n'était jamais retournée à Izieu. Elle figure sur les listes, mais ses visions de la sixième année ont été éclipsées, comme chez plusieurs autres, par l'angoisse de se retrouver pour la première fois sans sa mère. Elle scrute les dortoirs qu'elle juge moins grand que prévu, comme c'est classique avec les souve-

nirs d'enfance. On dirait un chien qui s'affole d'avoir perdu une piste à la chasse. « Il y avait une ruche, tu es sûr ? » ; « Ce qu'on mangeait ? Attends que je réfléchisse »...

De telles retrouvailles avaient déjà eu lieu. Mais de façon non systématique. Il a paru urgent de ne plus différer le grand effort collectif de mémoire. Sous la houlette de l'historienne Nadine Fresco, le week-end du 1^{er} juin a été celui de la dernière chance. Des heures entières, les témoignages individuels ont été engrangés. On s'est souvenu des jeux, des chansons, des chaussettes tombées sur les chevilles. Avec l'insitutrice d'alors, M^{me} Tardy, qui se rappelle chaque élève aussi bien que la table de neuf, on a confronté les photos de groupe, rectifié telle identité, vérifié telle autre. Non par nostalgie complaisante ; pour l'exactitude qui sortira des mois d'exploitation scientifique à venir ; pour que la mémoire, d'être indubitable, franchisse plus sûrement les siècles.

Izieu n'est pas Combray. On est loin de La Recherche proustienne. Il ne s'agit ni d'épier des snobs de la Belle Epoque, ni de renifler les chemins odorants de toute réminiscence. Le temps à retrouver est l'éternel présent d'un saccage, celui de destins volés, de futurs massacrés, de fleurs coupées et jetées au feu. Expérience unique, sans passé ni lendemain, d'un face-à-face, sur fond d'oiseaux piaillants, entre des existen-

ces presque achevées, des bonheurs gagnés sur le malheur initial, et des vies qui, d'ordre nazi, n'eurent simplement pas lieu.

Une même hantise habite les participants : tout faire pour éviter ce qui serait pire que l'oubli, ne pas arriver, décidément, à mettre un nom (à défaut de sépulture) sur cette image de bonne bouille clignant contre le soleil de l'été 1943. Tout plutôt que de laisser s'inscrire dans les mémoires l'équivalent de l'« inconnu parisien vingt ans » que le silence du milicien Touvier obligea à graver parmi les noms des otages de Rillieux-la-Pape.

Ce doute qui risque de demeurer, ce « reste » (shear), le Prophète Isaïe lui imagine un avenir, un retour (yashuv) ; mais quel échec ce serait s'il restait seulement un visage sans identité ! Quel reproche ne lirait-on pas derrière la mention « Au sourire anonyme », réplique insoutenable au « soldat inconnu » !

Peu d'humains ont autant œuvré pour l'avenir, ce week-end, que la poignée d'étranges pèlerins montés à l'ancienne colo du Bugey, en tenues d'été bariolées, pour y sauver les bribes d'éternel présent laissées par leurs copains sur cette planète, ces bribes dont dépendront la mémoire et la vigilance.

Un vieux dicton parle de tenir à certaines choses comme « à la prunelle de ses yeux ». C'est « prunelle d'Izieu » qu'il faudrait dire.

Starwars PAR SERGUEI



Faux triomphe et vrai désastre

Suite de la première page

Au second tour, Jacques Chirac a été triomphalement réélu par l'addition des voix de droite et de gauche. L'analyse des sondages, confirmée par les mouvements électoraux, révèle même que le président réélu compte dans son vote davantage d'électeurs de gauche que de droite. On peut ainsi évaluer à 9 millions et demi les électeurs Chirac du second tour de la présidentielle qui le 21 avril avaient déposé dans l'urne un bulletin pour un candidat de gauche ou d'extrême gauche, contre 8 millions qui avaient voté pour un candidat de la droite modérée – Chirac compris. Phénomène sans précédent qui met à mal les institutions de la V^e République, le président élu le 5 mai avec le soutien massif de ses adversaires s'appuie sur la légitimité politique ainsi acquise pour les défaites aux élections législatives organisées dans la foulée.

En 1988 comme en 1997, les socialistes ont gagné en s'appuyant sur la critique de la majorité de droite en place et sur l'interdiction qui lui était faite de nouer toute alliance avec le Front national. En 2002, Jacques Chirac, fort de son refus permanent de toute compromission avec l'extrême droite, réussit l'exploit de lui rendre la pareille : pour gagner, il joue de la lassitude à l'égard de la gauche et du rejet de l'extrême droite. Le bénéfice politique est tel que, contrairement aux déclarations de M. Lepeltier, la droite aura tout avantage à maintenir aux législatives prochains un cordon sanitaire autour du Front national, quitte à retirer çà ou là son candidat au profit de celui de la gauche si celui-ci est le seul à pouvoir battre l'extrême droite au scrutin de ballottage. Electoralement, le coût sera sans doute très limité, politiquement

le gain immense puisqu'il assure la cohérence entre le vote du 5 mai et la seconde présidence Chirac.

Pour les socialistes, l'élection présidentielle signe en revanche un désastre. La non-qualification de Lionel Jospin pour le second tour est un camouflet qui déstabilise la gauche pour les législatives et sans doute au-delà. Il est d'ailleurs trop facile de croire qu'à 200 000 voix près – l'écart qui l'a séparé de Le Pen – Jospin, qualifié pour le second tour, y aurait battu Chirac.

VISION SIMPLIFICATRICE

Les sondages « sortie des urnes » réalisés le 21 avril intégraient dans leur questionnaire un second tour, Jospin-Chirac, et les sondés, ignorant bien sûr ce que seraient les résultats du soir, y donnaient une nette majorité au président en place. Contre-épreuve : si l'on applique aux résultats du premier tour les reports de voix observés en 1995 (et assez défavorables à la droite), Jacques Chirac l'eût emporté le 5 mai sur Lionel Jospin à 52 % contre 48 %, quand bien même le premier ministre aurait récupéré par hypothèse 50 % des voix de Chevènement (30 % pour Chirac, le reste s'abstenant) et 30 % des voix de Saint-Josse (40 % pour Chirac, le reste s'abstenant). Moins de 16 % des voix en métropole pour le candidat socialiste : le résultat à ceci de terrible qu'il survient au terme d'une législature réussie sur sa durée – première de toute l'histoire de la gauche –, d'un bilan global largement apprécié et avec un leader politique respecté des Français. Les erreurs de campagne – jugées d'autant plus grandes qu'est survenue la défaite – ne sauraient suffire à expliquer l'échec : que fallait-il donc de plus aux socialistes pour se présenter devant le pays ?

Beaucoup, au Parti socialiste, croient avoir failli pour avoir laissé filer leurs propres électeurs vers l'extrême gauche et pour avoir perdu le soutien des catégories populaires.

Mais, là encore, les enquêtes d'opinion et les analyses électorales montrent que cette vision est trop simplificatrice. L'électorat socialiste a éclaté vers sa gauche comme vers sa droite, et le recul est aussi sévère dans les catégories supérieures que dans les catégories modestes. Ainsi, selon Ipsos, la moitié des électeurs Jospin de 1995 n'ont pas reconduit leur vote sept ans plus tard. Parmi les transfuges, 23 % seulement sont allés vers l'extrême gauche, 24 % vers Chevènement ou Taubira, 13 % vers Mamère, 12 % vers la droite modérée et 14 % vers l'extrême droite. Par grandes catégories sociales, Jospin recueille 18 % chez les retraités (6 points de moins qu'en 1995), 15 % chez les ouvriers et employés (- 8 points) et 15 % parmi les catégories moyennes-supérieures – cadres et professions intermédiaires – où le recul est en fait à son maximum (- 10 points). C'est dans un « virage à gauche » que le PS pourrait être tenté de trouver le remède à ses maux. Mais c'est plutôt sa relation à l'action politique qui est en cause. Tout au long des cinq années Jospin, sa forte présence sur chaque problème a fait apparaître par contrecoup son action politique à la fois trop présente et impuissante. Trop présente quand, par exemple, la loi sur les 35 heures intervient trop uniformément pour fixer à chacun ses règles de vie, limiter le pouvoir d'achat ou déstructurer le travail salarié.

LA V^e RABOUGRIE

Impuissante quand les salariés de Michelin, LU et Moulinex se voient opposer par le premier ministre lui-même la logique croisée de l'entreprise et de la mondialisation. C'est en particulier sur leur rapport futur à l'Etat et à la politique que devrait porter la réflexion des socialistes.

D'ici là, les élections législatives se présentent sous de mauvais auspices pour la gauche. Non seulement la campagne menée depuis l'inversion du calendrier la déstabilise en

invitant au rétablissement de la cohérence politique. Mais, au surplus, beaucoup d'électeurs, choqués des résultats du premier tour, en tirent la conclusion que la cohabitation a fait le lit de l'extrême droite et qu'il convient de ne plus entretenir la confusion politique au sommet de l'exécutif.

Dans ces conditions, l'Union pour la majorité présidentielle peut espérer rafler à elle seule – c'est-à-dire sans les UDF fidèles à François Bayrou – la majorité absolue des sièges, voire un succès plus net encore, ressuscitant le parti gaulliste majoritaire des années 1962-1974.

Pourtant, la base électorale de cette formation – Chirac, Madelin et Boutin – n'a pas dépassé le 21 avril les 25 % des suffrages exprimés. Et même si l'UMP peut dépasser les 30 % par le jeu des ralliements de députés UDF et par le vote utile, il y a là un handicap majeur pour gouverner cinq ans sans dresser le pays contre soi. Au-delà du soutien du Parlement, le gouvernement Raffarin devra trouver d'autres modes de gestion du pays pour faire émerger les conditions de réussite des réformes qu'il veut entreprendre.

La V^e République est rabougrie. Sous de Gaulle et sous Pompidou, 45 % des Français votaient pour eux au premier tour de la présidentielle, et près de 40 % votaient aux législatives pour le parti majoritaire.

Sous Mitterrand, un tiers des Français au mieux votaient pour le candidat, mais près de 40 % votaient aux législatives pour le Parti socialiste.

Sous Chirac, moins de 20 % des Français votent pour le président élu, et sans doute autour de 30 % pour son parti. On ne gouverne pas de la même façon à partir d'une base de plus en plus étroite, et il y a urgence à réfléchir aux conditions d'émergence d'une meilleure représentation politique.

Jérôme Jaffré
pour Le Monde

ENTREPRISES

MARCHÉS FINANCIERS

L'optimisme de début d'année, partagé par bon nombre d'analystes, a cédé la place à un large **SENTIMENT DE DOUTE** sur l'orientation des marchés. Les principales Bourses, à l'exception de Tokyo, affichent

des pertes sur les cinq premiers mois de l'année. Malgré les **SIGNES DE REPRISE** économique, plusieurs facteurs se conjuguent pour contrarier la remontée de la valeur des actions : le niveau élevé de l'**ENDET-**

TEMENT DES ENTREPRISES, la **SUSPICION** sur la sincérité des comptes, le retour des **DÉFICITS BUDGÉTAIRES** américains et la baisse du dollar. Les perspectives de hausse des taux, qui accompagneront la

reprise, pèsent aussi sur le niveau des cours. Profitant de la frilosité des gestionnaires traditionnels, les **FONDS SPÉCULATIFS** s'en donnent à cœur joie, ce qui explique la forte volatilité des marchés.

Les analystes doutent d'une vraie reprise boursière

Wall Street, Paris et Londres sont en baisse depuis le début de l'année. Les perspectives de reprise économique ne suffisent plus à rassurer les investisseurs. L'endettement des entreprises, la hausse des taux et les déficits publics contrarient les espoirs de hausse

AU DÉBUT de cette année 2002, une majorité d'économistes de marché affichaient un optimisme modéré sur la reprise des indices boursiers, après deux années consécutives de baisse. Cinq mois plus tard, les résultats ne sont pas au rendez-vous. A l'exception d'un timide rebond du marché de Tokyo, la hausse enregistrée à la fin de février et en mars a finalement tourné court, et les grands indices sont revenus (plus ou moins) dans le rouge.

Principal indicateur de Wall Street, l'indice Dow Jones de trente importantes valeurs de la place a cédé 3,11 % en cinq mois, à 9 709,79 points. Plus large, l'indice Standard & Poor's 500 affiche un repli de 9,35 %. Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq a encore reculé de 19,89 %, à 1 562,56 points, un niveau trois fois inférieur à son record historique de l'année 2000. Dans la zone euro, l'indice Euro Stoxx des cinquante premières capitalisations boursières totalisait 11,13 % de baisse lundi. A Paris, l'indice CAC 40 affichait mardi matin une baisse de plus de 10 % depuis le début de l'année, sous les 4200 points. A Francfort l'indice Dax se repliait de 9 % et à Londres le Footsie cédait 2,54 %.

TENSION SUR LES TAUX

Seule exception, l'indice phare de la Bourse de Tokyo, le Nikkei, progresse de 10,53 % au 4 juin, à 11 653,07 points, le marché espérant des réformes économiques pour résoudre l'épineuse question des créances douteuses des banques et améliorer la rentabilité des entreprises. L'indice Nikkei reste cependant loin des 20 833,21 points atteints en avril 2000 ou encore du record des 38 915,87 points atteints lors de la dernière séance de l'année... 1989.

Les analystes paraissent se fonder dans le climat morose qui prévaut sur les marchés. Le combat des optimistes, symbolisés par un taureau (« bull ») dans l'imagerie traditionnelle, et des pessimistes, représentés par un ours (« bear »), semble tourner à l'avantage de ces derniers. Ils estiment que les marchés boursiers n'ont, aujourd'hui, plus beaucoup de potentiel de hausse. La confirmation de la reprise économique mondiale devrait entraîner une hausse des taux d'in-

L'ÉVOLUTION DU CAC 40 DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Noms	En pourcentage		En euros		Noms	En pourcentage		En euros	
	Variations	Au 31 mai	Variations	Au 31 mai		Variations	Au 31 mai		
Renault	+33,30	52,8	Vinci	+1,44	66,8				
EADS	+27,49	17,39	AGF	-3,53	52,00				
LVMH	+24,18	56,75	L'Oréal	-5,38	76,55				
Crédit Lyonnais	+20,48	45,18	Aventis	-6,58	74,25				
BNP Paribas	+19,90	60,25	Carrefour	-7,62	53,95				
Peugeot	+18,32	56,5	Pinault Printemps Redoute	-8,51	132,3				
Société générale	+15,75	72,75	Vivendi Environnement	-9,42	33,93				
TF1	+15,53	32,8	Suez	-10,53	30,42				
Thales	+15,48	44,75	Axa	-10,95	20,90				
Michelin	+12,82	41,8	Thomson Multimédia	-12,87	30,06				
Saint-Gobain	+12,09	190	Bouygues	-13,97	31,66				
Danone	+7,96	147,9	ST Microelectronics	-18,20	29,49				
Air Liquide	+7,62	169,4	Dassault Systèmes	-20,33	43,02				
Accor	+6,78	43,6	Sanofi Synthelabo	-22,49	64,95				
Dexia	+4,14	16,87	Sodexo Alliance	-22,81	37,06				
Lafarge	+4,10	109,2	Alcatel	-33,85	12,70				
TotalFinaElf	+4,05	166,9	Cap Gemini	-35,02	52,70				
Lagardère	+2,83	48,33	Orange	-41,55	5,95				
Schneider Electric	+1,85	55,0	Vivendi Universal	-45,37	33,60				
Casino Guichard	+1,73	88,15	France Télécom	-53,74	20,77				

Au cours des cinq premiers mois de l'année, l'indice CAC 40 a reculé de 7,57%, à 4 274,64 points.

Source : Bloomberg

térêt à court et long termes, qui naviguent aujourd'hui à leurs plus bas niveaux historiques. La tension sur le loyer de l'argent devrait ainsi durablement peser sur la valorisation des actions, la prime de risque étant liée au niveau des taux. Fina-

lement, les marchés boursiers n'arriveraient pas vraiment à profiter du redémarrage de l'économie.

A l'inverse, toute déception dans la reprise de la croissance, en ne permettant pas aux entreprises d'augmenter leurs bénéfices, aug-

menterait mécaniquement le ratio cours sur bénéfices des actions. Dans ce cas, les indices boursiers seraient considérés comme à leur prix, ou trop chers, alors qu'il n'y aurait plus rien à attendre des facteurs qui ont permis un redressement des cours de Bourse après le krach du 11 septembre – anticipations de reprise aux Etats-Unis, liquidités abondantes.

Le courtier UBS Warburg a d'ailleurs réduit ses prévisions de hausse du CAC 40. Dans une note du 30 mai, les économistes de la banque écrivent : « Nous abaissons notre objectif sur le CAC 40 à décembre 2002 de 5 250 à 4 900 points. Nous continuons de penser que l'économie reste sur le chemin de la reprise, mais que l'environnement macroéconomique se révèle moins favorable qu'au début de l'année. » Pour justifier ce changement, ils évo-

quent notamment un baril de pétrole plus cher qu'attendu, ainsi qu'une inflation européenne proche de 2,5 % en rythme annuel – et non autour des 2 % exigés par la Banque centrale européenne –, ce qui implique un risque accru de hausse des taux d'intérêt à court terme, estimé à un quart de point dans les deux prochains mois.

2002, ANNÉE « DE TRANSITION »

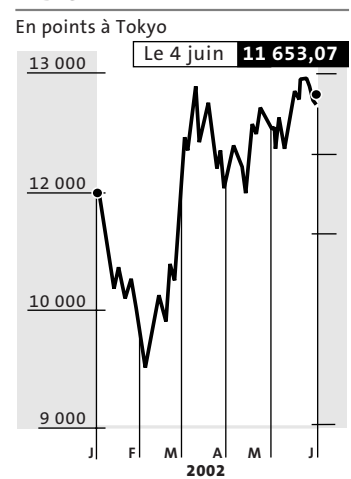
Devenu lui aussi plus pessimiste, Alain Bokobza, directeur de la stratégie sur les actions européennes chez SG Equity, estime que l'année en cours devrait rester, en matière de Bourse, une « année de transition ». Il explique qu'« il n'y a plus de sous-valorisation patente des actions : fin 2001, nous étions agressifs sur les actions, aujourd'hui, nous redevenons neutres. Sans impulsion majeure de la macroéconomie, il n'y a pas de raison que la rentabilité des entreprises s'améliore et qu'on connaisse une croissance forte des actions ».

Certains courtiers gardent néanmoins quelque optimisme. Chez Salomon Smith Barney, on note que l'essentiel de la baisse des marchés a affecté, depuis deux ans, les valeurs de technologie, de médias et de télécommunications (TMT). Elle a ramené le poids de ces valeurs dans la capitalisation boursière européenne de 38 % en mars 2000 à 15 % aujourd'hui. Mais le reste de la cote, qui n'a pas été touché par les mêmes excès spéculatifs – et par la même course aux acquisitions et à l'endettement –, est jugé attrayant. L'indice Stoxx élargi, qui comprend les 600 premières valeurs européennes, a ainsi perdu « seulement » 13 % depuis son sommet de novembre 2000, indiquent les analystes, alors que les valeurs de TMT ont perdu 73 % depuis leur propre record, en mars 2000.

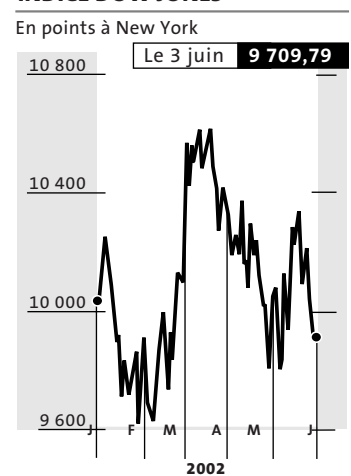
Hors le secteur des TMT, les analystes estiment que les actions européennes valent en moyenne 15 fois leurs bénéfices, un niveau jugé « bon marché ». Ils fixent donc une série d'objectifs assez optimistes pour les indices européens, avec notamment un indice Euro Stoxx attendu à 4 200 points dans douze mois, et un indice CAC 40 à 5 000 points.

Adrien de Tricornot

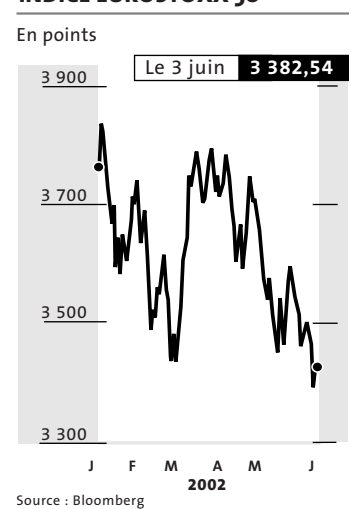
INDICE NIKKEI



INDICE DOW JONES



INDICE EUROSTOXX 50



Source : Bloomberg

La fin d'un modèle favorable aux marchés ?

« Les actions sont confrontées à un ajustement structurel », explique une analyse publiée par la Banque du Louvre, qui témoigne du désenchantement de certains gérants pour la Bourse. « Plusieurs facteurs ont entraîné la vive hausse des actions dans les années 1990 : la mondialisation, l'innovation technologique et financière, la réduction de l'étatisme et de l'inflation », écrivent ces professionnels. A présent, « les tensions géopolitiques et financières mettent en cause ce modèle favorable aux marchés », estiment-ils. Parmi leurs motifs d'inquiétude : l'« aléa pétrolier » et la guerre commerciale américano-européenne. Ils évoquent aussi la crise de confiance consécutive à l'affaire Enron et l'amortissement inachevé des « survaleurs » liées aux acquisitions payées trop chères, la non-prise en compte des éléments exceptionnels dans les bénéfices ou la sous-estimation des engagements de retraite. Enfin, ils s'alarment de l'endettement des ménages américains, environ 135 % du produit intérieur brut.

Rebonds et baisses violentes sont la marque des fonds spéculatifs

LE PRÉSIDENT de France Télécom, Michel Bon, les a dénoncés lors de son assemblée générale d'actionnaires. Et celui de Vivendi Universal, Jean-Marie Messier, a fait de même dans une lettre à ses salariés. Les *hedge funds* (fonds spéculatifs) sont à nouveau montrés du doigt. Ces investisseurs à très court terme – de quelques secondes à quelques jours – paraissent de plus en plus présents sur les marchés boursiers. Les techniques de vente à découvert leur permettent de vendre des titres qu'ils ne possèdent pas pour les racheter plus bas, afin de réaliser une sorte de « plus-value à la baisse ». Faute d'autres explications, le parcours chaotique de certains titres, marqué par des baisses violentes suivies de forts rebonds, porte leur marque : les vendeurs à découvert doivent finalement racheter des titres afin d'emporter leurs gains.

Les *hedge funds* poursuivent des stratégies très diversifiées. Ceux qui laissent actuellement leur empreinte sur le marché sont principalement des « long-short equities » qui achètent un titre et en vendent un autre simultanément, cherchant à profiter d'écart de cours jugés peu justifiés à court terme, ou à limiter le risque d'une opération spéculative par une autre, presque inverse. Dans ce cadre, ils choisissent alors des « cibles » susceptibles de baisser vite et fort, et

entreprennent de les « shooter » (vendre massivement), selon leur jargon. Les « trend followers » sont un autre type de *hedge funds*, qui suivent à très court terme les tendances du marché, vendant ce qui baisse et achetant ce qui monte, et donc amplifient la « volatilité ».

LES TROIS QUARTS DES ÉCHANGES

L'impact des « *hedge funds* » est d'autant plus fort que les investisseurs institutionnels à moyen et long terme semblent rester en retrait. « De mes contacts quotidiens avec les brokers [courtiers], il apparaît que les gestions finales sont paralysées », explique Marc Renaud, directeur général de CCR Actions.

« Dans les marchés que l'on connaît actuellement, à plus faible volume, les *hedge funds* font les tendances à court terme, et s'en donnent à cœur joie », ajoute-t-il. Certains jours, environ trois quarts des échanges seraient réalisés par des investisseurs à court terme, fonds spéculatifs et gestion pour compte propre des institutions financières. Ce chiffre, jugé « crédible » par M. Renaud, reste difficile à établir précisément. Selon le site Internet Hedge Fund Center, les fonds spéculatifs, basés le plus souvent dans des paradis fiscaux, seraient au nombre de 600 dans le monde, et gèreraient 560 milliards de dollars.

A. de T.

Wall Street semble avoir perdu ses repères

L'environnement budgétaire et politique favorise les consommateurs plutôt que les entreprises

NEW YORK
de notre correspondant
« L'année 2002 pourrait bien être la troisième consécutive de baisse à Wall Street. La contradiction permanente entre la reprise de l'économie et la stagnation ou le recul des bénéfices des entreprises a fait perdre tout repère aux investisseurs », estime Chris Wolfe, analyste de J. P. Morgan. Au cours des trois mois ayant suivi son point bas atteint le 21 septembre, dix jours après les attentats à New York et Washington, Wall Street a regagné près de 20 % – un sursaut spectaculaire et une démonstration de la solidité de l'économie américaine. Mais depuis, la plus grande place boursière du monde fait du surplace. L'indice S & P 500 a même cédé près de 10 % depuis cinq mois. Comme si la confirmation jour après jour du redémarrage de l'économie américaine ne parvenait pas à effacer le sentiment que rien ne sera plus comme avant.

Les doutes sont nombreux : sur la capacité des entreprises à redresser leur rentabilité et à investir, sur la qualité et la sincérité de leurs comptes et sur les engagements en profondeur de l'économie américaine. Cette dernière se trouve en voie de « banalisation », souligne Patrick Artus, le directeur des études de CDC-Ixis. Les moteurs des années 1990, l'investissement et les nouvelles technologies, ont été remplacés

par la consommation des ménages, l'immobilier, les aides publiques aux secteurs en difficulté comme l'acier et l'agriculture et les dépenses de l'Etat. Le déficit budgétaire devrait dépasser en 2002 100 milliards de dollars en lieu et place de près de 300 milliards d'excédents.

Cet environnement plus protectionniste, plus inflationniste, favorise la demande (la consommation) mais beaucoup moins l'offre (les entreprises) et les marchés financiers. Il se traduit déjà par un affaiblissement du dollar, qui a perdu 6 % de sa valeur face à l'euro depuis avril. Ce déclin, s'il venait à perdurer, réduira encore l'appétit des étrangers pour les titres américains. Ce n'est pas le premier accès de faiblesse du billet vert, et aucun n'a jamais eu de conséquences dramatiques pour Wall Street. La différence vient du poids considérable pris par les investissements étrangers dans le financement de l'économie américaine et de ses déficits. Aujourd'hui, les actifs américains détenus par les non-résidents représentent 95 % du produit intérieur brut (PIB). « La part de l'économie des Etats-Unis détenue par les étrangers ne cesse d'augmenter, l'histoire nous apprend que cela ne peut pas durer indéfiniment sans problèmes », expliquait en 2001 au Congrès Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale.

A ces changements qualitatifs

s'ajoute la perspective d'une croissance plus faible qu'à la fin des années 1990. Or, les ménages et les entreprises, très endettés, sont d'autant plus sensibles à la conjoncture. Les dettes représentent en moyenne 110 % du revenu disponible des Américains et 13 fois les profits annuels des sociétés.

RENTABILITÉ EN BAISSÉ

Le chiffre spectaculaire de 5,6 % de croissance en rythme annuel au premier trimestre ne doit pas faire illusion. Les causes profondes de la récession de 2001 n'ont pas totalement disparu. L'appétit intact du consommateur, la baisse par la Fed de ses taux d'intérêt à leur plus bas niveau depuis quarante ans et l'accroissement rapide des dépenses publiques ont fait de la récession de 2001 l'une des plus douces de l'histoire. Le problème de fond – la crise de surinvestissement liée à la bulle de la nouvelle économie – ne se surmonte pas en quelques mois. « Les entreprises souffrent à la fois de surcapacités de production, de profits décevants, de difficultés financières et de difficultés de financement », souligne la banque HSBC.

Au premier trimestre, les 1 146 plus grandes entreprises américaines ont enregistré globalement des pertes de 3,2 milliards de dollars. Cela ne s'était plus produit depuis dix ans. La rentabilité des sociétés américaines n'a cessé de baisser

depuis 1997 et s'est effondrée en 2001. De janvier à mars 2002, leurs investissements ont encore reculé (de 8,2 %) pour le cinquième trimestre consécutif.

Avec des résultats décevants et de médiocres perspectives, le prix des actions reste élevé. Selon la dernière estimation de Standard and Poor's, le rapport cours/bénéfices moyen des valeurs composant l'indice S & P 500 ressort à 30, un niveau historiquement important, a fortiori au sortir d'une récession. Or les épargnants américains ont en partie perdu confiance dans le système financier et les entreprises. Ils ont le sentiment d'avoir été trompés pendant des années par les banques et les analystes. Depuis la faillite d'Enron, en décembre 2001, un ressort a été cassé. Selon un sondage réalisé en mai pour l'UBS sur le moral des épargnants, 71 % estiment que les pratiques comptables douteuses se sont multipliées au cours des dernières années. Du coup, 40 % ont décidé de moins investir dans les actions et les fonds de placement. « Nous sommes à la merci d'un véritable cercle vicieux, explique John Lonski, économiste en chef de Moody's. Une nouvelle baisse des actions affecterait à la fois la confiance du consommateur et celle des entrepreneurs qui hésiteront plus encore à investir. »

Eric Leser

Le milliardaire Alfred Taubman met en vente ses actions Sotheby's

A 78 ans, l'ancien patron de la maison d'enchères new-yorkaise est toujours sous le coup d'une condamnation à un an de prison ferme pour entente illégale avec Christie's

LE MARTEAU du commissaire-priseur va bientôt frapper la fin de partie pour Alfred Taubman, propriétaire de la maison de vente aux enchères new-yorkaise Sotheby's. A 78 ans, le milliardaire américain a fait savoir, lundi 3 juin, qu'il allait céder le bloc de contrôle qu'il détient dans le capital de la prestigieuse institution. M. Taubman a déposé pour cela un document auprès de la Commission des opérations de Bourse américaine (la SEC), dans lequel il précise les modalités de son retrait. Ses 13,2 millions d'actions, représentant 62,9 % des droits de vote, seront confiés à la banque d'affaires new-yorkaise Goldman Sachs, chargée de leur trouver un acheteur. M. Taubman s'est engagé auprès de la SEC à ne pas vendre ses actions dans les quatre-vingt-dix prochains jours sans le consentement des dirigeants de Sotheby's, qui, eux, ont pris pour conseils JP Morgan et Morgan Stanley.

C'est l'épilogue d'une retentissante affaire d'entente illégale qui a entaché la réputation de deux premiers enchéristes mondiaux, Sotheby's et l'anglais Christie's. M. Taubman, qui avait quitté la présidence de Sotheby's en février 2000, après la révélation des faits par le ministre de la justice américain, a été condamné le 22 avril 2002 à un an et un jour de prison ferme et à une amende de 7,5 millions de dollars par un tribunal fédéral de New York. De 1993 à 1999, les deux maisons s'étaient entendues pour fixer de concert le montant des commissions dues par les clients. Le montant total de la fraude dépassait les 400 millions de dollars, et les deux entreprises, qui détiennent 90 % du



Après la fin du monopole des ventes aux enchères, détenu par les commissaires-priseurs, les maisons étrangères telles Sotheby's ou Christie's ont pu réaliser des ventes publiques en France. Sotheby's l'a fait pour la première fois en novembre 2001 (photo), avec la dispersion de la bibliothèque du collectionneur belge Charles Hayoit.

marché mondial des ventes publiques, avaient accepté de payer 512 millions de dollars de dommages et intérêts aux quelque 100 000 clients qui avaient porté plainte.

« DE L'ART COMME DE LA BIÈRE »

Le procès, en décembre 2001, prit une tournure spectaculaire, en raison des aveux d'une ancienne directrice de Sotheby's, Diana D. Brooks, qui avait plaidé coupable, contre son ancien patron, dans l'espoir d'un sursis. Christie's, contrôlée depuis 1998 par l'homme d'affaires français François Pinault, avait décidé de collaborer avec la justice en échange d'une amnistie conditionnelle. Alfred Taubman, lui, avait crânement fait face, fort de lettres de soutien signées de personnalités comme Henry Kissinger.

C'est la fin d'un rêve doré pour cet homme, originaire du Michigan, qui a fait fortune dans la construction de centres commerciaux, avant de s'enticher de Sotheby's, racheté en 1983, alors que la maison était menacée de faillite. Son origine sociale modeste a valu à M. Taubman maintes railleries dans le monde de très fermé de l'art. Ce promoteur immobilier dont le père avait été ruiné par la Grande Dépression des années 1930, se décrivait volontiers comme « un camelot vendant de l'art comme de la bière ».

Sous sa houlette, en 1988, Sotheby's était revenue à son apogée, s'attribuant 59 % du marché mondial. C'est M. Taubman qui introduira Sotheby's en Bourse, à New York. La décennie 90 sera moins flamboyante. D'abord porté par la reprise américaine, le chiffre d'affaires

de Sotheby's est retombé à moins de 400 millions de dollars (425,5 millions d'euros) en 2000, année de pertes (189,7 millions de dollars) et de licenciements (150 emplois, soit 8 % du personnel). L'année 2001 sera une année terrible pour le marché de l'art.

Aujourd'hui, le monde des enchères s'interroge sur les repreneurs possibles de Sotheby's. Longtemps pressenti, Bernard Arnault n'est plus intéressé. Sa tentative de créer un challenger aux deux leaders à partir de Phillips, une maison d'enchères londonienne, a coûté fort cher au groupe LVMH, obligé de financer les importantes garanties apportées aux enchères. Le groupe de luxe a cédé le contrôle de Phillips, dont il n'a gardé que 27,5 %.

Après avoir suscité l'engouement des milliardaires, les sociétés de ventes ont du mal à trouver preneur. La quasi-totalité des candidats à la prise de contrôle de l'hôtel Drouot, en France, se sont refusés ces derniers mois, à l'exception de la banque néerlandaise ABN Amro. Les plus gros opérateurs de la place parisienne ont été repris séparément : Tajan par M. Arnault, Piazza par M. Pinault, et tout récemment Le Fur-Poullain par Artcurial (Das-sault).

Cela au moment où la fin du monopole détenu par Drouot depuis quatre cents ans a permis à Sotheby's et Christie's de réaliser en France leurs premières ventes. Sotheby's a ainsi dispersé, en novembre 2001, la prestigieuse bibliothèque littéraire Charles-Hayoit.

Pascal Galinier

Hermès reste imperméable à la morosité du luxe

Le Japon est aujourd'hui le deuxième marché de la célèbre maison familiale

CE N'EST PAS tant une assemblée générale qui s'est tenue, lundi 3 juin à Paris, qu'une célébration de l'univers d'Hermès, la griffe au « duc attelé » et à la « boîte orange ». Jean-Louis Dumas, 64 ans, PDG de l'entreprise familiale de produits de luxe, avait choisi le Théâtre Marigny, à deux pas de l'Elysée, pour faire rêver ses actionnaires « au terme d'une année 2001 qui s'est révélée turbulente et cruelle ».

Sur scène, un cheval noir esquissait des pas de danse, monté par une jeune cavalière tout de noir vêtue. Dans la salle, les participants tentaient vainement de trouver place. Certaines des 1 200 personnes ont été refoulées dans une salle annexe, qu'il a fallu ouvrir pour l'occasion. La sérénité régnait : Hermès défie les lois du secteur, en annonçant pour la dixième année consécutive une croissance à deux chiffres. Il planait aussi un parfum de succession : Fabrice Boé, 40 ans, nouveau directeur général, après seize ans passés chez L'Oréal où il a été notamment directeur général de la marque Lancôme, a été présenté officiellement aux actionnaires.

300 EMPLOIS CRÉÉS EN 2001

Hermès a annoncé une croissance de 6,8 % de ses ventes pour le premier trimestre, à 301,8 millions d'euros, démontrant l'étonnante résistance de son activité. Sur cinq ans, le parcours est spectaculaire : les ventes ont été doublées, le bénéfice multiplié par trois et 1 300 emplois ont été créés, dont 300 en 2001. L'effectif est aujourd'hui de 4 943 personnes.

Une même question brûlait les lèvres des actionnaires. « La maison Hermès et le titre en Bourse affichent une santé insolente, dans un

Un résultat net en hausse de 15 %

● **Chiffres** : Hermès a réalisé un chiffre d'affaires de 1,227 milliard d'euros en 2001 (+ 6 %), pour un résultat net de 201,7 millions (+ 15 %).

● **Produits** : 14 lignes, dont la maroquinerie (27 % des ventes), les vêtements (15 %), la soie (15 %), l'art de vivre (12 %) et l'horlogerie (10 %).

● **Autres marques** : Puiforcat et Saint Louis, Lobb, participations dans Jean Paul Gaultier et Leica.

● **Actionnaires** : la famille Hermès détient 75 % du capital et contrôle le groupe via une commandite. Le solde est dans le public.

Véronique Lorelle

Deux banques privées genevoises font un mariage de raison pour affronter l'avenir

LES DEUX BANQUES privées suisses Lombard Odier & Cie et Darier Hentsch & Cie, spécialisées dans la gestion de fortune depuis... deux cents ans, ont annoncé, lundi 3 juin, leur fusion, se rapprochant du numéro un, Pictet & Cie. Le nouvel établissement, qui naîtra le 1^{er} juillet, portera le nom de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (LODH) et gèrera 140 milliards de francs suisses (95,3 milliards d'euros), avec 2 000 collaborateurs.

Ce mouvement de consolidation correspond à une adaptation des banquiers privés à la chute de leurs bénéfices, suite à la déprime des marchés boursiers, à la concurrence toujours plus forte avec de nouveaux arrivants, et aux pressions sur le secret bancaire. Thierry Lombard et Pierre Darier seront les deux principaux associés de LODH. La nouvelle structure conservera une structure juridique de société en commandite simple. La conduite opérationnelle sera confiée à un comité exécutif présidé par Bernard Drouot, et composé de neuf personnes dont trois associés.

La réunion des deux plus anciens banquiers privés genevois donnera naissance à l'un des plus grands acteurs européens de la gestion privée, avec 70 milliards de francs suisses dans ce seul domai-

ne d'activité, à l'image de Julius Bâer. A la tête de réseaux complémentaires, les deux banques ne devraient guère modifier leurs activités respectives. Outre Genève, Zurich et Lugano, les rares redondances se situent au Canada et à Hongkong.

PLAN SOCIAL « GÉNÉREUX »

Les banques suisses doivent faire face à l'érosion de clientèle vers l'Italie. Darier Hentsch & Cie a ainsi annoncé, lundi, que l'amnistie fiscale italienne s'était traduite par une perte de 15 % des actifs sous gestion, Lombard Odier & Cie s'estimant moins affectée. « Nous fusionnons pour mieux servir nos clients à qui nous souhaitons vendre de la compétence et pas du secret bancaire », a expliqué Pierre Darier.

Les conséquences sociales de l'opération ne sont pas encore connues, l'équipe dirigeante souhaite se laisser jusqu'à la fin de l'année. Mais il est d'ores et déjà prévu un plan social qualifié de « généreux », notamment en ce qui concerne les éventuels départs en retraite anticipée. Il n'est pas fait mystère de la nécessité de réduire les coûts de fonctionnement.

Stéphane Benoit-Godet (Le Temps)

Le président de Waterman ajoute son nom au plan social

Son actionnaire américain investit 20 millions d'euros pour relancer la marque de stylos

NANTES

correspondance

« Il manquait le nom de deux cadres dans le plan social. Nous avons été fixés lors d'un comité d'entreprise exceptionnel le 29 mai », raconte, encore surprise, Véronique Robin, secrétaire CFDT du comité d'entreprise de Waterman à Saint-Herblain, en banlieue de Nantes (Loire-Atlantique). Fait rare, il s'agit de Gilles Beaudouin, 56 ans, président de Waterman et directeur de l'usine, dont le départ à la retraite négocié a ainsi été annoncé, suivi de celui du directeur des ressources humaines du site, Jean-Louis Marcaud. Le remplacement de ces dirigeants achève un plan social entrepris en décembre 2001. Propriétaire de Waterman depuis l'été 2000, Sanford Europe, division écriture du conglomérat américain Newell Rubbermaid, a supprimé 98 emplois sur 730. L'entreprise sera désormais présidée par François Louvet, 44 ans, vice-président de Sanford Europe. La direction de l'usine nantaise a été confiée à Emmanuel Scribe, un cadre trentenaire qui dirigeait la logistique.

La réduction d'effectif a attisé l'inquiétude au sein de l'usine. « Nous sommes une centaine en

moins, mais nous n'avons pas davantage de travail », observe M^{me} Robin. Pour autant, cette syndicaliste veut encore croire à la stratégie de Sanford pour enrayer le déclin de la marque. Créée en 1883 aux Etats-Unis par Lewis Edson Waterman, inventeur d'une sorte de réservoir d'encre, elle est devenue française dans les années 1950. Développée par la médiatique Francine Gomez, elle fut rachetée par Gillette en 1987, qui la conserve jusqu'en août 2000. Subissant les difficultés de ce groupe, Waterman a vu son chiffre d'affaires passer de 97 millions d'euros en 1999 à 83 millions en 2000 pour atteindre, de sources syndicales, 68 millions en 2001. Le résultat net est tombé de 10,7 millions d'euros en 1999 « à près de zéro en 2001 », une dégradation liée à l'insuffisance des investissements, tant en recherche et développement qu'en marketing et publicité.

CAMPAGNE DE SPONSORING

« Le marché n'est pas très porteur. On préfère offrir un baladeur CD qu'un stylo de luxe », déplore aussi un cadre. « Faux. Il faut s'inspirer des horlogers suisses, de Swatch par exemple, qui a investi dans les marques, la recherche, la qualité et le mar-

keting. Aujourd'hui, la plupart des gens achètent plusieurs montres. C'est la même chose avec les lunettes de soleil », affirme Denis Terrien, ex-président d'Amazon.fr devenu en août 2001 président de Sanford Europe. Comme gage de cette stratégie, Waterman a été recapitalisé de 20 millions d'euros. La marque a ainsi pu faire une campagne de sponsoring sur TFI et des opérations de promotion durant le Festival de Cannes. « Trois stylos haut de gamme sont sortis, indique M. Terrien. L'usine de Nantes n'est plus dédiée spécifiquement à Waterman. Parker, une autre marque du groupe, représente 30 % de la production du site. Des modèles Rotring y sont aussi produits. Ce site est très important pour ses compétences techniques uniques (laquage, rainurage, finitions...) ».

M. Terrien assure que Sanford Europe connaît une croissance de 5 % à 10 %. Devenu leader européen des instruments d'écriture en reprenant Reynolds puis le pôle papeterie de Gillette, il affiche un chiffre d'affaires de 350 millions de dollars en 2001, avec pour objectif 500 millions d'ici deux à trois ans, « par croissance interne et externe ». - (Intérim.)

Pascal Galinier

Moyen de communication, Internet tarde à s'intégrer dans la gestion des entreprises

LA « vie.com » serait-elle moins rose que prévu pour les grandes entreprises françaises ? C'est ce que suggère une étude du consultant IDC réalisée auprès de 130 sociétés pour le compte d'Unilog Management. Après un engouement pour les nouvelles technologies en 2000, la mise en place de l'outil Internet semble plus laborieuse que prévu.

Le développement des sites institutionnels, ayant pour vocation d'informer les consommateurs sur les activités, s'est généralisé : 94 % des entreprises interrogées en sont pourvues. L'intranet est entré dans les mœurs, puisque 79 % l'ont mis en place. Pour autant, certains chiffres nuancent l'étendue de l'intégration d'Internet dans les stratégies des entreprises. Par exemple, l'utilisation de l'extranet, qui permet, entre autres, d'effectuer des commandes auprès des fournisseurs ou d'assurer un service après-vente, ne concerne que 39 % des grandes entreprises françaises. En outre, l'intégration au système interne de l'entreprise de

cet extranet demeure plutôt faible (37 %), ce qui réduit l'efficacité de sa mise en œuvre.

L'INDUSTRIE EST « SUIVEUSE »

Pour l'heure, la révolution Internet concerne surtout la communication interne. La messagerie tout comme l'annuaire sont incontournables (installés dans 8 sociétés sur 10). Mais peu d'entreprises encore se servent d'Internet pour réduire leurs coûts des processus internes. Dans cette phase de transition, les banques et les sociétés de services sont de véritables « laboratoires de nouveaux modèles ». Mauvaise élève, l'industrie est « suiveuse ».

Faut-il s'alarmer ? Reprenant la courbe d'évolution des marchés de haute technologie, IDC estime qu'après un enthousiasme démesuré suivi d'un flottement l'intégration d'Internet dans les grandes entreprises françaises se fera à travers des projets à long terme. La « vie.com » ne fait que commencer.

Tiphaine Durand

LE MONDE
diplomatique

DOSSIER
ÉLECTIONS

Le fantôme des maisons de redressement
Travail en miettes, citoyens déboussolés
La troisième génération ouvrière
Etes-vous sûr d'être français ?
Vive la crise politique !

Par Jacques Bourquin, Danièle Linhart, Stéphane Beaud,
Michel Pialoux, Maurice T. Maschino, et Anne-Cécile Robert

Egalement au sommaire :
Le cloaque mafieux du football mondial ; Les jeunes marocains rêvent d'Europe ; Jean Paul II, un pape conservateur et moderne ; Essor et divisions des islamistes koweïtiens ; etc.

NUMÉRO DE JUIN 2002
En vente chez votre marchand de journaux 3,80 €

L'environnement, faire-valoir des « pollueurs »

Les opérations de financement du voilier « Défi-Français » par le géant du nucléaire Areva, comme les fondations de préservation de la biodiversité et du patrimoine créées par le groupe pétrolier TotalFinaElf deviennent, parfois, l'objet de batailles frontales

L'« **ABORDAGE** » du voilier *Défi-Français* par un Zodiac de l'association écologiste Greenpeace le 18 mai n'a rien d'une bataille navale, mais tout d'une bataille de communication. Au cœur de la polémique : le choix fait par le géant du nucléaire civil, Areva, de sponsoriser le bateau français lors de la prochaine Coupe de l'America (Le Monde du 21 mai). Cette décision a provoqué la colère de Greenpeace. L'organisation accuse Areva de pratiquer « l'éco-blanchiment » – technique qui consiste à masquer la réalité pour apparaître comme une entreprise « propre » –, en sponsorisant un sport, la voile, dont la dimension écologique est évidente.

« Je trouve un peu surprenant qu'Areva, qui n'a pas pour client le grand public, fasse le choix du sponsoring », s'interroge le publicitaire Jean-Christophe Alquier, de Harrison & Wolf. Pourquoi Areva, entreprise née en septembre de la fusion du CEA, de la Cogema et de Framatome, a-t-il choisi d'associer son nom au Défi français ? « La notoriété de la marque est nulle aujourd'hui. Nous souhaitons nouer un partenariat sportif pour développer l'image de l'entreprise », explique Jacques-Emmanuel Saulnier, directeur de la communication d'Areva. Et préparer l'ouverture plus large du capital aux investisseurs. » D'ici deux ans Areva pourrait, en effet, avoir besoin des fonds de pension américains. Or la Coupe de l'America est très suivie aux Etats-Unis, un marché stratégique.

Le groupe a d'abord pensé s'associer à la Fédération française de judo, la Cogema étant un gros exportateur au Japon, quand mi-septembre 2001, Xavier de Lesquen, directeur général du Défi français a sonné à sa porte. « Nous avons été séduits par le projet. Les bateaux de la

Coupe de l'America sont des structures de haute technologie, à l'instar de nos métiers », affirme M. Saulnier. Le coup de téléphone de Jean Glavany, ancien ministre de l'Agriculture, à Anne Lauvergeon, PDG d'Areva, a-t-il contribué à la décision ? Si M. Saulnier reconnaît l'existence de cette démarche, il s'empresse de préciser qu'Areva avait déjà rencontré l'équipe du Défi français, et que M. Glavany, passionné de voile, avait multiplié les démarches auprès d'autres entreprises.

Reste que personne ne se bousculait au portillon. Areva a donc signé un chèque de 15 millions d'euros pour devenir le sponsor officiel du Défi français jusqu'à fin 2003, une somme jugée raisonnable comparée au budget de sponsoring, un temps envisagé, de la formule 1.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. La direction d'Areva a beau avoir contacté le gouvernement néo-zélandais qui hébergera les épreuves afin de s'assurer de sa bienveillance, l'opération de communication a provoqué l'ire de Greenpeace qui y voit une provocation : les éliminatoires de l'épreuve qui débutent le 1^{er} octobre se dérouleront à Auckland où fut coulé, en 1985, le *Rainbow-Warrior*, bateau engagé dans la lutte contre les essais nucléaires français dans le Pacifique.

Les investissements publicitaires

● **Areva.** La société vit sa première année d'existence. Son budget de communication pour 2002 s'établit, hors sponsoring, à 4 millions d'euros en publicité, opérations de relations publiques, sites Internet. Avec le budget de parrainage de la Coupe de l'America, il atteint 11,5 millions d'euros cette année.

● **TotalFinaElf.** Le groupe a investi, selon des chiffres bruts Secodip, 23,8 millions d'euros en 2000 en publicité pour l'ensemble de ses marques et sa communication institutionnelle et 15,4 millions d'euros en 2001. Sur les quatre premiers mois de l'année 2002, l'investissement s'élève à 2,99 millions d'euros.



VALÉRY HACHE/PIG/AFIP

La tension est donc montée d'un premier cran lors du baptême, vendredi 17 mai, du *Défi* à Lorient. Anticipant la présence des manifestants, Areva a demandé à la préfecture maritime d'établir un périmètre de sécurité, mais un Zodiac de Greenpeace a réussi à passer et, dans la confusion, a heurté le bateau. Areva a immédiatement dénoncé « la violence » des militants, et le Défi français a déposé plainte. « Areva en a profité pour

marquer le coup plus que de raison », souligne Pierre Siquier vice-président de l'agence TBWA Corporate. « Le groupe industriel français a repris la main en termes de communication grâce à l'erreur de Greenpeace », ajoute M. Alquier. Le bateau n'aurait été qu'égratigné.

L'affrontement met en lumière la stratégie utilisée par cette entreprise qui exerce des métiers contestés. « C'est rare qu'une entreprise qui soit dans un secteur contesté ait une politique volontariste d'affichage de son activité. C'est gonflé », estime

M. Siquier. Areva n'est pas seule à miser sur l'environnement.

ÉCOSYSTÈME « BOUSCULÉ »

Le groupe pétrolier TotalFinaElf, très contesté, en particulier après le naufrage de l'*Erika* en 1999, a, lui, choisi le mécénat éco-marine. En pleine crise de communication, le groupe pétrolier a annoncé, fin 1999, la création d'un fonds pour la mer doté d'un budget de 50 millions de francs (7,6 millions d'euros) sur 5 ans dont les conventions auraient été signées seulement début 2002.

Une autre Fondation pour l'environnement, avait, en revanche, été créée en 1992, après le sommet de Rio, par Total. Objectif affiché ? Défendre la biodiversité végétale puis marine. « Il était légitime que le groupe s'intéresse aux problèmes liés à l'environnement, car sur les sites où nous sommes implantés nous bousculons l'écosystème », explique Gina Sardella-Sadiki à TotalFinaElf. Les cinq premières années, 5 millions de francs (760 000 euros) ont été consacrés à l'étude de la biodiversité sur les îles de Port-Cros et Porquerolles (Var). Le parc naturel continue à recevoir 1,5 million de francs (230 000 euros) par an. « C'est une vitrine pour la Fondation, vue par beaucoup de touristes », souligne M^{me} Sardella. Elle finance aussi (2,5 millions de francs par an, 380 000 euros) des études sur les coraux, la préservation de la mangrove en Thaïlande, la réhabilitation de la baie d'Essaouira au Maroc, des inventaires d'insectes au Qatar....

Enfin, le groupe pétrolier communie autour de la préservation du patrimoine en finançant des opérations de mécénat archéologique en Syrie, en Libye..., en général dans les pays où elle mène des missions d'exploration. Une démarche qui vise, dans ce cas, à satisfaire les pouvoirs locaux.

L. G.

TROIS QUESTIONS À... NICOLE D'ALMEIDA

1 Vous êtes directrice des recherches et des enseignements en communication institutionnelle au Celsa (Paris-IV). Comment les entreprises dont les activités ont un impact sur l'environnement gèrent-elles leur image ?

Historiquement, les secteurs les plus pollués ont été les premiers à se préoccuper d'environnement. Ils ont pris des engagements verbaux ou institutionnels, avec la création de fondations, par exemple. Ils souhaitaient ainsi se racheter une conduite. Au départ, ces entreprises tenaient un discours très général, avec des thématiques comme le respect de la vie, la sauvegarde de la planète ou des slogans comme « Bienvenue dans un monde meilleur ». Au fil des ans, les discours sont devenus plus mesurés, une attention plus grande est donnée au fait que les discours soit plus proches des préoccupations et s'articu-

le sur des actions concrètes, comme la recherche de processus productifs moins pollués.

2 Comment expliquez-vous cette évolution ?

Les entreprises ont vécu une véritable révolution copernicienne. Elles ne sont plus seules au centre de l'univers, mais sont entourées d'un jeu de contraintes qui se font et se défont au fil du temps. Plus la place des acteurs économiques est importante, plus les exigences se renforcent. Aujourd'hui, la contrainte d'opinion est la plus forte. Lors du naufrage de l'*Erika*, TotalFinaElf a expliqué que ses obligations légales n'étaient pas engagées. C'est un discours qui tenait la route, mais les opinions publiques attendaient plus que la légalité. En juillet 2001, la Commission européenne a publié un rapport sur la responsabilité des entreprises, qui

les invite à aller au-delà du cadre légal. L'idée est d'établir des modalités de dialogue avec les opposants.

3 Quelle analyse faites-vous de la stratégie de communication d'Areva, sponsor du Défi français ?

Areva est une société qui s'est donné un nouveau nom, elle fait peau neuve. C'est une stratégie de rupture. Son choix de partenariat sportif très audacieux, avec le Défi français, est aussi en rupture. Il est curieux, car il est rare qu'une entreprise fasse un pari aussi fort. Je ne sais pas si cette audace est folle, parfois elle peut payer, mais il y a eu un effet boomerang immédiat. Le passé est revenu en force. Il y a toujours une mémoire du risque, en attente, prête à se réactiver.

Propos recueillis par Laurence Girard

Modification attendue de l'actionnariat de la radio BFM

L'audience de la station, qui se veut généraliste, peine à décoller

JOURNÉE importante pour l'avenir de la radio d'information continue BFM. Les actionnaires de cette station, qui dispose de 17 fréquences, se réunissent mardi 4 juin à Paris. Ils devaient chacun annoncer leurs intentions : comptent-ils rester dans le capital, faut-il accueillir un nouvel actionnaire, réinjecter de l'argent, pour quoi faire ? En dépit du lancement d'une nouvelle grille en septembre 2001, destinée à défaire la radio de son image économique au profit d'un format plus généraliste, BFM peine à décoller. Selon son PDG, Jean-Luc Mano, qui cite Médiamétrie, la station bénéficie d'une « audience stable » en Ile-de-France (1,7 %). Elle progresserait dans Paris et dans plusieurs métropoles régionales. « C'est encourageant », estime-t-il, même si la radio reste déficitaire pour cause de morosité publicitaire.

« La question est maintenant de savoir si BFM doit rester dans son positionnement haut de gamme, ou si elle doit entrer dans les villes de moins de 100 000 habitants, ce qui serait beaucoup plus coûteux », résume son PDG, en poste depuis février 2001. Quoi qu'il en soit, M. Mano affirme, « sans vouloir formuler de menaces », qu'il est « décidé à partir » avec son équipe, « si la radio se retrouve dans une situation de sous-financement ». Selon lui, « en dessous du seuil de 70 millions de francs [10,7 millions

d'euros] par an, on ne fait pas une radio d'information ».

D'après nos informations, au moins deux actionnaires – la Compagnie financière Edmond de Rothschild (18,7 %) et Dassault Multimédia (11,2 %) – auraient l'intention de se désengager d'une radio qui ne leur aurait pas donné satisfaction. Le premier n'a pas pu être joint, alors que le second a « souhaité ne pas s'exprimer ». « Je préférerais que tous les actionnaires remettent au pot, ce serait dommage d'arrêter en cours de route », déclare de son côté Jacques Abergel, président de la holding FCC (Finance Communication et Compagnie), qui détient la radio. Ancien d'Europe 1, M. Abergel pos-

sède 39,2 % de FCC, en compagnie de Jacques Berrebi, patron de La Rochefortaise de communication.

Un candidat à l'entrée dans le capital de BFM s'est manifesté publiquement : Jacob Abbou, l'entrepreneur qui a acquis, le 31 mai, *Le Nouvel Economiste* et possède déjà *Le Journal de l'Automobile* et *Tribune juive*, racheté à M. Abergel. BFM, insiste M. Abbou, « mérite de revenir à son marché initial : l'économie ». En attendant l'issue de la réunion de mardi, un plan social a été suspendu. Il devait se traduire par 32 suppressions de postes, dont 18 licenciements, sur un total de 100 salariés.

Antoine Jacob

Nouveaux hommages à Jacques Fauvet

L'ÉMOTION suscitée par le décès de Jacques Fauvet (*Le Monde* du 4 juin) a continué de provoquer de nombreuses réactions. Pour Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale, la disparition de l'ancien directeur du *Monde* est « une perte pour notre pays ». L'ancien premier ministre socialiste Pierre Mauroy a rendu « hommage à un homme exemplaire par son parcours, par sa haute exigence morale, par sa rigueur de pensée et d'analyse ». Jean-Pierre Chevènement, a exprimé sa « grande peine ». Selon l'ancien ministre MDC, l'ancien directeur du *Monde* était « une conscience à laquelle chacun se référerait ». Les obsèques de Jacques Fauvet, disparu samedi 1^{er} juin à l'âge de 87 ans, auront lieu mercredi 5 juin à 10 h 30 en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris.

MENSUEL • N° 304 • JUIN 2002

Le Monde de l'éducation

Luc Ferry
Son plan
Sa méthode
Son équipe

BREVET - BAC
Tout sur la triche

ENTRETIEN
Antonio Negri
Souvenirs d'un maître à penser

Prof et homo
L'omerta

CORÉE DU SUD : L'ÉCOLE NON STOP

HISTOIRE : L'ÉCHEC ÉDUCATIF DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE

Dossier
Ils sont indésirables en classe

Handicapés, immigrés, surdoués...
Ces enfants dont l'école ne veut pas

VIENT DE PARAÎTRE

07172-304-F-450 €

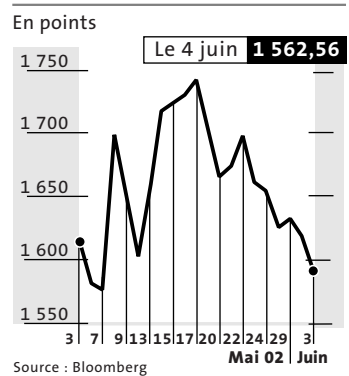
LA TENDANCE FINANCIÈRE

Nouvelle crise de confiance sur les marchés

LES GRANDS INDICES boursiers se sont inscrits en nette baisse, lundi 3 juin, sous l'effet d'une nouvelle crise de défiance des investisseurs à l'égard des sociétés cotées. Le Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a reculé de 2,17 %, à 9 709,79 points. L'indice Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a chuté de 3,29 %, à 1 562,56 points. A l'origine de ce malaise : la démission du PDG de Tyco, pour des raisons peu claires, et le suicide du responsable de l'énergie El Paso (*lire page 23*). Enfin, le courtier Knight Trading a procédé, apparemment par erreur, à une liquidation massive de titres, finalement annulée par le Nasdaq.

Le malaise suscité par ces faits divers a éclipsé l'annonce d'une activité plus forte que prévu en mai, selon l'indice ISM, et une haus-

INDICE NASDAQ



se inattendue de 0,2 % des dépenses de construction. « On continue à avoir de bonnes nouvelles économiques, mais également des nouvelles de sociétés très perturbantes », a indiqué Larry Wachtel, analyste de Prudential Securities, à l'Agence France Presse. « Il semble qu'il y ait une entreprise au cœur d'un scandale tous les jours », a ajouté M. Wachtel. Selon Gail Dudack, principale stratège du courtier Warburg Dillon Read, la Bourse devrait revenir aux cours planchers atteints après le 11 septembre, en raison du recul du dollar, de la reprise économique difficile aux Etats-Unis et de résultats de sociétés pour le deuxième trimestre qui devraient être décevants.

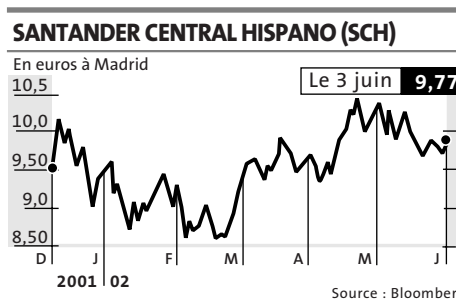
Les valeurs européennes, notamment les technologiques, ont suivi Wall Street. L'indice Euro Stoxx des 50 premières capitalisations a reculé de 1,26 %, à 3 382,54 points. L'action Nokia a reculé de 4,12 %, à 14,67 euros, touchée par des rumeurs d'avertissement sur ses résultats. A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 1,11 %, à 4 227,15 points. A Francfort, le Dax a reculé de 1,46 %, à 4 747,95 points. Londres est restée fermée en raison du jubilé de la reine.

A Tokyo, l'indice Nikkei des 225 premières valeurs s'est replié de 2,09 %, mardi 4 juin, à 11 653,07 points, dans le sillage de la baisse des marchés américains.

Adrien de Tricornot

La première banque espagnole, SCH, vide son portefeuille

CHRONIQUE DES MARCHÉS



RÉPUTÉE pour son portefeuille de participations foisonnant, la première banque espagnole, Santander Central Hispano (SCH), heurtée de plein fouet par la crise argentine, a choisi depuis quelques mois de sacrifier ses actifs non stratégiques ou non rentables. Afin de couvrir ses pertes passées ou à venir et d'accroître ses bénéfices de 10 %, la banque taille dans ses participations, avec plus ou moins de bonheur pour les petits actionnaires.

DEUX CESSIONS DANS LE BÉTON

Le géant bancaire dirigé par Emilio Botin vient ainsi de s'attaquer à ses participations dans le BTP et l'immobilier. Dernière opération en date, le 28 mai : la vente au constructeur Sacyr, pour 568,75 millions d'euros, de 24,5 % dans le numéro un du secteur immobilier espagnol, Vallehermoso. Cette opération doit se réaliser à un prix de 15 euros par titre, soit une prime de 31 % par rapport au dernier cours de Vallehermoso avant l'opération. Cette vente permet en outre à SCH de réaliser une plus-value de 300 millions d'euros, tout en conservant 4,3 % dans Vallehermoso. Autre cession : les 23,5 % du SCH dans le groupe de BTP Dragados, ont été vendus à la société ACS, pour 900 millions d'euros, soit 534 millions de plus-value, et 23,5 % de prime par rapport à la cotation du titre. Depuis le début de l'année, le titre Dragados a gagné 27,68 % et celui de Vallehermoso 57,4 %.

Ces cessions animent la place de Madrid en déclenchant des espoirs de fusions. La vente de Dragados à ACS, société bâtie par des acquisitions successives, a provoqué une recombinaison du paysage du BTP espagnol. Désormais majoritaire dans le capital de Dragados, ACS est devenu le numéro deux du pays et numéro

trois en Europe derrière le néerlandais HBG. Mais le rapprochement, le 21 mai, des deux grands rivaux espagnols de la gestion de l'auto-route à péage, Acesa et Aurea, dont Dragados est propriétaire à 36,3 %, modifie à nouveau la donne. Aurea peut s'appuyer sur un solide partenaire financier, La Caixa, première caisse d'épargne espagnole, qui détient 31,7 % du capital d'Acesa. Et Acesa, en retour s'allie avec Dragados, propriétaire de 36,3 % d'Aurea. Acesa et Aurea rivalisaient depuis plusieurs mois pour prendre le contrôle du troisième géant espagnol d'autoroutes à péages, Iberpistas, avant de trouver un compromis qui tend vers la fusion à trois.

DES MINORITAIRES MÉCONTENTES

Ces opérations ont provoqué la colère des actionnaires minoritaires de Dragados et Vallehermoso. Le SCH a touché une prime sur la cession de chacune de ces deux participations, sans que les autres actionnaires n'en touchent un centime. La banque a veillé à ne céder qu'une participation inférieure à 25 % dans ces

sociétés, ce qui lui évite de procéder à une offre publique conformément à la réglementation. Le gouvernement a promis de modifier la législation pour éviter ce type d'opérations.

UNE STRATÉGIE PAYANTE

Il n'empêche : la vente de ses participations a rapporté à SCH des plus-values d'un total de 925 millions d'euros, plus de la moitié venant des seules cessions de Vallehermoso et Dragados. A ces opérations s'ajoute une multitude de ventes de participations minoritaires détenues par la banque espagnole : 1,5 % dans la Société générale, pour 60 millions d'euros ; 1 % dans Commerzbank ; 1,09 % dans Vodafone, pour plus de 1,6 million d'euros ; l'essentiel de sa participation de 3,29 % dans la compagnie aérienne Iberia, cédé sur le marché boursier espagnol ; et 22 % dans Aguas de Valencia, opération qui lui a rapporté 32,5 millions d'euros de plus-values.

D'autres cessions sont attendues, comme la vente des 20 % du SCH dans Cepsa, une compagnie pétrolière contrôlée à 44 % par TotalFinElf. Les discussions avec le géant pétrolier français seraient « très avancées ». Ou encore les 53 % que détient SCH dans la société immobilière Urbis ou ses 17 % de la compagnie électrique Fenosa.

Cette stratégie d'allègement de son portefeuille industriel réussit à SCH. Alors que les actions des grandes entreprises espagnoles très engagées en Argentine, comme l'opérateur de télécommunications Telefonica, le pétrolier Repsol YPF ou la banque BBVA, sont en baisse depuis le début de l'année, le titre SCH affichait lundi 3 juin, à la fermeture, un léger gain de 1,81 %, à 9,77 euros.

Elsa Conesa

LES BOURSES DANS LE MONDE 4/6, 9h42

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	4662,30	4/6	-1,80	5467,31 19/3	4706,00 20/2 22,40
	Euro Neu Markt Price IX	803,51	4/6	-2,58	1212,43 4/1	805,33 7/5
AUTRICHE	Austria traded	1299,11	4/6	-0,35	1368,18 2/5	1109,88 9/1 14,20
BELGIQUE	Bel 20	2684,63	4/6	-0,85	2906,75 24/4	2609,61 15/1 13,40
DANEMARK	Horsens Bnex	252,61	4/6	-0,82	280,92 26/3	248,52 25/4
ESPAGNE	Ibex 35	7765,60	4/6	-1,70	8608,50 4/1	7628,00 22/2 18,40
FINLANDE	Hex General	6064,16	4/6	-2,30	9224,38 4/1	6112,14 30/5 15,30
FRANCE	CAC 40	4130,78	4/6	-2,28	4720,04 4/1	4210,29 20/2 19,20
	Mid CAC	2030,86	3/6	-0,65	2176,89 2/4	1929,16 2/1 15,40
	SBF 120	2897,86	4/6	-2,09	3263,90 28/3	2924,73 20/2 8,00
	SBF 250	2818,85	3/6	-0,98	3081,89 28/3	2782,54 20/2 18,80
	Indice second marché	2495,18	3/6	-0,69	2567,01 15/5	2287,72 2/1 17,30
	Indice nouveau marché	831,23	4/6	-2,11	1175,41 7/1	847,28 3/6
GRÈCE	ASE General	2279,50	4/6	0,00	2655,07 3/1	2160,28 16/4 17,30
IRLANDE	Irish Overall	5226,83	4/6	-0,21	6085,02 18/1	4611,79 20/3 13,10
ITALIE	Milan Mib 30	29154,00	4/6	-1,27	33548,00 17/4	29542,00 20/2 19,00
LUXEMBOURG	Lux Index	1113,04	3/6	0,45	1169,47 14/1	821,61 30/4
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	469,97	4/6	-1,69	531,45 18/4	475,19 22/2 16,50
PORTUGAL	PSI 20	7217,56	4/6	-0,71	7998,50 4/1	7117,02 7/5 16,70

EUROPE Mardi 4 juin 9h42

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTOMOBILE	3311,05	-2,11
BANQUES	232,02	-1,25
PRODUIT DE BASE	209,99	-1,44
CHIMIE	349,02	-0,72
TÉLÉCOMMUNICATIONS	332,60	-1,67
CONSTRUCTION	332,60	-2,65
CONSOMMATION CYCLIQUE	235,99	-0,69
PHARMACIE	124,90	-1,95
ÉNERGIE	429,10	-0,69
SERVICES FINANCIERS	334,00	-1,95
ALIMENTATION ET BOISSON	221,26	-1,65
BIENS D'ÉQUIPEMENT	246,36	-1,75
ASSURANCES	348,23	-1,04
MÉDIAS	349,22	-1,31
BIENS DE CONSOMMATION	278,46	-1,90
COMMERCE ET DISTRIBUTION	233,69	-2,58
HAUTE TECHNOLOGIE	279,98	-1,39
SERVICES COLLECTIFS	331,91	-3,04
	280,03	-1,13

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	NL	20,07	-1,33
AEGON NV	NL	22,16	-2,72
AIR LIQUIDE	FR	164,00	-1,56
ALCATEL A	FR	12,27	-3,00
ALLIANZ N	AL	230,50	-1,95
AVENTIS	FR	71,70	-2,85
AXA	FR	20,25	-2,88
BASF AG	AL	47,55	-2,32
BAYER	AL	33,70	-2,32
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	36,05	-2,30
BBVA	ES	12,76	-1,77
BNP PARIBAS	FR	58,25	-2,27
BSCH	ES	9,57	-2,05
CARREFOUR	FR	52,55	-1,96
DAIMLERCHRYSLER N	AL	51,35	-1,29

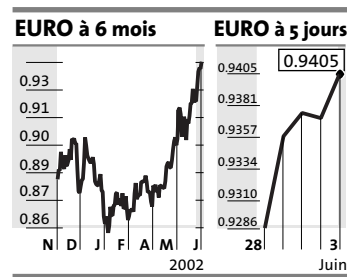
DANONE	FR	143,70	-1,03
DEUTSCHE BANK AG	AL	75,02	-1,93
DEUTSCHE TELEKOM	AL	11,17	-2,87
E.ON	AL	55,10	-1,11
ENDESA	ES	16,46	-1,44
ARTSTOR	IT	6,32	-0,78
ENI SPA	IT	16,04	-0,93
FORTIS	BE	23,61	-1,42
FRANCE TELECOM	FR	18,82	-4,52
GENERALI ASS.	IT	24,43	-1,41
ING GROEP CVA	NL	27,37	-2,53
KONINKLIJKE AHOLD	NL	22,38	-2,27
L'OREAL	FR	74,65	-2,10
LVMH	FR	55,35	-2,04
MUENCHENER RUECKV	AL	235,83	-2,47
NOKIA OYJ	FI	14,07	-4,09
PINAULT PRINTEMPS	FR	130,50	-1,66
REPSOL YPF	ES	12,45	-1,19
ROY.PHILIPS ELECTR	NL	31,26	-2,77
ROYAL DUTCH PETROL	NL	57,70	-1,95
RWE	AL	40,29	-1,47
SAINT GOBAIN	FR	187,70	-0,48
SANOFI-SYNTHELABO	FR	61,65	-2,14
SANPAOLO IMI	IT	10,16	-0,88
SIEMENS	AL	64,20	-2,16
SOCIETE GENERALE A	FR	71,10	-1,93
SUEZ	FR	29,77	-1,75
TELECOM ITALIA	IT	8,27	-1,55
TELEFONICA	ES	10,78	-3,06
TIF	IT	4,42	-1,12
TOTAL FINA ELF	FR	161,60	-1,76
UNICREDITO ITALIAN	IT	4,70	-1,47
UNILEVER CVA	NL	69,75	-0,78
VIVENDI UNIVERSAL	FR	31,15	-4,15
VOLKSWAGEN	AL	55,11	-1,17
ZONE EURO	FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce),		
HORS ZONE EURO	CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).		

MARCHÉ DES CHANGES 4/6, 9h42

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,80925	0,94230	1,46435	0,64120
TOKYO (¥)	123,56500		116,43000	180,95090	79,23505
PARIS (€)	1,06155	0,85905		1,55380	0,68065
LONDRES (£)	0,68295	0,55265	0,64350		0,43790
ZURICH (FR. S.)	1,55870	1,26155	1,46865	2,28265	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4331	7,4341
COURONNE NORVÈGE	7,4385	7,4415
COURONNE SUÉDOISE	9,1243	9,1273
COURONNE TCHÉQUE	30,1621	30,6460
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6375	1,6385
DOLLAR CANADIEN	1,4367	1,4377
DOLLAR HONGKONG	7,3486	7,3496
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9177	1,9217
FORINT HONGROIS	241,8542	242,6636
LEU ROUMAIN	31201,0000	31263,0000
ROUBLE	29,5170	29,5389



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
ROYAUME UNI						
	FTSE 100 index	5085,10	31/5	0,88	5362,29 4/1	5015,50 20/2 17,40
	FTSE techMark 100 index	1002,54	31/5	1,18	1569,61 4/1	988,98 30/5 75,70
SUÈDE	OMX	647,85	4/6	-1,63	878,88 4/1	656,15 30/5 22,40
EUROPE						
HONGRIE	Bux	8191,34	3/6	0,94	9019,42 7/5	7052,97 3/1
ISLANDE	ICEX 15	1270,75	3/6	-0,57	1413,85 21/3	1142,61 7/1
POLOGNE	WSE Wig index	15827,35	3/6	1,18	16423,34 25/1	13842,30 2/1 221,70
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	467,70	4/6	-0,04	479,39 10/5	384,60 2/1
RUSSIE	RTS	391,37	3/6	0,03	425,42 20/5	267,70 3/1
SUISSE	Swiss market	6477,30	4/6	-1,13	6740,60 17/5	6059,10 6/2 77,80
TURQUIE	National 100	10236,16	4/6	-0,78	15071,83 8/1	10132,50 31/5 12,50
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	309,47	3/6	-2,54	471,33 6/2	317,54 31/5
BRÉSIL	Bovespa	12659,48	3/6	-1,57	14495,28 18/3	11943,25 13/5 9,60
CANADA	TSE 300	7599,54	3/6	-0,74	7992,70 7/3	7402,70 20/2 24,50
CHILI	Ipsa	92,13	4/6	-0,88	102,37 4/1	92,61 30/5
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9709,79	3/6	-2,17	10673,09 19/3	9529,45 30/1 20,40
	Nasdaq composite	1562,56	3/6	-3,29	2098,87 9/1	1560,29 7/5 42,60
	Nasdaq 100	1159,15	3/6	-4,07	1710,22 9/1	1142,25 7/5 39,30
	Wilshire 5000	9865,09	3/6	-2,39	10983,40 19/3	9977,48 7/5
	Standards & Poors 500	1040,68	3/6	-2,48	1176,96 7/1	1048,95 7/5 20,00
MEXIQUE	IPC	6997,05	3/6	-0,49	7611,12 11/4	6365,72 14/1 11,30

FRANCFORT

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
LOBSTER NETWORK	0,20	42,86
E.MULTI DIGI DIENS	0,23	27,78
ARTSTOR	0,10	25,00
TELESENSKSL	0,38	22,58
BLUES CONSULTING	0,12	20,00
GEDYS INTERNET PRD	0,59	18,00
CAPITALSTAGE	4,15	16,90
Plus mauvaises performances		
JEAN PASCALE	1,00	-77,27
TECHNOTRANS	17,9	

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mardi 4 juin 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. /31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists various companies like ACCOR, AIR LIQUIDE, ALCATEL, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. /31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like EURO DISNEY, FAURECIA, F.F.P. (NV), etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. /31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like SAINT-GOBAIN, SALVEPAR (NY), SANOFI SYNTHELABO, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

3/6 : 11,03 millions d'euros échangés

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like AUFEMININ.COM, BRIME TECHN.BON 02, etc.

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like AUFEMININ.COM, BRIME TECHN.BON 02, etc.

Advertisement for 'Le Monde' magazine featuring the text 'Le ballon rond raconté par six écrivains des éditions du Dilettante' and 'Chaque jour, dans « Le Mondial 2002 », à partir du lundi 3 avec Le Monde daté mardi 4 juin'.

SECOND MARCHÉ

3/6 : 18,21 millions d'euros échangés

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like CORNEAL LABO, BILLON #, etc.

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var. Lists companies like CHAUSSERIA (LY), BERTHET BONDET #, etc.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 4/6 à 9h

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var. Lists companies like AGIPI, BNP PARIBAS, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var. Lists companies like ECUR.OBLIG.INTER, ECUR.TECHNOLOGIES, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var. Lists companies like MASTER ACTIONS, MASTER DUO, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var. Lists companies like CIC HORIZON D, CIC MONDE PEA, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var. Lists companies like STRATEGIE CAC, STRATEGIE IND.US, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, and % var. Lists companies like DEDIALYS SANTE, DEDIALYS TECHNO, etc.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

On assiste à une multiplication récente des **PROJETS EUROPÉENS** qui se penchent sur les systèmes de perception des animaux et étudient comment leur organisme évolue dans leur environnement phy-

sique. **LES CHERCHEURS EN ROBOTIQUE** tentent ainsi de s'inspirer des organismes vivants. Ils reproduisent, par exemple, le sonar des chauves-souris afin d'améliorer l'aptitude des robots à se déplacer

dans un univers en trois dimensions. L'œil de la mouche surprend par son faible nombre de pixels tandis que **LES POILS DE CRIQUET** conduisent à fabriquer de minuscules anémomètres. Le projet Psikharpax

associe roboticiens, biologistes et informaticiens afin de tenter d'intégrer les connaissances sur la **NEUROPHYSIOLOGIE DU RAT** dans un robot doté de multiples capteurs visuels, auditifs et tactiles.

Quand la nature inspire la technologie des mini-robots

Depuis toujours l'homme a mimé la perfection du monde animal. Profitant de la miniaturisation des composants électroniques, les chercheurs essaient de recréer le bio-radar de la chauve-souris. Les non-voyants pourraient bénéficier de ces techniques

DE TOUT TEMPS, l'homme s'est inspiré de la nature pour concevoir et développer des objets manufacturés. Ce biomimétisme est une tradition millénaire où se sont illustrés nombre d'inventeurs, à commencer par le plus fameux d'entre eux, Léonard de Vinci. « Très tôt, on a fait le lien entre la beauté des formes des matériaux et organismes naturels et leur fonction », rappelle Jérôme Casas, directeur de l'Institut de recherche sur la biologie de l'insecte de la faculté des sciences et techniques de Tours. Machines volantes, habitats, matériaux composites, robots, prothèses artificielles... La liste des applications réalisées, ou seulement imaginées, grâce à cette approche, est longue. Et qu'on l'appelle biomimétisme, biomimesis ou bionic,

L'Europe n'est pas la seule à s'intéresser fortement à ce domaine. Les USA et le Japon ont eux aussi une longue tradition de robotique

elle est loin d'être abandonnée aujourd'hui ! On essaye toujours de copier la perfection et la beauté de la nature, en particulier celles du monde animal.

Ce qui est nouveau, c'est la multiplication récente de projets consistant à se pencher sur les systèmes de perception des animaux, à étudier comment l'organisme animal évolue dans son environnement physique et à s'en inspirer. Comment les arthropodes, les céphalopodes, les poissons, les amphibiens, les oiseaux et les mammifères, captent-ils et fusionnent-ils les informations sensorielles ? Comment les utilisent-ils pour ensuite agir ? Ne peut-on,



Oscar, le robot mouche, pèse moins de 100 grammes et tourne sur lui-même grâce à ses deux hélices qu'il contrôle afin de maintenir son œil sur une cible et de la suivre du regard (à gauche). Psikharpax, le projet de robot rat, intègre de multiples instruments sensoriels dont les vibrisses, qui le dotent d'un embryon de sens du toucher complété par des capteurs de choc (ci-dessous).

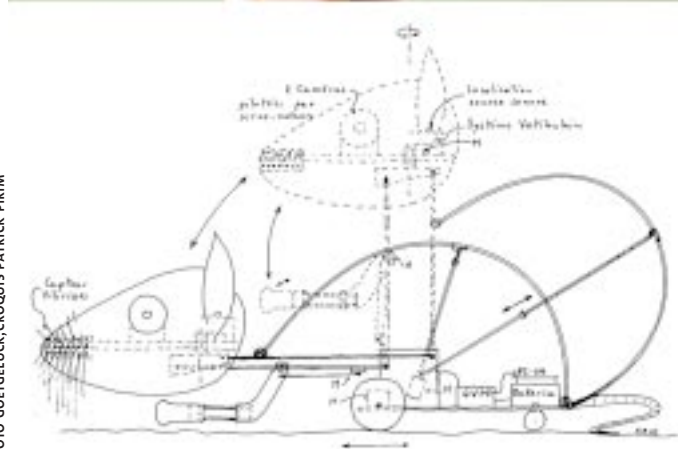


PHOTO GOETTELÜCK, CROQUIS PATRICK PIRIM

une fois ces informations recueillies, copier dans un monde miniature hautement technique ces ingénieux systèmes issus de milliards d'années d'évolution.

C'est le cas du sonar des chauves-souris qui, dans leur vol nocturne, évitent les multiples obstacles de leur environnement grâce à un étonnant système d'écholocation. Dans l'obscurité, rappelle Herbert Peremans, ingénieur à la faculté Saint-Ignace d'Anvers (Belgique), « les oreilles d'une chauve-souris n'arrêtent pas de modifier leur forme, leur mouvement et leur orientation ». Mais le fonctionnement en finesse de ce biosonar est, estime-t-il, dû à la petite taille, à la plasticité et à la mobilité des organes d'émission et de réception des ondes ultrasoniques.

Créer, comme il l'envisage, une tête de chauve-souris « bionique » dont les performances dépasseraient celles des systèmes déjà mis au point, demande donc de « construire » petit. Pas plus de 4 à 8 centimètres de diamètre, comme l'animal. Et c'est dans ce volume réduit que devra trouver place l'équipement nécessaire à l'écholocation : des transducteurs minuscules pour l'émission et la réception d'ultrasons à l'échelle requise, des circuits électroniques complexes et un système micromécanique à multiples degrés de liberté permettant de contrôler la forme et les mouvements de minuscules radars. Ces derniers seront constitués d'une « bouche », d'un « nez » et d'« oreilles », conçus pour répondre le mieux possible à



la fonction envisagée, toujours en se fondant sur les modèles observés chez la chauve-souris.

Cet ambitieux projet, Circe (Chiroptera-Inspired Robotic Cephaloid), a démarré au mois de mai. Il est coordonné par Herbert Peremans et mené par un consortium européen pluridisciplinaire comprenant des spécialistes de biologie et de neurosciences de l'écholocation, des experts en micromécanique, en robotique, en électromécanique, en conception de systèmes digitaux, etc.

Car, en amont de la réalisation d'un robot doté des capacités bioniques d'une chauve-souris, toute une série d'études doit être entreprise. Par exemple, déterminer comment les données sensorielles sont recueillies et traitées

chez l'animal, ce qui devrait conduire à l'implantation dans la « tête » bionique d'éléments neuroromorphiques – comme une cochlée artificielle, partie de l'oreille interne contenant les terminaisons du nerf auditif – destinés à réaliser les opérations de traitement de signal. Un des objectifs du projet est de mieux connaître le comportement sensorimoteur de la chauve-souris en le testant grandeur nature.

15 millions d'euros pour dix projets

Circe émane, en fait, d'un appel d'offres lancé par le programme Future and Emerging Technologies de la Commission européenne, dans le cadre d'une toute nouvelle initiative Life-Like Perception Systems. Suivant l'avis d'un groupe d'experts européens et de responsables de centres de recherche, la Commission a, en effet, décidé de soutenir des projets interdisciplinaires visant à « créer des systèmes perception-réponse intégrés, inspirés des solutions trouvées par les organismes vivants ».

Au total, 15 millions d'euros ont été ainsi alloués, en février dernier, à dix projets parmi une quarantaine présentés. Ces projets, qui débutent tous en mai et juin, portent aussi bien sur l'étude de modèles animaux, comme la chauve-souris ou le criquet, que sur l'homme, telle la mise au point, par les équipes réunies autour du professeur Paolo Dario, d'une main artificielle dotée du sens du toucher et de la capacité de préhension, ce qui implique une représentation des stimuli dans le système nerveux central.

Des applications plus pratiques sont évidemment aussi envisagées, notamment dans le domaine de la robotique, pour étendre les capacités des robots à évoluer dans un environnement complexe à trois dimensions. Selon Herbert Peremans, à terme, ce système pourrait aussi être développé pour aider les non-voyants ou pour augmenter le niveau de contrôle de

chaises roulantes hypersophisticquées. Certains projets sont plus « fondamentaux », comme Sense-Maker, qui vise à concevoir et réaliser un système artificiel de « fusion sensorielle ». Conduit par Martin McGinnity, de l'université d'Ulster, ce programme associe des équipes de neurophysiologie et de neurosciences computationnelles, notamment celle d'Alain Destexhe, au CNRS de Gif-sur-Yvette, et des équipes d'ingénieurs et d'électroniciens pour la réalisation d'ordinateurs.

L'Europe n'est pas la seule à s'intéresser fortement à ce domaine. Les USA et le Japon ont une longue tradition de robotique, et les échanges entre les sciences du vivant et l'ingénierie y sont assez répandus. Les projets de bionique focalisée sur les systèmes sensoriels s'y sont aussi beaucoup multipliés ces derniers mois. La National Science Foundation américaine qui voulait l'année dernière lancer une initiative similaire à celle de la Commission européenne a dû, cependant, renoncer à ce programme, les événements du 11 septembre ayant quelque peu bouleversé les priorités du pays en matière de recherche.

Mais pourquoi cet engouement accru pour les systèmes de perception intégrés ? La raison principale en est que, grâce à l'évolution de l'instrumentation et des techniques, on peut désormais revisiter certaines problématiques, mesurer des phénomènes infiniment petits et fabriquer des micro et des nanostructures. Beaucoup de chercheurs travaillant dans ce domaine pensent aussi qu'une meilleure compréhension des systèmes de perception du vivant peut jouer un rôle important dans les technologies informatiques. De plus, les capteurs et systèmes sensoriels sont des éléments clés pour obtenir un comportement adaptatif et « intelligent », aussi bien pour les robots complexes, humanoïdes, que pour toutes sortes de machines et de produits de notre civilisation : machines à laver, four, etc.

Catherine Tastemain

De l'œil de la mouche aux poils de criquet

« **CE QUI SE DÉVELOPPE** de manière remarquable en ce moment, c'est la « bionic du traitement de signal ». Un domaine d'activité qui vise à extraire les principes du traitement de signal chez un animal puis à les incorporer, grâce aux possibilités extraordinaires de l'électronique et à la miniaturisation, dans un robot », explique Nicolas Franceschini, du département de biorobotique du CNRS à Marseille.

L'équipe qu'il dirige travaille depuis dix-sept ans à la fois sur le système nerveux – en particulier le système visuel des insectes – et sur des applications robotiques. Elle a été l'une des premières au monde à construire des robots qui se guident automatiquement par la vision. L'un d'eux, un robot-œil de mouche, fait d'ailleurs les beaux jours de la Cité des sciences de La Villette, où il est exposé depuis huit ans.

Pourquoi l'œil de la mouche ? « Parce qu'on se perd moins dans un fouillis de neurones », répond Nicolas Franceschini. L'œil mosaïque de la mouche ne se compose que de 3 000 unités élémentaires (facettes) dont chacune, braquée dans une direction donnée de l'espace, porte huit cellules photoréceptrices qui se prolongent vers un cerveau minuscule. De plus, « ces insectes naviguent dans les trois dimensions avec un cerveau d'un million de neurones, soit un million de fois moins que celui de l'homme. » Des yeux de la mouche sont donc l'illustration vivante que, pour assurer une vision tridimensionnelle, il n'est pas nécessaire de recourir à deux ou trois caméras équipées de capteur de plusieurs centaines de milliers de

pixels. Trois mille pixels suffisent. La mouche en est la vivante démonstration.

OSCAR, LE DERNIER ROBOT

Du robot-mouche ambulateur, le groupe de Nicolas Franceschini est passé à la construction d'objets volants miniatures équipés d'une part d'un système visuel sensible au mouvement pour suivre le terrain et éviter les obstacles et de l'autre de microcaméras retransmettant des images. Une gageure. Pourtant, Oscar, le dernier robot de démonstration, pèse moins de 100 grammes. Deux hélices lui permettent de tourner autour d'un axe vertical. Son « œil » est composé de photorécepteurs dont les « prolongements » électroniques sont calqués sur les neurones détecteurs de mouvements et traitent en parallèle le signal visuel. Ainsi, il est capable de piloter ses deux hélices de manière différentielle, pour tourner, garder son œil sur une cible visuelle ou la suivre du « regard ».

La vision n'est pas le seul sens qui intéresse les chercheurs. Certains se passionnent aujourd'hui pour les poils de longueur différente, les « cerci », que les criquets possèdent sur l'arrière-train. Des senseurs qui leur permettent de recueillir des informations sur le flux d'air, les sons, la température, l'humidité, les vibrations, etc.

Pour Jérôme Casas, directeur de l'Institut de recherche sur la biologie de l'insecte de la faculté des sciences et techniques de Tours, « il s'agit là des capteurs sensoriels les plus sensibles que l'on connaisse ». Il y a quatre ans, Tim Chap-

man, du département de psychologie de l'université de Stirling (Grande-Bretagne), a d'ailleurs doté un robot mobile miniature d'une dizaine de « poils » et d'un réseau neuronal algorithmique. Son objectif : modéliser et donc mieux comprendre le comportement de fuite du criquet devant un prédateur.

Plus ambitieux : le projet Cicada (Cricket Inspired perception and Autonomous Decision Automata), coordonné par Jérôme Casas dans le cadre de l'initiative européenne Life-Like Perception System. « Notre approche, explique le chercheur, est d'essayer de faire tenir de nombreux capteurs minuscules – des anémomètres – figurant les poils sur une surface de 2 millimètres carrés. » Son idée : comprendre pourquoi tant de poils sont nécessaires. Est-ce que certains répondent seulement à un type de stimulus donné ? Est-ce que d'autres restent constamment en alerte ? C'est l'équipe du professeur Miko Elwenspoek, du laboratoire de technologies des transducteurs à l'université de Twente (Pays-Bas) qui est chargée du développement des MEMS (MicroElectroMechanical-Systems) qui serviront d'anémomètres.

Autre point important : le micro-robot qui sera mis au point – d'ici trois ans si tout va bien – devrait se passer de circuits électriques pour l'interface entre les micro-capteurs (MEMS) et la partie silicium (ordinateur) du système. A la place, ce seront des... cultures de cellules qui transmettront les messages.

Ca. T.

Psikharpax, premier rat robot qui réfléchit avant d'agir

L'« ANIMAL » ressemble encore à un gros joujou en carton, métal et polystyrène expansé. Le rat robot baptisé Psikharpax entre dans sa phase prototype. Ce projet européen est l'un des plus ambitieux en matière de construction d'un robot adaptatif inspiré de l'animal. Le programme Psikharpax, mis sur les rails en septembre dernier, inaugure ainsi une collaboration rare entre biologistes, roboticiens et informaticiens (Animat-Lab au laboratoire d'informatique de Paris-VI, neurobiologistes du Laboratoire de physiologie de la perception et de l'action (LPPA) au Collège de France, informaticiens du Lirm de Montpellier, de l'ABRG à Sheffield et du LCN de Lausanne) associés à des ingénieurs-entrepreneurs.

Ces derniers vont permettre aux chercheurs de construire eux-mêmes leur rat avec muscles artificiels ou angle de vision des yeux correspondant au mieux à la morphologie du rongeur. L'entrepreneur Patrick Pirim, électronicien féru de vision artificielle, réalise le squelette du robot dans lequel seront ensuite fixés les moteurs permettant au rat de se redresser ou d'avancer sur ses roulettes et les capteurs grâce auxquels il percevra son environnement.

L'ingénieur fournira une partie de l'électronique du robot, notamment les cartes électroniques de vision (GVPP) commercialisées par sa société. Ces composants s'inspirent de la physiologie animale. Ils analysent les stimuli visuels afin de détecter et de reconnaître en temps réel un objet ou de com-

prendre une scène. Le rat artificiel, bientôt doté d'une queue et d'une conséquente paire de moustaches, sera progressivement équipé d'un système visuel et d'audition très proches de ceux du rat.

VALIDER DES HYPOTHÈSES

Grâce à ces capacités sensibles, les roboticiens espèrent obtenir un robot capable de naviguer dans son environnement et d'y survivre en y découvrant sa nourriture et en échappant aux dangers potentiels. Le but n'est pas d'intégrer tous les savoirs sur la neurophysiologie du rat dans la machine, mais d'introduire les mieux connus d'entre eux dans le système de contrôle du robot. A savoir, la navigation (sa capacité à se déplacer de façon autonome) et la sélection de l'action (que faire et quand ?). Grâce au savoir des neurobiologistes du LPPA et au système de vision GVPP, les informaticiens vont en particulier doter Psikharpax d'une vision plus développée que celle de son cousin réel.

Cette vision « active » lui permettra de catégoriser les divers objets rencontrés sur son chemin. Psikharpax se construira ainsi progressivement une carte cognitive de son environnement qui lui permettra d'enchaîner des actions de manière adéquate. Ces capacités, notamment la sélection de l'action, sont encore inédites chez le robot. « Actuellement, les robots sont incapables de « décider » quand arrêter une action courante pour en commencer une autre. Un animal sait parfaitement résoudre ce problème sinon il serait mort depuis longtemps », expli-

que Jean-Arcady Meyer, directeur de l'AnimatLab. Pour que le système fonctionne, les informaticiens et les roboticiens devront compenser les lacunes du savoir biologique par des mécanismes venant des sciences de l'ingénieur. « Aux biologistes d'aller vérifier si ces mécanismes-là sont réellement implantés dans le rat », ajoute le chercheur.

Pour les biologistes aussi, le passage au robot sera enrichissant. Il leur est encore impossible de simuler mathématiquement certains aspects du monde réel, notamment ses imperfections. L'équipe du LPPA, menée par Alain Berthoz, étudie les bases neurales de la navigation chez l'homme et l'animal. Elle voit dans Psikharpax, le moyen de valider ses hypothèses sur le fonctionnement du cerveau. « Je défends la théorie selon laquelle le cerveau est un simulateur de l'action et non un instrument qui traite les informations sensorielles de façon passive », explique Alain Berthoz. Il anticipe, il simule mentalement les trajets, il élabore des stratégies cognitives. Par exemple, vous pouvez vous remémorer un chemin parcouru en vous rappelant de la route parcourue associée à des scènes visuelles ou en utilisant une représentation du chemin par cartes. Nous allons entre autres tester dans Psikharpax ces stratégies qui supposent des mécanismes mentaux différents. » Pour que Psikharpax, financé par le programme Robea du CNRS, évolue sous leurs yeux, les chercheurs devront encore patienter deux ans.

Cécile Ducourtieux
Le Monde interactif

Andre Agassi domine la fougue de Paul-Henri Mathieu

Tennis • Les deux anciens pensionnaires de l'académie de Nick Bolletieri en Floride se sont affrontés longuement avant que l'expérience de l'Américain ne vienne à bout des accélérations du jeune Français

C'EST FINI. Andre Agassi ne prend plus la peine d'attendre que la balle ait rebondi deux fois pour se retourner vers son clan et brandir un immense sourire. Paul-Henri Mathieu baisse la tête, dépit, et reçoit une chaleureuse poignée de main, maigre récompense après la leçon du maître. Lundi 3 juin, sur le court central, devant un public passionné, l'élève a perdu en huitième de finale des Internationaux de France (4-6, 3-6, 6-3, 6-3, 6-3) devant le seul joueur en activité à avoir gagné sur toutes les surfaces des tournois du grand chelem.

Le jeune Français, champion junior de Roland-Garros en 2000, aujourd'hui 103^e joueur mondial et invité dans le tournoi, a pourtant mené deux sets à zéro avant une courte interruption pluvieuse et même deux jeux à zéro dans la troisième manche. Ce ne fut pas suffisant pour abattre une légende, même si, à force de combativité, il a arraché des balles de 4 jeux à 1 dans la cinquième manche.

A 20 ans, le Français a encore tant à apprendre de l'Américain, 32 ans, qui évolue sur le circuit professionnel depuis seize ans. Lundi, Andre Agassi, tête de série numéro 4, a d'abord paru vieux, surclassé par la fougue d'un grand gosse au jeu étincelant. Paul-Henri Mathieu a claqué des services gagnants ou des aces, fouetté des accélérations au nez de son adversaire dépité ; il s'est frappé la poitrine du poing, il exultait et le public avec lui.

Andre Agassi hochait la tête, s'agaçait et tentait de venir dans une partie où il lui était interdit d'entrer. Point après point, Paul-Henri Mathieu lui sapait le moral et lui coupait les jambes. Avec dix ans d'écart, les deux hommes ont passé quelques années à l'Académie de Nick Bolletieri en Floride. Chez les gourous du tennis américain, Agassi a fait ses classes et les quatre cents coups dans les années 1980. Paul-Henri Mathieu y a passé quatre ans entre 1997 et 2000, avec plus de sérieux. D'une décennie l'autre et d'un carnet de note plus ou



Le professeur Andre Agassi (à gauche) a frôlé la catastrophe en huitième de finale de Roland-Garros face à Paul-Henri Mathieu (à droite). Après avoir été mené deux sets à zéro, le maître, grâce à son expérience et à son talent, a renversé la situation, et disputera son quart de finale contre l'Espagnol Juan Carlos Ferrero.

moins bien rempli, ils ont montré la griffe locale, cette énergie et ce sens du spectacle.

Il y a bien longtemps qu'Andre Agassi est sorti de l'Académie. Aux leçons, il a ajouté son talent, son expérience. Son jeu s'est épicé de ces années passées entre gloire et blessures, doutes et triomphe. Et de cette touche de génie qui permet à ce joueur, souvent dilettante, de faire preuve d'une grande sagesse. Alors, en vieux briscard, l'Américain est revenu dans la partie en jouant sur les défauts de son adversaire. Bien que dépassé dans les deux premières manches, il a pu observer les failles de Paul-Henri Mathieu comme cette difficulté à venir de l'arrière vers l'avant et cet

excès de régularité à frapper ses premiers services dans le même coin.

Alors, le joueur américain a coupé les jambes du Français en multipliant des amortis – la plupart gagnants – et en retournant des mises en jeu. L'élève s'est rebiffé, parfois, le maître s'est montré un peu juste, mais la beauté d'un cinquième set et l'expérience d'Agassi en la matière s'est révélée payante. Dans sa carrière, il a disputé 39 de ces matches épiques en ayant ou non perdu les deux premiers sets. Paul-Henri Mathieu jouait son deuxième marathon du genre.

A Paris, Andre Agassi avait déjà connu ce type de situation. En 1999, il avait emporté sa première victoire face à l'Ukrainien Andrei

Medvedev qui avait pris le meilleur sur lui pendant une heure et deux manches avant que la pluie ne se mette de la partie. Bien sûr, il se souvient de la mésaventure mais aujourd'hui, ce sont ces 39 matches disputés en cinq sets qui l'ont aidé à se sortir du piège : « Dans ces cas-là, il ne faut surtout pas se dire "tu as du boulot pour revenir", explique-t-il. A ce moment-là du match, vous devez trouver une façon de rendre la partie plus difficile pour votre adversaire. »

Paul-Henri Mathieu, lui, est à l'orée de sa vie sportive. Il va s'en aller disputer un tournoi challenger (la deuxième division du circuit) en Italie. Quel avenir peut-il espérer ? Le professeur Agassi a été consulté sur les talents du gamin. Quel potentiel ? Quel avenir ? Andre Agassi a répondu doctement : « Vous devez jouer un adversaire dans différentes situations pour voir comment il s'adapte ou comment il joue sur différentes surfaces. Il est vrai que s'il joue comme cela tout le temps, il faudra s'en méfier semaine après semaine. »

Aujourd'hui comme en 1999, Andre Agassi a tout à perdre à disputer des tournois du grand che-

Marat Safin esseulé face au public

Le Russe Marat Safin a dû faire face au public du court Suzanne Lenglen pour se qualifier pour les quarts de finale en éliminant Arnaud di Pasquale (3-6, 6-4, 6-3, 6-2). « Ils étaient complètement contre moi. On se sent un peu seul sur le court, mais on peut survivre... et gagner des matches », a expliqué l'ancien vainqueur de l'US Open. Le joueur classé numéro 1 mondial s'est appuyé sur sa mise en jeu pour retourner le cours de la partie. « Mon service m'a sauvé la mise aujourd'hui. Arnaud di Pasquale a commencé à bien jouer, nous avons joué très vite, mais je n'étais pas prêt et je me suis un peu déconcentré », a expliqué le Russe avant d'ajouter : « Ensuite, je ne l'ai plus laissé dominer le jeu. »

Sébastien Grosjean seul rescapé du clan français pour les quarts de finale

ON ne les a pas vus arriver. Obnubilés par l'hécatombe des têtes de série à l'issue de la première semaine des Internationaux de France – Lleyton Hewitt, Roger Federer, Tommy Haas, Yevgeni Kafelnikov, Thomas Johansson, Tim Henman et autre Gustavo Kuerten –, on a presque été surpris d'en retrouver trois parmi les seize derniers qualifiés. Pour la première fois depuis longtemps, il n'y avait eu autant de Français à ce stade de la compétition parisienne. Sébastien Grosjean, Arnaud di Pasquale et Paul-Henri Mathieu se sont donc invités à domicile pour tenter de prendre part aux quarts de finale.

Poussés par le succès des Bleus, tenants du titre en Coupe Davis, les tennismen français se sont rappelés aux bons souvenirs de Roland-Garros. Qu'ils soient espagnols, américains, argentins ou qu'ils viennent d'Europe de l'Est, de ces régions où, dit-on, les futurs grands joueurs sont légions, leurs adversaires n'ont qu'à bien se tenir : le tennis français s'est mis au diapason mondial.

PUGNACITÉ RETROUVÉE

Inaltérablement installé à sa place de numéro un français, Sébastien Grosjean est le symbole de cette pugnacité retrouvée. Alors qu'on ne donnait pas cher du jeune Marseillais à l'entame du tournoi, il est le seul Français à atteindre les quarts de finale, après une solide victoire sur le Bel-

ge Xavier Malisse (6-2, 7-5, 6-3). Apparemment mal remis d'une blessure aux adducteurs et de la fatigue accumulée lors de sa brillante saison 2001, Sébastien Grosjean avait été très effacé et irrégulier en début d'année, si l'on excepte sa place en demi-finale au tournoi de Monte-Carlo. Demi-finaliste l'an passé, après avoir battu Andre Agassi au tour précédent, dans un match mémorable, il s'est particulièrement bien préparé pour disputer les Internationaux de France.

Sa maîtrise mentale du jeu est un véritable casse-tête pour ses adversaires. Sa grande expérience, sa capacité de contenir la pression sans la subir, sa mobilité et ses accès d'agressivité – « trop rares », reconnaît-il – lui permettent toutes les audaces, comme si de rien n'était.

Une force tranquille anime le Marseillais : « J'ai moins bien joué aujourd'hui que les autres jours, j'ai moins bien bougé, mais je n'ai pas ressenti de douleurs. Physiquement, je suis beaucoup mieux qu'à Monte-Carlo. Et surtout, je suis heureux d'être là. » Sébastien Grosjean sait aussi qu'il a, porte d'Auteuil, un allié et complice de poids : le public.

Arnaud di Pasquale, bénéficiaire d'une wild card, et dont la présence était la moins prévisible à ce stade de la compétition, était tout aussi content de figurer à ce stade du tournoi. Tombé à la 283^e place après s'être fait opérer du genou,

absent des courts pendant sept mois, il a perdu en huitième de finale face au numéro deux mondial, le pragmatique Russe Marat Safin (3-6, 6-4, 6-3, 6-2).

Le manque d'expérience a pénalisé le joueur français. « Je m'en veux un peu, parce qu'en jouant plus simplement j'aurais pu l'accrocher un peu plus, reconnaître-il. J'ai peut-être un peu trop tenté à mon goût. (...) Je pense que Grosjean [son adversaire en quart de finale] peut vraiment le battre. »

« JE ME SUIS VU GAGNER »

L'expérience a également fait défaut à Paul-Henri Mathieu, ce même lundi 3 juin, sur le court cen-

tral. Après avoir sorti son compatriote Fabrice Santoro, puis le Tchèque Jiri Novak au 3^e tour, le jeune Français se trouvait face à Andre Agassi sur le court central. Paul-Henri Mathieu n'a pas remporté la partie. « Au moment où je me suis vu gagner, c'est là que j'ai commencé à baisser », explique l'ancien vainqueur des Internationaux juniors en 2000.

Andre Agassi a reconnu les qualités de son jeune adversaire du jour : « Il fallait que je l'oblige à jouer encore mieux pour aller chercher sa victoire. Il fallait qu'il la mérite. » C'est ça l'expérience.

Jean-Jacques Larrochelle

lem : « J'ai 32 ans, chaque rendez-vous passé est l'une des dernières occasions manquées d'en gagner un. » Toute sa vie est aujourd'hui savamment organisée autour de l'âge de ses artères sportives, de sa fondation pour aider les enfants en difficulté et bien sûr de sa famille. Il a un enfant, Jaden, né en octobre 2001 de son union avec Steffi Graf, l'ancienne championne. Il n'envisage pas la retraite : « Je rêve que mon fils me voie jouer au tennis et qu'il en garde le souvenir », se plaît-il à dire.

Ainsi, le joueur américain s'économise et économise son temps pour sa famille. Il a annoncé qu'il ne disputerait pas la demi-finale de Coupe Davis contre la France en septembre, au stade de Roland-Garros : « Je dois faire avancer le train sans que les wagons de ma vie ne se décrochent. Il ne faut donc pas effectuer de virages trop serrés. »

L'élève s'est rebiffé, parfois, le maître s'est montré un peu juste, mais la beauté d'un cinquième set et l'expérience d'Agassi en la matière s'est révélée payante

En quart de finale, l'ancien numéro un mondial rencontrera Juan Carlos Ferrero. L'Espagnol, tête de série numéro 11 qui a éliminé l'Argentin Gaston Gaudio en cinq sets et va ainsi disputer son troisième quart de finale des Internationaux de France en trois ans. Face à Andre Agassi, le jeune homme, âgé de 22 ans, peut déjà faire parler l'expérience.

Bénédicte Mathieu

RÉSULTATS

SIMPLE MESSIEURS

HUITIÈMES DE FINALE

Troisième quart du tableau

Ferrero (Esp, n° 11) bat Gaudio (Arg, n° 31) 6-7 (3/7), 6-1, 6-7 (5/7), 6-2, 6-4

Agassi (Usa, n° 4) bat Mathieu (Fra) 4-6, 3-6, 6-3, 6-3, 6-3

Quatrième quart du tableau

Grosjean (Fra, n° 10) bat Malisse (Bel) 6-2, 7-5, 6-3
Safin (Rus, n° 2) bat Di Pasquale (Fra) 3-6, 6-4, 6-3, 6-2

DOUBLE FEMMES

TROISIÈME TOUR

Testud (Fra)-Vinci (Ital) bat Farina (Ital)-Elia-Schett (Aut) 6-4, 7-6 (9-7)
Ruano (Esp)-Pascal-Suarez (Arg) bat Fusai (Fra)-Vis (Pbs) 6-1, 6-0

Philippe Le Cœur

GASTRONOMIE
Publicités

PARIS 1^{er}

LE LOUCHÈBEM

RESTAURATEUR - BOUCHER
31, rue Berger 75001 - 01 42 33 12 99
Tous les jours sauf le dimanche
www.le-louchebem.fr

PARIS 6^e

Le Saint-Gilles

Spécialités des Iles de la Réunion - Maurice - Seychelles
Dîner aux chandelles
Piste de danse
Ambiance soleil de l'océan indien.
15, rue Jules Chaplain - 01 43 25 12 84
M^o Vavin/Notre Dame des Champs
Cartes DC et AE acceptées

PARIS 7^e

LES MINISTÈRES

10 € Plateau
20 Huîtres
normandes de St-Vaast
30, rue du Bac - Rés. 01 42 61 22 37

PARIS 14^e

AUMOULIN VERT

une addition sans surprise 30 € déjeuner ou dîner. Kir maison, vin et café compris.
La cuisine directement inspirée du marché et de la saison se décline dans un menu varié : 12 entrées, grand choix de viandes et poissons, fromage ou dessert. Le chef élabore plats et sauces dans un savant équilibre de tradition et de qualité. Tout est frais et mitonné sur place avec un très bon rapport qualité/prix et servi dans un cadre verdoyant, spacieux et inattendu.
34 bis, rue des Plantes - Tél. : 01.45.39.31.31
M^o Alésia - T.L.J. - Tout l'été - Salon de 20 à 80 pers. - Salle Climatisée - Terrasse d'été

Restaurant de Haute Mer
le bar à huîtres
Malin le menu "Homard" 38€
Toujours les Huîtres élevées à l'Île d'Oléron
MONTPARNASSE : 112, Bd du Montparnasse • Vavin • 01 43 20 71 01
St GERMAIN : 33, Rue St Jacques • St Michel • 01 44 07 27 37
BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais • Bastille • 01 48 87 98 92
http://www.lebarahuîtres.com

"Le Pluvinel"
Une cuisine inventive dans un cadre romantique
La cour jardin fleurie, et sa nouvelle carte d'été
HÔTEL REGINA
Face au Louvre et aux Tuileries
2, place des Pyramides - 75001 PARIS
Réservations : 01.42.60.90.34

wineandco Primeurs 2001
Château Prieuré-Lichine 2001
5^{ème} Grand Cru Classé, Margaux AOC
Révélation !
00 800 1000 20 20
www.wineandco.com

Spaghetti all'Dante

Quelques livres et de bonnes adresses pour découvrir les richesses de la cuisine italienne

L'ITALIE est une figure majeure de l'Europe à table, nous rappellent deux universitaires gourmets, Alberto Capatti et Massimo Montanari dans *La Cuisine italienne, histoire d'une culture*, un ouvrage où les idées, les valeurs et les pratiques forment une « *histoire totale* », selon l'expression de Jacques Le Goff dans sa préface.

« *Qu'est-ce que la gloire de Dante, à côté de celle des spaghettis ?* », se demandait un essayiste italien dans les années 1950 ? « *La cuisine est peut-être un art illettré* », répondent les auteurs de ce livre, mais elle survit grâce à la mémoire d'un savoir-faire, qui sera aussi remémoré par écrit. Cuisinier et lettré poursuivent un même combat : « *En mangeant des spaghettis, on mâche quelque chose de Dante.* »

Les pâtes ont pénétré dans de nombreux foyers américains où le nom de Dante n'est jamais prononcé. Spaghettis et pizzas appartiennent à un patrimoine disséminé dans le monde comme les livres. Car la grande invention de l'Italie, c'est celle de la *pasta*. Cela se passe au Moyen Age, à la première Renaissance, du côté de Pise et de Naples. Tout cela vient d'un coup, l'art de la préparation, celui de la cuisson, la forme et la manière de la cuisiner.

Lorsque l'unité politique de la péninsule est réalisée, en 1860, par l'annexion de Naples au Piémont, Cavour, ministre savoyard, né à Genève, mais fin gourmet déclare : « *Les macaronis sont cuits et nous les mangerons* », faisant allusion à l'entrée de Garibaldi dans la capitale du royaume, cela signifie : « *Les carottes sont cuites...* » La *pasta* désigne une cinquantaine de variétés de pâtes. C'est l'apport de l'Italie à la civilisation de l'Europe à table. Les Français, eux, ne peuvent se passer du pain. L'Italie invente le moment de la dégustation au début du repas (*primo piatto*).

Cuisson *al dente*, juste à point. Une forme nouvelle pour tous les jours du mois selon la saison : *penne setaro* au thon frais et poutargue de mulot du chef Davide Bisetto à la table du luxueux Carpaccio ; *casareccio* (petite pâte torsadée) au ragoût de canard sauté au brocoli, échalote et ciboulette d'Angelo Procopio à la table modeste mais soignée d'Il Vicolo. *Le Libro de arte coquinaria*, écrit à Rome, en 1464, par le maestro Martino fait le tour de l'Europe. A cette époque, le chic du mangiare all'italiana, c'est de consommer les *verdure* d'abord, les délicieux légumes, fleurons aujourd'hui de la modernité parisienne ; c'est toujours la délicieuse *grigliata di ver-*



de d'Emporio Armani Caffè, l'une des meilleures tables italiennes de Paris cette saison.

Manger des légumes, c'était déjà un signe de modernité avec l'*insalata mista*, recette donnée par Platine, dans l'*Honneste Volupté*, en 1505 : l'aubergine arabe de Sicile (*mèlanzane*), la pomme d'or de l'Amérique (tomate), puis le pignon (*peperone*). Cependant bien avant, au temps du riche Moyen Age italien, l'on fait grand cas des épices, de l'aigre-doux rencontré au cours des croisades, du sucre arabe qui s'impose.

ETHNOGRAPHIE DU DÉLECTABLE

« *La cuisine du peuple avait un goût de sel et la cuisine des élites, un goût de sucre* », nous disent nos deux auteurs. Cet usage culinaire italien raffiné, ce fait de civilisation marqué par une « *éducation du goût* » et une « *culture de l'artifice* » se déplace vers le royaume de France, dans les fourgons des reines Médicis, puis fait retour outre mers au XVII^e siècle, pour deux cents ans de suprématie de la cuisine française qui s'impose sur les tables bourgeoises, nobles et pontificales de la Péninsule.

L'Italie connaît aussi le gastronome « *qui fréquente les restaurants sans avoir jamais déjeuné à la cour (...). Tantôt célibataire, tantôt marié, aimant les femmes et les chats, divinités tutélaires de la vie domestique (...), il vit pour le plaisir* ». C'est le portrait de Pellegrino Artusi, auteur de *La Scienza in cucina* (1871) dans l'Italie du Risorgimento, jusqu'à la venue du fascisme dans les années 1920, où un retour au terroir et au néoréalisme agraire est de rigueur, en même

temps qu'est banni l'usage du français dans les menus. Ce formidable va-et-vient culinaire est pour la première fois saisi dans ses structures et mis en parallèle avec l'aventure de la cuisine française. C'est une première d'histoire comparée de la cuisine, semblable au propos de Montaigne, qui déjà avait esquissé, dans un texte célèbre, *Le Journal de voyage en Italie*, avec brio et jovialité, une ethnographie du délectable et du gouleyant.

Le choix des vins, selon les principes de la médecine galénique, s'impose alors comme un ordonnancement. L'on en perçoit ici la genèse. C'est encore aujourd'hui l'ambition secrète de Gualtiero Marchesi, installé depuis une année au Lotti à Paris, attentif au style et enraciné cependant dans les saveurs de la cuisine lombarde, que le baroque *riso oro e zafferano* (risotto au safran à la feuille d'or) aux accents d'Orient, le ravioli ouvert ou la grande assiette de la mer rangent parmi les passeurs entre les deux cuisines, l'italienne et la française, l'une maternelle, l'autre d'adoption.

Inventeur de l'Opéra, l'Italie traite souvent, et encore aujourd'hui, sa table comme un spectacle. La troupe innombrable des mets est issue de toutes les provinces du pays qui font le charme de cette commedia dell'arte que sont la préparation des repas et le repas lui-même. Les lieux du spectacle sont les trattorias et les restaurants populaires qui théâtralise la vie sociale. Alors, comme le dit Jacques Le Goff, préférer : « *Lecteurs, à table !* »

Jean-Claude Ribaut

La vodka, de moins en moins à l'Est

CHEZ « *Edible* » (comestibles), le restaurant qui a ouvert il y a deux mois à Londres, on propose aux clients, en guise de cocktail de bienvenue, de siroter des scorpions dans de la vodka. Serait-ce une bonne idée pour développer chez nous les ventes de cet alcool blanc ? La vodka aurait en effet bien besoin en France d'un petit coup de fouet. Elle ne représente pas même 2 % des ventes de spiritueux en grandes surfaces, quand le whisky assure pour sa part 38 % des achats et les boissons anisées plus de 30 %.

« *Ce qui est certain*, commente Philippe Poujol, *c'est que chez nous la vodka ça marche surtout en cocktail. A défaut de scorpions, c'est plutôt du jus d'orange ou de tomate, mais moins d'une vodka sur cinq est bue en France sans être mélangée avec un autre breuvage.* » L'homme qui s'exprime ainsi connaît son sujet : la marque Eristoff, dont il est le directeur international, est la plus vendue sur notre territoire. Malgré son patronyme qui fleurit bon la Russie des tsars, cette dernière est pourtant fabriquée à Beaucaire, dans le Gard !

RUSSIE ET POLOGNE, PAYS D'ORIGINE

Le prince Alexandrovitch Eristoff pouvait-il se douter que l'alcool qui porte son nom serait un jour produit sur les anciennes terres des comtes de Toulouse ? Si Russie et Pologne sont bien les territoires d'origine de la « *voda* » ou « *woda* », cette eau alcoolisée, et même si notre consommation est encore très loin de celles des pays de l'Est (les Français ne boivent que 0,16 litre de vodka par an), du côté des marques, en revanche, il semblerait que l'Est ne soit plus à l'honneur.

Smirnoff, par exemple, le numéro un mondial de la vodka, a beau se targuer sur son étiquette

d'avoir été fondé en 1818 à Moscou, la société est américaine depuis les années 1930, et la vodka que buvaient les tsars se fabrique désormais dans une vingtaine de pays différents à travers le monde.

ADAPTATION D'UN FLACON DE PHARMACIE

De même, l'une des vodkas dont les ventes progressent le plus en France, l'Absolut, ne provient ni de Pologne ni de Russie, mais de Suède, où c'est d'ailleurs une entreprise étatique qui la fabrique. Cette vodka très à la mode, notamment dans les boîtes de nuit (certains sont d'ailleurs persuadés que son flacon a été dessiné par Andy Warhol, alors qu'il s'agit en fait de l'adaptation d'un flacon de pharmacie suédois du XIX^e siècle), est une des plus chères du marché. « *C'est que la matière première, la méthode et le lieu unique de fabrication justifient ce coût*, raconte Guenaël Fily, qui la commercialise en France. *Contrairement à certaines vodkas qui sont faites à partir de pomme de terre ou de betterave, à la distillerie Absolut d'Ahus, dans le sud de la Suède, nous n'utilisons que du blé. Une matière plus chère et plus longue à distiller.* »

Alcool plusieurs fois distillé et filtré, la vodka joue plus de son image de pureté que sur un goût spécifique. Cela explique sans doute pourquoi les versions aromatisées marchent de mieux en mieux. L'une des plus anciennes est la polonaise Zubrowska, parfumée à l'aide d'une graminée surnommée « *l'herbe de bison* ». Un véritable petit verre de foin coupé.

Guillaume Crouzet

« *Vodka Eristoff, 9,30 € environ ; vodka Smirnoff, 11 € environ ; vodka Absolut, 13 € environ (cette dernière titre 40 degrés, contre 37,5 pour ses consœurs).* »

TOQUES EN POINTE

Bistrot new-yorkais

PAESANT

► Au cœur de Little Italy, qui résiste tant bien que mal à l'expansion de Chinatown, ce nouveau restaurant impose son style rustique à la capitale de la world food. C'est un ancien garage en briques rouges du temps de la prohibition, de grandes tables utilisées précédemment dans un couvent pour tout mobilier, le tout éclairé par des bougies. L'espace est ouvert sur la cuisine où s'affaire le chef, Frank De Carlo, Italo - New-Yorkais de la diaspora, qui ne dispose, comme unique moyen de cuisson pour les grillades et le four à pizza que des braises d'un feu de bois. Le *prosciutto*, *parmigiano reggiano* e *pera* précède les sardines au four, présentées dans le plat de cuisson, l'huile crépitant sur l'enfer des braises. Délicieux cochon soigneusement rôti, servi avec des pommes de terre, et savoureux risotto à la truffe noire, parfumé à l'huile de truffe. Alain Ducasse et Paul Bocuse y ont été vus récemment. Il est vrai que le second de cuisine est un Français. A la carte, compter 60 \$.

« *194 Elizabeth Street (SoHo/NoHo/Little Italy), entre Spring and Prince Streets ; tél. 001-212-965-9511.* »

Rôtisserie

ROTISS'BAR

► Il est presque impossible, aux abords de Saint-Séverin et de la Huchette, d'identifier les tables fréquentables en raison de leur profusion et des changements d'enseignes. La modeste rôtisserie qu'un ancien arpète du Pactole et son associé ont créée, voici une dizaine d'années, continue de satisfaire les amateurs de viandes cuites à la broche. Quelques terrines maison, des charcuteries d'Auvergne, des entrées savoureuses, en attendant les viandes de la rôtissoire : un porc de qualité, un poulet fermier à l'ail ou à l'estragon, la poitrine, le carré, le gigot, la selle ou l'épaule d'agneau, l'entrecôte et la côte de bœuf ; le rognon dans sa graisse et, parfoi, un foie de veau épais sont rôtis à la commande. La cave met en application le dicton selon lequel « *toute région de gueule produit un vin digne de sa cuisine* ». Assiette de quatre viandes : 16,50 €. A la carte, compter 30 €.

« *57, rue Galande, 75005 Paris ; tél. : 01-46-34-70-96. Service de 12 heures à 2 heures du matin. Fermé lundi midi (ouverture à 19 heures).* »

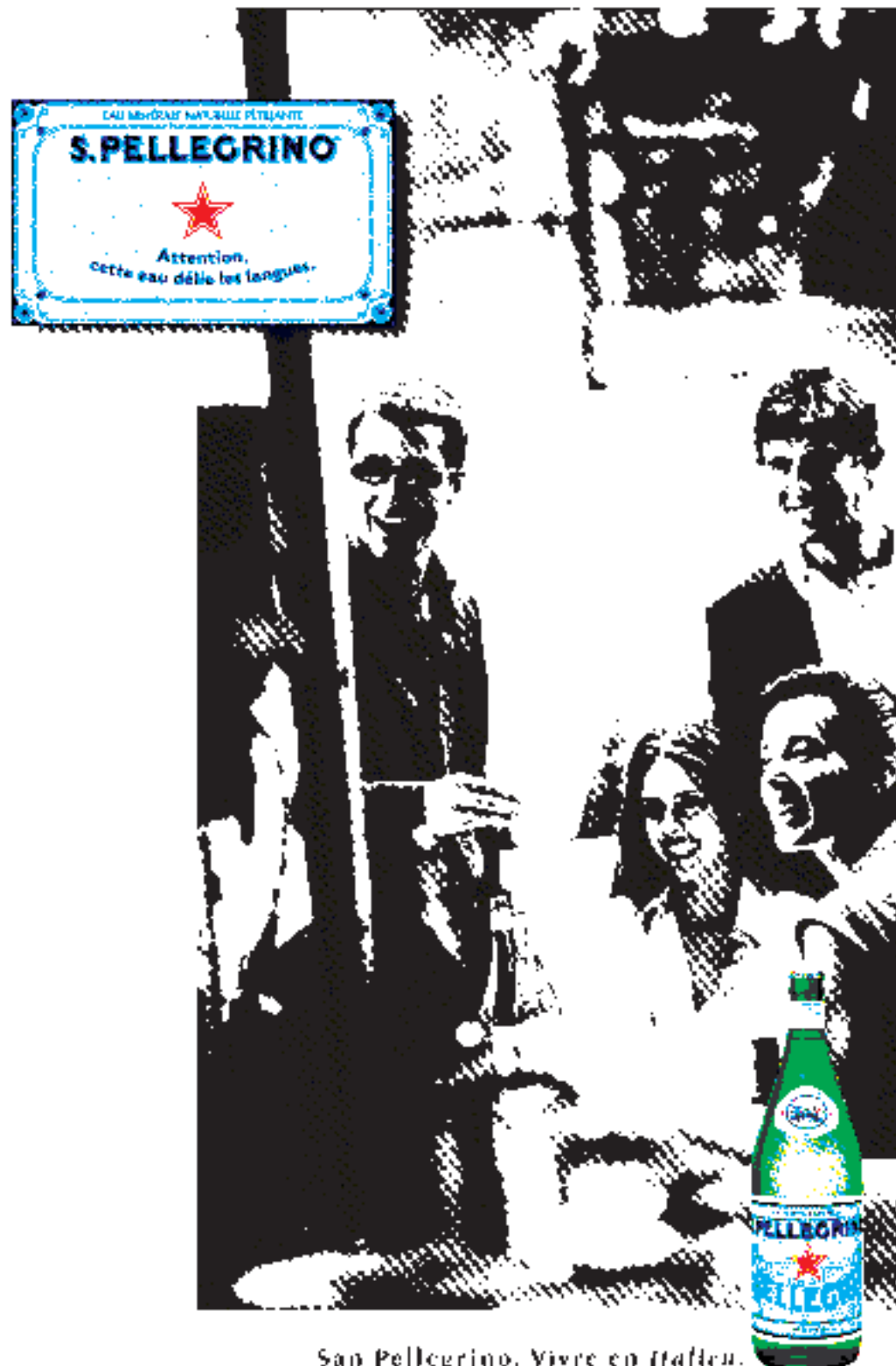
Gastronomie japonaise

WADA

► Pendant les festivités sportives au Japon, la magie continue d'opérer chez Wada, dont le chef, le discret Hideo Yamaguchi, effectue personnellement le choix des produits chez les mareyeurs de Rungis. Pour le reste – les graines de soja fermenté –, il a son fournisseur exclusif. Bar de ligne, saumon Label rouge, thon... il achète toujours le meilleur pour confectionner sushis et sashimis, préparer les roses de saumon mariné sauce Wada (mixture d'ingrédients mystérieux parfumés au saké) ou bien les poissons du jour délicatement cuits sur un futon de légumes. Le riz et la soupe miso accompagnent ces délices. La sagesse recommande de déguster un vin de prune (umeshu) à l'apéritif et de s'en tenir aux boissons traditionnelles (thé, saké). Décor très modeste ; prix en conséquence. Menus : 20 € (dég.) et de 24 € à 40 €. Dégustation : 61 €. A la carte, compter 30 €.

« *19, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 Paris ; tél. : 01-44-09-79-19. Fermé le dimanche.* »

J.-C. Rt



Pluies sur l'est

MERCREDI 5 JUIN
Lever du soleil à Paris : 5 h 51
Coucher du soleil à Paris : 21 h 47

Une vaste zone dépressionnaire est centrée sur les îles Britanniques. Une perturbation active concernera principalement une grande moitié est où elle donnera des pluies parfois assez fortes. Plus à l'ouest, nuages bien présents, parfois accompagnés de quelques averses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Malgré quelques trouées, les nuages seront très nombreux, avec pluies faibles ou averses. Températures maximales : entre 13 et 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le matin, ciel couvert et pluvieux. Les pluies seront parfois assez fortes, le matin. L'après-midi : passages nuageux et quelques averses isolées. Les températures atteindront 16 à 18 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le temps sera médiocre avec un ciel couvert et pluvieux toute la journée. Les pluies parfois soutenues prendront localement un caractère orageux, en particulier sur le relief. Les températures seront comprises entre 18 et 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Malgré quelques rayons de soleil, les nuages circuleront toute la journée. Quelques pluies faibles ou averses se déclencheront. Des orages éclateront sur le relief pyrénéen. Les températures atteindront 15 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La journée sera maussade avec des pluies orageuses une grande partie de la journée. Le vent de sud dans la vallée du Rhône atteindra 80 km/h. Les températures seront comprises entre 15 et 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le temps sera bien perturbé avec un ciel couvert accompagné de pluies assez marquées. Celles-ci prendront parfois un caractère orageux, en particulier sur la Côte-d'Azur et la Corse. Les températures seront comprises entre 19 et 24 degrés.

05 JUIN 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	14/23 P	Madrid	14/19 P
Biarritz	12/15 P	Milan	19/22 P
Bordeaux	12/15 N	Moscou	9/17 S
Bourges	12/16 P	Munich	15/27 S
Brest	8/13 P	Naples	20/23 S
Caen	11/15 N	Oslo	13/24 S
Cherbourg	9/15 N	Palma de M.	17/25 S
Clermont-F.	12/16 P	Prague	15/25 S
Dijon	15/17 P	Rome	17/24 N
Grenoble	14/21 P	Séville	17/25 S
Lille	16/18 P	St-Petersb.	8/15 S
Limoges	10/14 N	Stockholm	11/21 S
Lyon	15/19 P	Ténérife	19/24 S
Marseille	18/22 P	Varsovie	13/24 S
Nancy	14/19 P	Venise	20/22 P
Nantes	9/17 P	Vienne	14/24 S
Nice	16/21 P		
Paris	12/17 P		
Pau	10/13 P		
Perpignan	14/19 P		
Rennes	10/16 N		
St-Etienne	13/18 P		
Strasbourg	16/21 P		
Toulouse	11/15 P		
Tours	11/17 N		

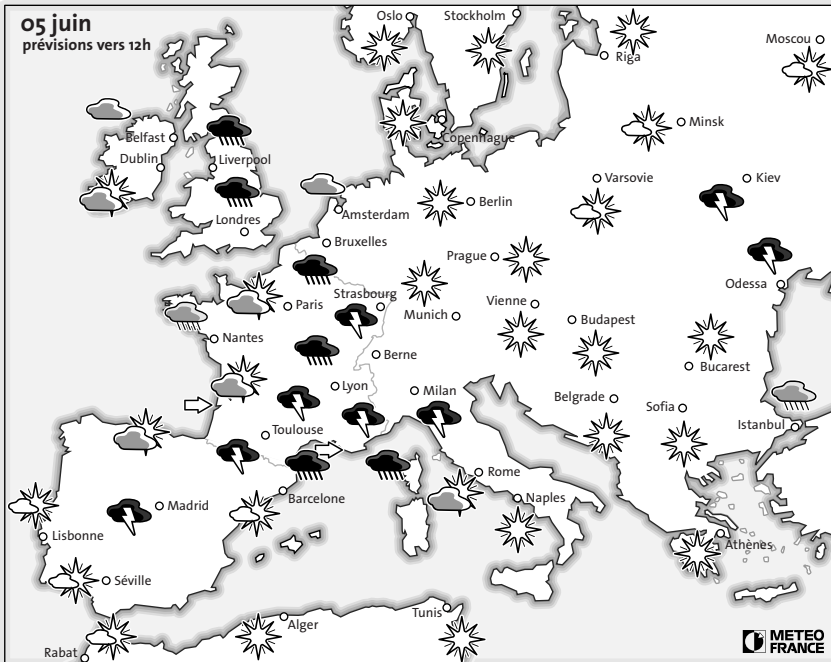
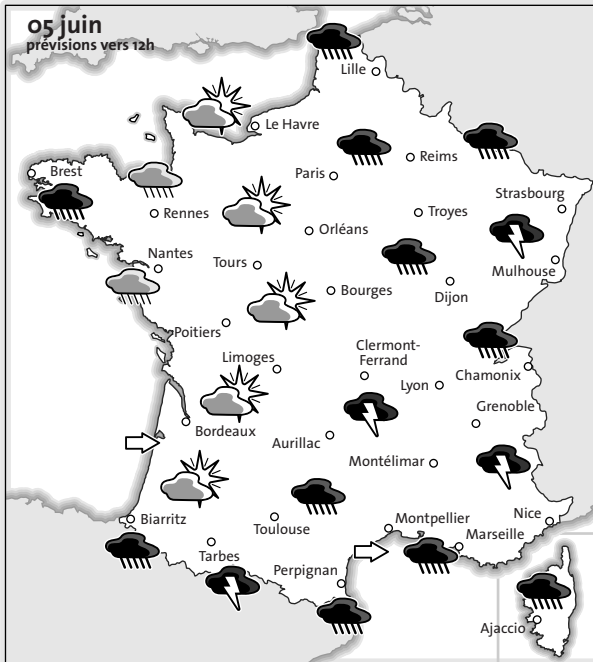
FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	23/27 P	New York	10/15 P
Fort-de-Fr.	27/30 C	San Francisco	15/24 S
Nouméa	21/25 C	Santiago Ch.	5/8 P
Papeete	24/29 P	Toronto	11/17 P
Pointe-à-P.	25/31 P	Washington DC	25/36 P
St Denis Réu.	20/26 P		

AMÉRIQUES			
Brasilia	14/26 S		
Buenos Aires	11/17 P		
Caracas	26/28 P		
Chicago	11/17 P		
Lima	16/19 S		
Los Angeles	18/29 S		
Mexico	13/25 S		
Montréal	10/15 P		
New York	21/29 P		
San Francisco	15/24 S		
Santiago Ch.	5/8 P		
Toronto	11/17 P		
Washington DC	25/36 P		

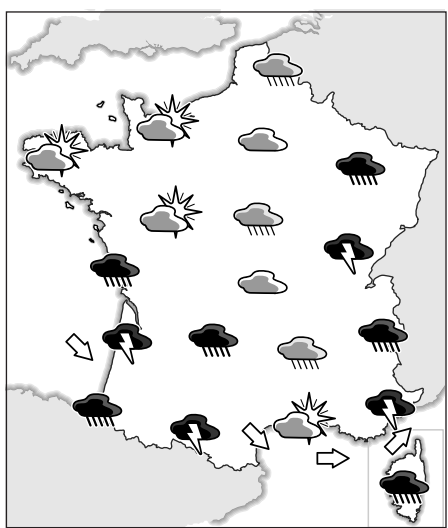
AFRIQUE			
Alger	16/26 S		
Dakar	24/28 S		
Kinshasa	21/32 P		
Le Caire	19/31 S		
Nairobi	14/25 S		
Pretoria	6/16 S		
Rabat	13/22 N		
Tunis	21/29 S		

EUROPE			
Amsterdam	16/24 C		
Athènes	19/28 S		
Barcelone	13/21 N		
Belfast	7/15 C		
Belgrade	13/26 S		
Berlin	17/26 S		
Berne	11/21 N		
Bruxelles	12/21 P		
Bucarest	8/25 S		
Budapest	14/26 S		
Copenhague	13/20 S		
Dublin	6/14 N		
Francfort	16/27 N		
Genève	12/18 N		
Helsinki	9/19 S		
Istanbul	15/23 P		
Kiev	13/18 P		
Lisbonne	14/19 S		
Liverpool	8/15 C		
Londres	10/15 P		
Luxembourg	13/19 P		

ASIE-OcéANIE			
Bangkok	27/34 P		
Beyrouth	19/25 S		
Bombay	29/33 P		
Djakarta	24/31 S		
Dubaï	28/40 S		
Hanoï	26/31 P		
Hongkong	24/26 P		
Jérusalem	13/24 S		
New Delhi	27/39 S		
Pékin	22/36 S		
Séoul	19/29 S		
Singapour	27/30 P		
Sydney	10/19 S		
Tokyo	20/29 S		



Soleil
 Peu nuageux
 Couvert
 Brèves éclaircies
 Averses
 Pluie
 Orage
 Neige
 Brouillard
 Vent fort



PRÉVISIONS POUR LE 6 JUIN

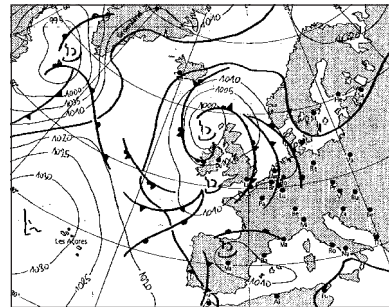
Plus vous voyagez = Plus vous voyagez.

Fréquence Plus

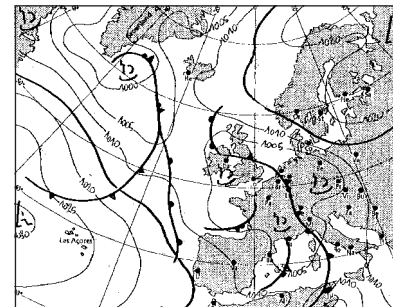
faire du ciel le plus bel endroit de la terre

AIR FRANCE

Jeudi 6 juin
Sur le quart nord-ouest, les passages nuageux seront entrecoupés de quelques éclaircies. Sur le reste du pays, le ciel sera très chargé, il pleuvra et des orages éclateront. Les pluies les plus marquées se produiront sur toute la façade est.



SITUATION LE 4 JUIN À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 JUIN À 0 HEURE TU

Les droits des passagers aériens confrontés au « surbooking »

PRATIQUE
Tous les mardis datés mercredi, des conseils utiles

PARCE QUE 14 % à 25 % de passagers négligent d'annuler leur réservation, les compagnies aériennes vendent davantage de places qu'il n'y a de sièges dans l'avion. C'est ce qu'on appelle le « surbooking », l'« overbooking », la « sur-réservation », ou, plus étonnant, la « suroffre ». Avec pour conséquence la colère des passagers refusés à l'embarquement. En août 2000, des incidents ont même éclaté dans les aéroports parisiens (*Le Monde* du 14 août 2000). Les transporteurs justifient cette pratique par la nécessité de maintenir les prix et la souplesse du système de réservation, exigée par certains clients qui n'hésitent pas à s'inscrire sur plusieurs vols à la fois, et à avancer ou retarder leur départ au gré de leurs obligations, de leur humeur ou... des conditions météorologiques.

Le « surbooking » s'appuie sur une analyse des taux d'annulation et de la non-présentation des passagers des différents vols, sur chaque ligne, aux mêmes dates, sur plusieurs années, en tenant compte des périodes de vacances et des événements exceptionnels. Les compagnies répugnent à divulguer les effectifs des clients refusés à l'embarquement (5 sur 10 000 selon British Airways, 10 sur 10 000 selon Air France). En revanche, elles mettent en avant le nombre de passagers supplémentaires qui, en 2001, auraient pu trouver une place grâce à ce système : de 600 à

Air France à 1 131 000 chez Luftansa.

Quasiment inconnu en Première classe, réduit en Affaires, le surbooking affecte essentiellement la classe Economique. En dehors des « passagers protégés » (personnes à mobilité réduite, femmes enceintes ou accompagnées d'enfants, enfants voyageant seuls), chaque compagnie est libre de décider qui sera prioritaire pour l'embarquement. Certaines privilégient les groupes (Air France), les clients de la classe Affaires (British Midlands, Iberia), les adhérents du programme de fidélité (KLM, Cathay Paci-

fic) ou le plus souvent les premiers qui se présentent à l'enregistrement (Iberia, American Airlines), « car, au moins, on est sûrs qu'ils sont là ! ».

INCITATIONS FINANCIÈRES

Les compagnies affirment faire appel d'abord au volontariat, par un panneau près du comptoir, ou en repérant dans la file d'attente le candidat potentiel : généralement jeune, solitaire et porteur d'un sac à dos. Pour encourager les bonnes volontés, elles ont recours à des incitations financières : ainsi, chez Iberia, on offre 125 % de l'indemnité prévue par la norme européenne ou 150 % (si le volontaire accepte un avoir). Air France, le dédommagement reste acquis, même si le volontaire finit par prendre le vol prévu.

Selon la Charte européenne des droits du passager, qui date de 1991, le transporteur doit verser aux voyageurs non admis à bord d'un vol régulier un dédommagement proportionnel à la distance et

à la durée du retard d'acheminement. Pour un trajet de moins de 3 500 kilomètres, le montant sera de 75 € ou de 150 €, selon que le retard est inférieur ou supérieur à deux heures. Pour un long-courrier, la somme sera de 150 €, ou de 300 € pour un retard dépassant quatre heures. Mais la somme peut être limitée au prix du billet, notamment si celui-ci est à tarif réduit. Ces montants devaient être revus à la hausse (de 375 € à 1 500 €) par le Parlement européen, mais le projet a été retardé à la suite des événements du 11 septembre 2001. Lorsque le dédommagement est versé sous forme d'un avoir pour l'achat d'un billet d'avion ou pour un surclassement, ces sommes sont parfois doublées. Si le départ n'a pas lieu le jour même, la compagnie doit prendre en charge l'hôtel et les repas. Lorsque la situation est critique, certaines compagnies n'hésitent pas à proposer des montants supérieurs. « On peut atteindre 500 ou 1 000 dollars lorsque le départ est reporté au lendemain », explique

Jacques Alonso, d'American Airlines. Tout dépend de la pugnacité des usagers : ainsi, la passagère d'un vol transatlantique, reléguée en cabine économique parce que son siège en Business class avait déjà été attribué, a reçu en dédommagement deux allers-retours New York - Vienne après avoir protesté énergiquement.

En période de pointe, le volontariat se fait plus rare, et les passagers n'ont aucun recours pour accéder à l'avion, excepté de discuter l'indemnité ou d'intenter un procès. En mars dernier, un couple revenant de vacances à Saint-Domingue n'a eu droit qu'à 143 € pour deux personnes, au lieu de 300 € chacun ! Renseignements pris, Iberia n'a versé que 25 % du prix du billet, car c'est la réglementation en vigueur dans l'aéroport où se produit l'overbooking qui prévaut. Il vaut donc mieux être victime de surbooking aux Etats-Unis qu'aux Caraïbes...

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 02 - 133

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

ORizontalement

I. Son poids idéal, c'est toujours plus. - II. Dangereuse habitude de consommation. Un peu d'ivresse. - III. Rendez-vous entre potes. Va bientôt resservir. - IV. Sur le terrain où ça va mal. Ne choisit rien. - V. Ne vaut rien, et devient rare au menu. A l'entrée des fosses. - VI. Déjà bien avancée. Cheville. Oncle interventionniste. - VII. Essayée.

Interjection. En général. - VIII. Grave pour une femme. Wotan au Nord. - IX. Un grec que l'on retrouve au lycée. Belle proposition s'il est en or. - X. Dupent. Pour une belle d'Espagne.

VERTICALEMENT

1. Précis à la minute près. - 2. Bien personnel. Cours italien. - 3. Juliennes de l'Atlantique. Appris. - 4. N'a rien de précieux. Vit à la

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

campagne. - 5. Provient. Rendez-vous hebdomadaire. - 6. Que l'on a peu de chances de rencontrer. Relief familial et intime. - 7. Se met en mouvement. Vient d'avoir. - 8. Toujours d'un bon rapport. Éliminée définitivement. - 9. Bonne au petit matin. Amérindien du Pueblo. - 10. Piège en mer et dans les airs. Avantage naturel. - 11. Du bleu en campagne. Plat exotique. - 12. Traités selon leur importance.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 132

Horizontalement

I. Filmographie. - II. Oléacée. Ails. - III. Mitrailles. - IV. Roulas. SAE. - V. RER. VHS. GR. - VI. Eue. Etat. - VII. TV. Iso. Oté. - VIII. Ordonnancier. - IX. Ue. Dé. Ola. - X. Trousse-queue.

Verticalement

1. Fourre-tout. - 2. II. Œuvrer. - 3. Lémure. - 4. Mail. Dodu. - 5. Octave. Nés. - 6. Gershwin. - 7. Réa. Sésame. - 8. Is. On. - 9. Palacé. Cou. - 10. Hile. Toile. - 11. Ile. Gâteau. - 12. Essarter.

SCRABBLE PROBLÈME N° 20

Laisse bétons

Tirage : B E T O N S E.
a) Trouvez un mot qui rapporte 31 points. Trouvez un huit-lettres et écrivez-le sur la grille (il est donné ci-dessous).

Tirage suivant : E F I M N R U.
b) Trouvez un huit-lettres et écrivez-le sur la grille (il est donné ci-dessous).

Solution de a) : OBTENUES, 10 B, 64.

Tirage suivant : E E G I N P W.
c) Dans la ligne E, trouvez un quadruple qui rapporte 40 points. Trouvez aussi un mot qui rapporte 54 points.

Solutions de b) : UNIFORME, B 6, 64.

Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) E E E L M N T : trouvez un sept-lettres. Trouvez l'anagramme de CHOURAS, volas.

Solutions dans *Le Monde* du 12 juin.

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 29 mai.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A														
B														
C														
D														
E														
F														
G														
H														
I														
J														
K														
L														
M														
N														
O														

commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) NAUCORE, punaise d'eau, G 5, 98, en collante au-dessus de justice et faisant REMBARQUE.

b) BOUCANER, B 1, 78 - GOURANCE, D 1, 74 - COURANTE, 7 B, 73, faisant REPESEE, ou les anagrammes OULTRANCE, CANO-

TEUR et ECROUANT - ENCOURERA, L 4, 72, ou l'anagramme RANCOEUR - CORNAQUE, conseille, M 5, 69 - COUINERA, 8 E, 61.

c) HIER, v. tr. - OBSEDENT, STEENBOK, petite antilope, OBTENUES.

Michel Charlemagne

CULTURE

CINÉMA

Metropolis, de Rintaro • Situé dans un monde futuriste teinté d'art déco et peuplé de robots à la beauté saisissante, cette réalisation nipponne, qui mélange les techniques d'animations traditionnelles et numériques, interroge de façon nouvelle les rapports de l'homme et de la machine

La vie rêvée des androïdes

LA FIN DU MONDE pourrait bien se produire, mais ce ne serait pas si grave. Il suffit pour s'en convaincre de voir le tohu-bohu orchestré par Rintaro dans *Metropolis*. D'un transistor abandonné au milieu des décombres d'un immeuble détruit s'échappe une voix, qui se demande plaintivement : « *Qui suis-je ?* » Cette voix est celle de Tima, un androïde, ou du moins ce qu'il en reste. Cette interrogation sur l'identité et sur la naissance d'une nouvelle espèce, qui se trouvait déjà au cœur de deux autres grands films d'animation japonais récents, *Ghost in the Shell*, de Mamoru Oshii, et *Perfect Blue*, de Satoshi Kon, trouve une nouvelle actualisation dans le splendide *Metropolis*.

Réalisé par Rintaro (*Galaxy Express 999*), écrit par Katsuhiro Otomo (*Akira*), *Metropolis* est l'adaptation lointaine d'un roman graphique éponyme d'Osamu Tezuka, publié en 1949 au Japon et inédit en France. Osamu Tezuka avait emprunté le titre de son récit au *Metropolis* de Fritz Lang, qu'il n'avait jamais vu, mais dont il admirait l'affiche. Le film de Rintaro ne se contente pas seulement de dramatiser de nombreuses hypothèses posées par l'écrivain Philip K. Dick sur la frontière de plus en plus ténue entre l'homme et la machine. En mêlant archaïsme et modernisme, passé et futur, animation traditionnelle et animation par ordinateur, Rintaro place le spectateur dans le même état de confusion et d'hébété que son personnage d'androïde. Il ne soulève pas seulement la question du réalisme à l'écran, question d'autant plus inattendue qu'il s'agit là d'un film d'animation. Il place ses images à un degré d'authenticité inédit, en ayant recours à la fois à la forme la plus sophistiquée de l'animation, par ordinateur, et à sa version la plus primitive, celle qui s'appuie sur la main de l'homme.

Metropolis place en exergue une phrase de Jules Michelet, « *Chaque époque rêve de celle qui va lui succéder* », avant de citer *Le Triom-*

phe de la volonté, de Leni Riefenstahl, et *Blade Runner*, de Ridley Scott, deux films dont il constitue l'adroite synthèse. Rintaro emprunte à Leni Riefenstahl son sens de la chorégraphie des masses – celles qui se pressent à une fête, tenue devant l'immeuble principal de la cité, regardent un androïde éliminé par un tueur de robots, ou manifestent contre le remplacement de la main-d'œuvre humaine par les robots. Il reprend au film de Ridley Scott une partie de son architecture futuriste faite d'immeubles aux strates innombrables, aux couloirs et aux passages intermina-

Rintaro emprunte à Leni Riefenstahl son sens de la chorégraphie des masses – celles qui manifestent contre le remplacement de la main-d'œuvre humaine par les robots

bles, aux niveaux bien délimités entre ceux des humains nantis qui vivent en haut des gratte-ciel, et ceux des pauvres et des robots, condamnés à une vie souterraine. Dans *Metropolis*, la notion de masse s'applique autant aux volumes et aux objets qu'aux foules et aux groupes humains.

Son sujet, hautement ambitieux, met en scène un combat entre humains et robots dont l'enjeu n'est rien moins que la sauvegarde de notre planète. A *Metropolis*, Duke Red, le fondateur du parti anti-robots Marduk, s'apprête à trahir son camp en installant

sur son trône l'androïde Tima, dont le visage est modelé sur celui de sa fille disparue. Le fils adoptif de Duke Red, Rock, un tueur de robots qui cherche désespérément l'affection de son père, a décidé d'éliminer Tima. Pour échapper à ses griffes, cette dernière se lie d'amitié avec Ken-ichi, le neveu de Shunsaku Ban, un détective privé dépêché par un comité de défense des droits de l'homme.

Le film de Rintaro se situe dans un futur qui épouse l'esthétique Arts déco du début du XX^e siècle. Ses personnages possèdent les

rondeurs de l'univers cartoonésque, tandis que la ville est peuplée de ces robots en tôle aux formes rectangulaires qui faisaient le délire des illustrateurs des revues de science-fiction américaines des années 1950. *Metropolis* ressemble à une anthologie de la science-fiction du XX^e siècle.

La séquence de *Metropolis* où Tima vient à la vie, dans un concert de tonnerre et d'éclairs, rappelle bien évidemment la mutation de Brigitte Helm dans le *Metropolis* de Fritz Lang. Mais elle se situe bien au-delà d'une simple alchimie où la machine

devient soudain humaine. La première apparition de Tima n'est pas seulement un miracle de la biotechnologie – son démiurge, le docteur Laughton, faisait du trafic d'organes humains – elle constitue, avec ses boucles blondes, son visage parfait et ses yeux angéliques, la plus récente apparition d'une véritable star au cinéma. Une star numérique de surcroît. Ce qu'il y a de beau dans *Metropolis*, c'est que les personnages du film sont comme le public : ils découvrent, soudain interloqués, une nouvelle Jean Harlow, sur l'épaule de laquelle

peut se poser une colombe, mais ils comprennent aussi que cette beauté époustouflante est la seule à ignorer sa nature artificielle.

La mise en scène de Rintaro multiplie les angles de vue, les compositions, les ombres, les séquences avec une profondeur de champ complexe, et prend soin de distinguer différentes variétés de lumière que l'on croyait l'apanage du cinéma en prise de vues réelles. *Metropolis* est peut-être le premier film d'animation où l'on se sente à ce point à l'omission des personnages, où la moindre cascade devient un enjeu dramatique crucial et demande au spectateur de retenir son souffle.

Dans une juxtaposition digne du Stanley Kubrick de *Dr Folamour*, Rintaro met en scène une fin du monde orchestrée par *I Can't Stop Loving You* que chante Ray Charles. Cette apocalypse joyeuse, où un ordre fasciste est détruit tandis que Tima devient un mythe pour ses frères robots, est aussi le lieu d'une révolution esthétique où le numérique rejoint désormais l'organique. « *Metropolis révolutionne l'art du dessin animé japonais* », affirme James Cameron. Il a raison, mais le réalisateur de *Titanic* pêche par timidité. Cette révolution dépasse, et de loin, le simple cadre du dessin animé japonais.

Samuel Blumenfeld

Brice Pedroletti | Film d'animation japonais. (1 h 47.)

Le film d'animation de science-fiction sort de la clandestinité

TOKYO

correspondance

Minami-Asagaya, au nord de Tokyo. Mad House occupe deux étages d'un immeuble de bureaux des années 1970. Il faut se faufiler entre les produits discountés du magasin d'électronique du premier étage pour atteindre l'ascenseur, avant de déboucher dans une immense salle aux murs verts et au plafond jaune. Des jeunes gens en jeans, aux cheveux teints, s'affairent entre les espaces aménagés pour les dessinateurs, au milieu d'un joyeux désordre. Mad House est le studio où a été conçu *Metropolis*. Avec IG Production, Sunshine ou encore Studio Gainax, Mad House fait partie de ces usines à rêves où se crée l'animation de science-fiction japonaise.

Montées par d'anciens *otakus* (des passionnés du virtuel), ces productions ont su se doter d'un modèle économique viable pour leurs longs-métrages. D'abord sous forme d'OAV (Original Video Animation), fictions animées sorties directement en cassettes puis aujourd'hui en DVD. L'Internet, le jeu vidéo, mais aussi l'exploitation commerciale des films à l'étranger constituent d'autres débouchés. Les chefs de file de ce cinéma d'auteur autrefois réservé à un public d'initiés ont pour nom Rintaro, Katsuhiro Otomo, Mamoru Oshii et Satoshi Kon pour ne citer que les plus établis. Cheveux grisonnants, un tee-shirt rose barré, Mondial oblige, d'un « *cooligan* » espiegle, Rintaro, alias Shigeyuki Hayashi, 61 ans, a débuté comme dessinateur à l'âge de... 16 ans. Il

en a tout juste 19 quand il dirige son premier *anime* (expression qui, au terme d'un aller-retour entre anglais et japonais, désigne les fictions animées venues du Japon), un épisode d'*Astro Boy* d'Osamu Tezuka pour le petit écran. Devenu l'un des réalisateurs d'animation télévisée les plus en vue des années 1970, Rintaro réalise son premier long-métrage en 1979, *Galaxy Express 999*, et découvre un autre univers de possibilités esthétiques. *Metropolis* est l'aboutissement d'un de ses rêves les plus fous : « *J'ai voulu faire un dessin animé comme il n'en existe pas au Japon, quelque chose de nouveau* », raconte-t-il. Rintaro fait appel à son confrère et ami Katsuhiro Otomo, le créateur d'*Akira*, pour le scénario.

La réalisation de *Metropolis* prendra cinq ans. Près de 200 personnes sont mobilisées sur le projet. La ville, « *le personnage principal du film* », selon Rintaro, est conçue en images de synthèse. C'est une pre-

mière pour l'animation japonaise. Les personnages humains sont eux dessinés à la main puis numérisés. Ziggurat, le gigantesque gratte-ciel de *Metropolis*, tout en trois dimensions, requiert un travail de titan : une première version, qui met deux ans à prendre forme, est abandonnée en route. « *Ça s'est passé comme pour la construction d'un vrai immeuble. Il y a l'architecte, les contremaîtres, les ouvriers, les designers d'intérieur. Le plus difficile, c'est qu'à la fin il faut tout détruire !* », dit Rintaro. Maître d'œuvre d'un chantier à l'esthétique fulgurante, Rintaro s'abreuve aux sources d'inspiration les plus diverses.

Avec son directeur artistique, il part visiter Matera, la cité troglodyte du sud de l'Italie, et puis les réalisations mussoliniennes des environs de Rome. A Paris, il erre dans les arrière-cours du Quartier latin. *Metropolis* renvoie aussi au Manhattan de 1941, « *ce moment représenté pour moi l'émergence de la civilisa-*

tion des machines, des débuts de l'aviation aux balbutiements de l'électroménager. En même temps, le jazz sortait de la clandestinité. J'ai trouvé cette symbolique intéressante ». C'est enfin un hommage à Osamu Tezuka, le père du dessin animé nippon et auteur du manga original.

PUBLIC ÉLARGI

Davantage destiné à un public d'adolescents et d'adultes que par exemple les productions du Studio Ghibli, de Hayao Miyazaki, le dessin animé de science-fiction nippon bénéficie désormais d'une diffusion de plus en plus large, au Japon comme à l'étranger. Près de quinze ans après *Akira*, de Katsuhiro Otomo, pionnier du genre, *Metropolis*, produit par un consortium comprenant Bandai Visual, Sony et Toho, a été distribué dans près de 180 salles au Japon, et dans 70 villes américaines. « *A l'étranger, deux phénomènes se rejoignent aujourd'hui : d'un côté, le succès grand public des dessins animés japonais à la télé en Europe, et de l'autre, ce culte de l'anime né à Los Angeles* », constate Rintaro. Les studios de production, comme Studio IG, qui a produit *Ghost in the Shell* de Mamoru Oshii, et plus récemment *Blood, the Last Vampire*, de Hiroyuki Kitakubo, ont le vent en poupe : « *L'animation demande une certaine familiarisation sémiotique des spectateurs avant d'être perçue naturellement. Donc il faut un certain temps pour qu'un style d'animation prenne. Mais une fois que c'est le cas, ça peut durer. Les gens sont de plus en plus habitués à voir de l'animation au cinéma et les investisseurs étrangers*

Les meilleures productions japonaises en DVD

La vidéo et le DVD sont devenus les supports privilégiés de l'animation japonaise, qui bénéficie en outre de rayons à part dans les grands magasins. Parmi les sorties récentes, on peut signaler une édition collector d'*Akira* de Katsuhiro Otomo (Fox Pathe Europa) avec en bonus un entretien avec le réalisateur et un documentaire sur la restauration du film. *Ghost in the Shell*, de Mamoru Oshii, l'autre grand classique de l'animation japonaise, a également fait l'objet d'une nouvelle édition, également chez Fox Pathe Europa. Dans un décor proche de celui de *Blade Runner*, le film se penche sur la question de l'intelligence artificielle. Selon Oshii, toute chose inanimée possède un « *ghost* », une réplique de l'âme. Kusagani, la femme-cyborg héroïne de l'histoire, ne se résout pas à n'être qu'une machine, et son malaise existentiel est dû aux questions sans réponse concernant son passé et son avenir. Deux autres réussites de l'animation japonaise ont été éditées cette année en DVD, *Blood : the Last Vampire*, d'Hiroyuki Kitakubo (Fox Pathe Europa), et *Lain*, de Ryutaro Nakamura (Pioneer/Dynamic Vision).



Tima, telle une star de cinéma avec ses boucles blondes et ses yeux angéliques, est la seule à ignorer sa nature artificielle.

CHAILLOT

DU 5 AU 30
JUIN 2002

55 DIALOGUES
AU CARRÉ

JEAN-PAUL FARRÉ / JEAN-JACQUES MOREAU

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
01 53 65 30 00 · www.theatre-chailot.fr
1 place du Trocadéro 75116 Paris · métro Trocadéro

Ghost World, de Terry Zwigoff • A travers le récit nostalgique et amusé de l'entrée dans l'âge adulte, une réflexion sur le culte de l'individualisme

Chronique adolescente sur un air de préhistoire américaine

Les deux héroïnes de « Ghost World », à peine sorties du lycée, ont déjà de la vie une vision désabusée et arrogante, lucide et vacharde.



TRACY BENNET / CAPITOL FILMS

GHOST WORLD est le premier long métrage de fiction de Terry Zwigoff, jusqu'à présent auteur de deux documentaires. Le choix de la fiction ne semble pas constituer une rupture majeure pour un cinéaste qui s'était dans ses deux premiers films intéressé à un vieux musicien de blues (*Louie Bluie*, en 1985) et au dessinateur de BD Robert Crumb (*Crumb*, en 1994). D'une certaine façon, cet engouement pour une culture populaire profondément américaine et légèrement désuète est encore au centre de *Ghost World*.

Le scénariste de *Ghost World*, Daniel Clowes, est l'auteur de la bande dessinée dont est tiré le film. Lorsque le récit commence, une cérémonie de fin d'année dans le lycée d'une petite ville californienne s'achève. On devine le début des vacances et l'oisiveté forcée pour deux adolescentes auxquelles on va plus particulièrement s'attacher.

Certes les films hollywoodiens standards prennent comme personnages centraux des adolescents en rupture d'enfance, miroirs d'un spectateur acharné à trouver sur les écrans une image à la fois proche et sublimée de lui-même. Mais les deux héroïnes de *Ghost World* ont déjà de la vie une vision désabusée et arrogante, lucide et vacharde, décrite avec un humour juste. Le film de Terry Zwigoff ne se réduit

pourtant pas à une description réaliste de la vie de province. La simplicité appuyée de la mise en scène, l'usage d'éléments légèrement oniriques ou symboliques font de *Ghost World* un film subtilement décalé, délicatement fantastique.

Confrontées désormais à diverses interrogations tantôt existentielles, tantôt complètement triviales, la blonde Rebecca et la brune boulotte Enid trompent leur ennui et leur vague *spleen* en montant une mauvaise blague à Seymour, un trentenaire solitaire et coincé (Steve Buscemi). Progressivement, par mauvaise conscience, Enid va se rapprocher de Seymour et découvrir qu'il collectionne des vieux 78-tours de blues, une musique qu'elle va goûter elle-même, alors qu'elle est plus attachée à faire revivre les oripeaux de la mode punk en se teignant les cheveux en vert.

L'OUBLI GÉNÉRALISÉ DU PASSÉ

Elle découvre la poésie, une poésie qui vient de loin, d'un passé dont l'industrie culturelle n'a plus grand-chose à faire. De doux maniaques aux lubies démodées, Seymour devient un confident, un ami pour Enid qui se met à éprouver des sentiments qu'elle tente longtemps de refouler.

Sur le schéma éprouvé de l'apprentissage et du saut dans l'âge adulte, *Ghost World* se transforme

en réflexion nostalgique sur la culture américaine et sur la mélancolie déclenchée par l'oubli généralisé du passé, par l'indifférence inculte du divertissement de masse (la télévision, le cinéma, le rock'n'roll) dont les meilleurs clients sont, justement, les adolescents. L'émouvante reconnaissance d'une préhistoire à la fois artistique et populaire de l'Amérique, de l'existence d'un « monde fantôme » qui hante le présent, devient le moteur de cet apprentissage.

Le film de Terry Zwigoff se mue, dans le doux désenchantement de sa vision du monde, en une réflexion sur l'individualisme confronté aux sollicitations de la mode et du politiquement correct (Enid se voit refuser une bourse d'études pour une école d'arts plastiques à la suite de l'exposition d'un *ready made* jugé raciste par les parents d'élèves). Comment affirmer son individualité au cœur d'un système qui la nie tout en faisant mine de l'exalter ? C'est la question paradoxale au centre d'un film qui refuse de donner de l'adolescence une image idyllique ou trop facilement morbide.

Jean-François Rauger

Film américain. Avec Thora Birch, Scarlett Johansson, Steve Buscemi. (1 h 55.)

Infidèle, d'Adrian Lyne • Appuyé sur des scènes « torrides », un remake à contresens du chef-d'œuvre de Claude Chabrol, « La Femme infidèle »

Le désir féminin, ennemi mortel de l'ordre social

INFIDÈLE, d'Adrian Lyne, affiche sans vergogne sa condition de remake du film de Claude Chabrol, *La Femme infidèle*. Ce qui fut une des grandes œuvres du cinéma français des années 1960, ajoutant à une minutieuse description de comportement un regard d'entomologiste captivé par le jaillissement de la folie au cœur de l'ordre social, est devenu une mixture peu ragoûtante à base de puritanisme et de fascination racoleuse. Soit une famille bourgeoise, à priori heureuse, habitant le New Jersey, la banlieue chic de New York. Il y a Monsieur (Richard Gere, lunettes et pull-over, particulièrement coincé), dirigeant, ça ne s'invente pas, d'une entreprise de camions blindés. Il y a Madame (Diane Lane, la quarantaine rayonnante ; s'il y a une seule raison de voir le film, c'est elle). Il y a leur fils de neuf ans.

C'est en faisant des courses à New York que l'épouse modèle rencontre un jeune homme dont elle fait son amant. Un amant triplement exotique : il vend des livres anciens, il aime les jeux sexuels, il est français (ceci expliquant peut-être cela). Dès lors, la libido déchaînée de la femme au foyer va déréglé l'harmonie familiale avant que l'époux ne vienne remettre de l'ordre dans tout cela. Apprenant l'infidélité de sa conjointe, celui-ci, en effet, ravalant ses larmes en fermant très fort les yeux, se rend chez l'amant et le tue dans une crise de folie. Il cache le corps, rejoint le domicile conjugal, ayant par son geste sauvé le calme du foyer

et regagné l'amour de sa femme. Contrairement au film de Chabrol, qui suivait scrupuleusement les pas du mari insidieusement guetté par un désordre mental produit par les exigences d'un surmoi façonné par son appartenance de classe, *Infidèle* s'attache à l'épouse tentée par le démon de la chair. Après un suspens dérisoire (vaut-elle fauter ou non ?), celle-ci se livre à la débauche au cours de séquences « torrides » d'une rare hypocrisie.

Alors que Chabrol ne se préoccupait guère de jugement moral, « *Infidèle* » fait de la quête du plaisir l'antichambre de l'enfer

Faussement coincé entre son statut de film érotisant et de fable moralisatrice, le film d'Adrian Lyne désigne le désir féminin comme la menace d'une destruction de l'ordre, une menace qu'il convient de supprimer par tous les moyens. Une telle vision du monde, sans doute proche de celle d'un taliban, définirait donc le puritanisme furieux et conservateur de l'auteur de *Neuf semaines et demie* et de *Liaison fatale*, titillant la phobie

sexuelle présumée de son spectateur idéal.

Comment un remake peut-il être à ce point le contresens de son film d'origine ? Alors que le film de Chabrol ne se préoccupait guère de jugement moral, *Infidèle* déplace le centre de gravité du récit et fait de la quête du plaisir l'antichambre de l'enfer. La scène centrale de *La Femme infidèle*, la rencontre entre le mari et l'amant, simulacre grinçant de sociabilité, subversion quasi fantastique d'un naturalisme attendu, est ici sabotée par manque de pertinence et de talent.

Chabrol voyait le rétablissement de la vie conjugale comme l'expression la plus parfaite d'une folie qui se cachait derrière les apparences de la normalité. Adrian Lyne termine son film dans le soulagement grotesque (pour se convaincre des bienfaits de la vie de famille, la femme adultère revoit ses photos de mariage) d'un retour à l'ordre et d'un refus du sexe. Lorsque le réalisateur avoue dans le dossier de presse qu'*Infidèle* est « une histoire où le spectateur sera sans doute plus enclin à excuser un meurtre qu'une femme adultère », on a envie de lui dire ce que, dans le film de Chabrol, un personnage ivre hurle à Michel Bouquet dans la boîte de nuit où il a emmené sa femme pour la reconquérir : « Vous avez l'air d'un con. »

J.-F. R.

Film américain. Avec Richard Gere, Diane Lane, Olivier Martinez. (2 h 05.)

La commissaire européenne à l'éducation et à la culture, Viviane Reding, se veut rassurante sur la refonte des aides nationales au financement

Une semaine pour mettre en valeur le patrimoine du cinéma européen

« **JE SOUHAITE** engager partout en Europe des initiatives d'éducation au cinéma et à l'image », a expliqué au Monde Viviane Reding, commissaire européenne chargée

de l'éducation et de la culture. « En créant la Semaine du patrimoine cinématographique européen, organisée pour la première fois du 15 au 23 novembre 2002, je souhaite que le jeune public en Europe découvre les grands films qui sont des éléments-clés de notre diversité culturelle et prenne l'habitude de voir des films européens », a-t-elle précisé. Réalisateurs et acteurs seront mis à contribution pour expliquer leurs films dans une cinquantaine de villes. Cette initiative sera couplée avec les Netd@y Europe, qui mobilisent chaque année plus de 500 000 jeunes et professionnels de l'éducation issus de plus de 3 000 écoles autour d'échanges et de créations multimédias, et dont le thème sera l'image.

Tenter d'améliorer la distribution des films européens reste une priorité incontournable pour M^{me} Reding. Elle se déclare « optimiste » au vu de la progression des entrées en salles des films nationaux dans les différents pays européens en 2001 (+21 %), mais se félicite surtout de la progression réalisée par les films européens (+21 %). « On a encore beaucoup de retard à combler vis-à-vis des Américains », dit-elle, en rappelant que le programme Media + a quand même permis d'aider plus de 400 films à être distribués en Europe, grâce aux soutiens automatique et sélectif. « Bruxelles n'aura jamais assez d'argent pour investir dans la production. Nous voulons donner une impulsion pour faciliter ces investissements - ce qu'a engagé la Banque européenne d'investissement pour aider le capital-risque - et promouvoir les films européens, notamment dans les festivals », défend-elle.

Face aux inquiétudes suscitées par une éventuelle remise à plat des différents systèmes nationaux d'aide au financement du cinéma, M^{me} Reding se veut rassurante. Avec son homologue chargé de la concurrence, Mario Monti, la décision a été prise de « donner une

très grande latitude. A moins de changements profonds des systèmes existants, rien ne sera remis en cause à la date-butoir de 2004, imposée par le fait qu'aucune décision de la Commission ne peut juridiquement être illimitée ». Contrairement à la monnaie unique, qui a pu être imposée dans tous les pays européens, l'idée même d'une harmonisation européenne des différents systèmes en vigueur est, selon M^{me} Reding, exclue par le traité. « C'est par une discussion entre les différents ministres de la culture que nous arriverons à faire évoluer les systèmes, pour qu'ils soient plus performants, tout en respectant la diversité de chaque pays », dit-elle.

MUTATION VERS LE NUMÉRIQUE

Selon un schéma similaire - qui consiste à inciter les professionnels à décider des évolutions stratégiques de leur secteur -, Bruxelles aide au développement de projets pilotes pour la mutation du cinéma vers le numérique. Une transition qui pourrait, selon Viviane Reding, s'effectuer dans un délai d'au moins deux ans et pourrait à terme permettre aux distributeurs d'économiser environ 1,6 milliard d'euros par an.

Alors qu'il a été acté jeudi 23 mai par les ministres européens de la culture et de l'audiovisuel que la révision de la directive « Télévision sans frontières » serait reportée à 2004, la commissaire adopte une attitude très carrée dans le dossier de la renégociation des accords à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « On a un accord européen pour préserver la diversité culturelle et ne pas ouvrir le secteur audiovisuel à la libéralisation. On s'en tient à cela, un point c'est tout. » Quitte à refuser l'accès au programme Media à certains pays, comme Malte, la Roumanie ou la Hongrie, qui ont pris des engagements non compatibles avec cette ligne.

Nicole Vulser

Plus de 1.700.000 spectateurs en parlent encore !

un film de Almodóvar

parle avec elle

Actuellement

Rétrospective L'essor avorté d'une modernité israélienne



PARIS Les rétrospectives du cinéma israélien organisées en France jusqu'à présent n'ont guère contribué à relever la réputation d'un cinéma qui en a pourtant besoin. Une seule exception à cette règle, la rétrospective organisée en septembre 1992 par la Galerie nationale du Jeu de paume qui, par son ampleur et par sa vision programmatrice, aura permis de se forger une idée relativement précise des grandes évolutions de ce cinéma des origines à nos jours, tout en révélant au passage des œuvres inédites et passionnantes.

Il faudra désormais y ajouter le programme mis au point par Ariel Schweitzer, historien et enseignant de cinéma à Paris et à Tel-Aviv, dans le cadre du Musée d'art et d'histoire du judaïsme. Consacrée à un mouvement que le cinéaste et critique israélien Yehouda Judd Ne'eman a baptisé « la nouvelle sensibilité », cette rétrospective s'attache à une période pré-

cise du cinéma israélien, marquée par une véritable révolution esthétique et politique. Seize films, réalisés entre 1965 et 1974, témoignent, à des degrés divers, de ce phénomène, qui voit une pointe avancée du cinéma israélien échapper aux dogmes de l'épopée sioniste pour s'ouvrir aux influences cinématographiques – principalement l'underground américain et la nouvelle vague

– et mettre en crise le credo collectif au profit des incertitudes de l'individu et de la modernité.

Ce mouvement, qui procède d'une économie dérisoire et d'un esprit de révolte, annonce et répercute les profondes mutations affectant la société israélienne entre les guerres de 1967 et de 1973. C'est Uri Zohar qui lance le mouvement, avec *Un trou dans la lune* (1965), film radical qui revisite tout à la fois l'histoire de l'épopée sioniste et celle du cinéma sous le signe de la parodie et de l'absurde. Du même auteur, *Trois jours et un enfant* (1967), adapté d'une nouvelle de A. B. Yehoshoua, puis *Les Voyeurs* (1972), mettent respectivement en scène la perversion morale d'un amoureux éconduit à Jérusalem et l'errance existentielle d'une jeunesse tel-avivienne qui se vautre dans la régression infantile des intrigues balnéaires.

Ces trois films, par leur attaque en règle du mythe des origines sionistes et de la puissance de la *sabra* (natif d'Israël), démentiraient à eux seuls le grief d'apolitisme que certains commentateurs ont pu adresser à ce mouvement, lequel cherchait avant tout à se démarquer de la veine idéologique et de la comédie populaire dominant le cinéma israélien de l'époque.

Dès la fin des années 1960, apparaissent des films d'auteur qui se confrontent à la situation politique, en stigmatisant de façon prémonitrice la dégradation morale liée à la conquête des territoires consécutive à la guerre de six jours. *Etat de siège*, de Gilberto Toffano (1969), et *Shalom la prière de la route*, de Yaky Yosha (1974), deux films d'une magnifique audace, font ainsi de leurs héros respectifs – une veuve de guerre et un jeune rebelle – la pointe vive d'une sédition tout à la fois morale, politique et esthétique au dangereux triomphalisme qui se saisit alors de la société israélienne.

Régulièrement soutenu par la critique, ce mouvement cinématographique n'a connu, à quelques rares exceptions près, aucun succès en Israël, et la plupart de ses auteurs se sont depuis volatilisés dans la nature. Méconnu et laminé dans son propre pays, ce cinéma de rupture – dont Amos Gitai est aujourd'hui à peu près le seul héritier – méritait d'autant plus d'être sorti de l'ombre que l'histoire a fini par lui donner raison.

Jacques Mandelbaum

« La nouvelle sensibilité. Cinéma moderne israélien des années 60-70 ». Musée d'art et d'histoire du judaïsme, 71, rue du Temple, Paris-3^e, M^o Hôtel-de-Ville. Du 5 au 18 juin.

Photo : *Un trou dans la lune*, de Uri Zoahr (1965). © D. R.

AIX-EN-PROVENCE

Comédies en scène

L'Institut de l'image d'Aix s'associe à la manifestation Livres en fête pour présenter un petit tour d'horizon des origines théâtrales de la comédie au cinéma... Vaste sujet, mais qu'importe, s'il est le prétexte pour retrouver des merveilles telles que *Top Hat*, avec Fred Astair, *To be or not to be*, d'Ernst Lubitsch, ou *Quand la panthère rose s'en mêle*, de Blake Edwards.

Du 5 au 11 juin, salle Armand-Lunel, cité du Livre, 8-10, rue des Allumettes, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Tél. : 01-42-26-81-73.

PARIS

La saga Ingmar Bergman

Devenu un rendez-vous annuel – mais il s'agit de la dernière édition –, ce voyage à travers

l'œuvre d'Ingmar Bergman à raison d'un film par jour permettra aux plus érudits de retrouver des raretés (*Revue de femmes*, *Une leçon d'amour*, *La Fontaine d'Aréthuse...*), aux débutants d'entrer dans ce territoire enchanté avec ses plus grandes œuvres (*Persona*, *Sonate d'automne*, *La Nuit des forains*, *Les Fraises sauvages*, *Cris et chuchotements*), à chacun quel que soit son degré d'érudition de retrouver les splendeurs du *Silence*, de *Sourires d'une nuit d'été* ou de *Scènes de la vie conjugale*.

Du 5 juin au 2 juillet au Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6^e. M^o Saint-Michel, Odéon. Tél. : 01-43-26-48-18. (4 €.)

Les lutins du court métrage

Les 26 courts métrages sélectionnés pour le prix des Lutins sont

présentés au public du Pathé-Wepler avant la désignation des lauréats le 14 juin. Plusieurs des plus beaux films de 2001 figurent parmi les candidats (*Ce vieux rêve qui bouge*, d'Alain Guiraudie ; *Candidature*, d'Emmanuel Bourdieu ; *A tes amours*, d'Olivier Peyron ; *Nom de code : Sacha*, de Thierry Jousse...), à côté de nombreuses découvertes.

Du 5 au 11 juin au Pathé-Wepler, 140, boulevard de Clichy, Paris-18^e. M^o Place de Clichy. (6 €.)

Lisbonne et le cinéma

La capitale portugaise est sinon l'héroïne, du moins le fil conducteur de cette programmation de 7 films, parmi lesquels l'essentiel *Nos vertes années*, de Paulo Rocha, qui donna naissance à la nouvelle vague lusitanienne, mais aussi le très beau *Trafico*, de Joao Botelho,

ou encore l'inédit *Un costume trois-pièces*, d'Ines de Medeiros.

Du 5 au 11 juin au Latina, 20, rue du Temple, Paris-4^e. M^o Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-47-86. (7 €.)

Cinéma muet en concert

Toujours inventive, la programmation au Grand Auditorium du Louvre de raretés de la haute époque du cinéma fait ce mois-ci un détour par l'Australie en présentant un incunable, *The Sentimental Bloke*, de C.J. Dennis (1915). Une curiosité, qui marque aussi une des premières utilisations du récit à la première personne du singulier dans le cinéma muet. La projection est accompagnée par le Quatuor Psophos.

Le 8 juin à 20 heures et le 9 juin à 16 heures. Grand Auditorium du Louvre, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. M^o Palais-Royal, Musée du Louvre. Tél. : 01-40-20-51-86. (11 €.)

Sélection DVD

par Samuel Blumenfeld

DANIS TANOVIC

No Man's Land



Ce huis clos entre deux soldats, un Serbe et un Bosnien, piégés entre les lignes de front dans un no man's land, alors qu'un troisième

homme est allongé sur une mine qui explosera s'il bouge, était l'une des révélations du Festival de Cannes en 2001 et a reçu l'Oscar du meilleur film étranger cette année. Son édition DVD le place dans une perspective moins esthétique et plus idéologique. Deux commentaires audio, dont celui du réalisateur, un portrait en 16 mm de Danis Tanovic où ce dernier évoque la guerre en Bosnie, un court-métrage inédit du réalisateur, mettent *No Man's Land* en prise directe avec l'actualité. Dans ce cas, le DVD s'impose d'abord comme un document, et la fiction n'apparaît que comme un des nombreux moyens mis à disposition du réalisateur pour aborder un conflit.

1 DVD, version française et v.o. sous-titrée, Gaumont Columbia Tri Star (1 h 38).

ROBERT ALTMAN

M.A.S.H.

Lorsque l'édition d'un film est en partie confiée à son réalisateur, les résultats peuvent être étonnants. « *Fox n'a pas sorti ce film, il s'est échappé* », affirme Robert Altman dans l'un des trois documentaires qui accompagnent son film. Long-temps limité à son image de brûlot antimilitariste situé durant la guerre de Corée alors qu'Altman visait explicitement la guerre du Vietnam, *M.A.S.H.* redevient, grâce à cette édition, d'une limpidité totale. Entre les réticences de Richard Zanuck, alors patron de la Fox, les coupes demandées par le Pentagone et les rapports absurdes avec un scénariste, Ring Lardner Jr., fou de rage de voir que rien n'a été conservé de son scénario original, *M.A.S.H.* apparaît comme un essai particulièrement réussi où les deux genres cinématographiques les plus en vogue à la fin des années 1960, le film de guerre et le soap opera médical sont taillés en pièces. Le film n'a rien perdu de la force étonnante que lui procurent sa dimension métaphorique et sa causticité. Les interprétations d'Elliot Gould et de Donald Sutherland, qui se servent de la dérision pour échapper à une situation invivable, restent remarquables.

2 DVD, version française et v.o. sous-titrée, Fox Pathé Europa (1 h 56).

DALTON TRUMBO

Johnny s'en va-t-en guerre

Un travail d'édition minimal peut parfois suffire à servir un film. La seule présence de Pierre Rissient, attaché de presse du film de Dalton Trumbo lors de sa sortie en 1971, qui éclaire le film avec des développements clairs et concis sur le mac-carthysme et les « Dix de Hollywood », dont fit partie le réalisateur du film, tient le rôle qu'une bonne introduction remplit pour la réédition d'un classique de la littérature. Elle montre aussi que l'addition de bonus et la multiplication de documentaires promotionnels n'a aucun sens si elle ne s'accompagne pas d'un commentaire critique capable de mettre un film en perspective. Plaidoyer pacifiste contre la guerre, *Johnny* raconte l'agonie d'un soldat touché au combat durant la première guerre mondiale qui tente sans succès de faire comprendre à des médecins qu'il n'est pas tombé dans un état végétatif. La force de la situation, qui avait pu marquer les esprits à l'époque, ne masque pas toujours une réalisation indigente et l'appel à des symboles beaucoup

trop lourds (Donald Sutherland fait une apparition en Jésus-Christ). A la différence de *M.A.S.H.*, *Johnny* pêche par excès d'idéologie et de militantisme.

1 DVD, version française et v.o. sous-titrée, Film Office (1 h 46).

JOHN STURGES

La Grande Evasion

Du point de vue de l'approche éditoriale, *La Grande Evasion* se révèle l'exact opposé de *No Man's Land*. Sans la moindre star, le film de Danis Tanovic met en scène des anonymes. *La Grande Evasion* était entièrement conçu pour servir Steve McQueen. C'est à partir de ce film que commence à se forger la dimension iconique de la star américaine avec son sweat-shirt griffé, sa balle de base-ball et sa moto. Le récit de la tentative d'évasion d'un groupe de prisonniers alliés internés en Allemagne durant la deuxième guerre mondiale reste toujours aussi passionnant. Significativement, sa remarquable édition DVD lui retire toute sa dimension rocambolesque avec trois documentaires originaux, dont l'un concernant la véritable aventure qui inspira le film et l'autre sur le pilote américain dont s'inspire le personnage de Steve McQueen.

2 DVD, version française et v.o. sous-titrée, Fox Pathé Europa (2 h 48).

NOUVEAUX FILMS

Sex is Comedy

LE CINÉMA selon Catherine Breillat est un drôle de travail : on peut s'enfermer des heures dans une chambre factice, en faisant attendre des dizaines de personnes hautement qualifiées ; on peut humilier un jour pour aimer le lendemain... Ces méthodes sont les siennes, elles la mettent peut-être à part. Mais ce qui distingue surtout la cinéaste, c'est ce projet parfaitement indécent, parfaitement agaçant, parfaitement fascinant de tout montrer des affres de la création. Normalement cette expression se prononce d'un souffle sans qu'on y réfléchisse trop. Mais ici ce qu'on voit est vraiment affreux, au point que dans la salle on se demande si ça vaut vraiment la peine, toute cette agitation que l'on voit sur l'écran. Ces questions, ces irritations se dissipent comme brume au soleil lorsque *Sex Is Comedy* arrive au terme solaire de ce processus : en montrant comment la vie soudain irrigue l'image, comment l'amour devient réalité devant la caméra.

T. S. Film français de Catherine Breillat. Avec Anne Parillaud, Grégoire Colin, Roxane Mesquida. (1 h 32.) Une critique de *Sex is Comedy* et un portrait de Catherine Breillat ont été publiés dans *Le Monde* du 18 mai lors de la présentation du film en ouverture de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes.

Lulu

EX-MEMBRE des groupes Dziga Vertov et Cinélutte, ex-compagnon de route de Jean-Luc Godard puis de Juliet Berto, Jean-Henri Roger a réuni pour son nouveau film Elli Medeiros, Jean-Pierre Kalfon, Gérard Meylan, Bruno Putzulu dans les rôles principaux, Renato Berta à l'image, Jacno pour la composition musicale. Cette brochette d'irréductibles est ici requise pour donner forme, dans le décor somptueux de la Camargue, à un très improbable polar. Lulu, ancien prostitué rangé des voitures par la grâce d'une opération qui l'a transformé en patronne de bar, voit resurgir dans sa nouvelle vie Fabio, son ancien souteneur, animé de mauvais sentiments à son égard. L'assassinat de ce dernier donne lieu à une mise en scène qui, sous prétexte d'enquête, ambitionne de révéler l'intime vérité des principaux protagonistes. Faute de devenir le lieu où se nouent les fils et les corps de cette ambition, le film se contentera hélas de l'afficher, l'effet d'annonce lui tenant lieu, tout du long, de dramaturgie.

J. M. Film français de Jean-Henri Roger. Avec Jean-Pierre Kalfon, Elli Medeiros, Gérard Meylan, Bruno Putzulu. (1 h 30.)

Philanthropique

PROFESSEUR de littérature à Bucarest, Ovidiu est contraint de trouver rapidement de l'argent afin de séduire Diane, un mannequin dont il est tombé amoureux. Avec le concours d'un étrange directeur d'une fondation philanthropique et de sa secrétaire, il met au point une escroquerie consistant à obtenir de l'argent de clients de restaurants émus par son incapacité économique à régler la note. *Philanthropique* est donc une fable satirique sur l'exploitation contemporaine de la charité, qui se transforme au fur et à mesure de la progression du scénario en critique du spectacle de celle-ci. Le trait est grinçant, quoique la mise en scène soit relativement anonyme. Le film de Nae Caranfil vaut surtout pour la description du sort misérable des classes moyennes dans la Roumanie de l'après-Ceausescu et de la naissance d'une nouvelle bourgeoisie parvenue et dénuée de tout scrupule.

J.-F. R. Film roumain de Nae Caranfil. Avec Mircea Diaconu, Gheorghe Dinica, Mara Nicolescu. (1 h 43.)

Feu de glace

ALORS que s'agrègent des images publicitaires montrant alternativement de faux ébats amoureux, un Londres de mauvaise carte postale, une pseudo-expédition en montagne et un mystère bide, le spectateur, qui s'occupe comme il peut, à tout loisir de méditer sur ces deux thèmes. Le premier concerne le livre dont est tiré le film. Ce best-seller, signé par un couple britannique sous le pseudonyme commun de Nicci French, devait bien approcher l'ambivalence du désir de manière plus convaincante, et l'on se demande comment le passage au cinéma a pu l'anéantir à ce point. Le deuxième concerne la trajectoire du réalisateur, fondateur de cette « 5^e génération » qui a ressuscité le cinéma chinois au milieu des années 1980, et depuis victime d'une dérive entamée avec le complaisant *Adieu ma concubine*, malencontreusement primé à Cannes, qui atteint aujourd'hui le fond d'une impasse. A la suite du *Feu de glace*, Chen Kaige est retourné faire du cinéma en Chine : c'est l'unique bonne nouvelle qui accompagne ce thriller pouffif.

J.-M. F. Film américain de Chen Kaige, avec Heather Graham, Joseph Fiennes, Natasha McElhone. (1 h 40.)

■ Apparitions ; La Sixième Victime

La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

		Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'écrans	Évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1	Star Wars Episode 2 : l'attaque des clones	3	627 787	836	↔ - 47 %	3 998 379
2	Sex Academy	1	141 770	180	↔	141 770
3	And Now ... Ladies and Gen...	1	133 220	393	↔	133 220
4	Irréversible	2	108 170	283	↔ 0 %	263 082
5	Hollywood Ending	3	82 473	315	↔ - 47 %	535 356
6	Mission Evasion	1	67 576	151	↔	67 576
7	Le Défi	2	44 082	172	↔ - 47 %	145 307
8	Parle avec elle	8	43 852	364	↔ - 38 %	1 638 400
9	Riders	4	36 992	329	↔ - 52 %	684 199
10	Le Voyage de Chihiro	8	28 532	282	↔ - 37 %	1 115 580

AP : Avant-première

* Estimation

Semaine extrêmement morose qui voit les nouveaux films peiner à se faire une place, malgré la faiblesse des films en continuation. Les horaires des matchs de Coupe du monde de football ne sont pourtant pas un obstacle à la fréquentation des cinémas. On mettra donc ce phénomène sur le dos du soleil. Une explication cosmique pour la brusque chute de *L'Attaque des clones* dans la faveur du public : - 47 % d'une semaine sur l'autre. Un effondrement que connaissent aussi *Irréversible*, de Gaspard Noé, ou *Hollywood Ending*, de Woody Allen. Parmi les sorties, seul *Sex Academy* réussit une honorable moyenne par écran (788), pendant que *And Now... Ladies and Gentlemen*, de Claude Lelouch, ne réussit un score honorable que grâce à une large combinaison de 393 salles, avec seulement 339 spectateurs pour chacune d'entre elles. Débuts tout aussi décevants pour *Une pure coïncidence*, de Romain Goupil (11 261 spectateurs dans 52 salles), pendant que *Kedma*, d'Amos Gitai, voit son score diminuer de 40 % en deuxième semaine, avec 15 552 entrées.

Source : Ecran Total

(1) Période du 5 au 9 juin inclus

Célébrer la flûte enchantée de Rampal ? C'est à Colmar, du 3 au 14 juillet !

FRANCE FESTIVALS

Retrouvez toute l'information sur les festivals internationaux de musique sur le site internet www.francefestivals.com

Écoutez... et entrez dans la légende !

NOSTALGIE

La Légende

Retrouvez toutes les fréquences sur 3615 NOSTALGIE ou au 08 36 68 05 05 (0,30€) nostalgie.fr

Renaud, désespéré par Billancourt

Après un tunnel de déprime, le chanteur publie l'album « Boucan d'enfer ». Des titres intimistes, éloignées de la critique sociale

RENAUD est un renard dont la tanière a pour nom La Closerie des Lilas, célèbre établissement parisien en bordure de Montparnasse, où les tables portent encore les plaques gravées au nom des clients remarquables – dont Jean-Paul Sartre, militant pour *La Cause du peuple*. Renaud, chanteur, y a gagné ses galons, enfoncé qu'il est depuis de longues années dans une logique fortement anisée. Mais alors que sort *Boucan d'enfer*, premier disque possible après un tunnel de déprime, d'alcool et d'antidépresseurs, Renaud parle de sa descente aux enfers au passé. Regard clair, anneau à l'oreille, tatouages aux bras, barbe en friche, l'auteur d'*Hexagone*, brûlot sans pitié contre le repli identitaire composé en 1975, ne se remet pas d'un gros chagrin : le temps qui passe, et l'enfance, l'adolescence qui partent dans les limbes d'une histoire ancienne. Renaud, 50 ans, aurait pu se remettre du choc, si n'était sa fille Lolita, 22 ans à présent, qui a basculé à son tour dans l'âge adulte sous les yeux effarés du père.

Du coup, c'est tout Mai 68 qui s'effondre. Les idéaux et la force de la jeunesse intrépide, version seconde moitié du XX^e siècle, s'en sont allés, et avec, la femme du chanteur, Dominique. Les chagrins d'amour sont universels, ils ne sont pas réservés à Manu, héros de l'une des chansons préférées du public, qui criait il y a quelques mois encore : « Non Renaud, déconne pas, va pas t'attaler les veines », alors qu'il donnait des concerts « bouffi d'alcool, rongé à la cigarette ». Il aurait pu. Mais Renaud a supporté le pathétique, les salles étaient pleines. Perplexes, mais pleines.

Renaud revient du Québec, où il était en tournage aux côtés de Gérard Depardieu, Johnny Hallyday et Harvey Keitel, pour *Crime Spree*, un polar signé Brad Mirman, où il joue le rôle d'un malfrat peu causant, cynique et froid. Au cinéma, l'Etienne Lantier de *Germinal* (selon Claude Berri) se trouve « moyen ». Cinq jours après la sortie du disque (EMI/Virgin), c'est déjà l'heure du bilan médiatique, « une presse dithyrambique », heureuse des retrouvailles – sauf *Libération* (« Ils ont dit que j'étais populiste ! »).

Des pages et des pages sur sa dépression, sa guérison annoncée, ses nouvelles chansons, jugées plus intimes, plus éloignées de la critique sociale. Mais aussi des questions à propos de *L'Entarté*, diatribe anti Bernard-Henri Lévy. Du fond de la banquette, Renaud a le regard en coin, il termine la lecture d'un parchemin, avec bords brûlés et tout, « une lettre qu'un fan m'a envoyée dans une bouteille en plastique ». Pourquoi BHL ? En 1985, rappelle Renaud, l'écrivain l'avait fustigé (comment se donner bonne conscience, etc.) à pro-

BIOGRAPHIE

► **1952**
Naissance à Paris.

► **1977**
« Laisse Béton ».

► **1992**
« Renaud cante el Nord », chansons en chtimi pour la sortie du film « Germinal », de Claude Berri, en 1993.

► **1995**
« Renaud chante Brassens ».

► **2002**
« Boucan d'enfer ».

pos d'*Ethiopie*, une chanson dont Renaud était l'auteur, interprétée par une quarantaine de chanteurs français. « Au final, on avait donné environ 2 milliards de centimes à Médecins sans frontières, mais bon. »

Petite vengeance personnelle ? « A peine, moi j'ai surtout envie d'attaquer les puissants, les incontournables, qui, comme moi, ont les médias, les éditeurs à leurs pieds. Un chanteur est là pour égratigner les puissants, les Bill Gates, Messier, Lescuré... » Et puis les Américains imbus d'eux-mêmes, l'Etat français jacobin (*Corsic'armes*, *Le Monde* du 31 mai), etc.

« PLUS ENVIE DE ME BATTRE »

Ce que n'aime pas, ou plus, Renaud, c'est le discours manichéen, « sur le Kosovo » par exemple. La séparation du monde entre les bons et les méchants s'est brisée sur une crise de la cinquantaine commencée à 45 ans. Cet enfant de la classe moyenne, auteur de *Laisse Béton*, à qui on reprocha injustement de parler prolo sans l'être, voit le monde d'aujourd'hui coupé en deux, entre les riches et les pauvres. « Cela me désespère, au point que je n'ai plus envie de me battre. J'ai cru que je pouvais changer le monde par des chansons. En 1993, je déjeunais ici avec Anne Sinclair, quand elle apprit par son portable la signature des accords d'Oslo. J'en pleuraux de joie. Et dix

ans plus tard, il y a le massacre de Jenine. Qui a merdé ? Arafat ? »

Pour l'humanitaire, Renaud fait une confidence, à mi-voix, mi-sourire : il a donné cette année son obole à l'Orphelinat mutualiste de la police nationale. « Les flics ont morflé, des braquages, des crimes crapuleux en banlieue. Pourquoi aurais-je moins de compassion pour un fils de flic que pour un fils de gangster ? » Renaud trouve affreux que des gamins « paumés » lancent des cocktails Molotov contre des pompiers venus éteindre un incendie dans une banlieue sinistrée. Renaud ne comprend pas ces « petits crétiens intégristes, fascistes, qui ne rêvent que de niquer des gonzesses, avoir des pitbulls, des BMW et admirent Bernard Tapie – un échec sur toute la ligne – et non plus le Che, Mesrine ou Daniel Cohn-Bendit ». NTM l'insupporte, « tuer du flic derrière un micro, c'est facile, le jeune qui écoute et suit l'exemple s'en prend pour vingt ans ».

On dit qu'il n'aime pas le rap, mais c'est surtout que cette banlieue-là, « celle de la racaille », l'a abandonné. Chez lui, Germaine, le beauf, le trotskard, le gardien fuf, le mec à la mob cohabitaient. « J'ai toujours eu une empathie pour les petites gens » – à vérifier cette fois dans *Nain de jardin*, nouvelle ode au peu. Du coup, Renaud s'est exilé sur la banquette de la Closerie où tanguent d'autres « rouges » de la

chanson, tel Etienne Roda-Gil, auteur d'*Utile* (Julien Clerc) ou de *Joe le Taxi* (Vanessa Paradis). Il y révisé une carte politique brouillée, contemple les méfaits de la télé, observe une France moyenne qui a voté Le Pen « parce que la droite et la gauche les a laissés s'enfoncer ».

Renaud (mère d'origine ouvrière, père professeur) doit faire son deuil des valeurs prolétaires, désarçonné par « la facilité avec laquelle les électeurs du PCF sont passés de Robert Hue à Jean-Marie Le Pen. C'est à désespérer de Billancourt ». Et cite Boris Vian : « Après les bourgeois, je ne hais rien tant que les victimes. »

De quoi fut victime Renaud ? « De mes fantasmes, de ma paranoïa. Le public, le métier me sont restés entièrement fidèles. » Autre confession : l'hypocondrie qui le pousse à répéter à ses amis, il y a dix ans, « Je suis sûr que j'ai le sida », vite transformé en « Renaud a le sida », rumeur qui va le heurter autant qu'elle blessa Isabelle Adjani ou Etienne Daho. Le chanteur revendique aujourd'hui vingt-cinq tests VIH, tous négatifs, plus « une charge virale, le calcul du taux hypothétique de virus [en son cas égal à zéro], puis une coculture sur lymphocytes, logiquement suivie d'une ponction lombaire et d'une biopsie ganglionnaire. Mais je n'ai pas de ganglions ».

Véronique Mortaigne



VERGÉ

LES GENS DU MONDE

■ **Erika Rosenberg**, héritière de la veuve d'Oskar Schindler, envisage de déposer une plainte contre les studios américains Universal, producteurs du film de Steven Spielberg *La Liste de Schindler* (1993), pour n'avoir reversé aucune part des bénéfices à **Emilie Schindler**, révèle le magazine allemand *Focus* du 3 juin. Selon *Focus*, Erika Rosenberg, biographe et proche d'Emilie Schindler, morte en 2001 à l'âge de 94 ans, entend faire valoir un contrat signé en 1964 entre Schindler et la Metro Goldwyn Mayer, en vertu duquel l'industriel allemand, qui a sauvé 1 200 juifs pendant la seconde guerre mondiale, autorisait la compagnie à faire un film sur sa vie en échange de 5 % des bénéfices. Les studios Universal ont racheté les droits de MGM en 1982. Selon *Focus*, après avoir promis à M^{me} Schindler une participation aux bénéfices, Universal a affirmé que le film avait engendré des pertes de 11,5 millions de dollars. La banque de données américaine Internet Movie-Data-Base estime que *La Liste de Schindler* aurait engrangé 317 millions de dollars de recettes.

■ EMI Music a acquis pour 23 millions de livres (3,6 millions d'euros) une prise de participation majoritaire dans Mute, le label de **Depeche Mode** et de **Moby**, a annoncé lundi 3 juin la société. L'accord a été signé en mai, à l'initiative d'**Emmanuel de Buretel**, président d'EMI Recorded Music Continental Europe. **Daniel Miller**, qui a fondé Mute en 1978, « continuera d'assumer toutes ses fonctions au sein du label ». Une clause prévoit pour lui un bonus de 19 millions de livres (2,9 millions d'euros) en fonction des résultats.

■ *The Sum of All Fears*, film qui relate une attaque nucléaire contre les Etats-Unis, avec en vedette **Ben Affleck** et **Morgan Freeman**, a pris la tête du box-office américain pour sa sortie ce week-end en recueillant 31,2 millions de dollars, selon des chiffres provisoires publiés lundi 3 juin par l'agence spécialisée Exhibitor Relations. Il devance *La Guerre des étoiles : l'attaque des clones* (20,7 millions de dollars) et *Spider-Man* (14,5 millions de dollars).

■ Le Prix du livre Inter a été attribué à **Christian Gailly** pour *Un soir au club* (Editions de Minuit). Présidé par **Philippe Djian**, le jury – composé de vingt-quatre auditrices et auditeurs de France-Inter – a choisi ce roman, qui met en scène un pianiste de jazz, au troisième tour de scrutin, avec 13 voix contre 11 pour *L'Absolue Perfection du crime*, de **Tanguy Viel** (Minuit) et 2 pour *La Clôture*, de **Jean Rolin** (POL).

■ L'écrivain nigérian **Chinua Achebe**, 71 ans, auteur des *Termiées de la savane* (10/18), va recevoir le Prix de la paix des libraires allemands, décerné par l'Association des libraires allemands. Le prix, doté de 15 000 euros, sera remis lors de la Foire du livre de Francfort, le 13 octobre.

RADIO

MERCREDI 5 JUIN

► Accents d'Europe

9 h 40, RFI

En plein Mondial, Frédéricique Lebel et Elizabeth Bouvet évoquent un des pans de l'activité footballistique, en plein développement tant sur le plan du nombre de licences que de l'intérêt que lui portent annonceurs et publicitaires, même s'il est souvent laissé dans l'ombre : le football féminin.

► **Victor Hugo et ses musiciens** 10 h 30, France-Musiques
Avec Jean Roy, Alain Pâris évoquent cette semaine dans son « Papier à musique » les musiciens qui séduisirent l'auteur des *Misérables*, ou qui firent partie de son siècle et de ses préoccupations. De Charles Gounod à Gaetano Donizetti, en passant par Verdi et Mendelssohn, avec un extrait de *Ruy Blas*, dirigé par Claudio Abbado.

► Culture vive

16 h 30, RFI

Aujourd'hui, l'émission de Pascal Baradou sert d'écrin à la jeune actrice Romane Bohringer, qui lit Victor Hugo, anniversaire oblige, sur la scène du Théâtre de l'Atelier. Avant de recevoir, jeudi 6 juin, Corinne, l'ex-bassistesse de Téléphone, groupe mythique des années 1970-1980, pour la sortie de son dernier CD.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'efficacité de la police

FÉLICIE porte une jupe écossaise, un joli chapeau orné d'une plume et une veste de laine rouge, la couleur du Petit Chaperon. D'ailleurs, elle va tous les matins à l'épicerie chercher un pot de lait et une barrette de beurre. Mais là s'arrête la comparaison. C'est elle qui détient la clé du meurtre de « Jambé de bois », le retraité solitaire et bourru dont elle était la servante dans une vaste maison isolée et un peu délabrée qui a connu son heure de grandeur. Tout autour, il y a la province française profonde chère à Simenon, celle où l'on s'ennuie, où l'on s'épie, où l'on boit et où l'on attend patiemment de maigres héritages. C'était vraiment très bien, lundi soir sur France 2, cette « Maison de Félicie » tirée d'un roman de Simenon. Bruno Cremer est en passe de faire oublier tous ceux qui l'ont précédé dans le rôle du commissaire Maigret. Il est massif, lent, taïseux.

C'est plutôt rare, la lenteur à la télévision. On entend l'eau tomber goutte à goutte dans une baignoire, les escaliers craquent, le vent fait claquer les fenêtres. Il en faut du temps pour savoir ce que cache Félicie, à qui « Jambé de bois » a légué sa maison, au grand dam de sa famille, mais qui n'est évidem-

ment pas la coupable. Elle sait quelque chose, et se moque du commissaire. « Vous êtes tellement malin », lui dit-elle. « Petite peste ! » l'a-t-il jugé d'emblée. Il y a comme du marivaudage entre ces deux-là. « Vous n'allez pas rentrer chez vous ? Vous n'avez pas une femme, un chien, des pantoufles ? » lui demande-t-elle en le voyant s'installer. « Vous savez, je ne fais pas pension de famille ! » Le grand commissaire venu de Paris, démonté par tant d'insolence, se livre à une étrange confidence : « Le pire voyou ne m'a pas fait cet effet-là. » Elle est un peu Chaperon rouge, un peu Carmen aussi, avec ses longs cheveux noirs, qui font merveille le dimanche à la guinguette du village.

L'intrigue elle-même n'est pas ce qu'il y a de plus réussi. On a du mal à croire à ce Montmartre de convention avec ses cabarets, ses mauvais garçons et ses flics portant pelérine. Le meilleur, c'est évidemment le jeu du chat et de la souris auquel jouent le commissaire et la jolie, mais teigneuse, servante. Finalement, Maigret est aussi malin que le disait ironiquement Félicie, et arrête le coupable. En ces temps de doute généralisé sur l'efficacité de la police, c'est évidemment rassurant.

TÉLÉVISION

La satire animée de Plymton

Profitant du Festival international du film d'animation d'Annecy qui bat son plein du 3 au 8 juin, les télévisions partenaires de la manifestation, comme Canal+, Canal J ou France 2, donnent libre cours à la 3D ou à la flash animation. Quant à Arte, elle propose un dessin animé qui sort des sentiers battus, mariant érotisme, critique sociale et effets spéciaux. *L'Incrovable Lune de miel* (titre original : *J'ai épousé une drôle de personne*), est l'œuvre de Bill Plymton, dont la dernière production, *Les Mutants de l'espace*, est sortie au mois de janvier dans les salles françaises. Le film débute par l'accouplement de deux oiseaux en plein ciel et par leur collision avec une antenne, ce qui aura des conséquences magiques et inimaginables sur Grant Boyer, tout jeune mari de Kerry. Le cartooniste, en plus d'un débordement d'images qui ne font pas toujours dans la dentelle fantasmagique, détourne sa parabole sur le mariage pour épinglez l'armée américaine et les militaires obsédés par leur fusil, les grands studios hollywoodiens et les producteurs « avida-dollars », ou le public, épris de bêtises télévisées. Outre le scénario de cette *Incrovable Lune de miel*, on s'arrêtera sur le graphisme et les coloris de Bill Plymton, largement inspiré par Topor et par la BD la plus agressivement moderne, ainsi que sur la bande son de David Raviu, nourri de marches nuptiales et militaires, de pop musique et de comédie musicale. – Y.-M. L.

L'Incrovable Lune de miel, Arte, mercredi 5 juin, 22 h 40.

MERCREDI 5 JUIN

► Histoires albanaises

20 h 45, Arte

Dans ce film, prix Europa du Festival de Berlin 2001, la réalisatrice néerlandaise Eline Flipse offre à cinq Albanais de raconter comment ils vécurent la dictature d'Enver Hodja, ce dictateur qui aimait dire : « Les Albanais préféreront rester sans pain plutôt que de trahir le marxisme-léninisme. » Il y a

Dhora Leka, ancienne partisane et musicienne, infatigable militante en dépit de trente-sept années passées en camps de rélegation ; Agron Ali, chorégraphe réfugié dans son monde, et Edi Ram, fils du portraitiste officiel d'Enver Hodja ; l'acteur Kol Kaftalli et puis Bujar Lika, qui commente son exil en expliquant que « en chaque Albanais, il y a l'idée de partir... ». Cinq personnages en quête d'honneur, effigies vivantes du courage de cette partie du peuple

albanais qui, avec malice et humour parfois, ne faillit jamais à sa dignité.

► Passage du bac

20 h 55, France 2

Olivier Langlois s'attaque à un « marronnier » de notre système scolaire, le bac, en mettant en scène deux septuagénaires qui vont aider leurs deux petits-enfants, victimes d'un accident, à obtenir ce fameux viatique. Et ils pourront aussi satisfaire un vieux rêve de jeunesse... On craint le pire face à ce qui aurait pu être une pochade télévisée de plus, on l'évite de peu grâce à la vitalité d'Anne Cordy, dont le talent clownesque éclate. Quant à Charles Aznavour, l'autre candidat septuagénnaire, on l'a connu dans des rôles plus inspirés.

► La Route des troubadours

21 h 40, Arte

Le voyage d'un Minnesänger, troubadour allemand du Moyen Age, a fait rêver la réalisatrice Elfi Mikesch. Elle a donc filmé Peter Pannke, écrivain et musicien berlinois et voyageur. Cela aurait pu être esthétisant mais, à défaut de nous faire entendre le chant des troubadours, ce film met en présence des musiciens indien, syrien, allemand, français, qui partagent et se « trouvent », au sens premier et étymologique de leur art.

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 4 JUIN

TF1

15.30 Dingue de toi Un dimanche. Série.
16.05 Pacifis Blue L'escalade. Série **17.00**
Melrose Place Victimes. Série **17.55** 7 à la
maison Le Journal de Rosie. Série **18.45** Tous
ensemble **19.55** Météo, Journal, Météo.



20.55 HORS D'ATTEINTE ■ Film.
Steven Soderbergh. Avec George Clooney,
Jennifer Lopez, Ving Rhames, Don Cheadle,
Dennis Farina. *Policier* (EU, 1998) ○. 5093346
*Une histoire d'amour entre une femme
policier et un braqueur maladroite. Une
certaine nonchalance en guise de style, un
couple de comédiens attachant. Un peu vain
toutefois.*

23.15 APPELS D'URGENCE Magazine
présenté par Carole Rousseau ○. 6286452

0.30 Rallye Rallye du Maroc 8975037 **0.35**
Voile Course des Phares 5137698.

1.10 Reportages Ces messieurs en habit
vert 5432785 **1.35** Très chasse **2.25** Histories
naturelles Documentaire **3.25** Notre XX^e
siècle Du sang, des larmes, des hommes
4.20 Aimer vivre en France (45 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.35 High Sierra ■ ■ Raoul Walsh. Avec Ida Lupino,
Humphrey Bogart, Alan Curtis (Etats-Unis, 1941, N.,
100 min) ○
16.35 La Danse avec l'empereur ■ ■ Georg Jacoby
(Allemagne, 1941, N., 100 min) ○
17.10 Donnie Brasco ■ ■ Mike Newell (Etats-Unis,
1996, v.m., 125 min) ○
18.45 Shining ■ ■ Stanley Kubrick (Etats-Unis,
1980, v.m., 120 min) ○
19.15 Le Septième Ciel ■ ■ Benoît Jacquot (France,
1997, 90 min) ○
20.45 Viva Las Vegas ■ ■ Roy Rowland (Etats-Unis,
1956, v.m., 115 min). TCM
21.00 Un taxi pour Tobrouk ■ ■ Denys de la Patellière
(France, 1961, N., 90 min) ○
22.15 Conversation secrète ■ ■ Francis Ford
Coppola (Etats-Unis, 1974, 115 min). 13^{ème} Rue
22.35 Le Miracle de Fatima ■ ■ John Brahm
(Etats-Unis, 1952, 100 min) ○
23.55 Vampires ■ ■ John Carpenter (Etats-Unis,
1998, 105 min) ○
0.05 Lady Oscar ■ ■ Jacques Demy (GB - Fr., 1978,
120 min) ○
0.15 When Night Is Falling ■ ■ Patricia Rozema
(Canada, 1995, 95 min) ○

FRANCE 2

14.05 Inspecteur Derrick Série **17.50** Un livre
17.55 JAG A l'écoute des fantômes. Série
18.45 On a tout essayé **19.40** Un gars, une
fille File d'attente **19.50** Campagne élections
législatives **20.00** ET 0.50 Journal, Météo.



20.55 SOLEIL Film. Roger Hanin.
Avec Sophia Loren, Philippe Noiret, Roger
Hanin, Marianne Sägebrecht, Nicolas Olczyk.
Drame (France, 1997) ○. 3372471
*Une chronique des années de
jeunesse algéroise d'un homme. Un
récit de formation aux péripéties
éprouvées.*

22.45 Y'A UN DÉBUT À TOUT
Magazine présenté par Daniela Lumbruso et
Nathalie Corr. Invités : Florent Pagny,
Cendrine Dominguez, Pierre Bellemare, Vanessa
Demouy, Bratisla Boys, etc. 408181

1.15 Retour à Roland-Garros **1.40** Chanter la
vie **2.30** Eurocops Voie sans issue. Série **3.25**
24 heures d'info **3.45** Live for Love United
3.50 Rome, ville impériale Documentaire
4.10 Double Je Spéciale New York (100 min).

FRANCE 3

17.40 C'est pas sorcier **18.10** Campagne
officielle des législatives **18.20** Questions pour
un champion **18.50** Le 19-20 de l'information
20.10 Tout le sport, Le Journal de Roland-
Garros **20.30** C'est mon choix... ce soir.



20.55 VIE PRIVÉE, VIE PUBLIQUE
Jusqu'où est-on prêt à aller pour nos amies
les bêtes ? Magazine présenté par Mireille
Dumas. Invités : Pascale B., Henri Barbe,
Jacques Bertin, Allain Bougrain-Dubourg,
Alain Gross, Jeanne Manson, Patrick Pageat,
Bruno Salomone, Philippe Savarin. 5016297
23.00 Météo **23.05** Soir 3 **23.25** Campagne
officielle des législatives.

23.50 BAXTER ■ Film. Jérôme Boivin.
Avec Lise Delamare, Jean Mercure, Jacques
Spiesser, Catherine Ferran, Jean-Paul Rous-
sillon. *Fantastique* (France, 1988) ○. 7127617
1.15 Libre court Liste rouge 7857921.

1.30 Ombre et lumière Invité : Jacques Lanz-
mann **2.00** C'est mon choix... ce soir **2.20**
Soir 3 **2.45** Strip-tease **3.40** La Case de l'oncle
Doc Les Westrins de Sergio Leone **4.30** Un
jour en France (40 min).

CANAL+

18.00 Belphegor, le fantôme du Louvre Film.
Jean-Paul Salomé (Fr., 2001) ○ ► *En clair jusqu'à
21.05* **19.30** + de cinéma **19.40** Journal **19.50** Le
Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** La Grande
Course **20.15** Burger Quiz **20.50** + de sport.



21.05 SPÉCIAL FESTIVAL D'ANNECY -
TITAN A.E. ■ Film. Don Bluth et Gary
Goldman. *Animation* (EU, 2000) ○. 9551384
Un ambitieux space-opera animé.

22.35 Spécial Festival d'Anney Making of
Titan A.E. Documentaire 7895365.

22.50 SPACE COWBOYS ■ ■ Film.
Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood,
Tommy Lee Jones, Donald Sutherland,
James Garner, James Cromwell. *Aventures*
(Etats-Unis, 2000, v.o.) ○. 9915568

0.55 Surprises Spécial Supinfocom 8844358
1.20 Le Monde des ténèbres Jusqu'au bout
de la nuit. Série ○ 1292143 **2.05** Hockey NHL
Stanley Cup. Finale (1^{er} match). En direct
(175 min) 56000292.

FRANCE 5 / ARTE

18.00 C dans l'air **18.45** Emission pour la cam-
pagne officielle des législatives **19.00**
Archimède **19.40** De Séoul à Yokohama, c'est
pour demain **19.45** Arte info, Météo **20.15**
360°, le reportage GEO Les Abeilles tueuses.



20.40 THEMA SPÉCIAL ISRAËL -
PALESTINE - LES ENCLERCLÉS DE JÉNINE
Documentaire. Deborah Davis. 106099592
21.35 Théma : Chefs de guerre Documentaire.
Emmanuel Rosen 962384 **22.00** Théma :
Amies malgré tout Documentaire. Guy Lynn
66487 **22.20** Théma - La Menace ultime
Israël et sa bombe atomique. Documentaire
5689810.

23.00 MUSIC PLANET 2NITE Mercury
Rev rencontre Miossec. Magazine présenté
par Ray Cokes. 22655

0.00 La nuit s'anime Spécial Festival d'Anney.

0.50 La Banquière ■ Film. Francis Girod.
Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trint-
ignant. *Histoire* (France, 1980, 125 min) ○
23993582.

M6

17.10 Highlander Le miroir de Tessa. Série
18.05 Le Flic de Shanghai Un après-midi de
chien. Série **19.40** Loft Story **19.45**
Caméra café Série **20.50** Le Six Minutes,
Météo **20.05** Notre belle famille Série.



20.50 NORMAL, PARANORMAL ?
Magazine présenté par Stéphane
Rottenberg. Au sommaire : Milliardaire
grâce au pendule ; Peut-on communiquer
avec l'au-delà ? ; Un voyage à l'épreuve ;
Qu'y a-t-il après la mort ? ; Etranges coinci-
dences ; Où sommes-nous ? ; Les jumeaux
et le paranormal ; Hypnose. 199452

22.50 UN TÉMOIN POUR CIBLE Télé-
film. Douglas Jackson. Avec Yancy Butler,
David Nerman, Barry Flatman, Matthew
Harbour, Alan Fawcett (EU, 1999) ○. 4995162

0.30 Loft Story **1.09** Météo **1.10** Capital
Produits naturels : un luxe ? 7443563 **3.05**
Culture pub Magazine **3.30** M6 Music / Les
Nuits de M6 Emission musicale (210 min)
57761679.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction. Feuilleton.
22.00 Journal, Multipistes.
23.30 Surpris par la nuit. Eclats de miroirs.
0.05 Du jour au lendemain. Patrice Rollet.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Un mardi idéal. Au studio Charles
Trenet de la Maison de Radio France.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème. *Herbie's Groove*.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de
Grieg, Gade ; *Introduction, thème et
variations sur un air suédois* op. 12, de
Crusell, dir. Y. P. Tortelier. 20.40 Concert. Par
le Chœur de Toulouse Midi-Pyrénées et
l'Orchestre du Capitole de Toulouse :
œuvres de Chopin, Liszt.
22.20 Les Rendez-Vous du soir (suite).
Sonate pour violoncelle et piano n°1 op. 45,
de Mendelssohn ; Œuvre de R. Schumann ;
Sextuor à cordes n°2 op. 36, de Brahms.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

DÉBATS

22.00 Forum public. Y'a-t-il de la place pour une
politique culturelle alternative en France ? Invitée :
Catherine Tasca. Public Sénat

MAGAZINES

16.10 ET 0.10 i comme idées. Vincent Noce. i télévision
16.50 Les Lumières du music-hall. Sheila. Paris Première
17.10 Plaisir de France. Invité : Raymond Barre. Match TV
18.15 Open club. Invité : Claude Rich. CineClassics
19.00 Explorer. Morsure de serpent. Séductions animales. National Geographic
Sirènes des abysses. National Geographic
20.45 FBI. Invités : Roselyne Bachelot ; Jean-Hugues Anglade ; Olivier Besancenot ; Christine Aron. Match TV
21.40 Comme à la télé. Invités : Christine Bravo ; Yves Bigot ; Jean-Marc Morandini. Match TV
22.30 Ça se discute. Voyance, magnétisme, intuition : peut-on croire au sixième sens ? TV 5
0.15 Pendant la pub. Philippe Starck. Monte-Carlo TMC

DOCUMENTAIRES

17.00 L'Iran, du foot et des affaires. Histoire National Geographic
17.00 Courage au sommet. National Geographic
18.00 Civilisations anciennes. [10/13]. La Chaîne Histoire
18.15 Une histoire du football. [7/7]. Superstars. Histoire

19.00 Biographie. Lord Nelson. La Chaîne Histoire
19.15 C'était hier. [2/13]. Adieu, colonies. Planète
19.15 Un siècle de danse. [1/5]. Du romantisme au néoclassique : le ballet romantique. Mezzo
19.45 Femmes fatales. Jodie Foster. TPS Star
20.00 Les Aventures de National Geographic. Charles Lindbergh. National Geographic
20.00 Canada : Croisière à la découverte du Saint-Laurent. Un fleuve, des hommes. Voyage
20.45 « God Save the Queen » - 1977, vingt-cinq ans de règne. Planète
20.45 La Galaxie papier. [1/2]. Odysée
21.00 Le Désert du Sonora. National Geographic
21.00 La Route des vins. La Champagne. Voyage
21.00 Histoire du Vietnam. [2/6]. Histoire
21.25 Vichy et les Juifs. La Chaîne Histoire
22.15 Biographie. William Shakespeare. La Chaîne Histoire
22.30 Marions-nous ! [1/4]. Planète
23.00 L'Afrique, paradis des insectes. National Geographic
23.10 Une histoire du football. [5/7]. Histoire
23.25 New York. Cosmopolis. Odysée
1.00 Festival. [1/4]. Cannes, première. Planète

SPORTS EN DIRECT

20.00 Basket-ball. Championnat de Pro A. Demi-finale. Asvel - Cholet. Match aller. Pathé Sport

DANSE

0.00 Petite mort. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique de Mozart. Par Le Nederlands Dans Theater. L'English Chamber Orchestra, dir. Jeffrey Tate. Mezzo

MUSIQUE

21.00 Concert Pietro Antonio Fiocco. En 1999. Avec Roberta Invernizzi (soprano), Lia Serafini (soprano), Sylvie Althaparro (alto), Stefano di Fraia (ténor), Giuseppe Naviglio (basse). Mezzo
1.00 Duke Ellington. En 1965. Avec Cat Anderson, Cootie Williams ; Herbie Jones ; Ray Nance ; etc. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.40 Le Radjah des mers. Andrzej Kostenko, Jean-Pierre Blanc et Philippe Carrese. Festival
21.00 Les Chaines brisées. Lamont Johnson. Paris Première

SÉRIES

20.45 Friends. The One With The Tea Leaves (v.m.) ○
20.45 The One In Massapequa (v.m.) ○ Canal Jimmy
21.00 Aux frontières de l'étrange. Le long sommeil. Disney Channel
21.40 Absolutely Fabulous. Affres de la ménopause. Jimmy
21.55 Ally McBeal. [1/2]. Love is all around (v.o.). Téva
22.10 New York Police Blues. Double vue (v.o.) ○ Jimmy

MERCREDI 5 JUIN

TF1

11.00 Football (1^{er} tour, groupe E) : Etats-Unis - Portugal **12.55** A vrai dire **13.00** Journal
13.30 Football (1^{er} tour, groupe E) : Allema-
gne - Irlande **15.30** Dingue de toi Le choix du
canapé. Série **16.05** Pacific Blue Retour vers
le passé. Série **17.05** Melrose Place Retour à
la case départ. Série **17.50** 7 à la maison Baby-
sitting. Série **18.45** Tous ensemble Magazine
19.55 Météo, Journal, Météo.



20.55 COMBIEN ÇA COÛTE ? Discount,
soldes et prix réduits : Bonnes ou mauvaises
affaires ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut.
Invités : Pierre Bellemare ; Marianne James.
On trouve de tout dans les domaines ; Mau-
vaises ondes ; L'argent par les fenêtres : le
musée du jouet fantôme ; Du riffi dans le
ballon de rouge ; Les mauvaises affaires des
collectivités locales... 5060018

23.15 SANCTION FATALE Téléfilm.
John Terlesky. Avec Kristy Swanson, Michael
Madsen, Ron Perlman, David Dukes, Tiny
Lister Jr (Etats-Unis, 1999) ○. 6253124
*Une jeune femme, agent d'une organi-
sation chargée de tuer toute cible dési-
gnée par le gouvernement, essaie de
mettre un terme à son activité. Mais
elle apprend qu'elle fait l'objet, à son
tour, d'un complot diabolique...*

0.30 Rallye Rallye du Maroc **0.55** Très chasse
1.55 Confessions intimes Magazine **3.25**
Reportages Le bonheur des dames **3.55**
Aimer vivre en France Les moulins **4.50** Musi-
que **4.55** Histories naturelles (60 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.45 Le Joueur de flûte ■ ■ Jacques Demy
(Grande-Bretagne, 1971, 90 min) ○
14.00 Une femme à sa fenêtre ■ ■ Pierre
Granier-Deferre (Fr. - It., 1976, 90 min) ○
15.15 Les Aventures de Pinocchio ■ ■ Luigi
Comencini (It. - Fr. - All., 1972, 125 min) ○
16.40 Le Miracle de Fatima ■ ■ John Brahm
(Etats-Unis, 1952, 100 min) ○
17.20 La Petite Maison de thé ■ ■ Daniel Mann
(Etats-Unis, 1956, 125 min) ○
19.25 Lemmy pour les dames ■ ■ Bernard Borderie
(France, 1961, N., 95 min) ○
21.00 Courage, fuyons ■ ■ Yves Robert (France, 1979,
95 min) ○
21.55 La Règle du jeu ■ ■ Jean Renoir (France,
1939, N., 105 min) ○
22.35 Jugé coupable ■ ■ Clint Eastwood (Etats-Unis,
1999, 125 min) ○
22.50 La Nuit américaine ■ ■ François Truffaut
(France, 1973, 115 min) ○
23.05 Assassins en tous genres ■ ■ Basil Dearden
(Grande-Bretagne, 1969, 110 min) ○
0.35 Juarez et Maximilien ■ ■ William Dieterle
(Etats-Unis, 1939, N., 125 min). TCM
0.55 Executive Action ■ ■ David Miller (Etats-Unis,
1973, v.m., 90 min) ○

FRANCE 2

12.10 ET 14.55 Tennis Internationaux de France :
Quarts de finale messieurs. A Roland-Garros.
En direct **12.55** Météo, Journal, Météo **13.40**
ET 19.50 Campagne élections législatives
14.05 Inspecteur Derrick Série **17.50** Un livre
17.55 JAG Héros et menteurs. Série **18.45** On
a tout essayé **19.35** Histories formidables par
Stéphane Peyron **19.40** Un gars, une fille
Série. A cheval **20.00** Journal, Météo.



20.55 PASSAGE DU BAC Téléfilm. Oli-
vier Langlois. Avec Charles Aznavour, Annie
Cordy, Alexis Tomassian, Diane Dassigny
(Fr. - Bel., 2001). 4213211
*Deux adolescents, inscrits contre leur
gré dans une « boîte à bac » afin d'y
relever leur niveau scolaire, sont sou-
tenus par leurs grand-parents respec-
tifs, qui reprennent le chemin du lycée.*

22.30 ÇA SE DISCUTE Parents-enfants :
doit-on parfois inverser les rôles ? Magazine
présenté par Jean-Luc Delarue. Invitée : Gisè-
le Harrus-Révidi. 7761394

0.45 Journal de la nuit, Météo.

1.15 Retour à Roland-Garros **1.40** Emissions
religieuses **2.40** Eurocops Frère de lait. Série
3.30 24 heures d'info **3.55** Eurocops Dérégle-
ment de compte. Série **4.50** Une princesse
belge au Mexique Documentaire (25 min).

FRANCE 3

13.15 Tennis Internationaux de France (quarts
de finale messieurs). A Roland-Garros **15.05** Le
Trésor des mers du Sud Téléfilm. A. McLaglen
(EU, 1975) **16.35** TO3 **17.25** A toi l'actu@ **17.40**
C'est pas sorcier **18.10** Campagne officielle
des législatives **18.20** Questions pour un
champion **18.50** Le 19-20 de l'information
20.10 Tout le sport, Le Journal de Roland-
Garros **20.30** C'est mon choix... ce soir.



20.55 DES RACINES ET DES AILES
Voyages à la carte. Magazine présenté par
Patrick de Carolis. 366969

22.55 Météo **23.00** Soir 3 **23.20** Campagne
officielle Les élections législatives.

23.45 ENQUÊTE À SAN FRANCISCO
Téléfilm. John Langley. Avec Sam Elliott, Esai
Morales, Paul Sorvino, Dan Lauria, Richard
Gilliland (Etats-Unis, 1995). 2961785
*La découverte dans une rivière du
cadavre d'un homme battu à mort
auteur de l'assassinat d'un détective
fait enquêter les policiers chargés de
l'affaire dans le milieu professionnel
aduit défunt...*

1.25 Ombre et lumière **1.55** Les Dossiers de
l'Histoire Mon père, le Che **2.55** C'est mon
choix... ce soir **3.15** Soir 3 **3.40** Vie privée, vie
publique Jusqu'où est-on prêt à aller pour
nos amies les bêtes ? (115 min).

CANAL+

14.00 Xcalibur Le retour. Série **14.25** Björk en
concert **15.30** Star Hunter Le point de
rencontre. **16.15** Jack Palmer Série. Pétillon
16.20 Eddy Time Magazine **18.00** Daria Is It
College Yet ? ► *En clair jusqu'à 21.00* **19.05** Tel est
pris qui croyait prendre **19.15** Making of « Spi-
derman » **19.40** Journal **19.50** Le Zapping
19.55 Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** +
de sport **20.50** Le Carnet d'Aimé.



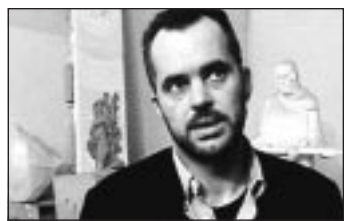
21.00 ESCROCS MAIS PAS TROP ■ ■
Film. Woody Allen. Avec Woody Allen, Tracey
Ullman, Hugh Grant, Elaine May, Michael
Rapaport. *Comédie* (EU, 2000) ○. 62414
*Un couple de New-Yorkais tente
un hold-up dont les conséquences
ne seront pas celles qui étaient atten-
dus.*

22.30 LA FILLE DE D'ARTAGNAN
Film. Bertrand Tavernier. Avec Sophie
Marceau, Philippe Norel, Claude Rich, Sami
Frey, Raoul Billerey. *Cape et d'épée* (France,
1994) ○. 3066786
*Une tentative de retrouvailles avec le
cinéma de cape et d'épée.*
0.35 Midnight + Spécial Festival d'Anney.
The Dealine ; Anglobilly Fevard ; Dog ; Le
petit vélo dans la tête ; Fofolle Fada. 8075099

1.30 Hiruko ■ Film. Shinya Tsukamoto. Avec
Kenji Sawada, Naoto Takanaka. Horreur
(Japon, 1990, v.o.) ○ 6998902 **3.05** Basket
NBA Play-offs. Finale (2^e match). En direct
(185 min) 92205506.

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Les Etoiles
du cinéma **14.35** Cas d'école **15.35** Célébra-
tions **16.30** Après la sortie **17.25** 100 %
question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission
pour la campagne officielle des législatives
19.00 Connaissance **19.40** De Séoul à
Yokohama, c'est pour demain **19.45** Arte
info, Météo **20.15** 360°, le reportage GEO
L'Ecole des Inuits.



20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE
Histoires albanaises. Documentaire. Eline
Filipse (PB, 2000). Magazine présenté par
Alexander Adler. 5608308
*Cinq Albanais témoignent, avec un
optimisme et une capacité d'adaptation
révélateurs, de la façon dont
l'Albanie vivait sous la dictature
d'Enver Hodja.*

21.40 MUSICA - LA ROUTE DES TROU-
BADOURS Documentaire. Elfi Mikesch
(All. - Turq. - Inde, 2002). 5442740
*Sur les traces des troubadours d'hier
et d'aujourd'hui.*

PIERRE GEORGES

Match-anniversaire

L'ÉCRAN du téléviseur est à droite. L'écran de l'ordinateur à gauche. Allez dans ces conditions extrêmes de strabisme divergent commenter en direct live un événement micro-planétaire. Et pourtant il le faut bien. Ce n'est pas tous les jours que l'on voit ce que l'on voit en ce matin calme sur notre brave engin à images coréennes : l'équipe de Chine en Coupe du monde de football.

Ce serait même plutôt la première fois. La toute première fois. La Chine est là. La Chine fait ses grands débuts d'énorme petit Poucet. La Chine, allez osons, nous réveille !

Donc l'énoncé même du match était une promesse d'inédit : Chine-Costa Rica. Ce n'est pas faire injure à l'équipe costaricaine que de dire que la nouveauté et l'intérêt n'étaient pas chez elle ni pour elle. Mais bon, sauf à être natif de San José ou citoyen de cette nation lilliputienne, à peine peuplée comme un gros bourg chinois, il n'y avait pas de quoi, toutes affaires cessantes, filer par satellite vers ce stade de Gwangju et constater que l'herbe y est belle et que les Coréens sont de fameux jardiniers !

On aime bien le foot, mais pas à ce point-là ! L'intérêt de la proposition tenait pourtant d'abord à cette disproportion évidente des peuples et forces en présence. Le football est bien une discipline guerrière étrange. Il permet à une simple patrouille de 11 Costaricains, échantillon représentatif d'à peine 3,6 millions de leurs compatriotes de défier sans rire ni frémir, 11 Chinois, délégués par, simple estimation, 1,3 milliard de personnes. Et avec de sérieuses chances, on le verra de l'emporter.

La deuxième raison de surveiller ce match du coin de l'œil

et même un peu plus, tenait évidemment à son aspect bal des débutants. Les Chinois enfin ! Les Chinois passionnés de football, à ce qu'on dit, s'ouvrant depuis des années à cette discipline mondialisée avant l'heure. Le football chinois apparaissant pour la première fois sous la lumière crue et cruelle d'une Coupe du monde, pour y subir son baptême et y effectuer son noviciat.

Bon autant le dire, du moins sur ce que l'on a vu par intermittence : l'apprentissage sera d'évidence une longue marche ! Ces onze, douze, treize, vingt-trois Chinois, entraînés par un fameux mercenaire serbe, Boris Milutinovic, spécialisé dans les équipes en devenir, ont encore des progrès à faire. Et malgré toute leur bonne volonté, les joueurs en blanc et rouge, ont dû baisser pavillon, (2-0) contre des Costaricains nettement supérieurs en savoir.

Mais, hors l'exotisme présumé de la rencontre, la vraie raison d'évoquer cet événement tenait à autre chose : la date. Ce premier match de la Chine, en phase finale de la Coupe du monde, s'est joué le mardi 4 juin 2002. C'est-à-dire très exactement, le jour-anniversaire, treize ans après, du sinistre 4 juin 1989, date de la répression sanglante des manifestations étudiantes sur la place Tiananmen.

La coïncidence n'avait évidemment pas échappé aux autorités chinoises. Pas plus qu'elle ne saurait échapper à quiconque. A quiconque sachant par expérience que, sous le football, pas qu'un sport, se jouent bien d'autres choses. Et de moins futiles ou ludiques. En ce sens il n'est pas impossible que cette première défaite chinoise engendre ses propres prolongations !

« Je suis régionaliste, je suis bretonne avant d'être française »

RENNES

de notre envoyé spécial

En Ille-et-Vilaine, Bruno Bertin n'est pas une célébrité, mais presque. Aujourd'hui, il est surtout connu dans sa région comme le créateur de *Vick et Vicky*, une bande dessinée pour enfants sages dont les héros sont des jeunes scouts hardis et débrouillards. Comme beaucoup d'auteurs de BD installés en province, il se charge lui-même de l'édition de ses albums et a fondé à Rennes une petite maison indépendante, Les Editions P'tit Louis, aujourd'hui gérée par son épouse, Muriel. Ce n'est pas la fortune, mais les affaires marchent : huit albums en huit ans, 15 000 exemplaires vendus en 2001...

Pourtant, bien avant la BD, Bruno avait déjà fait parler de lui en créant à Fougères, sa ville natale, un Salon professionnel de l'innovation centré sur les nouvelles technologies, qu'il dirigea bénévolement pendant plusieurs années en liaison avec des entreprises, des administrations et des élus. Très impliqué dans la vie économique et culturelle locale depuis près de vingt ans, Bruno se considère désormais, à 39 ans, comme « un homme public » : « Je rencontre souvent des hommes politiques et des responsables de toutes sortes, et j'ai eu l'occasion de faire connaissance avec certains. Je connais leur univers. » Cela dit, il refuse tout engagement partisan et s'intéresse modérément aux élections : « Le 21 avril, Muriel et moi n'avons pas voté, nous pensions que les jeux étaient faits. D'ailleurs, ce jour-là, nous n'étions pas chez nous à Rennes, nous participions au Festival de BD des Sables-d'Orlonne. Au deuxième tour, bien sûr, nous sommes allés voter – contre la déraison, et en ce sens le score du FN a été un électrochoc salutaire. Mais s'il avait fallu choisir entre Chirac et Jospin, je ne me serais pas dérangé... »

Muriel va plus loin : « Bruno, en tant qu'artiste, ne doit pas être dans un camp ni dans un autre, ce n'est pas son rôle. Même chose pour moi en tant qu'éditeur. Je préfère m'investir dans des causes, je milite dans une association de lutte



Pour Bruno et Muriel, il ne faut jamais juger un homme politique sur son étiquette.

contre le sida. Là, je me sens à ma place. » De toutes façons, elle a peu de temps libre, car en plus de la gérance de P'tit Louis, elle doit travailler à plein temps dans un office de tourisme. Par ailleurs, elle préfère garder ses distances à l'égard des grands débats nationaux : « Je ne suis pas autonomiste, mais je suis régionaliste, je suis bretonne avant d'être française, c'est clair. J'aime profondément la Bretagne, ça ne se raisonne pas – et je m'intéresse en priorité à la politique locale. »

Pour sa part, Bruno ne veut surtout pas se laisser étiqueter : « On a dit que j'étais de droite parce que je raconte des histoires de scouts, mais

c'est faux, j'aime surtout provoquer, créer la surprise. Je suis du parti de la raison. »

Pourtant, dès qu'il parle des problèmes de la France, il réagit d'abord en patron de PME. Il souhaiterait, pour le bien commun, que l'Etat et les organismes sociaux laissent un peu respirer les entreprises et les travailleurs indépendants. Il raconte une anecdote vieille de plusieurs années, qui semble avoir laissé en lui une blessure : « Quand nous avons transformé P'tit Louis en SARL et donné la gérance à Muriel, je suis allé voir une caisse quelconque qui me devait de l'argent, car j'avais trop cotisé. L'employée m'a accueilli avec un sourire en coin et m'a demandé : « Cessation d'activité ? – Non, seulement un changement de statut – Ah, dommage, si c'était une cessation on serait pas obligé de vous rembourser. » Visiblement, cette fonctionnaire n'était pas là pour aider les entrepreneurs. Il faut repenser la façon dont ce pays fonctionne, mais par où commencer ? »

Avant les législatives, Bruno assure qu'il ira voter, mais il ne sait pas encore pour qui : « Je suis sans arrêt en déplacement, je ne sais même pas qui se présente à Rennes. Or, grâce à mon expérience du terrain, je sais qu'il ne faut jamais juger un homme politique sur son étiquette, mais sur ses propositions et sur sa personnalité. Dans le passé, j'ai voté à gauche et à droite, en fonction des qualités humaines individuelles des candidats. Aujourd'hui, pour être franc, qu'on ait une majorité de gauche ou de droite, je m'en tape royalement, du moment qu'on évite les extrêmes. Ce qu'il faut, du travail d'équipe, pas des batailles stériles. J'ai vu des municipalités s'enfoncer dans un affrontement droite-gauche permanent, et le bénéfice pour la population a été nul. De toutes façons, je ne peux pas me dire voilà, je serai rouge, ou bleu, toute ma vie. C'est une erreur de rester bloqué sur une seule façon de voir. »

Yves Eudes

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Crise royale en Jordanie

LE PARLEMENT JORDANIEN s'est réuni hier dans des conditions particulièrement dramatiques. Il s'agissait de prendre une décision pour la dévolution de la couronne. Le souverain actuel est Talal I^{er}, fils aîné du roi Abdallah. Il ne jouit pas d'un état de santé brillant. Lorsque son père fut assassiné en juillet dernier, Talal était en Suisse dans une maison de santé. Le bruit court bientôt que la maladie du prince était une invention de ses adversai-

res, qu'il était séquestré sur ordre de la Grande-Bretagne et en raison de son hostilité connue envers cette dernière. En réalité, la maladie de Talal n'a rien d'un mythe. A plusieurs reprises, des crises nerveuses l'avaient conduit à certains excès. Aujourd'hui, il est à Versailles, soumis à un traitement intensif à la pénicilline. Toujours est-il que le Parlement d'Amman s'est réuni pour examiner l'affaire. Le premier ministre, Tewfik pacha Aboul

Huda, a, paraît-il, donné lecture de documents concernant les intentions et les possibilités du roi. Si ce dernier était amené – de bon gré ou par une mesure de destitution – à abandonner son trône, son successeur serait son fils, le jeune émir Hussein, actuellement élève au collège de Harrow. L'émir Hussein a seize ans. Il serait donc nécessaire pendant deux ans de lui trouver un tuteur.

(5 juin 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



lemonde.fr/mondial2002. Et nos analyses et commentaires dès la fin des rencontres.

■ Pour nos abonnés, un dossier spécial « L'Épopée des Bleus » en 1998.

■ Avant le premier tour, une radioscopie de huit circonscriptions-tests. Zoom actuellement sur Orange, où le Front national s'enracine (elections.lemonde.fr).

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 17
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Sur la piste de Ben Laden ».

■ Tirage du Monde daté mardi 4 juin 2002 : 530 949 exemplaires.

1-3

Le Monde N° 19

SUR LA PISTE DE

BEN LADEN

Les commandos américains et anglais traquent Ben Laden et ses lieutenants au cœur du pays pachotane. Qui les protège, pourquoi et jusqu'à quand? Cachemire et Afghanistan : le double jeu du Pakistan. De Djérba à Karachi, l'agenda du terrorisme mondial.

ET AINSI... MONDIAL : ZIDANE ET L'ARGENT DU FOOT. TÉMOIGNAGE : J'AI ÉTÉ TOURISTE EN CORÉE DU NORD. REPORTAGE : AVEC UNE UNITÉ D'ÉLITE ISRAËLIENNE. PORTRAIT : BEN ALL OPA À VIE SUR LA TURQUIE. DOSSIER : LE PAR DU MALINIS GÈRE AU GÈRE MAJEUIL. PHOTO : MADRID AU FÉMININ PLURIEL. FUTUR : MAIS SUR TERRE.

3€

Le Monde

LIRE ET VOIR

MONDIAL ZIDANE ET L'ARGENT DU FOOT REPORTAGE AVEC UNE UNITÉ D'ÉLITE ISRAËLIENNE PHOTO MADRID AU FÉMININ PLURIEL

MAGAZINE MENSUEL 3€